

Dole-Clinton : premier débat

Lors de son premier face-à-face télévisé avec Bill Clinton, le candidat républicain, Bob Dole, a surpris par son aisance, son humour et ses attaques sans agressivité excessive. Mais son retard sur le président démocrate reste important.

p. 6 et notre éditorial page 17

La loi des talibans

Depuis l'arrivée des « moines soldats » à Kaboul, l'ordre islamiste règne sur la capitale afghane. Reportage de notre envoyé spécial, Bruno Philip, et entretien avec Kacem Fazely, universitaire afghan.

pp. 3 et 15

L'avenir selon Alain Juppé

Le premier ministre prédit pour 1997 une croissance double de celle de 1996.

p. 7

Le CIC intéresse la BNP

La banque dépose une offre pour la privatisation du groupe bancaire CIC et signe un accord de coopération avec la Dresdner Bank.

p. 18

L'aveu américain

Le Pentagone l'a nié, caché, puis enfin avoué : la destruction d'armes chimiques irakiennes est à l'origine des « blessures » de milliers de vétérans de la guerre du Golfe.

p. 14

Retour sur Gigastorage

Huit mois après l'affaire, l'usine de disques durs informatiques a commencé sa production à Belfort.

p. 11

Tempête sur l'Esseonne

Une dizaine d'enquêtes préliminaires et d'informations judiciaires mettent en cause de nombreux élus de ce département.

p. 10

Accor change de tête

Les deux patrons fondateurs du premier groupe mondial de l'hôtellerie cèdent la place à Jean-Marc Espeloux. Entretien.

p. 19

La maturité des « 4-14 ans »

Une étude des goûters d'enfants permet de l'assurer : les enfants sont plus mûrs qu'autrefois.

p. 23

Allemagne, 3 DM; Autriche-Suisse, 9 S; Belgique, 25 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Chine, 200 Y; Espagne, 200 P; France, 200 F; Grèce, 200 Dr; Hongrie, 200 Ft; Italie, 200 L; Japon, 200 ¥; Pays-Bas, 200 G; Royaume-Uni, 200 £; Suède, 200 Kr; Suisse, 200 Fr; Taiwan, 200 NT; Thaïlande, 200 Baht; Turquie, 200 Lira; USA, 200 \$.

M 0147 - 1008 - 7,00 F



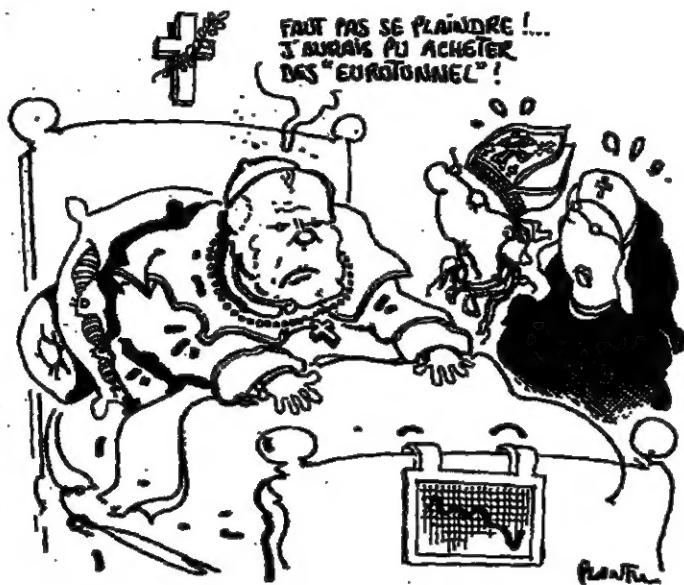
Eurotunnel échappe à la faillite grâce au soutien de ses banques

Les établissements financiers prennent 45 % du capital de l'entreprise

EUROTUNNEL devait présenter, lundi 7 octobre, les grandes lignes de son plan de sauvetage. Sa dette, proche de 70 milliards de francs après 225 banques, sera restructurée, ce qui représente une des plus importantes opérations de ce type réalisées dans le monde. Les 750 000 actionnaires, dont 615 000 particuliers français, évitent la ruine. En droit pur, ils auraient été les premiers touchés par la défaillance de l'entreprise.

Les banques, qui avaient dû provisionner massivement leurs créances et faire face à la grogne de leurs clients, ont accepté d'abandonner environ 20 milliards de francs d'intérêts. Elles prendront 45 % du capital d'Eurotunnel en convertissant une part de leur crédit en actions payées 10,40 francs alors que le titre cotait 9,15 francs avant sa suspension à la Bourse de Paris, vendredi 27 septembre. Il avait touché un plus bas (4,84 francs) en avril. Les actionnaires avaient payé leurs actions 22,50 francs en 1994.

Le plan, très complexe, s'appuie sur plusieurs scénarios économiques mais le redressement final dépend de l'évolution des tarifs sur le trafic



transmanche. Suivant les cas, les actionnaires détiendront entre 40 et 65 % de la société en 2003. Eurotunnel table sur la suppression en 1999 des ventes hors taxes, qui favorisent ferries et compagnies aériennes. La

société va demander aux gouvernements français et britannique l'extension de sa concession de 65 à 99 ans.

Lire page 18

LES RÉGIONS DANS « LE MONDE »

Une nouvelle page quotidienne et un réseau national de correspondants régionaux

A L'AUBE du XXI^e siècle, alors que la crise sociale ronge la France et que le consensus républicain s'effrite, dans quel territoire nous apprenons-nous à vivre? Quelle France désirons-nous, quel cadre de vie, quelles villes, quels paysages, quels aménagements, quels transports? Le choix du mode de développement du territoire français n'est pas anodin. Soit il participera à l'effort de reconquête d'un pays pacifié et harmonieux, au cœur d'un dessin politique collectif; soit il accentuera les tendances à l'exclusion qui déchirent les pièces régionales du tissu national, faisant le lit de ce cauchemar français qu'est le Front national.

L'aménagement du territoire a constitué un temps fort des années 60 et 70. Grandes infrastructures et grands équipements se sont succédés. La France s'est couverte de routes, de ponts, de voies ferrées, d'aéroports, de villes nouvelles, de stations touristiques. Les bâtisseurs ont changé le décor de notre vie quotidienne, non sans ambition et non sans erreurs aussi quand on songe à l'urbanisme des

banlieues ou au bétonnage du littoral.

Vers quels changements allons-nous maintenant? C'est, dès ce numéro, à l'observation de ces modifications que *Le Monde* convie ses lecteurs, dans un nouvel espace rédactionnel quotidien. Chaque jour - sauf le week-end -, une page « Régions » s'efforcera de saisir, en Ile-de-France comme dans les provinces, en ville et à la campagne, les initiatives significatives qui construisent notre environnement quotidien.

Pour ce faire, *Le Monde* a décidé de construire un réseau de correspondants régionaux permanents, installés dans les principales métropoles régionales. Avec l'aide de nos correspondants départementaux, ils rendront compte de tout ce qui, ici ou là, nous paraît faire sens pour l'ensemble des lecteurs, quel que soit leur lieu d'habitation, de travail ou d'origine. Ils s'efforceront ainsi de donner une dimension nationale à l'actualité régionale, explorant une voie nouvelle évitant les écueils du « parisianisme » et du « localisme » - bref, du repli sur soi.

J.-M. C.

Lire page 12

Les « écuères » envahissent les trottoirs de La Havane

LA HAVANE

« Les âmes en peine perdent leur temps à chercher la compagnie d'un instant contre rétribution financière. Depuis la révolution, la prostitution n'existe plus à Cuba », disait-on dans l'édition 1990 du Guide Arnaud consacré à l'île caribéenne. Les temps ont bien changé, au point que la presse officielle multiplie les reportages et débats pour tenter d'expliquer le retour en force du plus vieux métier du monde.

Que Cuba, connu dans les années 50 comme « le bordel de l'Amérique », soit redevenu dans les années 90 une destination du tourisme sexuel ne fait aucun doute. Dès la nuit tombée, le Malecon, la large avenue de bord de mer, ou la Quinta Avenida, qui traverse le quartier résidentiel de Miramar, se transforment en terrain de chasse. De très jeunes femmes aux charmes à peine voilés par quelques centimètres carrés de lycra alpaguent l'étranger sans ambiguïté. Dans les restaurants branchés de la ville coloniale et les discothèques des grands hôtels s'exhibent

des couples dépareillés, hétéraires à peine sortis de l'adolescence et Européens, largement au-delà de l'âge de la retraite.

Face à l'ampleur du phénomène, les autorités ont lancé en juin dernier une contre-offensive. L'hebdomadaire *Juventud Rebelde* a révélé le démantèlement d'un réseau qui offrait les services de quelque sept mille prostituées à Varadero, la principale station balnéaire de l'île. Des propriétaires louant leurs appartements pour des rencontres tarifées, des chauffeurs de taxi, des portiers d'hôtel et des propriétaires ont été poursuivis. La loi, qui prévoit une peine pouvant atteindre quatre ans de prison après trois avertissements, est sporadiquement appliquée.

Cette répression n'empêche pas les péripéties de continuer leur office à la barbe des policiers révolutionnaires. « Le gouvernement cubain n'a jamais tiré de bénéfices financiers de ce triste phénomène social qui n'a jamais constitué une politique pour polir les difficultés économiques que traverse le pays », affirme l'hebdomadaire *Granma Internacional*.

En réponse à une série de reportages publiés dans la presse espagnole. Tout en reconnaissant que l'image des belles mulâtres a été utilisée pour promouvoir le tourisme cubain, la presse officielle insiste sur les différences entre les prostituées des années 50, « de pauvres paysannes ignorantes », et les « jinetes » d'aujourd'hui, qui vendraient leurs corps non pour survivre, mais pour accéder aux biens de consommation inaccessibles à la grande masse des Cubains.

L'usage même du terme *jinetes* - « écuère », qui a remplacé celui, péjoratif, de prostituée - exprime, selon le sociologue Aurelio Alonso, une tolérance de la famille et de la société face à ce phénomène attisé par le boom touristique. Les grands frères rabattent le gibier sur le Malecon, et les pères de famille font mine d'ignorer d'où vient l'argent qui a permis d'acheter un téléviseur en couleur, espérant secrètement que leur fille finira par épouser un étranger.

Jean-Michel Caroit

POINT DE VUE

Forger un autre avenir

par André Gorz et Jacques Robin

DANS Constantinople assiégée, on discutait du sexe des anges. Dans la France et l'Europe où, en ce début d'automne, rien ne va plus, où protection sociale, minima sociaux, conventions collectives, droit du travail sont dénoncés comme d'insupportables « rigidités », où la peur de l'avenir, la précarité de l'emploi, la misère, le chômage, la grande pauvreté, explosent en même temps que les bénéfices des entreprises, d'énormes responsables discutent docilement de la meilleure façon de faire tenir des mutations fondamentales qu'ils préfèrent ne pas analyser dans les vieux cadres d'un système qu'elles veulent à l'implosion.

Ces mutations, quand elles sont évoquées, sont présentées le plus souvent comme deux processus distincts mais parallèles, conformes à la « nature des choses » : la mondialisation et l'informatisation. Faut-il vraiment avoir la mémoire courte, au point d'oublier qu'elles relèvent l'une et l'autre d'une même stratégie adoptée en réponse à une autre crise que celle que nous vivons au

jourd'hui? Laquelle? Celle dont, vers le milieu des années 70, se préoccupaient au sein de la Trilatérale de grands décideurs privés et publics du monde industrialisé. Les peuples et les entreprises étaient alors devenus ingouvernables, les marchés étaient saturés, les salaires explosaient, les profits s'effondraient, la croissance se heurtait à des limites physiques. L'argent n'était plus roi, le capital n'était plus maître dans les usines ni les gouvernements maîtres de la rue.

Il fallait d'urgence que l'industrie se rende invulnérable aux grèves-bouillons; que sa rentabilité cesse de dépendre des économies d'échelle; qu'elle apprenne à produire plus vite, en plus petites séries, avec moins de capital et moins de personnel. Il était grand temps de tirer parti enfin des ressources, sous-utilisées jusque-là, des technologies de l'information.

Lire la suite page 16

André Gorz est écrivain. Jacques Robin est écrivain scientifique et directeur de la lettre Transversales science culture.

Mode : Paris courtisé et assiégé

APRÈS LONDRES et Milan, et avant New York et Tokyo, Paris montre les collections de prêt-à-porter féminin de l'été 1997, du 7 au 17 octobre : 90 défilés et 43 présentations dans différents lieux de la capitale. Inauguré en mars 1994, le Carrousel du Louvre, cher et froid, est de plus en plus délaissé, les créateurs lui préférant des ambiances intimistes. C'est le cas de Rei Kawakubo dont le défilé, sous la griffe Comme des garçons, au Musée des arts africains et océaniques, est l'un des plus attendus. La forte présence internationale révèle les faiblesses d'une industrie française de la mode qui menacent le rayonnement de Paris.

Lire page 25

Sous l'eau sans respirer



UMBERTO PELIZZARI

DES PLONGEURS en apnée ont participé au premier championnat du monde organisé sur les bords de la Méditerranée. L'Italie, emmenée par Umberto Pelizzari, l'homme qui est descendu à 131 mètres sans respirer, a remporté la compétition. Au même moment, en Sardaigne, la Cubaine Deborah Andollo a amélioré de quatre mètres le record de Rossana Malorica, la fille du héros du Grand Bleu.

Lire page 21

International	2	Asie/Pacifique	22
France	7	Amérique	24
Société	10	Alimentation	24
Méditerranée	12	Météorologie	24
Culture	15	Musique	24
Environnement	16	Sciences	25
Économie	18	Communication	25
Phénomènes	20	Radio-Télévision	25

PROCHE-ORIENT Réunies au point de passage d'Erez, entre Israël et la bande de Gaza, dimanche 6 octobre, les délégations israélienne et palestinienne sont

convenues des modalités de la reprise des discussions à propos de l'évacuation partielle par l'armée israélienne de la ville d'Hébron, qui aurait dû intervenir en mars.

● **LE PREMIER MINISTRE** israélien, Benyamin Nétanyahou, veut modifier, contre l'avis des Palestiniens, l'accord signé il y a un an par les deux parties au nom de la

« sécurité » du petit groupe de colons d'extrême droite installés dans la vieille ville arabe. ● **DIX JOURS** après la flambée de violence qui a ensanglanté les terri-

toires palestiniens, le conseil européen réuni dimanche à Dublin a adressé aux Israéliens et aux Palestiniens un message de soutien au processus de paix.

Sans illusions, Israéliens et Palestiniens reprennent leurs pourparlers

Après l'échec du sommet de Washington, les négociateurs ont mis au point, dimanche 6 octobre à Erez, un simple calendrier de travail. A Jérusalem, M. Nétanyahou a réitéré son refus de s'engager sur une date précise concernant le redéploiement de Tsahal à Hébron

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'implication américaine dans le processus de paix israélo-palestinien ne fait décidément pas de miracle. A Washington, la semaine dernière, Benyamin Nétanyahou et Yasser Arafat ne s'étaient mis d'accord que sur une seule chose : la nécessité de mettre un terme aux violences, conséquence directe de la nouvelle politique israélienne, et la reprise des discussions sur la meilleure manière de mettre en œuvre l'accord, signé et ratifié par la Knesset il y a exactement un an, concernant le redéploiement de l'armée israélienne hors de la plus grande partie d'Hébron.

Dimanche soir 6 octobre, au poste militaire israélien du point de passage d'Erez à Gaza, les déléga-

tions nommées par les deux hommes se sont mises d'accord sur les modalités de leurs prochaines discussions. Une commission spéciale de travail sur Hébron, qui existait déjà sous une autre appellation, a été créée.

« CALOMNIE ET MENSONGE »

Les commissions mixtes de travail sur les questions civiles, sécuritaires et économiques, qui avaient cessé de se réunir parce qu'elles n'aboutissaient à rien de concret, vont être réactivées. Mais, M. Nétanyahou a réitéré son refus de s'engager sur une date précise quant au redéploiement de ses soldats hors d'Hébron, qui devait avoir lieu en mars selon les accords.

Nommé il y a deux mois par le

premier ministre à la tête du « comité de suivi des accords d'Oslo », mais - le gouvernement l'a rappelé dimanche - « sans pouvoir de décision », le général de réserve Dan Shomron a indiqué que sa délégation avait « l'intention de travailler rapidement pour parvenir à des accords dans tous ces domaines ». Son homologue palestinien, Saïb Erakat, « ministre » des collectivités, a répété ce que Yasser Arafat avait déjà dit à Washington, à savoir que « les deux parties sont décidées à mettre fin aux violences en éliminant leurs causes ». Bien entendu, chaque camp a son idée de ce que furent les « causes » de l'explosion de la semaine dernière.

Pour M. Nétanyahou, ce fut « la calomnie et le mensonge » de M. Arafat, sur « la prétendue agres-

sion [qu'aurait commise Israël] contre les lieux saints islamiques », en perçant une nouvelle ouverture dans un tunnel archéologique à Jérusalem. Pour les Palestiniens, le tunnel ne fut qu'un détonateur, et c'est « l'arrêt du processus de paix, la reprise de la colonisation juive des terres arabes et le non-respect des engagements sur Hébron et d'autres sujets » qui ont provoqué l'embrasement.

« Il est essentiel, a dit le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, que les deux parties émergent victorieuses de ces discussions. Sinon, dans la situation dangereuse qui prévaut encore, elles seront toutes deux perdantes. » M. Christopher, qui n'a pas assisté à la rencontre d'Erez - c'est Dennis Ross, coordonnateur spécial de la poli-

tique américaine au Proche-Orient, qui jouait le rôle de « facilitateur » -, a rencontré dimanche, séparément, M. Arafat à Gaza, et M. Nétanyahou à Jérusalem.

EXIGENCES

Devant lui, lors d'une brève conférence de presse, le chef du Likoud a veillé à ne plus parler de « modifier » les accords signés mais simplement de « les ajuster, dans les limites de ce qui a été agréé ». Il a cependant répété que « les événements de la semaine dernière ont démontré la sincérité [des] préoccupations sécuritaires pour la communauté juive d'Hébron » (quatre cent cinquante personnes pour cent vingt mille résidents palestiniens).

Selon les fuites reproduites dans

la presse israélienne, le gouvernement aurait présenté deux exigences nouvelles aux Palestiniens : la première prévoit que, même dans la partie de la ville qui serait évacuée par les soldats, ces derniers conservent le droit d'y patrouiller et d'y rechercher d'éventuels agresseurs. La seconde dispose que les quatre cents policiers palestiniens chargés, selon les accords précédents, d'y faire régner l'ordre, ne soient pas armés de fusils d'assaut comme dans les autres enclaves autonomes, mais simplement de pistolets. De nouveaux « ajustements » territoriaux, laissant plus d'espace aux colons de la ville pour « se développer dans la sécurité », seraient aussi suggérés.

Patrice Claude

Hébron, la ville des patriarches, attend son partage avec anxiété

HÉBRON

de notre envoyé spécial

« Le jour, ils nous crachent dessus. Si l'on répond, ils arment en riant leurs pistolets-mitrailleurs. La nuit, ils maculent les murs de nos maisons d'insultes. « Mort aux Arabes ! Les Arabes sont des chiens ! » Les soldats laissent faire. Eux aussi, ils veulent que nous quittions nos maisons pour les occuper. Mais jamais, jamais, nous ne leur donnerons cette victoire. Jamais ! » Quand il parle de ses voisins, les colons juifs, les yeux fatigués des éclairs. Une toux rauque et profonde secoue le petit corps décharné. Chevelure couverte et longue gallabiya sombre, comme il sied à une jeune musulmane, Assia s'est précipitée sur le vieillard. « Calme-toi, grand père. Je te le jure, un jour, si Dieu le veut, les Juifs partiront d'ici. »

A quatre-vingt-un ans, Abdel Karim n'a plus guère d'illusion. La maison familiale dresse ses deux étages dans une zone urbaine qui restera, quoi qu'il advienne dans un avenir prévisible, sous contrôle de l'occupant. Depuis qu'il y a treize ans, par un après-midi d'été, l'armée d'Israël a réquisitionné le terrain qui jouxtait sa maison pour construire trois immeubles réservés aux colons israéliens, la vie d'Abdel Karim et de ses neuf enfants est un enfer. « Ils ont tout es-

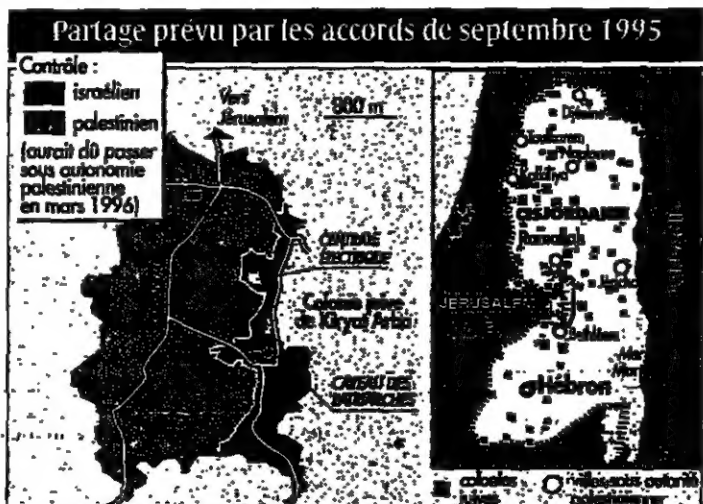
sayé pour nous faire partir, reprend le vieil homme. D'abord l'argent, que j'ai refusé, puis les vexations - les pierres contre les fenêtres, leurs ordures ménagères jetées la nuit dans ma cour -, puis les menaces. »

Sur le haut mur qui borde sa cour intérieure, Abdel Karim montre la frise de barbelés posée par ses voisins. Au-dessus, sur le toit de l'immeuble d'à côté, deux soldats sont en faction. Des soldats, sur les toits, aux carrefours et sur les places publiques du centre-ville historique d'Hébron, il y en a partout. Derrière des sacs de sable ou, mieux abrités, à l'intérieur de miradors, Hébron est un volcan qui peut cracher du feu et du sang à tout moment.

« RAISONS DE SÉCURITÉ »

Dimanche 6 octobre, le couvre-feu imposé sur la ville depuis dix jours pour permettre aux colons juifs de célébrer en toute tranquillité leur « fête des cabanes » (Soukhot) a été levé. Pas d'incident notable à signaler. Privés de travail et de revenus depuis dix jours, les 120 000 Palestiniens de la ville ont vaqué à leurs occupations sous l'œil vigilant des soldats israéliens, déployés en force. La situation est intenable, et le répit, chacun en est convaincu, sera de courte durée.

Sur le marché de gros aux légumes, devant la maison d'Ab-



doulkarim, une petite escouade de soldats vient en riant des boîtes de boissons fraîches. Un appareil photo circule de groupe en groupe. On pose avec l'œil farouche et le fusil d'assaut épaulé vers la casbah. Pour le souvenir. Depuis février 1994, lorsqu'un fanatique de la colonie juive voisine, Kiryat Arba, a massacré 29 Palestiniens en prière à la mosquée du Caveau des Patriarches, le marché de gros est fermé. Et aussi la station centrale d'autobus. Et encore la principale artère de la casbah, interdite à la circulation palestinienne parce que trois de ses im-

meubles sont occupés par des colons juifs.

« Raisons de sécurité », ont décidé les Israéliens. C'est également pour ces « raisons » que la ville est virtuellement coupée en deux depuis seize ans et que Benyamin Nétanyahou entend renégocier les accords signés il y a un an par le précédent gouvernement et qui prévoyaient le retrait des soldats d'environ 80 % de la cité.

Avec son patronyme hollywoodien et son accent de Brooklyn, David Wilder est l'un des voisins du vieil Abdel Karim. Barbu, comme il se doit, une barrette

dans les cheveux portés courts pour retenir la kippa, le trentenaire américain est également l'un des porte-parole de ce qu'il appelle « la communauté juive d'Hébron ». Cinquante-deux familles en tout, c'est-à-dire environ 450 personnes, dont la moitié d'enfants à qui les rabbins fanatiques du cru enseignent quotidiennement la haine de l'Arabe et la supériorité du « peuple élu ».

PROVOCATION

Pour M. Wilder, la situation est claire. « Accord ou non, les soldats ne doivent pas quitter la ville. Il serait ridicule et inacceptable que notre sécurité soit, ne serait-ce que partiellement, placée entre les mains des soi-disant policiers palestiniens. On a vu la semaine dernière, à Ramallah, Gaza et ailleurs, ce qu'ils sont capables de faire. »

Que les tirs des Palestiniens en uniforme aient été déclenchés plusieurs heures après que l'armée israélienne eut inondé les enclaves autonomes de gaz lacrymogènes, de balles caoutchoutées ou plastifiées qui ont blessé des centaines de manifestants armés de pierres et tué quelques-uns d'entre eux ne change rien à l'affaire. « Les armes des policiers palestiniens étaient censées protéger les citoyens israéliens » (des colons), a dit le premier ministre. Et non défendre les Palestiniens qui protestaient

contre la provocation qu'a représenté l'ouverture du tunnel archéologique dans la vieille ville de Jérusalem, après des mois de bouclage des territoires et l'annonce de la reprise de la colonisation juive.

Bien qu'aucun colon, nulle part, n'ait été blessé dans les affrontements armés de la semaine passée, David Wilder en est sûr : « Si la police d'Arafat avait été déployée à Hébron, c'eût été un massacre. A la lumière de ce qui s'est passé, nous espérons bien que le premier ministre a compris qu'il était impossible d'évacuer les colons urbains qui nous entourent. Hébron est la seule ville de Judée-Samarie (Cisjordanie) où des juifs se sont installés. Hébron est pour nous aussi sacrée que Jérusalem. Son sort ne devrait être négocié qu'à la fin du processus d'Oslo, en 1999. »

Pendant la campagne électorale, en mai, le candidat Nétanyahou, David Wilder le rappelle, disait grosso modo la même chose. Aujourd'hui, le premier ministre jure avoir « l'intention » d'honorer l'engagement signé et ratifié par la précédente Knesset, pourvu que « certaines modifications de sécurité » soient acceptées « par l'autre partie ». Hébron attend. Et se prépare à une prochaine et probable explosion.

P. C.

PLUS DE

5 000 000

DE PERSONNES

SE SONT RÉUNIES

POUR RENVERSER

UN A PRIORI.

(VOIR PAGE 4)

L'Union européenne cherche timidement son rôle

EN SA QUALITÉ de président en exercice du conseil des ministres de l'Union européenne, le ministre irlandais des affaires étrangères, Dick Spring, a transmis, dimanche 6 octobre, à Benyamin Nétanyahou et à Yasser Arafat, des messages écrits, les encourageant à accélérer le processus de paix. L'Europe, a déclaré M. Spring à Gaza, après avoir vu M. Arafat, veut « travailler en partenariat avec les Etats-Unis » sur cette question.

Décidée samedi par le Conseil européen réuni à Dublin, la démarche est modeste et correspond au plus petit dénominateur commun entre les Etats membres de l'UE sur cette question. Elle a été largement facilitée par la politique du gouvernement israélien et encouragée par l'ensemble des pays arabes et les Palestiniens, qui réclament plus que jamais un rôle actif des Quinze dans le processus de paix. Elle apporte un petit « plus » par rapport aux pudeurs traditionnelles des Quinze, que dictaient à la fois leurs divergences internes et le refus obstiné des Etats-Unis et d'Israël de concéder à l'Europe davantage qu'un rôle de bailleur de fonds.

Dans leur message à M. Arafat, les Quinze se disent « solidaires » de l'Autorité palestinienne en cette période critique et rendent hommage à la détermination du dirigeant palestinien à continuer les négociations avec Israël, en dépit

de « la pression à laquelle est soumis le peuple palestinien ». Ils lui demandent d'éviter les actes de violence et s'engagent à tout faire pour « aider l'Autorité palestinienne à surmonter la crise économique et budgétaire à laquelle elle fait face ». Ils l'assurent qu'ils se tiennent à ses côtés, au moment où reprennent

« la pression à laquelle est soumis le peuple palestinien ».

« Raisons de sécurité », ont décidé les Israéliens. C'est également pour ces « raisons » que la ville est virtuellement coupée en deux depuis seize ans et que Benyamin Nétanyahou entend renégocier les accords signés il y a un an par le précédent gouvernement et qui prévoyaient le retrait des soldats d'environ 80 % de la cité.

Avec son patronyme hollywoodien et son accent de Brooklyn, David Wilder est l'un des voisins du vieil Abdel Karim. Barbu, comme il se doit, une barrette

ser la spirale de la tension et de la violence. Ils « comprennent » le choc qu'ont provoqué les derniers événements au sein de l'opinion israélienne, mais ils rappellent que « les attentes et les impatiences des Palestiniens » doivent être prises en compte, faute de quoi « le fossé risquerait d'être irrémédiable ». Ils se

« la pression à laquelle est soumis le peuple palestinien ».

« Raisons de sécurité », ont décidé les Israéliens. C'est également pour ces « raisons » que la ville est virtuellement coupée en deux depuis seize ans et que Benyamin Nétanyahou entend renégocier les accords signés il y a un an par le précédent gouvernement et qui prévoyaient le retrait des soldats d'environ 80 % de la cité.

Avec son patronyme hollywoodien et son accent de Brooklyn, David Wilder est l'un des voisins du vieil Abdel Karim. Barbu, comme il se doit, une barrette

taire d'Etat américain, Warren Christopher, leur a courtoisement signifié, samedi, qu'ils devaient s'en contenter. « On ne doit pas modifier le caractère bilatéral » des pourparlers de paix israélo-palestiniens, a-t-il dit, et si les Etats-Unis y sont présents, c'est parce qu'ils « aident depuis longtemps les deux parties ». M. Christopher avait déjà adressé à la présidence irlandaise de l'UE une lettre, souhaitant que les Européens ne mettent pas des bâtons dans les roues de la diplomatie américaine. Il a eu aussi une conversation téléphonique avec M. Spring.

Israël entend maintenir les Européens dans les limites du rôle qui leur est imparti à ce jour. « Je me félicite de ce que M. Spring m'ait assuré qu'Europe n'a pas l'intention de s'immiscer dans le conflit, mais seulement d'encourager les parties à un accord », a déclaré dimanche le chef de la diplomatie israélienne, David Lévy, après un entretien avec M. Spring.

L'initiative européenne demeure cependant en-deçà de ce qu'aurait souhaité M. Arafat (Le Monde daté 6-7 octobre). « Nous ne voulons pas seulement que l'Europe fasse pression sur les Israéliens, mais qu'elle participe et soit totalement impliquée dans nos discussions avec les Israéliens », a répété dimanche M. Arafat.

Mouma Naïm

Les femmes afghanes refusent en silence l'apartheid instauré par les talibans

Les combats se poursuivent dans la vallée du Panshir

Alors qu'à Kaboul les femmes sont choquées par les mesures radicales décrétées à leur égard par les « étudiants en religion », des violents combats ont opposé,

dimanche 6 octobre, à l'entrée de la vallée du Panshir, les forces des talibans et les troupes du régime déchu, dirigées par le commandant Massoud. Le ministre des

affaires étrangères du nouveau pouvoir a lancé un appel à l'aide étrangère pour reconstruire le pays. (Lire également l'interview page 15)

KABOUL

de notre envoyé spécial
« Empêcher les filles de travailler et d'étudier, ça n'a rien de voir avec l'islam ! Ce n'est pas dans le Coran, ce n'est pas une loi islamique. » Cette institutrice d'une cinquantaine d'années ne comprend pas pourquoi les nouveaux maîtres de Kaboul viennent d'instituer un apartheid radical entre les deux sexes dans la capitale de l'Afghanistan, qui vient de tomber aux mains des talibans. Entourée de sa sœur et de ses trois filles dans son minuscule appartement de Micro-rayon, sorte de vaste cité-dortoir de style soviétique construite pour les apparatchiks de l'ancien régime communiste, elle s'interroge et s'insurge. Elle se révolte, avec un mélange d'humour et de déception, contre la nouvelle condition de la femme afghane, assurant « ne pas avoir peur » mais exigeant tout de même, « pour des raisons de sécurité », que son nom ne soit pas mentionné.

Dès la prise de Kaboul, les talibans, ces « étudiants en religion » issus des écoles coraniques du sud-ouest du pays ou du Pakistan voisin, qui règnent désormais sur les deux tiers de l'Afghanistan, ont immédiatement décrété des « mesures d'urgence » destinées à bannir les femmes de la vie publique : interdiction de sortir dévotées, interdiction d'aller à l'université et à l'école - qui restent fermées pour tout le monde en ce moment - et de se rendre au bureau.

VILLE SANS MUSIQUE

Pour les Afghanes de la classe moyenne, l'imposition de la charia dans sa version la plus répressive vient couronner de la façon la plus intolérable qui soit quatre années de guerre civile et de surenchère islamiste entre les factions concurrentes de l'Afghanistan post-communiste. Les Kabouliens étaient en effet habitués à un régime relativement tolérant à l'égard des femmes au temps de la royauté et des communistes, régime qui s'était islamisé lors de la prise de pouvoir par les résistants moudjahidines en 1992, et qui vient de se durcir considérablement sous la houlette du puritanisme taliban.

« Aujourd'hui, continue l'institutrice, c'est la paix, et les abus ont cessé d'exploser dans Kaboul depuis la défaite de l'ancien gouvernement. Mais je me demande si je ne préférerais pas encore les roquettes : au moins, on mourait tout de suite. Maintenant, mourir d'ennui à la maison, c'est une autre sorte de mort... » Autour d'elle, ses filles s'esclaffent, parce qu'elles savent que la mère exagère. « La paix, c'est tout de même mieux que la guerre », remarque son aînée, une étudiante de dix-neuf ans qui n'est pas sortie de chez elle depuis la

chute de la ville. « Mais mon père avait tout fait pour nous éduquer, ajoute-t-elle, et il est furieux de ce qui nous arrive. »

Le père, un professeur aux idées larges, typique de la classe éduquée, est tellement furieux qu'il a même refusé d'acheter à sa femme un *ichadri*, le voile traditionnel qui couvre les Afghanes de la tête aux pieds. « Pour sortir, je suis obligée d'aller en empruntant un à une voisine », explique son épouse en riant. Mais elle a beau rire de son

on a été décrété obligatoire le port de la barbe, voilà Kaboul aujourd'hui, sous le nouvel ordre taliban. « On vient de chuter dans un trou noir ; un recul brutal de cinq siècles en arrière », remarque un ancien fonctionnaire que le régime communiste avait envoyé étudier en Bulgarie et en Ouzbékistan soviétique au début des années 80. « Les talibans sortent tout droit du Moyen Âge, ce sont des paysans extrémistes », ajoute Ahmed, un bijoutier du centre de Kaboul.

des femmes, selon l'expression du mollah Akhund. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et différentes ONG étrangères négocient avec le nouveau pouvoir pour recevoir l'autorisation de réemployer femmes médecins et infirmières. Une demande qui pourrait, très bientôt, être acceptée par le gouvernement, comme cela avait déjà été le cas dans les autres bastions des talibans en province.

RIGUEUR OBSESSIONNELLE

Mais si les Kabouliens condamnent les mesures de discrimination à l'égard des femmes et s'inquiètent de la rigueur obsessionnelle de leurs nouveaux chefs, ils affichent cependant un certain soulagement. Le gouvernement de l'ancien président Burhanuddin Rabbani et de son chef de guerre, Ahmed Shah Massoud, s'était en effet discrédité à maintes reprises, notamment en ce qui concerne la sécurité dans Kaboul. Ahmed, le bijoutier, se rappelle ainsi que son « père n'osait même plus se rendre à la mosquée de peur de se faire attaquer par des soldats incontrôlés », que le beau-père de son frère, un riche homme d'affaires, s'était fait « enlever pendant trois mois avant d'être relâché contre une rançon de 20 000 dollars ». « Désormais », dit-il, confirmant les dires de nombreux Kabouliens, nous nous sentons en sécurité.

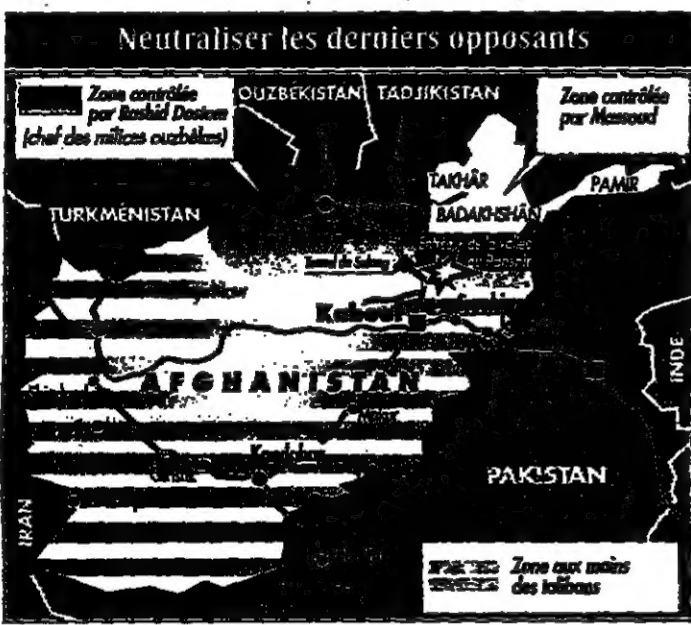
L'ordre taliban ne souffre aucun manquement à la règle. Mais la population remarque toutefois avec satisfaction que ces « moines-soldats » au visage fermé et ces paysans mal dégrossis, patrouillant en 4x4 japonaises, se conduisent en conquérants certes austères, mais très disciplinés. Et de l'avis général, en dépit des fouilles de nombreuses maisons et de l'établissement de comités de quartier destinés à quadriller la population pour vérifier le bon respect de la loi islamique, les talibans n'ont pas institué un règne de terreur et aucune arrestation en masse n'est venue confirmer les craintes initiales des habitants.

Reste à savoir si le régime ne finira pas par basculer dans une sorte d'islamo-fascisme encore plus répressif. « Ce sont des gens qui n'ont jamais négocié avec personne. Seule leur loi compte, et ils sont persuadés d'avoir raison sur toute la ligne. On n'est tranquille que si l'on respecte à la lettre leurs commandements », redoute un résident étranger. « Mais, après de longues années de chaos généralisé entre les factions moudjahidines, il fallait peut-être une thérapie de choc de cet ordre aux Afghans », conclut avec amertume un enseignant.

Bruno Philp

Violents combats dans la vallée du Panshir

De violents combats ont fait rage, dimanche 6 octobre, à l'entrée de la vallée stratégique du Panshir, où les talibans ont subi une contre-attaque des troupes du régime déchu, dirigées par Ahmed Shah Massoud. Dans la nuit de samedi à dimanche, les talibans s'étaient emparés d'une hauteur située à 5 kilomètres à l'intérieur de la vallée du Panshir, fluvial du commandant Massoud. Ce dernier avait dynamité l'entrée de la vallée du Panshir pour bloquer le passage aux jeeps et aux chars mais les forces d'infanterie des talibans ont déjà franchi ces obstacles. Dimanche, les talibans ont mis en garde la faction du général ouzbek Rashid Dostan, qui contrôle le tunnel de Salang, ne pas les attaquer et à ne pas chercher d'aide militaire auprès des pays frontaliers pour défendre son territoire. - (AFP)



sort, elle sait aussi qu'elle n'osera plus marcher dans les rues avec « le léger voile qui lui couvrait les oreilles et les cheveux il y a encore dix jours ». Au lendemain de la chute de la ville, deux femmes ont été battues au pied de son immeuble, « parce qu'elles ne portaient pas de chaussettes et avaient osé exposer leurs chevilles nues sous le grand voile... »

Une ville sans musique, sans cinémas, sans femmes - ou si peu - dans les rues, sans plus de cérémonies de mariage dans les hôtels, sans télévision, sans marchands de vidéo-cassettes, une ville où l'on a vu des habitants dirigés manu militari par la soldatesque vers la mosquée la plus proche, une ville

Comment peuvent-ils penser que l'on pourra jamais se passer des femmes ? Qui ira accoucher les enfants, qui seront les gynécologues ?

Les talibans essaient pourtant de convaincre qu'il ne s'agit là que de « mesures provisoires ». Selon le nouveau ministre des affaires étrangères, Mohamed Ghous Akhund, « dès que la situation le permettra, nous reconsidérerons nos positions et les filles seront de nouveau autorisées à aller à l'école ». Autrement dit, quand les talibans en auront fini de guerroyer avec les ennemis qu'il leur reste dans le pays et que « la sécurité sera assurée », on pourra « régler ce petit problème » concernant la question

Le premier ministre Mahathir Mohamad est assuré d'un nouveau mandat en Malaisie

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est
En Malaisie, l'une des économies émergentes du Sud-Est asiatique, le principal rendez-vous politique a lieu tous les trois ans, à l'occasion du congrès de l'Organisation nationale des Malais unis (UMNO).

Cette formation a dominé toutes les coalitions gouvernementales depuis l'indépendance en 1957, à telle enseigne que son président et son président adjoint sont automatiquement nommés premier ministre et vice-premier ministre. Cette fois, cependant, la préparation du congrès de l'UMNO, qui se réunira du mercredi 9 au samedi 12 octobre à Kuala Lumpur, s'est déroulée en calmant. La raison : limiter les dépenses d'une campagne électorale et les chances de votes.

RECONQUÊTE DU KELANTAN

Premier ministre depuis 1981, le docteur Mahathir Mohamad a assez bien repris en main le mouve-

ment, après un flottement passager en 1995, pour imposer également un compromis : les numéros un et deux de l'UMNO, autrement dit lui-même et son successeur préséant, Anwar Ibrahim, seront réélus par acclamation.

L'enjeu se reportera donc sur l'élection de trois vice-présidents et des vingt-cinq du conseil suprême, ainsi que des présidents des mouvements des femmes et de la jeunesse de l'UMNO. Comme plusieurs de ses partisans devraient être élus, le docteur Mahathir, qui fêtera ses soixante et onze ans en décembre, devrait rester seul maître à bord et choisir lui-même la date où il cédera la place à Anwar, de vingt-deux ans son cadet, que ce soit avant, à l'occasion ou après les prochaines élections générales prévues en l'an 2000.

La réunion devrait - c'est son deuxième intérêt - marquer le départ d'une campagne pour la reconquête du Kelantan, seul Etat de la fédération que la coalition au pouvoir, le Front national, ne contrôle pas. Depuis 1990, le PAS

- Parti islamique de Malaisie - dirige cet Etat. Toutefois, ses ambitions se heurtent à plusieurs obstacles. D'abord, son projet de faire de l'islam la religion d'Etat et de la charia la loi pour les musulmans suscite de sérieuses réticences, même parmi la mince majorité de musulmans, pour l'essentiel des Malais, que compte cette fédération de vingt millions d'habitants.

En outre, les crédits fédéraux sont comptés au Kelantan depuis six ans. Enfin, même si le PAS demeure bien implanté dans le Kelantan rural, il vient de subir un revers avec la rupture d'une alliance passée en 1989 avec Semangat 46, petite formation dirigée par Razaleigh Hamzah, oncle du sultan du Kelantan.

RECONCILIATION

Le prince Razaleigh s'est réconcilié avec le docteur Mahathir voilà quelques mois après une brouille qui remontait au congrès de l'UMNO en 1987, lorsque le premier avait tenté d'arracher la présidence du mouvement au second.

Après son court échec, Razaleigh avait quitté l'UMNO. Il est désormais d'autant plus question qu'il rejoigne le parti et aide ce dernier à chasser le Parti islamique de Malaisie du pouvoir au Kelantan que Semangat 46 a voté sa propre dissolution dimanche.

Pour le docteur Mahathir, le ciel est donc pratiquement sans nuage. Certes - comme dans d'autres pays de la région -, la forte expansion que la Malaisie a connue depuis 1986 marque un peu le pas. Les exportations de produits électroniques, qui représentent la moitié du total, commencent à pâtir d'une conjoncture défavorable, le marché du travail demeure trop serré et le déficit de la balance des paiements courants est supérieur à 8 % du PNB. Les mains plutôt libres sur le plan politique, le premier ministre n'en a pas moins lancé, en août, un septième plan quinquennal qui s'inscrit dans l'objectif réitéré d'une industrialisation complète en l'an 2020.

Jean-Claude Pomont

Offensive diplomatique américaine en Afrique

WASHINGTON. Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, devait entamer, lundi 7 octobre, son premier voyage en Afrique, en se rendant successivement au Mali, en Éthiopie, en Tanzanie, en Afrique du Sud et en Angola. Cette tournée - la seule d'un responsable de ce rang depuis l'arrivée au pouvoir de Bill Clinton - est considérée comme une manière de s'attirer les bonnes grâces de l'électorat noir américain à moins d'un mois du scrutin présidentiel.

M. Christopher devrait notamment se mettre en quête d'un candidat africain pour succéder au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, les États-Unis ayant décidé de bloquer la candidature de M. Boutros-Ghali à un second mandat. L'ensemble des pays du continent, au sein de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), avaient récemment soutenu cette candidature. D'autre part, M. Christopher, qui discutera de la situation au Rwanda et au Burundi, devrait présenter le projet américain d'une force africaine de paix, qui aurait « une mission strictement humanitaire ». Il s'agirait de désigner à l'avance des unités qui s'entraîneraient ensemble en prévision d'une crise. - (AFP)

Libération d'un des membres de la « bande des Quatre » en Chine

PÉKIN. Yao Wenyuan, un des membres du groupe dirigeant connu sous l'appellation de « bande des Quatre », a été libéré après avoir purgé au jour près une peine de réclusion de vingt ans, a annoncé, lundi 7 octobre, un responsable du département d'information du Conseil d'Etat. M. Yao, soixante-quatre ans, faisait partie avec Zhang Chunqiao et Wang Hongwen de la fraction gauchiste du Parti communiste dirigée par Jiang Qing, l'épouse de Mao Tsé-Toung - qui allait décevoir en prison. La « bande des Quatre » avait été arrêtée, le 6 octobre 1976, moins d'un mois après la mort du « Grand Timonier ». - (AFP)

DÉPÊCHES

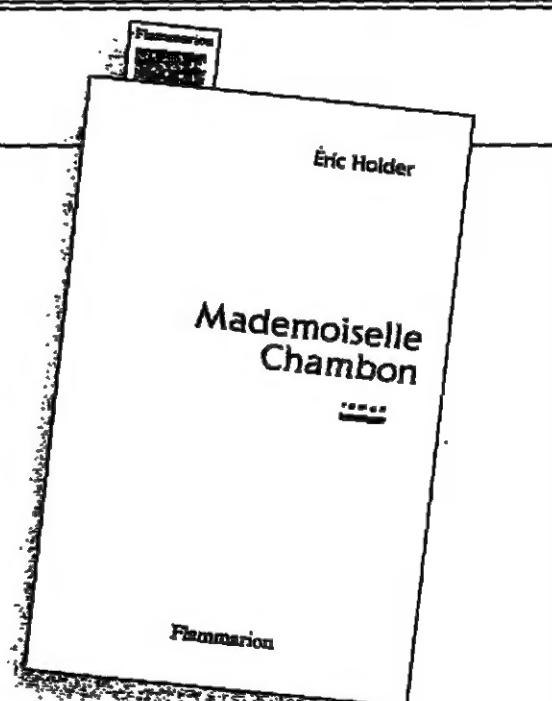
■ TCHAD : le ministre français de la défense, Charles Millon, qui vient d'inspecter le dispositif « Epervier » au Tchad, a affirmé, samedi 5 octobre, que la France maintiendra ses forces « prépositionnées » dans ce pays, soit 825 hommes. « Il n'y aura pas de remise en cause de la capacité opérationnelle », a ajouté M. Millon. - (AFP)

■ ZAÏRE : le Parlement de transition a adopté, dimanche 6 octobre, le projet de constitution qui sera soumis à référendum au mois de février 1997. Le texte, adopté « par consensus », prévoit notamment un Etat de type fédéral, doté d'un système parlementaire à deux chambres. - (AFP)

■ LIBYE : le colonel Mouammar Kadhafi, recevant la visite du premier ministre turc, Necmettin Erbakan, a violemment critiqué, dimanche 6 octobre, la politique étrangère de la Turquie, l'accusant de « coopérer avec l'ennemi sioniste depuis 1949 » et lui reprochant de faire partie de l'OTAN. La veille, M. Erbakan avait espéré la levée « prochaine » de l'embargo international imposé à la Libye. - (AFP)

■ SYRIE : Elias Nejmé a été nommé ambassadeur en France, a annoncé, dimanche 6 octobre, l'agence officielle syrienne SANA. Cette nomination intervient à quelques jours de la visite que Jacques Chirac doit faire en Syrie, dans le cadre d'une tournée au Proche-Orient. - (AFP)

■ CORÉE DU NORD : un Américain a été arrêté pour être entré « illégalement » dans le pays à des fins d'espionnage, a annoncé, dimanche 6 octobre, l'agence de presse officielle nord-coréenne. Washington a démenti que cet homme soit lié à ses services. - (AFP/Reuters).



Eric Holder

C'est un très beau roman. Probablement l'un des meilleurs romans français de cette rentrée. Surtout, il donne à voir de belle manière ce que la littérature française contemporaine a de singulier, d'unique, dès l'instant où elle quitte l'étude, sans doute passionnante mais vite rassasiante. des romans d'écrivains.

Bernard Rapp L'Événement du Jeudi.



Flammarion

Chandrika Kumaratunga, présidente de la République du Sri Lanka

« Vaincre, c'est aussi parvenir à gagner la confiance des civils tamouls »

Dans un entretien au « Monde », le chef de l'Etat sri-lankais fait le bilan de près de deux ans de pouvoir

Début octobre, ils étaient encore plus de trois cents tamouls, chassés par les forces gouvernementales, à se réfugier au sud de l'Inde. C'était deux jours après la chute du dernier bastion important des Tigres séparatistes ta-

mouls dans le nord du Sri Lanka. Arrivée au pouvoir le 9 novembre 1994, la présidente de la République sri-lankaise, Chandrika Kumaratunga, avait pourtant promis de mettre fin à la guerre civile qui a fait près de cinquante

mille morts en douze ans. Mais après avoir défendu le LTTE, mouvement né en 1976 pour défendre l'indépendance des tamouls, et après huit mois de négociations avec ce mouvement séparatiste, Chandrika Kumaratunga s'est retournée contre les guérilleros :

« L'ennemi est le guérillero du LTTE et non la population tamoule », déclare-t-elle aujourd'hui. Dans l'entretien qu'elle a accordé au Monde, elle fait le bilan de sa « guerre »

et s'explique sur la dégradation de la situation économique de l'île, due, selon elle, pour 90 %, aux dépenses d'armement. Elle rappelle, en outre, l'héritage d'une économie en mauvaise santé.

NEW DELHI

de notre correspondant

Le 9 novembre 1994, Chandrika Kumaratunga était élue présidente du Sri Lanka. Après avoir tendu la main aux séparatistes tamouls du LTTE (« Tigres » de libération de l'Éelam tamoul), qui ont, après un bref cessez-le-feu, refusé de continuer les négociations, elle a lancé, en décembre 1995, la plus grande offensive militaire jamais organisée contre les guérilleros. L'ancienne étudiante de Sciences-Po à Paris évoque, pour Le Monde, ses succès militaires et défend sa politique économique.

« L'armée sri-lankaise a remporté une importante victoire, l'année dernière, en s'emparant de la péninsule de Jaffna, qui était jusqu'alors aux mains des séparatistes tamouls du LTTE. Mais vos soldats ont également essuyé de graves revers et il semble que l'on soit, désormais, dans une situation où ni l'armée ni la guérilla ne semblent en mesure de l'emporter. Etes-vous donc dans une impasse ?

— Non. Je ne suis pas d'accord avec cette interprétation parce que, du point de vue militaire, je pense que nous avons remporté plus de victoires en un an que le précédent gouvernement en douze ans. Pour la première fois, un gouvernement sri-lankais a réussi à rétablir son contrôle sur Jaffna qui est le cœur de la province tamoule. Et je pense que, d'ici à la fin de l'année prochaine, nous serons parvenus à repousser les guérilleros dans la jungle.

— Mais vous n'arrivez pas à écraser le LTTE...



CHANDRIKA KUMARATUNGA

— Nous n'avons pas l'intention de complètement écraser le LTTE. Si les « Tigres » étaient désireux de négocier avec nous, afin de régler ce conflit, tout serait parfait. C'est ce que nous avons essayé de faire peu après mon arrivée au pouvoir. Nous avons négocié pendant huit mois avec les « Tigres » mais ce sont eux qui (en avril 1995) ont rompu un cessez-le-feu de quatre mois et cela sans aucune raison. Ce sont eux qui nous ont forcés à reprendre les hostilités.

— Envisagez-vous la possibilité d'ouvrir de nouvelles négociations ?

— Nous leur avons dit que, s'ils sont d'accord pour déposer les armes et se mettre d'accord avec nous pour définir les conditions d'un calendrier en vue de l'instauration d'un dialogue, nous serons désireux de considérer l'éventualité de la reprise de telles discussions.

— Pensez-vous que les « Tigres » soient un jour prêts à déposer les armes ?

— (Silence.) Eh bien, ils devront s'y résoudre parce que aucun groupe armé ne peut se permettre de se battre indéfiniment !

De toute façon, il faut comprendre que, dans un contexte de guérilla, les succès militaires sur le terrain ne représentent pas pour nous la seule forme de victoire. Vaincre, c'est aussi parvenir à gagner la confiance des civils tamouls, les convaincre que, contrairement à ce que leur a dit et répété le LTTE, les armes ne sont pas le moyen d'arriver à leurs fins et de revendiquer leurs droits.

— Précisément, des organisations des droits de l'homme s'inquiètent des abus de l'armée contre la population à Jaffna. Une quarantaine de personnes auraient ainsi disparu. Ce n'est pas le meilleur moyen de gagner la confiance des civils.

— Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons hérité d'une armée démoralisée, affaiblie. Une armée qui avait perdu tout espoir de gagner la guerre. Nous lui avons insufflé courage et confiance en elle. Mais dans le même temps j'ai répété aux militaires que l'ennemi était le guérillero du LTTE et non la population tamoule.

— Les « Tigres », eux, espèrent que c'est l'inverse qui va se passer : ils font tout, à coups d'attentats et de bombes, pour provoquer nos soldats, pour les forcer à se venger contre les civils.

— Dans le passé, l'armée était accusée de violer et de voler et nous avons réussi à faire cesser de tels agissements. Cela dit, j'admets qu'il peut encore y avoir des excès mais c'est l'exception. En ce qui concerne le cas de personnes disparues, je suis au courant et j'ai immédiatement dé-

mandé l'ouverture d'une enquête.

— N'est-il pas ironique qu'après avoir été l'avocat le plus déterminé de la paix vous soyez devenue celui de la guerre ?

— Oui, c'est vrai. Croyez-moi, quand la guerre a repris (au printemps 1995), le premier mois a

été très dur. Après m'être personnellement impliquée dans le processus de paix, j'ai soudain dû donner des ordres qui auraient la guerre et le sang versé pour conséquences. Mais on finit par s'habituer à une telle situation quand on sait que le seul objectif, c'est la paix et rien d'autre.

— Vous avez passé de très importantes commandes de fournitures d'armes depuis un an. Vous vous êtes fait en même temps le champion de la lutte anticorruption. Mais comment est-il possible d'éviter la cor-

ruption, lors de la signature de contrats d'armement connus pour occasionner des dessous-de-table ?

— C'est très difficile. J'ai réussi à réduire la corruption de 60 %, dans à peu près tous les domaines, depuis mon arrivée au pouvoir. Mais il est vrai qu'en ce qui concerne les dépenses d'armement il est beau-

coup plus compliqué de venir à bout de ces pratiques illégales car il y a très peu de gens au courant de la signature de tels contrats, et ces personnes peuvent aisément toucher des commissions.

— La situation économique s'est dégradée et de nombreux indicateurs sont dans le rouge. Pourquoi ?

— A 90 %, c'est dû aux dépenses d'armement. La poursuite de la guerre fait peur aux investisseurs étrangers. Et puis, au début, ces derniers avaient peur que mon gouvernement ne pratique une

politique trop à gauche, alors ils se sont donné le temps pour décider d'investir au Sri Lanka. Mais quand, finalement, les investisseurs ont commencé à arriver, la guerre a repris, et ensuite des attentats à la bombe ont fini par frapper Colombo, la capitale.

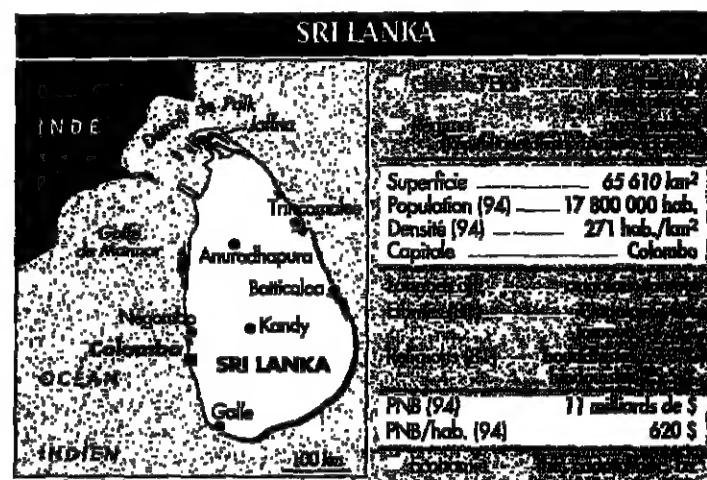
— De nombreux hommes d'affaires reprochent à votre gouvernement de n'avoir pas défini une stratégie économique claire.

— Je ne crois pas. De grands hommes d'affaires sri-lankais soutiennent ma politique économique. Ils se plaignent simplement que les choses n'avancent pas suffisamment vite. Il faut tout de même se souvenir que j'ai hérité d'une économie en mauvaise santé et affaiblie par un énorme déficit budgétaire. Mais en dépit des dépenses d'armement et de l'augmentation de salaire accordée aux fonctionnaires, j'ai réussi à réduire un déficit de 10,7 % du PIB à 8,3 %. Et mon gouvernement a fait passer un grand nombre de lois destinées à assainir l'économie, à réorganiser le système bancaire, le secteur public, les douanes, le Trésor, le ministère des finances, etc.

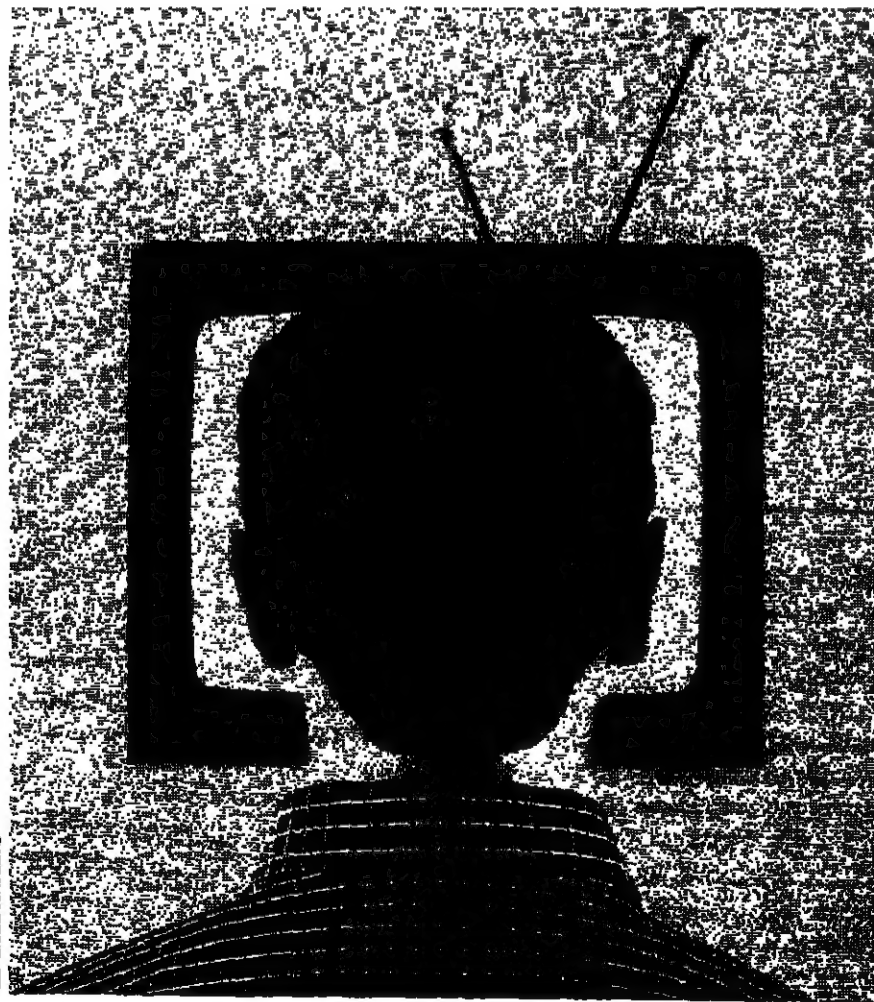
— Vous vivez entourée d'une sécurité rapprochée. Estimez-vous que vous êtes toujours autant menacée de mort par les « Tigres » du LTTE ?

— Oh oui ! Les « Tigres » aimeraient que je disparaisse, parce qu'ils savent que je représente aujourd'hui la seule alternative possible pour le Sri Lanka.

Propos recueillis par Bruno Philip



A PRIORI.



A POSTERIORI.



5 000 000 DE SPECTATEURS* DANS LA JOURNÉE, MÉTROBUS FAIT AUSSI BIEN QUE LE JOURNAL DE 20 HEURES.

Avec MÉTROBUS, Page Publiée de la RAI, obtenez 42 % de l'exposition potentielle globale à l'affichage en agglomération parisienne avec une durée moyenne d'exposition de 11 minutes (Source TMRP). A budget équilibré, l'affichage avec Metro et Bus, c'est 28 % de reconnaissance en plus et 50 % d'attention supplémentaire (Source PBOG).

AUTANT TOUCHER LES GENS LÀ OÙ ILS SONT.

MÉTROBUS

مكتبة المتحف

Les Quinze souhaitent achever les négociations sur la réforme de l'Union européenne d'ici à juin 1997

Jacques Chirac et Helmut Kohl ont réaffirmé à Dublin leurs ambitions pour cette réforme

Les dirigeants européens, réunis à Dublin samedi 5 octobre, ont réaffirmé leur volonté d'achever les négociations sur la réforme de l'Union d'ici la mi-1997. MM. Kohl et Chirac en particulier ont souligné que tout retard ou insuffisance dans le contenu différerait l'élargissement aux pays de l'Est. L'attitude des Quinze sur le Proche-Orient a donné un exemple des faiblesses auxquelles l'Union doit remédier.

DUBLIN

L'envoi en dernier par le conseil européen de Dublin d'un émissaire chargé de témoigner, à la reprise des pourparlers israélo-palestiniens d'Erce, des préoccupations des Quinze, mais qui devait surtout se garder de toute autre ambition, traduit bien la difficulté pour l'Union européenne de se doter d'une véritable identité politique. Dès lors qu'on se contente de gérer la somme des intérêts nationaux plutôt que d'essayer, au préalable de définir ce qu'est l'intérêt commun, le risque existe de voir les négociations en cours sur la réforme de l'Union européenne se conclure par un consensus mou, qui ne résoudrait pas le problème du fonctionnement d'une Europe élargie.

L'INDISPENSABLE CONCLUSION

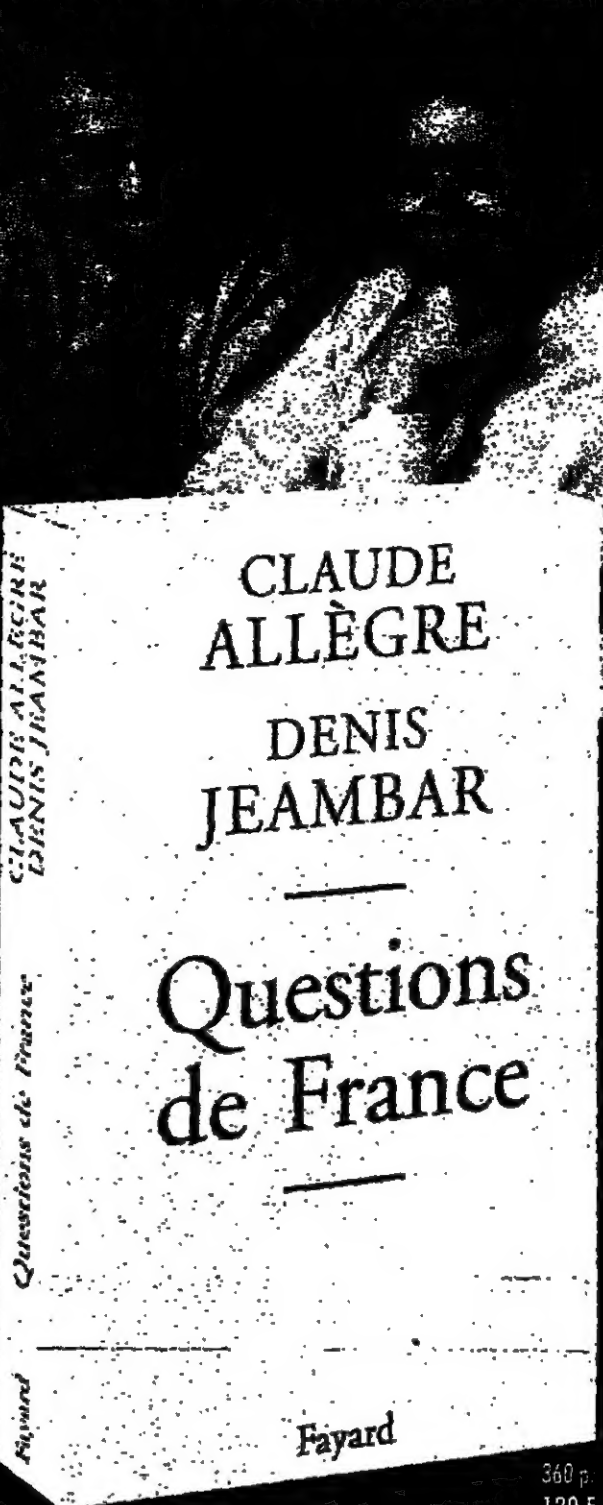
A propos du Proche-Orient, la volonté de Paris était de voir l'Union européenne, principal bailleur de fonds pour le développement de la Cisjordanie et de Gaza, prendre sa place aux côtés des États-Unis dans la négociation. La Grande-Bretagne et l'Allemagne tiraient les pieds. On a donc coupé la poire en deux en chargeant le ministre irlandais des affaires étrangères d'aller rappeler aux Israéliens et aux Palestiniens les souhaits des Européens. Il avait été question de confier cette mission à une personnalité politique qui aurait pu rester dans la région à toutes fins utiles. Mais, selon M. Chirac, les Quinze se sont contentés d'entamer une réflexion

sur la possibilité de nommer, dans le futur, un représentant européen pour le Proche-Orient. Le conseil de Dublin, réuni samedi 5 octobre, était l'occasion pour les chefs d'État et de gouvernement de se saisir personnellement du dossier de la réforme de l'Union pour commencer à faire le tri dans l'écheveau de positions assemblées par leurs représentants à la conférence intergouvernementale (CIG), dont les travaux sont en cours depuis mars. A deux mois du sommet ordinaire de décembre, au cours duquel la présidence irlandaise doit proposer aux Quinze un premier projet de traité de Maastricht révisé, l'exercice n'a pas été inutile. Certes, à la veille de l'ouverture du Congrès du parti conservateur, la date ne tombait pas au mieux pour le premier ministre britannique, John Major, qui ne s'est pas privé de faire entendre sa mauvaise humeur et n'a pas participé samedi soir au dîner de clôture; mais il y a belle lurette que les partenaires de Londres savent qu'il n'y aura rien à attendre des Britanniques avant les prochaines élections.

La rencontre a d'abord permis de marquer la volonté des participants de terminer la négociation si possible lors du Conseil européen de juin 1997 aux Pays-Bas. Mais il a surtout été fortement réaffirmé par plusieurs délégations, notamment par la France et l'Allemagne, que les Quinze devaient arriver à un résultat substantiel, à moins de prendre le risque d'un échec de la conférence, qui aurait pour effet de retarder les perspectives d'élargissement de l'Union aux pays de l'Est. Cette mise au point visait à mettre fin aux interrogations suscitées, à la veille du sommet, par des propos du chancelier allemand, Helmut Kohl, sur le fait que tout ne serait pas réglé à « Maastricht II », ce qui pouvait laisser supposer que Bonn se contenterait d'une réforme au rabais, à l'image de ce que souhaite John Major. Venant de l'homme qui est considéré comme l'europhile par excellence, cela avait naturellement provoqué beaucoup d'émotion, et le chancelier a dû lui-même rassurer ses partenaires sur ses intentions.

Pour finir, les Quinze ont chargé la présidence irlandaise, parallèlement au projet de traité, de préparer un document-cadre plus condensé, résumant les options se présentant à eux et les principaux problèmes qu'il y aura à trancher. Ce sera le document de travail sur lequel les quinze dirigeants se pencheront lors du prochain sommet de Dublin en décembre. Jacques Chirac a confirmé que Français et Allemands prendraient d'ici là « une initiative commune, pour contribuer à la négociation de manière aussi forte et raisonnable que possible ». Faisant le bilan de la journée devant la presse, le chef de l'État a indiqué: « De nombreuses convergences existent déjà, plus nombreuses que je l'avais imaginé. » Il a souligné la volonté d'une plus grande visibilité de l'Union en matière de politique étrangère et de défense, ainsi que d'une amélioration du fonctionnement de l'Europe en matière de lutte contre le

Claude Allègre Denis Jeambar



Laissez-vous emporter dans ce livre à quatre mains, vous ne regretterez pas le voyage.

Franz-Olivier Giesbert, *Le Figaro*

Dans ce passionnant dialogue entre un scientifique, décoré du prix Crafoord, équivalent du Nobel pour sa discipline, et un journaliste politique, directeur de la rédaction de l'Express, s'esquisse un vrai projet pour la France.

Jacques Attali, *L'Express*

Un échange direct, foisonnant, sans pitié pour les conventions et les idées reçues... Allègre et Jeambar sont en somme des antimunichois, dressés contre les capitulations de la société établie, dévastatrices pour ses dirigeants, terribles pour ses complices.

Alain Duhamel, *Le Point*

Le tourbillon est ébouriffant.

Gerard Courtois, *Le Monde*

FAYARD

L'Eglise catholique tchèque lave son « linge sale »

PRAGUE

L'Eglise catholique avait bien aimé se passer du dernier scandale qui défrôla la chronique depuis quelques jours dans la capitale tchèque. Après l'impopulaire et délicate question de la restitution par l'actuel gouvernement de centre droit des biens ecclésiastiques confisqués par les communistes, la hiérarchie va devoir régler sa plus sérieuse crise depuis qu'elle a recouvré la liberté, en 1989. Un des plus éminents théologiens tchèques, le Père Odilo Stampach, dominicain, a publiquement dénoncé la présence à la tête de la faculté de théologie de Prague d'anciens collaborateurs de la police politique du régime communiste, « qui en utilisant les moyens pour imposer leurs vues ».

Ses déclarations à l'émission religieuse de la radio publique tchèque, le 21 septembre, ont provoqué un malaise dans les milieux catholiques de Prague, où, dans un premier temps, on a tenté d'ignorer l'accusation. Mais, les journalistes de la radio ayant poursuivi l'enquête, le cardinal Miloslav Vlk, archevêque de Prague, a dû se résoudre à l'évidence. Regrettant de devoir « laver le linge sale sur la place publique », il a reconnu implicitement, dans la dernière livraison de l'hebdomadaire catholique *Katolický týdeník*, que la faculté dont il est le responsable ne fonctionne pas comme il convient. Aussi a-t-il annoncé son intention de demander l'aide de Rome pour que le Saint-Siège dépêche des représentants de la congrégation pour l'éducation, afin de percer l'abcès.

La présence à la faculté de théologie d'au moins deux anciens collaborateurs de la police politique communiste (StB) est avérée, selon l'ex-dissident catholique Václav Benda, actuel chef d'une section de la police judiciaire chargée de faire la lumière sur les crimes politiques de l'ancien régime. Cette affaire a relancé la question des « lustrations », une loi qui permet d'écarter des postes importants de l'administration et des universités tous ceux qui ont émigré à la StB. La pratique qui consiste à demander aux candidats à des postes de responsabilité un « brevet de non-compromission avec la StB » n'a pas été introduite dans l'Eglise. Celle-ci s'est séparée des cas les plus flagrants de coopération avec l'ancien régime, en particulier des prêtres organisés dans le mouvement *Pacem in terris*, mais n'a pas « lustré » ses ecclésiastiques.

En laissant chacun à sa conscience, la hiérarchie catholique s'est préparé un cadeau empoisonné. Aujourd'hui, elle vit dans le doute sur le comportement passé de ses clercs et dans la division. Les prêtres et les laïcs engagés dans la dissidence catholique pendant les années du communisme supportent de plus en plus mal, sept ans après la révolution de velours, la permanence de pasteurs discrédités par leurs faiblesses passées et un conservatisme doctrinal qui va parfois de pair.

Martin Plüchta

Les Serbes ont boycotté l'inauguration des institutions bosniaques

EN INVOQUANT des raisons de sécurité, les Serbes de Bosnie ont boycotté, samedi 5 octobre, la cérémonie inaugurale des nouvelles institutions de Bosnie-Herzégovine. Alors que d'autres négocia-

tions avaient lieu à Pale, la « capitale » des Serbes de Bosnie, la confusion la plus totale a régné pendant plusieurs heures au Théâtre national de Sarajevo, avant que deux des trois membres

de la nouvelle présidence tricolore, le musulman Alija Izetbegovic et le Croate Kresimir Zubak, ne prêtent serment et promettent notamment de « défendre la Constitution de Bosnie-Herzégovine, et de mettre totalement en œuvre le plan de paix de Dayton ». La chaise du Serbe Momcilo Krajinovic est restée vide.

ainsi que les États-Unis, qui étaient représentés par leur secrétaire d'État adjoint aux affaires européennes, John Kornblum.

« DÉVELOPPEMENT INOUPORTUN »

Les efforts entrepris pendant plusieurs heures par Michael Steiner, l'adjoint de Carl Bildt et haut représentant civil en Bosnie, et l'amiral Joseph Lopez, qui commande la force multinationale de paix de l'OTAN (IFOR), n'ont pas réussi à faire fléchir les Serbes de Bosnie, qui refusaient de considérer comme « un serment », la « déclaration solennelle » qu'ils devaient signer. Le président de la présidence collégiale, Alija Izetbegovic, a protesté à sa façon contre cette attitude en refusant de modifier son discours, dans lequel il soulignait aux Serbes de Bosnie la « bienvenue à Sarajevo ». « J'ai écrit ce court discours, ce matin, quand je croyais encore que les représentants serbes viendraient. Il ne sont pas venus, mais je vais le lire inchangé », a déclaré M. Izetbegovic.

La Croatie et la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) avaient envoyé des représentants à cette cérémonie,

— (AFP)

OPEN!

Réouverture le 4 octobre 1996

Venez découvrir le nouvel Espace de prêt-à-porter pour homme Alfred Dunhill.



Boutique Alfred Dunhill
15, rue de la Paix Paris 2^e - Tél. : 42 61 57 53

ETRON

Le premier face-à-face télévisé Clinton-Dole semble ne pas avoir changé les intentions de vote

Le candidat républicain a fait une meilleure prestation que prévu

Face à un Bill Clinton qui propose aux électeurs de continuer sur une voie sans grandes ambitions, mais relativement sûre, Bob Dole a surtout

tenté d'attaquer le président sortant sur la drogue dont la consommation parmi les jeunes a significativement augmenté. Mais ce duel, appe-

lé à se reproduire, ne devrait pas avoir de conséquence majeure sur la suite de la campagne électorale. (Lire aussi notre éditorial page 17.)

WASHINGTON

de notre correspondante
Le candidat républicain à la Maison Blanche, Bob Dole, n'a cessé d'ironiser ces derniers jours sur le peu de chances que lui accordaient les experts dans un débat télévisé face à Bill Clinton, orateur quasi-professionnel auréolé, par-dessus le marché, d'une magistrale avance dans les sondages. Bob Dole ne pouvait donc que faire mieux, dimanche soir 6 octobre, lors du premier des deux face-à-face télévisés qui l'opposent au président démocrate avant l'élection du 5 novembre et, de ce point de vue, il a rempli son contrat.

Non seulement il est venu, mais il a surpris tout le monde par son aisance, son sens de l'humour, ses attaques convenablement ciblées contre le bilan de Bill Clinton. L'a-t-il emporté pour autant ? Non, répondent les inévitables sondages. Une enquête CNN-USA Today, réalisée dans les deux heures qui ont suivi le débat, résume l'impossible tour de force : les trois quarts des personnes interrogées estiment que la performance de Bob Dole a été meilleure que ce qu'elles en attendaient, mais pour 51 % des Américains, Bill Clinton a gagné le duel.

Ce duel marqué d'une grande civilité, le président l'a probablement remporté dès les premières minutes par une phrase toute simple : « Notre situation économique est meilleure qu'il y a quatre ans, continuons sur notre lancée. » M. Clinton a les chiffres pour lui, comme l'a prouvé une avalanche de sondages et de statistiques ces dernières semaines, et les efforts méritoires de son adversaire n'y peuvent rien. Que la situation de



Saddam Hussein soit, elle aussi, meilleure qu'il y a quatre ans, comme l'a suggéré Bob Dole, importe finalement peu aux électeurs américains, préoccupés au premier chef, comme en 1992, par leur niveau de vie.

PROCÉDURE IMPLACABLE

Pour autant que le permettent des règles longuement négociées, ce face-à-face organisé sur une moquette d'un rouge stident recouvrant la scène d'un théâtre de Hartford, dans le Connecticut, a permis aux deux adversaires de s'exprimer sur une vingtaine de questions importantes, posées par un journaliste très respecté de la chaîne de télévision publique, Jim Lehrer. Debout devant un podium, Bob Dole, soixante-trois ans, et

Bill Clinton, cinquante ans, ont suivi sans faille une procédure implacable : le candidat auquel la question était adressée (chacun son tour) avait 90 secondes pour répondre, son adversaire 60 secondes pour contre-argumenter, et le premier intervenant avait de nouveau 30 secondes pour conclure. M. Dole et Clinton ont pu ainsi débattre du rôle de l'Etat fédéral, de l'éducation, de la santé, de l'économie, du plan de baisse des impôts de 15 % de Bob Dole, de l'insaisissable réforme du financement des campagnes électorales, du contrôle des armes à feu, de la drogue ou de la politique étrangère, particulièrement maltraitée en quelques minutes.

C'est sur le problème de la drogue que M. Dole a marqué le

plus de points. On sait le président Clinton vulnérable sur cette question, non seulement parce qu'il a lui-même admis y avoir touché dans sa jeunesse, mais, surtout, parce que sous sa présidence, la consommation de drogues chez les jeunes a doublé. Bill Clinton a donc préféré admettre sa part de responsabilité dans cette tendance inquiétante, sans relever les allusions personnelles faites par Bob Dole. « Je hais la drogue, sénateur », s'est-il exclamé. Soucieux de ne pas se livrer à des attaques personnelles contre M. Dole, dont les blessures de guerre imposent le respect, et parce qu'il sait à quel point l'électorat est dégoûté de la politique politicienne, Bill Clinton a paru souvent plus flegme que son adversaire, évitant de répondre aux attaques idéologiques et préférant rappeler aux téléspectateurs toutes les coupes que promettait de faire dans les programmes sociaux le Congrès républicain élu en 1994.

La principale différence entre les deux hommes, c'est que l'un a un bilan plutôt positif à défendre tandis que l'autre n'a, en dehors d'un plan de réduction d'impôts qui a jusqu'ici peu convaincu, pas de véritable vision à offrir. Pour sa part, le politologue Thomas Mann, de la Brookings Institution, observe que « si ces débats ont le mérite de donner du cœur au ventre aux militants », ils ont généralement peu d'impact sur les intentions de vote. Le grand pendant de cette soirée restait finalement Ross Perot, éliminé du débat, et dont les thèmes de prédilection n'y ont même pas été abordés.

Sylvie Kauffmann

Le général Lebed est pour un « dialogue civilisé » avec l'OTAN

BRUXELLES. Entamant sa visite au quartier général de l'OTAN à Bruxelles, le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Alexandre Lebed, dont le premier déplacement à l'Ouest durera jusqu'au 8 octobre, a déclaré qu'il soutiendrait à ses interlocuteurs de nouvelles propositions susceptibles d'apaiser la querelle sur l'élargissement à l'Est de l'Alliance atlantique. Il a indiqué qu'il souhaitait un « dialogue civilisé » sur la question, ajoutant néanmoins qu'« il sera difficile de [le] faire changer d'avis en vingt-quatre heures ». Alexandre Lebed, qui doit s'entretenir durant six heures avec le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, estime, dans une interview au journal allemand Der Spiegel, que l'extension de l'OTAN aux ex-pays du bloc de l'Est serait « inacceptable » pour Moscou. - (AFP, Reuters.)

Elections locales dans l'Etat mexicain de Guerrero

MEXICO. Les élections locales dans l'Etat de Guerrero, où est apparu, en juin, un actif mouvement de guérilla, l'Armée populaire révolutionnaire (EPR), ont eu lieu dans le calme, dimanche 6 octobre. L'EPR avait annoncé une trêve unilatérale pour permettre le déroulement des élections. Quelque 1,3 million d'électeurs étaient appelés aux urnes pour départager le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir au Mexique depuis soixante-sept ans), le Parti d'action nationale (PAN, conservateur) et le Parti de la révolution démocratique (PRD, centre gauche). Les résultats définitifs, qui devraient être connus le 9 octobre, seront observés avec attention en raison des opérations de la guérilla, mais aussi des violents affrontements entre les responsables locaux du PRI et ceux de l'opposition de gauche du PRD. Selon les organisations humanitaires, 121 personnes ont été tuées dans la région en 1995, pour des raisons politiques. La plupart des victimes étaient des partisans du PRD. - (AFP, Reuters.)

EUROPE

■ UKRAINE : dix mille enseignants venus de toute l'Ukraine ont manifesté, dimanche 6 octobre, à Kiev, pour réclamer le paiement de leurs salaires, non versés depuis plusieurs mois. Selon le ministère de l'Education, la dette de l'Etat à l'égard des enseignants du secondaire atteint 27 millions de francs. - (AFP.)

■ BELGIQUE : les fouilles entreprises dans le cadre de l'affaire Dutroux, à Jumez, s'annoncent longues et difficiles, a indiqué, dimanche 6 octobre, la gendarmerie. « Il y a moyen penserie de trouver des corps et nous verrons cela à la fin », a déclaré à la presse le responsable de la division d'identification des victimes à la gendarmerie, le commandant Johan Devienne. Les fouilles avaient été lancées vendredi sur les indications de Dutroux, qui a qualifié l'endroit où il a vécu dans une cave d'« insaisissant » à Jumez. - (AFP.)

■ ALLEMAGNE : l'avocat Rolf Schöler, âgé de quarante et un ans, a été réélu président des Républicains, le parti d'extrême droite allemand. A l'occasion d'un congrès qui s'est tenu, dimanche 6 octobre à Hanovre, les « Reps » ont réaffirmé leur volonté d'incarner les « valeurs nationales » et leur opposition à l'Europe de Maastricht. Avec 15 000 membres, le Parti des républicains n'est pas aussi puissant que le Front national, son homologue français. Il n'a pas de députés au Bundestag, ne contrôle aucune ville en Allemagne et les sondages lui donnent moins de 5 % des voix. - (Corresp.)

ON A TOUT CHANGÉ SAUF VOUS.

EUROPE 1 RÉINVENTE
EUROPE 1 AU CŒUR
DE L'ACTUALITÉ :

- une info plus riche, plus dense, plus complète
- une info qui laisse davantage de place aux reportages et vous fait vivre l'actualité en direct
- une info qui fait appel aux acteurs, aux témoins, à ceux qui vivent l'actualité et peuvent en parler.

EUROPE 1 RÉINVENTE
LA RADIO
DE PROXIMITÉ :

- une radio plus proche de vous, qui prend le temps de vous écouter
- une radio qui laisse les auditeurs s'exprimer
- une radio qui vous permet de dire ce que vous pensez.

QUAND EUROPE 1
RÉINVENTE EUROPE 1,
LA RADIO DEVIENT :

- une radio rigoureuse et indépendante
- une radio sur laquelle on entend mieux ce qui se passe ailleurs
- une radio plus ouverte sur le monde
- une radio qui prend la parole et qui la donne
- une radio sans stress ni paillettes.

EUROPE 1

EUROPE 1 RÉINVENTE EUROPE 1.

Toutes les fréquences FM
Minitel 3615 EUROPE 1 (223 F la minute)
tél. : 36 65 73 74 (3,71 F la minute)

GOVERNEMENT Invité de « 7 sur 7 », sur TF 1, dimanche 6 octobre, Alain Juppé a écarté l'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée nationale comme celle d'un remanie-

ment du gouvernement. Le premier ministre a assuré que les résultats de la politique qu'il mène viendront dans quelques mois répondre aux critiques dont il est l'objet, et il a défen-

du avec vigueur l'objectif de la monnaie unique européenne. ■ LES CONJONCTURISTES s'accordent à prédire une meilleure croissance de l'économie en 1997 qu'en 1996, bien

que les perspectives de reprise de l'investissement soient encore incertaines. ■ L'ATTENTAT commis contre l'hôtel de ville de Bordeaux dans la nuit de samedi à dimanche avait été

prévu par les policiers des renseignements généraux. Ceux-ci avaient averti l'hôtel Matignon de la volonté des nationalistes corses d'adresser un avertissement « ciblé » à M. Juppé.

Alain Juppé annonce un redressement économique dans les mois à venir

Le premier ministre s'est référé, sur TF 1, aux prévisions des instituts de conjoncture pour assurer que sa politique portera ses fruits et que l'objectif de la monnaie unique pourra être atteint. Il a exclu toute mesure de « déremboursement » au détriment des assurés sociaux

IL N'Y A « aucune raison » de dissoudre l'Assemblée nationale ou de changer de gouvernement. En quelques mots, dimanche 6 octobre, au cours de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, Alain Juppé a balayé les spéculations, alimentées jusque dans les allées du pouvoir et dans les rangs de la droite, sur le renvoi des députés devant les électeurs par le président de la République ou l'entrée de nouvelles têtes au sein de l'équipe gouvernementale pour remplacer quelques ministres.

A propos de la dissolution, le chef du gouvernement a rappelé qu'elle est faite, selon la conception qu'en a toujours eue Jacques Chirac, pour dénouer une « crise ouverte » entre la majorité et l'opposition. Selon M. Juppé, ce n'est « pas au lendemain d'un vote de confiance à l'Assemblée qu'une dissolution a un sens ». Ce cas de figure n'a qu'un précédent historique : en 1972, le premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, avait été « remercié » par le chef de l'Etat, Georges Pompidou, six semaines après avoir obtenu la confiance de sa majorité au Palais-Bourbon.

S'agissant d'un hypothétique remaniement gouvernemental, M. Juppé s'est contenté d'indiquer qu'il dispose d'une « très bonne équipe, solide et unie », après le remaniement de novembre 1995. « M. Jacques Barrot est un très bon ministre du travail et des affaires sociales », M. Boyren (éducation natio-

nale) a bien refusé la rentrée. M. Vasseu (agriculture) passe très bien auprès des paysans, M. Raffarin (commerce et artisanat) fait un malheur auprès des PME, et ainsi de suite », a-t-il égrené, citant ainsi des ministres UDR avant de préciser : « Pourquoi changer une équipe qui croit à ce qu'elle fait et dont la politique va, je pense, donner des résultats ? » Sur le terrain économique, justement, le premier ministre s'est montré persuadé que l'année 1997 serait meilleure que celle qui s'achève.

Interrogé sur l'attentat qui avait

visé, la veille, l'hôtel de ville de Bordeaux, dont il est maire (lire ci-dessous), M. Juppé a souligné que cet acte est « assez traumatisant ». Le premier ministre a indiqué qu'il sentait « une très forte émotion, un état de choc » parmi tous les membres de l'équipe municipale qui, à l'image des formations politiques représentées au Parlement, ont manifesté leur soutien et leur sympathie à l'égard de M. Juppé. Celui-ci les en a remerciés et il s'est félicité que « tous les républicains, face au terrorisme, se retrouvent et se serrent les coudes ». Il

a ajouté que « ceux, quels qu'ils soient, qui se livrent à ce type d'action terroriste, se disqualifient pour longtemps ». Avant de faire « le point », lundi matin, avec le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, et le ministre de la Justice, Jacques Toubon, le premier ministre a assuré que « l'Etat ne peut pas céder face au terrorisme » et qu'il ne doit pas se laisser intimider. Même s'il a refusé de faire d'autres commentaires, notamment sur l'origine des auteurs de l'attentat, M. Juppé a réaffirmé la nécessité

d'une « ligne extrêmement ferme en ce qui concerne l'autorité de l'Etat et le respect de la loi » en Corse, « parce que 90 % de la population corse le souhaite » et que les élus, unanimes, le réclament. Cette émission lui a donné aussi l'occasion d'expliquer que les mesures économiques préconisées par les socialistes, notamment sur la baisse des taux d'intérêt, la création d'emplois de proximité ou la réduction du temps de travail, sont précisément celles qu'il met en œuvre. En revanche, il a fustigé « l'autre politique », chère à Phi-

lippe Séguin, en affirmant qu'elle reviendrait à creuser les déficits et à laisser la monnaie s'affaiblir. Il n'a pas oublié, également, de s'opposer à Edouard Balladur, qui avait évoqué des déremboursements médicaux (Le Monde du 5 octobre). « Pour la réforme de la Sécurité sociale, je ne changerai pas de ligne de direction, a-t-il dit. C'est vrai qu'il y a une proposition qui a été faite de baisser le taux de remboursement des assurés sociaux, je ne le ferai pas, car c'est contraire à ce que Jacques Chirac a proposé durant sa campagne et à quoi nous nous sommes engagés. »

M. Juppé en a aussi profité pour s'élever contre la prime à la casse automobile, successivement baptisée « balladurette » et « Jupette », qui était « une opération artificielle ». En outre, il a indiqué que « l'impôt sur la fortune ne peut être remis en cause », tout en ajoutant : « Il peut y avoir, ici et là, certaines modalités qui, sur le plan technique, sont contestables. Le débat parlementaire permettra d'en discuter. »

Abordant, enfin, le fonctionnement de la vie publique, le premier ministre a déclaré qu'il va « écrire », dès lundi, à toutes les formations représentées au Parlement « pour leur poser des questions relatives à la modernisation de la vie politique ». Il s'attend, apparemment, à un consensus pour ne pas modifier le mode de scrutin législatif et il n'a pas écarté, en revanche, un aménagement du mode de scrutin régional.

Le gouvernement espère un doublement de la croissance en 1997

LA CROISSANCE sera-t-elle « deux fois plus rapide en 1997 qu'en 1996 » ? Pour balayer les critiques dont sa politique économique fait l'objet, Alain Juppé s'en est dit convaincu, dimanche 6 octobre, sur TF 1. « Les perspectives sont bonnes, ce n'est pas le moment de lâcher », a plaidé le premier ministre.

De fait, la plupart des prévisionnistes s'accordent à penser que l'horizon économique s'éclaircit. Le dernier indicateur avancé de la Caisse des dépôts et consignations fait apparaître que l'activité, en recul de 0,4 % au deuxième trimestre, pourrait progresser de 0,6 % au troisième et de 0,5 % au quatrième. Dans cette hypothèse, la croissance française serait donc comprise, en 1996, entre 1,1 % et 1,2 %, au lieu du 1,3 % attendu par le gouvernement.

Cette consolidation de l'activité permettrait d'espérer que 1997 s'annonce sous de meilleurs auspices. Les huit instituts de conjoncture qui

sont membres de la commission des comptes de la nation avancent ainsi une estimation moyenne de croissance de 2,1 % pour 1997, à peine inférieure, donc, aux 2,3 % espérés par le ministère des finances.

S'agit-il, pour autant, d'une véritable reprise ? C'est loin d'être certain, car l'activité est encore heurtée, notamment pour ce qui est de la consommation. En fin d'année, sa progression pourrait avoisiner 2,5 % - après 1,4 % en 1994 et 1,8 % en 1995 -, et M. Juppé n'a pas manqué de s'en féliciter. Encore faut-il souligner que ce résultat ne sera atteint que grâce à deux « pics » d'achats exceptionnels, l'un enregistré en janvier, lié à un phénomène de rattrapage après les grèves de décembre, le second enregistré en août et septembre, lié à un phénomène d'anticipation avant la suppression de la « prime Juppé » pour l'automobile. M. Juppé a dit lui-même que cette prime « faussait les lois du marché » et constituait une « opération artificielle ».

De surcroît, si la consommation s'est beaucoup mieux venue que prévu, l'investissement, lui, s'est essouffé dans des proportions inquiétantes. Dès la fin du premier semestre de 1996, la tendance était perceptible, puisque l'acquis de croissance de l'investissement des entreprises était négatif de 0,7 point. Même si ce n'est pas celle que l'on pensait, l'une des grandes courroies d'entraînement de la croissance est donc, pour l'instant, totalement grippée.

Enfin, le marché du travail reste très mal orienté. Le premier ministre a, certes, prédit qu'avec « une croissance de plus de 2 %, on créera cent mille emplois ». Il reste que la traditionnelle augmentation de la population active risque d'être encore plus rapide et que le chômage devrait continuer d'augmenter. A ce niveau de croissance, qui demeure faible, c'est le pronostic de tous les conjoncturistes.

Laurent Mauduit

Mesures de protection renforcées après l'attentat à Bordeaux

La police avait mis en garde contre le risque d'une action des nationalistes corses

LA PROTECTION des « sites sensibles » a été renforcée, à Paris et dans plusieurs grandes villes de province, à la suite de l'attentat perpétré dans la nuit du 5 au 6 octobre contre l'hôtel de ville de Bordeaux. Après une réunion présidée, lundi matin 7 octobre, par le premier ministre, Alain Juppé, en présence du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, et du garde des sceaux, Jacques Toubon, l'hôtel Matignon a indiqué avoir « demandé que tout soit mis en œuvre pour accélérer le déroulement de l'enquête en cours afin que les auteurs de cet attentat soient identifiés et déferés devant la justice ». Des renforts policiers devaient être déployés dans la capitale grondeuse, afin de renforcer la surveillance des bâtiments publics.

Le premier ministre avait été informé, dans la semaine du 30 septembre, de la menace d'un attentat symboliquement dirigé contre lui et qui serait perpétré à Bordeaux, la ville dont il est le maire, par les nationalistes corses du FLNC-canal historique. Sur la base d'éléments recueillis par les renseignements généraux (RG), le directeur général de la police nationale, Claude Guéant, avait adressé à Matignon une note faisant état de ce risque et alerté les services de police dans la capitale grondeuse, à l'indiqué au

Monde une source officielle. L'explosion qui s'est produite, samedi, vers 23 heures, dans les jardins de l'hôtel de ville de Bordeaux, sans faire de victime mais en causant d'importants dégâts, est venue confirmer ce pronostic.

L'attentat n'avait pas été revendiqué, lundi matin, hormis un appel téléphonique passé dans la nuit de dimanche à lundi, et que les enquêteurs considèrent comme hautement fantaisiste : une voix d'homme y attribuait l'action terroriste contre la mairie de Bordeaux à un « groupement fasciste français » jusqu'alors inconnu. Les caractéristiques de la bombe ne constituent pas une véritable signature : selon les premières constatations, l'explosion aurait été provoquée par une charge d'un kilo d'explosif brisant, de type plastique ou dynamique, ce qui semble permettre d'exclure la piste du terrorisme basque, les autonomistes de l'ETA milisant, en général, des bombilles de gaz. Le procureur général de Bordeaux, Henri Desclaux, a, pour sa part, affirmé qu'« aucune piste n'est fermée », même si, « apparemment, il n'y a aucune trace de l'ETA » dans cet attentat.

En l'absence d'indices flagrants, les enquêteurs se fondaient sur l'analyse des RG pour privilégier la

piste du nationalisme corse. « Il apparaît que pour les nationalistes corses, c'est le premier ministre, et lui seul, qui défient aujourd'hui la solution du blocage politique qu'ils déplorent, expliquait-on, lundi matin, de source officielle. C'est donc lui qu'ils cherchent à viser, dans l'anonymat mais avec précision. Un attentat à Paris aurait pu être interprété de diverses manières. Une action contre la mairie de Bordeaux, en revanche, est symboliquement bien « ciblée », à la manière d'une lettre recommandée avec accusé de réception. »

■ EXPORTER LA LUTTE ARMÉE Les services de renseignement estiment que l'attentat bordelais constitue le prolongement de la série d'attentats ayant visé d'importants élus corses après que ceux-ci avaient demandé au premier ministre plus de fermeté dans le rétablissement de l'ordre sur l'île. Le 21 août, une bombe avait été déposée devant la porte du député (UDF-PR) José Rossi, adjoint au maire d'Alajacio et président du conseil général. Le 4 octobre, une charge de moyenne puissance avait endommagé le bureau du maire de l'île-Rousse, Pierre Pasquini, ministre des anciens combattants.

Dans un tract daté du 10 septembre, le FLNC-canal historique

avait accusé M. Juppé d'avoir, devant le Parlement, « nié l'existence du peuple corse et fermé la porte à toute avancée significative ». La répression mise en œuvre ne fait que confirmer l'intention du gouvernement de jouer le pourrissement de la question corse en tentant de la réduire à un simple problème de maintien de l'ordre », poursuivait le texte. Il y a quelques jours, un attentat commis contre le palais de justice d'Aix-en-Provence avait en outre confirmé la volonté de certains nationalistes d'« exporter » la lutte armée sur le continent.

L'attentat de Bordeaux a été condamné par les responsables politiques. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a exprimé son « émotion » et adressé aux Bordelais et à M. Juppé « un message de solidarité et de sympathie ». Président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et ancien premier ministre, Laurent Fabius a condamné de façon « extrêmement sévère » l'attentat et s'est dit, lui aussi, « solidaire » de M. Juppé. Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, a condamné cet acte « avec la plus grande force » et demandé que « toute la clarté [soit] faite dans cette affaire ».

Hervé Gattegno

Dialogue de sourds entre le FLNC et Matignon

L'ATTENTAT contre la mairie de Bordeaux marque-t-il un dernier - et spectaculaire - avertissement à l'Etat avant que le FLNC-canal historique ne bascule de nouveau dans une violence plus grave encore que le pistage de la mairie de la cinquième ville de France ? Ou bien reste-t-il un mince espoir que les tentatives désespérées menées ces dernières semaines, malgré les démentis officiels, pour tenter de faire entendre raison aux nationalistes, portent leurs fruits in extremis ? Ce sont les questions qui se posent après l'attentat commis dans la nuit du 5 au 6 octobre contre la mairie de Bordeaux, mis au compte du FLNC-canal historique par la police.

Cette escalade n'est guère surprenante. Elle s'inscrit dans la tactique de harcèlement que mène le FLNC-canal historique depuis la mi-août pour contraindre l'Etat à un geste politique, après la fin de non-recevoir opposée aux nationalistes par Alain Juppé lors de sa visite en Corse en juillet.

Les nationalistes ont commencé à agiter la menace d'une non-reconduction en octobre de la trêve déclinée, sinon totalement observée, dans la nuit du 11 au 12 janvier. Parallèlement, des édifices publics dans l'île étaient visés, pratiquement chaque nuit, par des attentats, avant que ces actions ne s'étendent au continent, au motif, selon la formule employée par un dirigeant nationaliste, que « 300 grammes d'explosifs à Paris font plus de bruit que 300 kilos en Corse ».

PROVOCATION

Quant à Alain Juppé, les nationalistes d'A Cuncolta nazionalista, vitrine légale du FLNC-canal historique, lui en veulent particulièrement, car ils lui imputent, face à la pression des élus « traditionnels », la responsabilité de la volte-face de l'Etat, avec la reprise en main de la politique corse par Matignon et son durcissement vis-à-vis des nationalistes.

Dans la droite ligne de ses précédentes déclarations, le premier ministre, dimanche, sur TF 1, a répondu à la provocation de Bordeaux par l'affirmation de la nécessaire répression du « terrorisme », très loin de la politique menant « fermeté » et « dialogue » longtemps défendue par le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré.

Signataire d'un éditorial dans le numéro du 3 octobre d'U Ribombu, l'hebdomadaire d'A Cuncolta, François Santoni, secrétaire national de cette formation, écrivait : « On peut supposer que [l'action du FLNC] s'intensifiera dans les mois à venir », avant d'ajouter que « seule la concrétisation d'une volonté de l'Etat de « mettre en œuvre une solution politique (...) serait de nature à permettre l'arrêt des hostilités ». Le dialogue de sourds est donc total, car, après l'attentat de Bordeaux, un tel schéma paraît moins que jamais à l'ordre du jour.

Jean-Louis Andreani

Le Doppelchronograph d'IWC.
Le Doppelchronograph d'IWC.
Ref. 3713 Le « Doppelchronograph » avec une aiguille supplémentaire, dite rattrapante pour mesurer des temps intermédiaires ou un deuxième temps FRF 47 800.-



IWC

Schaffhausen, Switzerland

France: 142.89.65.51, Belgique: 0031/20672.33.33, Suisse: 0041/052/635.65.65

La Cour des comptes conteste la façon dont l'Etat promeut la lecture

Le rapport annuel des magistrats financiers dénonce « une confusion fâcheuse entre objectifs de service public et intérêts privés » dans la politique du livre du ministère de la culture. Il critique la hausse des frais de fonctionnement d'organismes aux tâches parfois redondantes

Le rapport annuel de la Cour des comptes est toujours l'occasion pour cette institution de dénoncer les erreurs de gestion des administrations étatiques et locales. Celui de 1996, rendu public lundi 7 octobre, est

aussi sévère que les précédents (Le Monde daté 6 et 7 octobre). Les magistrats financiers ne s'intéressent pas qu'aux dossiers où des sommes importantes sont en jeu. Ainsi, cette année, ils contestent la poli-

tique du livre et de soutien à la lecture, en s'étonnant, notamment, que certaines aides profitent à des sociétés structurellement déficitaires ou, à l'inverse, à des ouvrages qui devraient ne pas avoir besoin

d'être subventionnés. De même, certaines « facilités de gestion » de l'Ecole des hautes études en sciences sociales sont dénoncées. La Cour a aussi mis au jour, en examinant les comptes de la chambre de

commerce et d'industrie du Var, certaines pratiques du « système Arreckx », ancien président du conseil général du département, dont le procès doit s'ouvrir le 14 octobre.

L'ÉTAT utilise-t-il au mieux les deniers publics pour promouvoir la lecture et aider l'édition ? La question peut sembler négligeable, compte tenu de la faiblesse des crédits engagés par l'Etat en ce domaine (400 millions de francs par an) - le chiffre d'affaires du secteur ayant atteint, en 1993, les 23 milliards de francs. Pourtant, remarque le rapport 1996 de la Cour des comptes, rendu public lundi 7 octobre, qui consacre un chapitre à « la politique du livre au ministère de la culture », un seul chiffre donne la mesure d'une situation qui appelle l'intervention publique : alors qu'en 1973 31 % des Français de plus de quinze ans avaient lu en moyenne vingt-cinq livres dans l'année, la proportion était tombée à 22 % dès 1988.

Face à cette crise, estime la Cour, la politique du livre a été marquée « par une excessive dispersion des formes d'aide, un manque de précision de leurs critères d'attribution, le défaut d'évaluation a posteriori de leurs effets, et parfois une confusion fâcheuse entre objectifs de service public et intérêts privés ».

L'argent injecté sert de plus en plus au fonctionnement des insti-



tutions dont les budgets ne cessent de croître, plutôt qu'à être « effectivement consacré au redressement du secteur du livre ». Accusé au premier chef : le manque de clarté dans la définition des tâches respectives des

deux services du ministère de la culture chargés de promouvoir la politique du livre. La répartition des missions est souvent aléatoire entre la direction du livre et de la lecture (DILL) et le Centre national du livre (CNL), d'où le chevauche-

ment fréquent de leurs interventions, des effets de cumul auxquels s'ajoutent les actions menées par l'« échelon déconcentré », celui des DRAC (directions régionales des affaires culturelles).

DES AUTEURS « AROMATISÉS »

La prolifération des procédures d'aide (une vingtaine pour le seul CNL) et des associations subventionnées, comme France-Edition, chargée de promouvoir le livre français à l'étranger, TIMEC (Institut Mémoire de l'édition contemporaine), ou la Maison des écrivains, dont les dysfonctionnements avaient été signalés déjà dans un pré-rapport de la Cour des comptes (« Le Monde des livres » du 15 mars), rend difficile une politique cohérente, et les abus ne manquent pas.

Ainsi, note la Cour, l'argent va-t-il trop souvent au succès et non aux secteurs qui, par nature, auraient besoin d'un soutien : « Alors qu'en principe l'intervention du CNL est d'abord justifiée par la nécessité de soutenir les ouvrages dont la diffusion est restreinte ou la commercialisation lente, les aides se portant sur de telles opérations de-

meurent marginales, en particulier sur les secteurs du théâtre et de la poésie (6 à 7 % des concours apportés de 1991 à 1993), tandis que nombre d'ouvrages qui, par la notoriété de leur auteur, leur thème ou la capacité de diffusion de leur éditeur, bénéficient à l'évidence d'un marché, sont fortement soutenus par le CNL ».

Cet état de choses favorise apparemment des situations acquises, certains auteurs devenant au fil des ans de véritables « abonnés » de l'aide aux personnes, accordée par le CNL. De 1991 à 1993, six éditeurs ont, par ailleurs, perçu un montant cumulé d'aide supérieur à 3,5 millions de francs chacun.

« COMPLEMENT DE PASSIF »

La subvention devait constituer une exception, et le prêt, la norme. En fait, entre 1991 et 1993, le tiers de celles qui ont été accordées par le CNL à l'édition - soit près de 22 millions de francs - ont suivi des procédures dérogatoires. Quant au montant des « admissions en non-valeur et remises gracieuses », il « s'est élevé à près de 10 millions de francs entre 1988 et

1994, dont 3,4 millions sur le seul exercice 1994 ». La Cour des comptes s'étonne ainsi qu'« à plusieurs reprises, entre 1987 et 1991, la DILL « soit » intervenue pour soutenir une petite maison d'édition provinciale en grande difficulté financière, son action s'apparentant à un comblement de passif d'une société structurellement déficitaire », tandis que certains fonctionnaires affectés aux missions de la Cour des comptes ont été « envoyés dans des établissements hôteliers dont le standing n'est « pas compatible avec les taux de remboursement de frais de mission dans la fonction publique ».

Eric Gross, conseiller technique pour le livre et la lecture au ministère de la culture, réaffirme en réponse le caractère prioritaire de la politique du livre. « On a eu le sentiment, dit-il, que le rapport de la Cour des comptes ne comprenait pas, au début, qu'il y ait une aide de l'Etat à l'édition parce que l'édition, c'est une entreprise privée. Mais, par exemple, sans le CNL, jamais une entreprise comme Les Lieux de mémoire, dirigée par Pierre Nora, n'aurait pu voir le jour. »

Nicolas Weill

Rappel à la rigueur pour l'Ecole des hautes études en sciences sociales

LA PRESTIGIEUSE Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) fait partie des cibles de la Cour des comptes. Tout en reconnaissant l'incontestable qualité intellectuelle et scientifique de cet établissement, le rapport remarque que « les facilités de gestion, que la Cour avait déjà été conduite à sanctionner dans le passé se sont perpétuées et devaient être à nouveau relevées ».

La Cour constate notamment qu'en dépit de la stabilisation du nombre d'étudiants (3 000 - accueillis à partir du DEA -, contre 4 500 il y a une quinzaine d'années) la proportion d'échecs demeure élevée. Manque d'assiduité, abandons continus à sévir, alors que dans le même temps, remarque la Cour, « les effectifs globaux du personnel enseignant sont actuellement de vingt unités supérieures à ceux de la fin des années 70 ».

« FILLE DE SATURNE »

Autre pratique dénoncée : la prise en charge par l'EHESS de la gestion de crédits dépendant de l'administration centrale de l'enseignement supérieur au ministère de l'éducation pour la formation continue d'agents de bibliothèque.

Sont dénoncés également un certain nombre de gaspillages : les 8 000 francs perçus par un ancien président de l'EHESS à titre d'honoraires pour la conférence annuelle Marc-Bloch ; des subventions de recherches accordées à des programmes jamais réalisés ou à l'initulé étonnamment vagues (« Les rapports de l'homme à la nature dans des civilisations différentes »). « Le responsable, lit-on, du ministère chargé d'apprécier la conformité de deux rapports consacrés à une étude sur « Le rôle des médias et l'image résiduelle de l'inondation de Nîmes du 30 octobre 1988 » a éprouvé de grandes difficultés à déterminer leur relation avec le sujet. Le premier rapport tend à démontrer, entre autres développements, que Nîmes est la fille de Saturne. Le second fait surtout état de catastrophes survenues aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. »

« Transgressions » qui peuvent apparaître comme vénielles, conclut le rapport, mais qui sont « de nature à compromettre le renom et le rayonnement d'une institution qui doit se gérer avec rigueur pour remplir pleinement ses missions ».

N. W.

Le « système Arreckx » derrière les errements de la CCI du Var

TOULON

de notre correspondant
La chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Var a retenu l'attention de la Cour des comptes pour qu'il « les irrégularités et fraudes constatées sont un exemple des extrêmes auxquelles peut parvenir un établissement qui se soucie trop peu du bon emploi des fonds qui lui sont confiés ». Avec un budget de 300 millions de francs, la chambre a, au cours des dix dernières années, multiplié les initiatives et les projets avec une égale modestie dans les résultats. Quant à l'examen de ses comptes et de sa gestion pour les exercices 1990 à 1994, il révèle « de nombreuses irrégularités et fraudes ».

Ainsi le « lycée sportif », dont le coût (12 millions de francs) a été supporté par la chambre devrait être un établissement pilote : son « bilan est décevant ». Sa gestion est déficitaire et les résultats au bas inférieurs à la moyenne de l'académie. Il a été revendu il y a peu à une institution catholique. La chambre a aussi créé, en 1990, un institut européen de design qui disposait de deux directeurs pour trente-huit élèves ; son déficit « s'est accru de 1,2 million de francs en 1994 et ses seules dépenses de personnel ont progressé de 113 % alors que l'effectif des étudiants n'a cru que de 20 % ».

Fléuron de l'enseignement de la CCI, son école supérieure de commerce fonctionne depuis 1986 mais les élèves, qui s'acquittent de 29 500 francs de frais de scolarité en première année et de 30 500 francs en deuxième et troisième années, ne peuvent prétendre à un diplôme national homologué. La Cour des comptes dénonce également « les pratiques frauduleuses du centre de formation Duprat » au sein duquel 40 % des stagiaires suivent des formations sans bénéficier de financement extérieur.

TERRAINS TROP CHER PAYÉS

Tout cela n'est rien à côté des grands dossiers que la chambre a gérés dans une certaine précipitation et sans grand souci des deniers publics. Concernant l'aménagement du parc d'activités du plateau de Signes, dont la réalisation en 1986 devait favoriser la reconversion des chantiers navals de la Seyne, les critiques de la Cour sont particulièrement féroces. On peut s'interroger, ainsi, sur le choix de ce site éloigné de tout équipement dont les 242 hectares n'ont attiré que douze entreprises ayant généré 600 emplois. Pourquoi les terrains de cette zone, évalués entre 0,8 et 1,6 franc le mètre carré, ont-ils été payés 4 francs par la CCI au terme d'une

entente avec des propriétaires dont l'un d'eux, également promoteur-construteur, a obtenu le contrôle d'une société chargée du marché d'étude et de l'aménagement de la zone sans appel d'offre préalable ?

La Cour des comptes n'a pas trouvé de réponse à cette question. Elle n'explique pas plus pourquoi « le conseil général du Var a bonifié le coût des terrains acquis par les entreprises en leur accordant des subventions à hauteur globale de 12,5 millions de francs. L'une des entreprises a reçu une subvention six fois plus importante que celle attribuée à une autre, alors que le montant de ses investissements était plus de cinq fois supérieur et les emplois prévus quatre fois moins nombreux ».

La Cour des comptes met en cause, également, les conditions de passation des marchés pour l'agrandissement de l'aéroport d'Hyères « dont l'enjeu financier a été évalué, selon les moments, de 60 à 600 millions de francs ». Regrettant le non respect de la mise en

concurrence préalable des fournisseurs et des conventions, critiquables, passées avec la Sametovar, une société d'aménagement et d'équipement, alors présidée par le président du conseil général, dans un projet d'extension évalué à 400 millions de francs, la Cour des comptes marque une certaine perplexité devant le manque de rigueur dans le choix des coûts d'aménagements qui ont coûté « plus de 10 millions de francs en frais d'étude » sans décision bien concrète.

Un nom n'est évoqué qu'une ou deux fois dans ce rapport, c'est celui de Maurice Arreckx, qui était alors président PR du conseil général. Au moins deux de ces dossiers (Signes et l'aéroport) seront largement évoqués à partir du 14 octobre dans le cadre de son procès, autour de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui le « système Arreckx » : un système dont tous les rouages n'ont pas encore été mis au jour.

José Lenzini

Une juridiction de contrôle de l'usage des deniers publics

ORGANISME judiciaire indépendant, la Cour des comptes contrôle les comptes de l'Etat et de ses établissements publics, mais aussi, depuis 1959, ceux des associations dont les ressources proviennent pour moitié ou plus de fonds publics. Depuis 1949, elle se penche sur les caisses de la Sécurité sociale et, depuis 1994, elle doit rendre au Parlement un rapport sur l'ensemble des comptes de cette dernière.

En 1976, la Cour a repris les compétences de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques, créée à la Libération pour contrôler les entreprises nationalisées. Enfin, une loi de 1991 lui donne le droit de contrôler les organismes faisant appel à la générosité publique, ce qu'elle a amenée à examiner la gestion de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC). En 1982, les lois de décentralisation ont institué des « filiales » de la Cour des comptes, les chambres régionales des comptes, pour contrôler les collectivités locales et leurs établissements publics.

Héritière des chambres des comptes de l'Ancien Régime, la Cour des comptes a été créée en 1807 par Napoléon, qui voulait vérifier, dans le secret d'un rapport connu de lui seul, l'honnêteté de ses comptables publics. Le XIX^e siècle a consolidé les principes budgétaires et comptables

que la Cour doit faire respecter, notamment celui de la séparation de l'ordonnateur et du comptable.

La Cour des comptes contrôle les comptes des comptables publics en s'assurant qu'ils décrivent correctement les opérations effectuées au cours de l'exercice. Lorsqu'elle constate une irrégularité, elle prononce une « mise en débet », les comptables étant responsables sur leurs deniers propres. Il arrive ainsi que des trésoriers-payeurs généraux doivent acquitter des sommes manquantes dans leur comptabilité. La Cour contrôle en outre la régularité de la gestion des ordonnateurs (maires ou ministres, par exemple) par référence au droit budgétaire et au droit administratif lorsqu'il s'agit d'organismes d'Etat ; au droit des sociétés dans le cas des entreprises publiques ; au droit civil dans le cas d'associations subventionnées ; au droit fiscal et au droit pénal dans tous les cas.

Lorsqu'elle suspecte un délit ou une infraction, elle saisit le juge pénal ou la cour de discipline budgétaire et financière. Cette dernière juridiction administrative, qui siège dans les locaux de la cour, prononce des condamnations à des amendes. Les investigations de la cour sur la gestion de l'ARC ont été transmises au parquet.

Rafaële Rivals

Aux politiques de tirer les leçons d'une salubre mise en garde

LE MILLÉSIMÉ 1996 du rapport de la Cour n'est ni moins abondant ni moins corsé que les précédents. Qu'ils tiennent le haut du pavé ou qu'ils occupent un « créneau » local, les détenteurs de l'argent public en prennent pour leur grade. Tous doivent le savoir : la censure des magistrats financiers n'épargne personne, car la facture de quelques sous d'un canton rural n'a pas à être moins justifiée que la subvention de 1 milliard de francs pour aider la SNCF.

Tous les douze mois, le florilège des négligences vénielles ou des fautes majeures que sélectionnent (sur un total de sept cents rapports) les juges des sept chambres - connus pour leur droiture et leur rigueur - apporte un salubre message à une opinion et à une représentation politique à juste titre inquiètes de l'inefficacité, souvent constatée, des dépenses publiques. Jamais sans doute la question de l'usage judicieux en quantité et en qualité des deniers publics (qu'ils viennent des impôts, de l'emprunt

ou des dotations européennes) n'a été à ce point sur toutes les lèvres. Les « affaires » tournent souvent autour de la corruption, de l'abus de biens sociaux ou de l'enrichissement personnel. Les ministres des finances des Quinze n'ont qu'un mot à la bouche : réduire les déficits et freiner les dépenses. Alain Juppé s'honore de promettre à tous une baisse des impôts.

Gardiens suprêmes de cette partie du patrimoine collectif que constituent taxes, impôts et cotisations des Français, le Parlement lui-même, saisi d'une sorte de cas de conscience, a mis en place un office d'évaluation des politiques publiques. Les chambres régionales des comptes, qui font un travail de foumi (avec des moyens souvent insuffisants) en général rendu public pour le plus grand bien de la démocratie locale, apparaissent comme le contrepoids, voire l'antidote indispensable, d'une décentralisation qui, depuis qu'elle a été lancée en 1982, a parfois été interprétée par des élus comme l'ouverture du règne du n'importe quoi.

De nos jours l'Etat, de plus en plus impécunieux, cherche à dépenser moins pour redistribuer

mieux : les finances publiques nationales ou locales voient se multiplier les solliciteurs, certains invoquant la solidarité, les autres la mise à niveau pour répliquer à la concurrence ; les sinistres financiers publics (Crédit lyonnais, SNCF) ou privés (Eurotunnel) imposent des mesures de redressement aussi draconiennes que sont étroites les marges de manœuvre. Il n'est donc pas mauvais qu'un rappel à l'ordre collectif comme celui de la Cour des comptes réveille tous les esprits raisonnables trop sûrs d'eux, car le droit budgétaire, en ces temps d'argent rare, n'a pas moins d'importance que le droit pénal.

UN LÉGER MIEUX

On relèvera, en outre, la coïncidence entre le rapport de la Cour et le débat qui commence à prendre corps sur l'opportunité de réviser dans un sens plus raisonnable le programme des grands travaux : TGV, autoroutes, barrages, équipement portuaires. Ce débat avait été ouvert, cet été, par la commission présidée par le sénateur UDF du Lot-et-Garonne, Jean-François-Ponce, dans un rapport circonstancié et courageux remis à la Datar. Il a été relancé, le

3 octobre, à Marseille au congrès du Conseil national des économistes régionaux (lire page 12).

Chiffon de papier que ce rapport de la Cour des comptes venant après beaucoup d'autres, comme ceux - jamais publiés, malheureusement - de l'inspection générale des finances ? On peut le craindre. Pourtant, à parcourir le rapport 1995, force est de constater que, sur certains chapitres (RMI, aides à l'emploi, Centre de la fonction publique territoriale, ville de Digne-les-Bains), les pouvoirs publics concernés ont tiré, au moins partiellement, les conséquences des observations qui leur avaient été adressées.

La découverte d'anomalies est une chose, la rectification en profondeur des errements en est une autre, plus impérieuse encore. C'est pourquoi il faut souhaiter que le rapport 1997 de la Cour comprenne pour la première fois trois parties au lieu de deux : l'Etat, les collectivités locales et, nouveauté, la mise en application effective par les autorités concernées des correctifs aux turpitudes les moins excusables relevées l'année précédente.

François Grosrichard

Olivier d'Ormesson est élu président du CNI

LE COMITÉ DIRECTEUR du Centre national des indépendants et paysans (CNI), réuni samedi 5 octobre à Paris, a porté à sa présidence Olivier d'Ormesson, soixante-dix-huit ans. Ce dernier, élu avec 58 voix contre 49 pour le président sortant, Jean-Antoine Giansily, a immédiatement reconduit Pierre-Olivier Mahaux (trente-sept ans) au poste de secrétaire général. Il a également annoncé qu'il allait rapidement demander une réforme des statuts pour « mieux rééquilibrer les pouvoirs », mais aussi pour renouer avec les racines paysannes du parti, qui devrait bientôt retrouver l'ancien sigle CNIR. Cette élection met provisoirement un terme à la crise traversée par cette formation politique (*Le Monde* date 15-16 septembre). Maire depuis 1947 de la ville qui porte son nom, Olivier d'Ormesson, ancien député, milite depuis cinquante ans chez les indépendants, tout en flirtant tantôt avec le RPR, tantôt, comme en 1986, avec le Front national. Ancien commissaire de police, Pierre-Olivier Mahaux est conseiller municipal de Neuilly et président de l'Association des élus libéraux et indépendants, créée avec des membres d'idées-action.

MM. Madelin et de Villiers s'en prennent au couple exécutif

LA DROITE de la droite ne ménage ni le chef de l'Etat ni le chef du gouvernement. A l'issue d'une réunion des députés de son mouvement idées-action, Alain Madelin (UDF-PR) a appelé, samedi 5 octobre à Nice, à un « sursaut » contre « le parti du renoncement », pour mettre fin à « un désordre qui menace l'unité nationale ». « Ce sursaut, je l'espère, vous l'espérez sans doute, dans les lendemains de l'élection présidentielle. Force est de constater qu'il ne s'est pas produit », a ajouté l'ancien ministre. Il faut, selon M. Madelin, « entraîner aujourd'hui une majorité de l'opinion sur la voie du redressement national afin de pouvoir, demain, réunir une majorité politique capable de conduire la France ». De son côté, Philippe de Villiers s'en est pris, samedi à Paris, à M. Chirac, qui, selon lui, donne aux Français le « sentiment d'avoir été joué ». Pour le président du Mouvement pour la France, M. Juppé est « grillé » et « les élections législatives pourraient avoir lieu très vite ». « Ni la majorité ni le Front national ! », a lancé M. de Villiers. Il a confirmé que le MPF présenterait des candidats dans toutes les circonscriptions aux élections législatives, ainsi que des listes aux régionales.

DÉPÊCHES

■ **QUOTAS** : Henri Emmannuël, député socialiste des Landes, a déclaré, dimanche 6 octobre sur France 3, qu'il ne serait pas « surpris de voir surgir l'idée d'un quota » en matière d'immigration. Précisant qu'une telle idée reviendrait à « essayer de faire quelque chose de net, de transparent, de clair et de responsable », l'ancien premier secrétaire du PS a souligné que « plus personne ne croit à l'idée d'immigration zéro ». « Il y a un certain nombre de choses avec lesquelles il ne faut plus jouer », a-t-il conclu.

■ **CANADA-DRY** : tout en stigmatisant devant les militants RPR du Rhône, samedi 5 octobre, les « donneurs de leçons » de gauche et d'extrême droite, Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, a invité certaines « personnalités fort estimables au demeurant » à renoncer à « jouer les Canada-dry de la majorité ». « Il est assez facile et intellectuellement peu exigeant d'avoir l'étiquette de la majorité, l'apparence de la majorité, les votes des électeurs de la majorité, mais de rester à l'écart de la majorité ». « Personne n'a de potion magique à administrer au pays », a ajouté M. Debré. — (Corresp.)

■ **RPR** : deux proches d'Alain Juppé ont été nommés, samedi 5 octobre, à la commission exécutive du mouvement néogaulliste : Jean-François Copé, député de Seine-et-Marne, comme délégué général chargé du projet, et Nouridine Cherkaoui, secrétaire national à la jeunesse, comme délégué général chargé de la citoyenneté et du monde associatif. Par ailleurs, Pierre Gimel, maire de Clélie, a été nommé secrétaire départemental de la fédération de l'Isère, longtemps perturbée par les retombées de l'affaire Carignon.

■ **EURO** : Laurent Fabius, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, s'est prononcé, dimanche 6 octobre, pour la parité exacte entre l'euro et le dollar, ce qui, a-t-il dit, « correspond à la parité des pouvoirs d'achat ». Invité du « Club de la presse d'Europe 1 », M. Fabius a souligné qu'il s'agissait là d'une des « grandes orientations » qui devaient être fixées par une « autorité politique ». « Je suis contre le tout-pouvoir donné à la technocratie », a-t-il ajouté.

■ **HANDICAPÉS** : le ministre du travail, Jacques Barrot, a annoncé, samedi 5 octobre à Saint-Etienne, sa volonté de « doter la France d'un observatoire des risques de santé, incluant les risques professionnels, dans le courant de l'année 1997 ». Intervenant lors du 75^e anniversaire de la création de la Fédération nationale des accidentés du travail et handicapés (FNATH), M. Barrot a reconnu que « la maladie de la vache folle et l'amiant » avaient largement contribué à le convaincre de la « nécessité pour la France de se doter d'un outil qui lui permette d'être en pointe dans ce domaine ».

Deux élections cantonales partielles

AISNE

Canton de Vic-sur-Aisne (1^{er} tour)

I., 7 354 ; V., 3 907 ; A., 46,87 % ; E., 3 837.
Raymond Guéhenneux, PS, m. de Vic-sur-Aisne, 1 730 (45,08 %) ; Jean-Pascal Berson, div.d., m. de Dommariville, 1 040 (27,10 %) ; Noël Lecoultré, FN, 394 (10,26 %) ; Sylvie Forzy, div.d., 275 (7,16 %) ; Jean-Jacques Hennequin, PCF, 219 (5,70 %) ; Martine Taupin, MEI, 87 (2,26 %) ; Karine Ansart, Vets, 60 (1,56 %) ; Chithna Hills, GE, 32 (0,83 %).

BALLOTAGE

(Ces élections ont été provoquées par la démission de Pierre Day (PS), qui détenait son mandat depuis 1953. Dans ce canton très marqué à gauche, M. Guéhenneux devance M. Berson, soutenu par la majorité départementale RPR et UDF. Malgré la venue sur le terrain, pour encourager leur candidat respectif, de Dominique Voynet, porte-parole des Vets, d'Antoine Waechter, président du MEI, et de Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, les écologistes ne retrouvent pas les 15,85 % du candidat Vets en 1992.

22 mars 1992 : I., 7 008 ; V., 5 523 ; A., 21,11 % ; E., 5 327 ; Pierre Day, PS, 2 229 (41,84 %) ; Jean-Pascal Berson, div.d., 1 646 (30,89 %) ; Thierry Sanchez, Vets, 738 (13,85 %) ; Frank Briffaut, FN, 418 (7,84 %) ; Patrick Dumetz, PCF, 296 (5,55 %).

MOSELLE

Canton de Forbach (1^{er} tour)

I., 13 414 ; V., 4 481 ; A., 66,59 % ; E., 4 315.
Charles Schmeiss, UDF-FD, m. de Forbach, 1 165 (26,99 %) ; Robert Scheuer, div.d. app. RPR, 705 (16,33 %) ; Annie Bouvier-Reblé, FN, 660 (15,29 %) ; Alain Morisse, PRS, 548 (12,69 %) ; Jean-Claude Brumle, RPR, 405 (9,38 %) ; Jean Kieffer, 404 (9,36 %) ; Remond Kornick, div.d., c. r., 292 (6,76 %) ; Philippe Chempeaux, PC, 135 (3,12 %).

BALLOTAGE

(Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Louis Houpert (div.d.), décédé. Au second tour, M. Schmeiss sera opposé à M. Scheuer, ancien membre du Front national. La présence de M. Scheuer et celle de M. Kornick, autre ancien membre du FN (il avait été élu sur la liste du parti d'extrême droite aux élections régionales de 1992) ne permet pas au parti de Jean-Marie Le Pen, représenté par M^{me} Bouvier-Reblé, de retrouver son score de 1992. Les trois candidats de gauche totalisent un quart des suffrages exprimés.

22 mars 1992 : I., 13 125 ; V., 7 129 ; A., 45,88 % ; E., 6 838 ; Louis Houpert, app. RPR, 1 751 (25,80 %) ; Robert Scheuer, FN, 1 491 (21,80 %) ; Alain Morisse, PS, 972 (14,21 %) ; Liliane Pina, Vets, 852 (12,45 %) ; Jean-Claude Brumle, div.d., 725 (10,60 %) ; Jean-Claude Flass, div.d., 702 (10,26 %) ; Emma Hesse, PCF, 192 (2,80 %) ; Edwin Maurer, div.g., 153 (2,23 %).

Les écologistes de gauche poursuivent la mise en œuvre de leur rassemblement

Le « parlement » des Vets a réformé ses statuts en vue d'une fusion avec d'autres formations

Ni Robert Hue ni Lionel Jospin ne croient à des élections législatives anticipées. Le secrétaire national du PCF s'est félicité, dimanche 6 octobre, du soutien apporté par le Mouvement des citoyens et les Vets au candidat communiste pour l'élection législative partielle de Gardanne (Bouches-

du-Rhône), mais il a rappelé que le PCF aspire à gouverner avec le PS. De leur côté, les écologistes de gauche poursuivent leur rapprochement.

LE RASSEMBLEMENT des écologistes « de gauche », dont le Parti socialiste a fait, il y a quelques mois, un préalable aux discussions en vue des élections législatives de 1998, est en cours. Réuni les 5 et 6 octobre, à Paris, le conseil national interrégional (CNIR) - le « parlement » des Vets - a voté à une très large majorité la réforme de ses statuts, qui prévoit notamment le renforcement de son exécutif. Cette réforme était souhaitée par Noël Mamère, maire de Bègles (Gironde) et président de Convergences écologie solidarité (CES), avant le congrès qui entérinera, en mars 1997, la fusion de sa formation et d'autres petites organisations écologistes avec les Vets de Dominique Voynet.

Après de longues tergiversations, le Parti écologiste d'Yves Pietrasanta, maire de Mèze (Hérault), et d'Andrée Buchmann s'est aussi déclaré favorable, le 1^{er} octobre, à un rapprochement avec les Vets. Le « ralliement » d'un de ses membres, François Donzel, ancien président du groupe des écologistes d'Ile-de-

France (ex-GE), fait débat dans le parti de M^{me} Voynet. En revanche, l'Alternative rouge et verte (AREV) s'est récemment opposée, à plus de 80 % des voix, à une fusion avec les Vets.

Samedi 5 octobre, à Toulouse, Robert Hue a déclaré, lors d'une rencontre préparatoire au 29^e congrès du PCF, qu'il fallait « s'inscrire dans une stratégie de rassemblement des forces de gauche » lors de la législative partielle du 13 octobre à Gardanne (Bouches-du-Rhône). « L'idée d'une dynamique d'alternative à gauche est à imaginer », a expliqué

M. Hue. Dimanche 6 octobre, au « Grand Jury RTL - Le Monde », le secrétaire national du PCF a vu dans le soutien apporté au candidat communiste à Gardanne par le MDC, les Vets, la LCR, la CAP, une « dynamique intéressante ». Rappelant que le PCF aspirait à gouverner avec le PS, M. Hue a toutefois indiqué qu'il était « difficile d'imaginer une politique de gauche sans se dégager de la mannaie unique telle qu'elle est conçue aujourd'hui ».

De son côté, Lionel Jospin a indiqué, dimanche 6 octobre, lors d'une fête de la rose à Marsac,

près de Périgueux (Dordogne), qu'il a réuni près de 3 000 sympathisants socialistes, qu'il ne s'attendait pas à des élections législatives anticipées. « Je pense, peut-être serais-je déçu, a déclaré le premier secrétaire du PS, qu'elles auront lieu à leur date normale. » Evoquant « la chute de confiance massive et rapide à l'égard de ceux qui nous dirigent », M. Jospin s'est interrogé : « Pourquoi la France paraît-elle plus malheureuse que ses voisins ? [...] Cela tient au fait que la dernière grande élection de notre pays, celle qui en principe fixe les orientations pour une période, l'élection présidentielle, a été une mystification, une véritable tromperie. »

Dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1, Laurent Fabius a attribué la chute d'Alain Juppé dans les sondages à la situation de l'emploi, qui n'a jamais été « aussi mauvaise », aux « promesses non tenues » et au « style » du premier ministre. Pour l'ancien premier ministre, la France est dirigée par « un gouvernement impérieux qui a la science infuse ».

M. Hue dénonce « l'accrochage à l'Allemagne »

Depuis quelques semaines, le Parti communiste adopte un ton volontairement nationaliste. Ses dirigeants y voient une manière de reconquérir les voix ravies, dans son électorat, par le Front national. Dimanche 6 octobre, au « Grand Jury RTL - Le Monde », Robert Hue s'en est pris vivement à l'Allemagne. « Ce qui ruine la France, c'est cet accrochage à l'Allemagne sur le plan monétaire », a-t-il indiqué. « Cette situation pille littéralement la France dans un modèle étranger », a-t-il ajouté. « La France n'est pas un pays qui doit se mettre à genoux devant l'Allemagne », a dit le secrétaire national du PCF à deux reprises. [...] On va y laisser notre chemise ! »

En 1997
nous n'augmentons pas
nos tarifs d'assurance auto.

En plus, nous remboursons
à tous nos sociétaires

3% du montant de leur cotisation
auto 1996.



Payer moins cher mon assurance auto... S'ils me prennent par les sentiments.

Ces mesures ne sortent pas de notre chapeau. Elles sont le fruit d'une gestion rigoureuse allée au bon comportement des conducteurs. Car à la GMF, chaque fois que nous améliorons nos performances, nous trouvons normal que nos sociétaires en bénéficient. En 1997, leur assurance auto leur coûtera moins cher qu'en 1996. Pour connaître l'adresse de nos points de vente, téléphonez au 36 636 637 (prix appel local) ou consultez le 36 15 GMF (1,01 F la minute).



On a de bonnes raisons d'y être.

*Régime de validité sur la cotisation 1997. GMF ASSURANCES Société Anonyme d'Assurance au capital de 1 000 000 000 de francs entièrement versés-RCS Paris 3 356 970 70-ARE 0002 La Garantie Mutuelle des Fonctionnaires et employés de l'Etat et des services publics et assimilés Société d'assurance mutuelle-Entreprises régies par le code des assurances-Sigles agréés 75, rue de France-75007 Paris cedex 17

JUSTICE De nombreux élus du département de l'Essonne sont visés, implicitement ou explicitement, par des enquêtes préliminaires ou des informations

judiciaires. Ces procédures concernent notamment des attributions douteuses de marchés publics et des versements de salaires fictifs. ● LE PRÉSIDENT (RPR) DU CONSEIL

GÉNÉRAL, Xavier Dugoin, en place depuis 1988, est sur la sellette. Il présidait de droit la commission d'appel d'offres du conseil général de l'Essonne. ● L'OPÉRATION DE

RÉNOVATION urbaine de Ris-Orangis, entamée au début des années 90 par l'ancien maire communiste, Daniel Perrin, semble avoir donné lieu à des irrégularités. Les

marchés auraient été « saucissonnés » afin d'échapper aux règles contraignantes des marchés publics et certains chantiers auraient été attribués deux fois.

De nombreux élus de l'Essonne sont visés par des procédures judiciaires

Les investigations mettent notamment en question le fonctionnement du conseil général, présidé depuis 1988 par Xavier Dugoin (RPR). La commission d'appel d'offres semble avoir fonctionné, à de multiples reprises, au mépris des règles légales de concurrence

UNE PETITE DIZAINE d'enquêtes préliminaires et d'informations judiciaires, des mises en examen prononcées ou en passe de l'être : de la gauche à la droite, nombre d'élus de l'Essonne, maire ou conseillers généraux, sont aujourd'hui implicitement ou explicitement visés par des procédures judiciaires. Au-delà, c'est le président (RPR) du conseil général, Xavier Dugoin, en place depuis 1988, qui est sur la sellette. Le mouvement judiciaire, pour l'heure embryonnaire, pourrait en effet accoucher d'une vaste mise en cause de sa gestion de l'argent public dans le département.

SYSTÈME BIEN RODÉ
La nature des dossiers confiés à la justice laisse supposer l'existence au sein du conseil général d'un système de malversations bien rodé, allant des attributions de marchés publics dans des conditions frauduleuses aux petites largesses que se sont personnellement octroyées élus ou fonctionnaires. En ce qui concerne l'octroi de marchés publics aux « entreprises amies », proches de la majorité départementale, deux canaux essentiels sont pour l'heure mis au jour : la commission d'appel d'offres du conseil général présidée de droit par Xavier Dugoin, et certaines sociétés d'économie mixte, liées au département.

Une enquête préliminaire, ordonnée par le parquet de Paris, a été confiée cet été à la 8^e division centrale de la police judiciaire. La

commission aurait été le théâtre de fraudes dans l'octroi des marchés. Ce fut notamment le cas au printemps, lors de l'attribution du marché de mise en sécurité du collège Jules-Verne de Villebon. Les enveloppes contenant les projets des entreprises candidates auraient été ouvertes avant la réunion afin d'être écornées pour en faciliter le « tirage au sort ».

Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres du conseil général avait déjà été indirectement mis en cause dans l'affaire de la passation de marchés du collège Guettard d'Etampes. Pierre Besrest, un proche de la majorité départementale et dirigeant de cabinets d'études en contrat avec le conseil général, avait alors été mis en examen, ainsi qu'un architecte proche du RPR, Michel Dupuis, pour « contrefaçon ». Ils sont tous deux soupçonnés d'avoir copié le projet d'un cabinet parisien d'architecture, après que ce dernier ait été écarté de l'appel d'offres. Ils devraient comparaître devant le tribunal correctionnel à l'automne.

Depuis, l'affaire du collège Guettard a rebondi : la passation de marchés aurait fait l'objet d'une surfacturation. Une information judiciaire a été ouverte le 17 septembre « pour corruption passive et active de fonctionnaires de collectivités territoriales, escroquerie et recel ».

Dans la même veine, la justice soupçonne le conseil général d'avoir indirectement favorisé certaines entreprises lors de marchés

octroyés par des sociétés d'économie mixte. A ce titre, l'affaire de la Semardel est exemplaire. A la suite d'un rapport de la chambre régionale des comptes concernant cette société d'économie mixte, une enquête préliminaire a été ordonnée par le parquet d'Evry.

Elle vise à établir si la Semardel, en rapport étroit avec le Siredom, un syndicat intercommunal alors présidé par Xavier Dugoin, a bien attribué frauduleusement en 1993 le marché du centre de traitement de déchets de Vert-le-Grand au

groupe Parachini pour un montant de plus de 850 millions de francs. Le rapport de la chambre régionale des comptes précise en effet que, à la suite d'un montage juridique irrégulier, la Semardel a pu « nouer des relations privilégiées avec le groupe Parachini et choisir les entreprises (...) en s'affranchissant des règles de concurrence s'imposant en la matière aux collectivités publiques initiatrices de l'ouvrage ».

Une double enquête fiscale

Les deux chefs de file de la majorité du département de l'Essonne font l'objet, depuis quelques jours, d'une enquête fiscale portant sur leurs revenus respectifs depuis 1993. Xavier Dugoin (RPR), sénateur, président du conseil général et maire de Nemery, a été avisé de ce contrôle vendredi 27 septembre. Celui qui vise Michel Pelchat (UDF-PR), sénateur et vice-président du conseil général, aurait été autorisé deux semaines auparavant par Alain Lamassouze, ministre délégué au budget (UDF-PR).

Le nom du groupe Parachini, omniprésent dans le département, est également cité dans une affaire de salaires présumés fictifs octroyés à des élus et fonctionnaires du département. De 1991 à 1994, le vice-président du conseil général, Jean-Louis Campredon, ancien patron de la fédération RPR, et deux membres du cabinet de Xavier Dugoin, Marie Baca et Franck Marlin, élu depuis maire d'Etampes et député (RPR) de l'Essonne, auraient perçu entre 250 000 à 300 000 francs de salaires de la société Locosud, filiale du groupe Parachini. Une information judi-

ciaire pour « abus de biens sociaux et recel », confiée au juge Jean-Marie d'Huy, est actuellement à l'instruction.

Par ailleurs, on retrouve la société Parachini en tête d'une liste d'entreprises à favoriser en contrepartie du financement d'élus RPR sur un document retrouvé par la police judiciaire au domicile d'Alain Josse, ancien maire de Montgeron et vice-président du conseil général, écarté depuis du RPR. Une enquête préliminaire est actuellement en cours

pour déterminer la nature du document, sorte de petit « manuel de la corruption » à destination des élus du département.

Il aurait été rédigé en 1983 et Xavier Dugoin, alors secrétaire départemental de la fédération RPR, est supposé en être l'auteur. Le délit de corruption étant prescrit au bout de trois ans, il s'agit de vérifier si le système incriminé était encore d'actualité au cours des dernières années. Dans ce cas, l'affaire échapperait à la prescription. Dans un entretien accordé début septembre à l'hebdomadaire *Le Point*, Xavier Dugoin a déclaré qu'il « ignore tout de ce document ».

Le président du conseil général de l'Essonne est aussi implicitement mis en cause dans l'affaire des HLM de la Ville de Paris instruite par le juge Eric Halphen. Xavier Dugoin avait en effet commandé un rapport sur la « coopération décentralisée » à Xavier Tibert, l'épouse du maire de Paris, payée en dix mensualités de 20 000 francs de mars à décembre 1994, pour un travail dont l'intérêt est fortement contesté. Le dossier sera prochainement transmis à Evry. Une enquête préliminaire devrait alors être ordonnée.

« GAGNER DES HEURES »

Cette affaire s'ajoutera alors à l'information ouverte le 3 juillet « contre X... pour abus de confiance, détournement de fonds publics et recel », relative au salaire présumé fictif versé pendant trois ans à l'épouse de Xavier Du-

goin : sous son nom de jeune fille, Marie-Aline Hugot aurait perçu 23 000 francs par mois en qualité de membre du cabinet de son mari au conseil général. Dans son entretien accordé au *Point*, Xavier Dugoin justifiait cet emploi en expliquant que « chaque matin, une montagne de parapheurs submerge mon bureau. Elle les lisait pour moi avant que je ne les signe. Ce qui me faisait gagner des heures ».

De passations douteuses de marchés publics en largesses octroyées aux fonctionnaires et aux élus, le conseil général est aujourd'hui au cœur de la tempête. Mais les affaires d'épargne ne sont pas la seule. Dernières en date, trois nouvelles mises en examen ont été prononcées par le juge d'Iny dans le cadre de la gestion de la SARE, une société - aujourd'hui disparue - d'économie mixte de la ville d'Evry.

Plusieurs mises en examen étaient déjà intervenues dans le cadre de l'affaire Sagès, une « pompe à finances » du Parti socialiste. Ce qui a permis au président du conseil général d'établir « des statistiques comparées » : à la fin de l'été, Xavier Dugoin comptait six mises en examen pour « la fraude » contre zéro pour « la majorité présidentielle ». Si la justice suit son cours, ce chiffre devrait s'équilibrer dans les mois qui viennent. Pour l'heure, M. Dugoin a fait savoir au *Monde* qu'il ne souhaitait pas répondre à nos questions.

Cécile Prieur

Michel Pelchat (UDF-PR), l'autre homme fort du département

« J'ARRÊTERAI LA POLITIQUE à soixante ans », disait-il. Deux mois après son soixantième anniversaire, en septembre 1995, Michel Pelchat (UDF-PR) était élu sénateur de l'Essonne. Il demeure premier vice-président du conseil général de l'Essonne.



Portrait

L'homme n'est pas à une contradiction près. A dix-sept ans, ce Parisien s'engage dans la marine. Il y passera quatre années, dont deux dans un sous-marin, et participera à la campagne d'Indochine. Ses ennemis en concluent qu'il a gardé l'habitude de naviguer à vue, et souvent en eaux troubles. De retour sur la terre ferme en 1959, Michel Pelchat devient technicien de laboratoire au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), à Saclay. Engagé, il l'est toujours. D'abord à la CFTD, dont il sera exclu en 1975. En 1968, on le trouve même au « comité rouge » du CEA. A la même époque, il adhère au PSU. Il terminera son parcours syndical à la CGT, qu'il quittera de lui-même en 1981.

Michel Pelchat a été partout et on l'attend toujours ailleurs. Premier vice-président du conseil général de l'Essonne depuis 1982, il est conseiller général de Gif-sur-Yvette. Ce canton, créé en 1976, a élu un UDF-PR en 1982, régulièrement réélu. Il s'agit toujours de M. Pelchat, inamovible conseiller général depuis 1976, efficace à gauche comme à droite. Elu PS en 1976, il se présentera sous l'étiquette non-inscrit trois ans plus tard. Entre-temps, Chevry II, un ensemble résidentiel où le vote à droite pèse lourd, s'est construit sur son canton.

Comme son président, Xavier Dugoin (RPR), il a choisi de quitter l'Assemblée nationale pour le Sénat en 1995, quitte à laisser sa circonscription à un député de gauche. Les deux hommes étaient sur des listes différentes. Et leur union à la tête du département est un mariage de raison. Leur seul point commun est leur passion du sport et du vélo, que M. Pelchat a remplacé par le golf depuis un pontage et une opération du genou.

Tous les deux sont dans la tourmente. M. Pelchat a été dénoncé par un entrepre-

neur du Var, impliqué dans l'affaire Arreckx. Le PDG des Constructions navales et industrielles de la Méditerranée avait affirmé lui avoir versé, en 1989, 800 000 francs sur un compte suisse, après l'attribution d'un marché à sa société par le syndicat intercommunal des ordures ménagères de la vallée de Chevreuse, que l'élu présidait. Interrogé par *Le Monde*, M. Pelchat a farouchement nié (*Le Monde* du 16 décembre 1995). Une information judiciaire contre X... pour abus de biens sociaux et corruption est en cours depuis le 1^{er} avril.

MAUVAIS JOUEUR

M. Pelchat est un charmeur. « Il aime qu'on l'aime », dit-on dans son entourage. Sportif sur les routes, les courts ou les greens, il ne le serait pas en politique. « Je suis sûr qu'il triche aux cartes », résume un de ceux qui l'accusent d'être mauvais joueur. Impossible de trouver un homme ou une femme, de droite, pour témoigner sur le personnage. « Je ne veux pas être cité dans un article qui parle de lui », lui-même est injoignable. En revanche, à gauche, on a des souvenirs.

Michel Berson (PS), député de l'Essonne et

maire de Crose, se rappelle : « Après le PSU, il a adhéré au PS. C'était après le congrès d'Épigny. A l'époque, il était au Ceres de Chevènement. Responsable fédéral, il était chargé du développement du PS au sein des entreprises. Il était d'ailleurs efficace avec un discours ouvriériste à la limite de la caricature. » Il trouvait qu'on n'en faisait jamais assez pour harceler les patrons », se souvient Jean Darvenne, qui militait avec lui au Ceres et évoque « un trotskiste tendance lambertiste ». Son collègue au Sénat, Paul Lorient (MDC), maire des Ulis, se rappelle avoir occupé une usine à Massy avec M. Pelchat. « A l'époque, on militait beaucoup. Il était très actif, toujours très affirmatif, comme maintenant. » Même affaibli, M. Pelchat reste le plus pugnace des deux patrons du département. Lors de séances parfois houleuses lui qui monte au créneau contre ses anciens camarades. Il y a peu, ils lui répondaient : maintenant, ils semblent attendre les conclusions des nombreuses procédures en cours.

Sylvia Maric

Procédures en cours

● Les enquêtes préliminaires visent :

- le fonctionnement de la Semardel, une société d'économie mixte proche du conseil général critiquée par un rapport de la chambre régionale des comptes. La Semardel aurait attribué le marché du centre de traitement de déchets de Vert-le-Grand au groupe Parachini pour une somme de 850 millions de francs ;
- les conditions de financement d'une étude sur la réalisation d'un axe autoroutier entre Massy et la Francilienne, facturée 62 millions au conseil général par le groupe Bouygues ;
- les conditions de fonctionnement de la commission d'appel d'offres du conseil général lors de l'attribution du marché de mise en sécurité d'un collège de Villebon à une filiale de Bouygues ;
- la découverte d'un « manuel de la corruption », en juin, au domicile d'Alain Josse, ancien vice-président (div. d.) du conseil général.

● Les informations judiciaires concernent :

- les salaires présumés fictifs versés entre 1991 et 1994 par une filiale du groupe Parachini au vice-président (RPR) du conseil général, Jean-Louis Campredon, et à deux membres du cabinet de Xavier Dugoin ;
- la gestion du service communication du conseil général par Jean-Louis Campredon, dans le cadre de travaux d'imprimerie présumés surfacturés ;
- la surfacturation présumée de la rénovation d'un collège d'Etampes ;
- le versement, en 1989, de 800 000 francs, sur un compte suisse, à Michel Pelchat, sénateur et vice-président du conseil général (UDF) par les constructions navales et industrielles de la Méditerranée après l'attribution d'un marché par le Syndicat intercommunal des ordures ménagères de la vallée de Chevreuse, présidé par M. Pelchat ;
- le salaire présumé fictif de 23 000 francs versé pendant trois ans à l'épouse de Xavier Dugoin sous son nom de jeune fille.

Pascale Sauvage

A Ris-Orangis, l'omniprésence du groupe Parachini

L'OPÉRATION de rénovation urbaine de Ris-Orangis, entamée au début des années 90 par le maire communiste Daniel Perrin, a réservé quelques surprises à son successeur socialiste, Thierry Mandon. Un audit relatif à la seconde tranche de l'opération a révélé que la ville avait engagé, sur des terrains lui appartenant, pour 60 millions de francs de travaux d'aménagement alors que les droits à construire ne lui avaient rapporté que la moitié de cette somme.

Tous les marchés de voirie, d'éclairage, d'assainissement et de viabilisation de ce « périmètre de rénovation urbaine », en bordure de la route nationale 7, ont été confiés au groupe Parachini dans des conditions révélatrices des rapports entretenus par cette entreprise avec les élus.

La seconde tranche consistait dans la construction de cinémas et d'une maison des jeunes et de la culture (MJC), afin de donner vie à un quartier isolé par la route. L'édification de ces infrastructures, confiée à des constructeurs privés,

a donné lieu à un contentieux juridique et financier, un surcoût de 7 millions de francs ayant été facturé à la commune.

PAS DE MISE EN CONCURRENCE

La municipalité de Ris-Orangis s'était parallèlement engagée à assurer les divers aménagements aux abords des cinémas et du centre culturel : en dehors de toute mise en concurrence, Jérôme Renucci (PS), adjoint chargé de l'urba-

nisme, a signé, en octobre 1992, cinq ordres de service aux entreprises Parachini, Stradelec, Ifater, LMS et Les travaux routiers, pour des travaux de terrassement, d'assainissement, de tranchées, d'évacuation de terres, de câblage, etc. Toutes ces commandes étaient inférieures au seuil de 300 000 francs, ce qui permet d'agir hors du cadre rigoureux des marchés publics ; mais certaines d'entre elles consistaient dans des travaux identiques

et, de surcroît, toutes ces entreprises font partie du groupe Parachini. Selon leurs compétences, elles se repassaient les chantiers les uns aux autres.

La manipulation allait encore plus loin que ce simple « saucissonnage », puisque le nouveau conseil municipal, élu en 1995, a découvert que le même marché avait été attribué deux fois : en juin 1993, la commune a confié « l'aménagement de la place Jacques-Brel » à la société Les travaux routiers pour la voirie et à C2R pour l'éclairage. C2R fait aussi partie du groupe Parachini... et la place Jacques-Brel n'est autre que l'espace qui dessert les cinémas et la MJC.

« POMPE À FINANCES »

« Selon les chantiers, et pour détourner les règles, Parachini faisait soumissionner ses filiales, qui, ensuite, se confiaient mutuellement la sous-traitance des chantiers. Mieux encore, on attribue deux fois les mêmes marchés, sous des intitulés différents », observe aujourd'hui

M. Mandon, qui a transmis ce dossier à la chambre régionale des comptes.

Tous ces mécanismes évoquent un système de « pompe à finances », dont le maire de Ris-Orangis avoue ne pas avoir épuisé les circuits. M. Renucci, l'ancien adjoint à l'urbanisme, a été écarté du Parti socialiste à la suite de l'audit réalisé par la nouvelle municipalité : son fils, Jean-Christophe, était un des dirigeants d'une autre entreprise du groupe Parachini, la société Locosud, visée par une procédure judiciaire pour avoir versé des salaires à des membres de la commission d'appel d'offres du département.

Enfin, toutes les études techniques préalables à ces travaux ont été confiées au Berim, un bureau d'études proche du Parti communiste, dont faisait partie le prédécesseur de M. Mandon. Ce bureau d'études, très actif dans le Val-de-Marne, intéresse la justice de ce département limitrophe de l'Essonne.

A Belfort, l'usine de disques durs informatiques a commencé sa production

du dossier d'instruction par *Le Monde* avait montré que ses critiques contre la justice n'étaient pas sans fondements (*Le Monde* du 13 avril).

S'appuyant sur ses pièces du dossier, le propos, souvent vit, dénonce l'absence d'enquête préliminaire, met en cause la compétence des enquêteurs, qui ignorent, selon lui, « l'essentiel des règles, des méthodes et des outils du développement local et même de l'économie ». Pour étayer sa démonstration, il détaille une affaire complexe, « *située au croisement du droit administratif et du droit pénal* ».

Christian Proust relève que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Besançon elle-même, dans son arrêt du 21 mars 2007, mentionne son maintien en détention, estimant qu'il y avait dans son dossier

Christian Prouzet, président du conseil général du Territoire de Belfort, dénonce, dans un prison pour l'emploi, « l'hyppocrisie » qui entoure le secret de l'Instruction : « Une personne mise en examen a le droit de prendre connaissance du dossier d'Instruction et elle n'est pas soumise au secret. Le plus légalement du monde, cette personne pourrait, si elle était capable de mémoriser intégralement son dossier, le rendre public tout aussi intégralement (...). Autant dire que ce système est absurde. Il serait beaucoup plus rationnel de définir clairement ce qui ne doit pas être rendu public. A mon sens, seul l'intérêt des victimes, le respect dû à leur intégrité, leur droit à la propriété de leur image justifient (...) un secret total (...), sauf si les victimes expriment une volonté contraire. Mais toutes les autres raisons sont de fausses raisons (...). La préservation de l'enquête passe plus sûrement par la discrétion du juge, du parquet, des policiers et par la qualité de l'enquête préliminaire que par le secret de l'Instruction. Le seul effet réel du secret de l'Instruction est de tuer la présomption d'innocence. »

En 280 pages, l'élu belfortain fait s'embrancher « le temps long de la politique » et « le temps court de la justice ». Persuadé d'être la victime d'une forme de « procès politique » – « pulsque tout est fondé sur l'hypothèse que nous n'avions pas l'intention de créer des emplois... », l'ancien syndicaliste et technicien de Bull, qui ne s'est vu reprocher ni enrichissement personnel ni financement occulte de parti, s'attaque à l'instruction de son dossier, trappée selon lui d'un « vide sidéral », et à son déroulement : « totalement aberrant », veut mettre à bas deux années de « travail collectif » destinée à la création de 270 emplois.

« une incertitude sur la victime » de l'escroquerie présumée. Il s'insurge : « Dans une escroquerie, s'il y a une incertitude sur la victime, il y a incertitude sur l'escroquerie. Et, dans ce cas, un magistrat n'a pas le droit de prononcer une mise en examen, encore moins une incarcération. On bascule avec cette phrase dans la poche de Kafka ».

Depuis, la chambre d'accusation a levé progressivement les contraintes imposées par le contrôle judiciaire des principales personnes mises en cause dans le dossier. Christine Schlumberger, qui instruit le dossier, poursuit, elle, ses investigations. Le magistrat doit se rendre aux Etats-Unis à

A Belfort, cependant, le temps est à l'apocalypse. « Il faut que l'industrie reprenne ses droits, que les opinions se taisent et que les disques durs sortent », indique Christophe Viellard, président de la société Sybel, créée en 1991 pour compenser les pertes de richesses et d'emplois liées à la fermeture du site Bull à Belfort. Aux termes de la mise en examen de Christian Proust, Sybel serait la victime de l'escroquerie. Ce que Christophe Viellard a toujours contesté.

Jean-Pierre Chevènement, lui, « ne retranche rien » à ce qu'il a pu dire sur le rôle de la justice dans cette affaire - « ils auront tout fait pour tuer cette entreprise », estime le maire (MDC) de Belfort -, tandis que l'opposition au conseil général affiche sa volonté de recentrer désormais le discours sur le terrain strictement politique.

Damien Meslot, conseiller général (RPR), qui avait réclamé la démission du président de l'assemblée départementale, stigmatise avant tout l'opération à haut risque que constituait l'aide, sur fonds publics, d'une entreprise comme Gigastorage. Il dénonce « les méthodes autoritaires » de Christian Proust. « Attendons de voir si l'entreprise est viable », tempère pour sa part Jean Rosselet, député (RPR) de Reims.

Avec le recul, plusieurs observateurs proposent enfin une lecture plus psychologique de l'embarquement de l'affaire, qui opposa localement l'explication, politicienne et médiatisée. L' justification, appliquée à tous, tendrait finalement dans la crinière orgueilleuse du Lion, et qui rappelle que, après 1870, l'architecte Bartholdi avait ainsi gravé à même le roc, dominant la cité, l'esprit de résistance et la fierté belfortains.

Jean-Michel Dumay

LA POLLUTION DE L'AIR continue à préoccuper les Français. Selon une enquête de l'Institut français de l'environnement (IFEN) qui sera publiée dans les prochains jours, plus d'un Français sur deux (54 %) considère que la réduction de la pollution de l'air est le domaine prioritaire où l'Etat devrait intervenir en matière d'environnement. Cette préoccupation est en augmentation de 8 points par rapport à l'étude de 1995. La pollution de l'eau arrive en deuxième position. Les gîtes de décembre 1995 dans les transports en commun des grandes villes, la forte couverture médiatique de la pollution atmosphérique durant ce mouvement, puis le débat sur la loi sur l'air, ont particulièrement sensibilisé l'opinion sur cette question. S'ils attendent beaucoup de l'Etat pour lutter contre la pollution, les Français sont peu enclins (18 %) à remettre en cause leurs habitudes de transport. La pollution est pourtant une gêne quotidienne, puisque 20 % des ménages déclarent ne pas pouvoir ouvrir les fenêtres de leur logement à cause d'elle. 66 % des sondés se déclarent prêts à ne pas utiliser leur voiture en ville les jours de forte pollution.

PLUS DE 1 200 PERSONNES (4 000 à l'arrivée selon les organisateurs) ont manifesté, dimanche 6 octobre, de la place Henri-Queuille (15^e arrondissement) au Sacré-Cœur de Montmartre (18^e), pour luter « contre l'avortement, l'euthanasie et l'eugénisme » et en faveur d'« un statut de l'embryon humain ». Pour la sixième année consécutive, l'association traditionaliste Renaissance catholique réunissait ses troupes pour une messe, suivie d'un repas « tiré du sac » et de cette « marche pour la vie ».

En présence, jusqu'au bout, du Front national, dont Martine Lehideux, candidate en région d'Île-de-France et présidente du Cercle des Jeunes d'Europe, le groupe alternait les slogans hostiles à l'avortement et à Simone Veil, et les prières. Des affichettes soutenaient « le sauveur » Xavier Dore, président de l'association SOS-Tout-pépins, condamné à trois mois de prison ferme pour avoir entravé le fonctionnement de centres d'orthogénie et présent à la marche. Les manifestants se sont séparés après un dernier salut au Saint-Sacrement.

■ **PROFANATION** : quatre enfants, âgés de huit à treize ans, ont reconnu, dimanche 6 octobre, être les auteurs de la profanation de sept tombes d'un cimetière jura classé monument historique à Delme (Moselle), jeudi 3 octobre (*Le Monde* du 5 octobre). Les gendarmes sont « remontés » jusqu'à ces enfants grâce à des témoignages de personnes qui les avaient croisés aux abords du cimetière. Les enfants, qui affirmaient avoir agi « par jeu », ont été condamnés grâce à des tests de graphologie. Les dégâts, estimés à 7 000 francs, seront imputés aux parents, civilement responsables.

■ **ACCIDENT** : une collision entre un poids lourd et une voiture a fait cinq morts, samedi 5 octobre, peu avant 21 heures sur l'autoroute A-1 Paris-Lille à la hauteur de l'aéroport de Roissy-en-France (Val-d'Oise). Les cinq victimes circulaient dans la même voiture en direction du Nord quand un semi-remorque circulant en sens inverse, a traversé le terre-plein central. Le camion a broyé le véhicule dont tous les occupants ont été tués sur le coup.

■ **INCENDIE** : une mère de famille de trente-cinq ans et un bébé d'un mois dont elle avait la garde ont été tués, dimanche 6 octobre, dans un incendie qui s'est déclaré dans un bâtiment de quatre étages à Montnuhon (Allier). Trois autres enfants ont été hospitalisés après avoir inhalé des gaz toxiques.

■ **PARACHUTISME** : après quelque 1 800 mètres de chute libre, un parachutiste a percuté un planeur et lui a brisé une aile, dimanche 6 octobre, au-dessus de l'aérodrome de Belval (Ardennes). Malgré un traumatisme crânien, il a pu ouvrir son parachute et se poser sans autre mal, de même que le planeur et ses deux occupants.

DIX ENFANTS viennent de passer une journée et une nuit enlèrés au commissariat de police de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Adolèscents au couteau ? Sans papiers. Le plus jeune, un bébé de six mois, se trouve à Genève. La plus âgée va sur ses quatorze ans. Ils sont né en France où y sont scolarisés.

L'affaire commence par l'une de ces rumeurs de régularisation qui précipitent « dans la gueule du loup », c'est-à-dire dans les préfectures, des étrangers en situation irrégulière. Ces temps-ci, la rumeur veut que les parents d'enfants né en France puissent bénéficier des largesses de l'administration.

Elle est né en juin, d'un communiqué du ministère de l'Intérieur justifiant par cet motif la régularisation de certains Africains de Péguine Saint-Ambroise.

« **UN PÈRE** »

Lundi 30 septembre, M. et M^{me} Lin, M^{me} Huang et M^{me} Luo se présentent donc à la préfecture de Bobigny. Là, affirmant ces personnes, un employé leur remet une note manuscrite leur proposant de revenir afin de « prendre rendez-vous pour un examen de situation ». Le lendemain matin dès 5 heures, les voilà à nouveau dans la file d'attente, accompagnées cette fois de leurs trois enfants. Le guichetier constate leur situation illégale et appelle la police.

À début de l'après-midi, parents et enfants, bébé compris, se retrouvent au centre de rétention situé

dans le commissariat. Ils ne retrouveront la liberté que le lendemain, lorsque, sur intervention de leur avocat, Stéphane Maugendre, le Juge les assignera à résidence à leur domicile (Le Monde des 3-4 octobre). Un scénario identique se reproduit le mardi 1^{er} octobre devant la préfecture, où quatre autres couples chinois se présentent des 22 heures et passent la nuit pour être certains d'être reçus le lendemain. Ils le sont effectivement mais un fonctionnaire, assurément, exige la présence des enfants. Ils connaîtront le même sort que leurs prédécesseurs.

« On a voulu attirer les étrangers dans un piège ! », dénonce le Syndicat des avocats de France. « Ces personnes n'ont jamais été convoquées, dément-on formellement au cabinet du préfet. Elles se sont présentées volontairement. Comme elles avaient déjà fait l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière, elles ont été interpellées. » Mais la préfecture ne donne aucune précision sur la place dans un centre de rétention où les enfants n'ont pas le droit de passer sans l'accompagnement de leur parent. Les enfants n'ont pas fait l'objet d'une mesure de rétention : ils y ont accompagné leurs parents, nuance subtilement un représentant de l'Etat. On ne peut pas séparer les familles : éloigner les parents et laisser les enfants à la Ddass. » Ainsi, sous couvert de « ne pas séparer les familles », on tente de reconduire illégalement à la frontière des enfants.

Philippe Bernard

UNE CENTAINE d'anciens résidents du foyer Nouvelle-France, à Montreuil (Seine-Saint-Denis) ont été expulsés, dimanche 6 octobre, du bâtiment qu'ils occupaient dans la ville depuis vendredi. Agissant à la demande du propriétaire, qui avait déposé plainte samedi, les CRS sont intervenus vers 16 heures, juste avant la fin du délai de quarante-huit heures au-delà duquel une décision du tribunal est indispensable. Depuis la destruction du foyer, le 4 juillet, c'est la cinquième opération de police menée contre ces travailleurs africains, qui refusent l'éclatement sur huit sites répartis par le plan

de relogement de la mairie de Montreuil.

Dans l'immeuble industriel de briques rouges et jaunes, ils sont parvenus cent cinquante à attendre l'arrivée des policiers. Les résidents descendent à la hâte leurs affaires, stockées au premier étage. Les membres du comité de soutien et des organisations amies (DAL, Comité Des papiers pour tous), Sud, LCR...) pianotent sur leurs téléphones portables : le quartier est bouclé, et, cette fois, « ils arrivent ! ».

Un premier coup de bélier, puis le bruit de la trousseau contre la porte blindée. Un quart d'heure

après, les policiers relèvent le dernier rideau métallique. Face à eux, résidents et militants sont assis, poing levé. Le slogan monte : « Des foyers pour Nouvelle-France ! » Un délégué s'approche du commissaire et demande : « Cinq minutes, après vous avez ma parole qu'il n'y aura pas de violence... » Rapide palabre. Tous les résidents se lèvent et sortent dans le calme, couvertures et sacs dans les bras.

Dans la soirée, ils ont été accueillis à la salle de jazz Les Instantanés chavirés. Mardi, les concerts reprennent. Ils devront avoir quitté les lieux.

**Des grands crus,
des petits crus, toujours des bons crus...
des crus de 1^{ère} classe...**

En matière de Bourgogne, quel que soit le moment, quel que soit le lieu, mais surtout, qui l'eût cru, quelle que soit votre honte, il y aura toujours parmi les 10 appellations celle que vous attendez. Vins frais et pleins, vins véritables de plaisir pour les petits moments " sympas " et les déjeuners entre amis, grands vins prestigieux ayant le don de transformer n'importe quel grand moment en fête des sens. Ici chaque cru a sa personnalité. Une personnalité qui ne demande qu'à s'accrocher à la vôtre.

ETERNELS BOURGOGNES
Chablis / Auxerrois - Mâconnais
Côte Chalonnaise - Côte de Nuits
Côte de Beaune

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ

RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 8 OCTOBRE 1996

CRISE Les quarante députés et sénateurs des quatre départements de la région Bretagne rencontrent Jacques Chirac, lundi 7 octobre à l'Élysée, pour lui faire part de leurs

doléances. Qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, ils se sont mis d'accord pour parler d'une seule voix. **LES REVENDICATIONS** portent principalement sur la restructuration de

l'industrie de défense, en particulier les suppressions d'emplois dans les arsenaux, les mutations industrielles, les délocalisations, la dégradation de l'environnement, notamment la pol-

lution de l'eau, et les difficultés de l'agriculture. **LES SECTEURS** et les éléments qui ont fait de la Bretagne une région dynamique sont entrés simultanément en crise, apportant le

doute quant au modèle de développement de la région. On assiste à une prise de conscience des élus et des responsables bretons pour chercher une alternative au « tout productif ».

La Bretagne à la recherche d'un autre modèle de développement

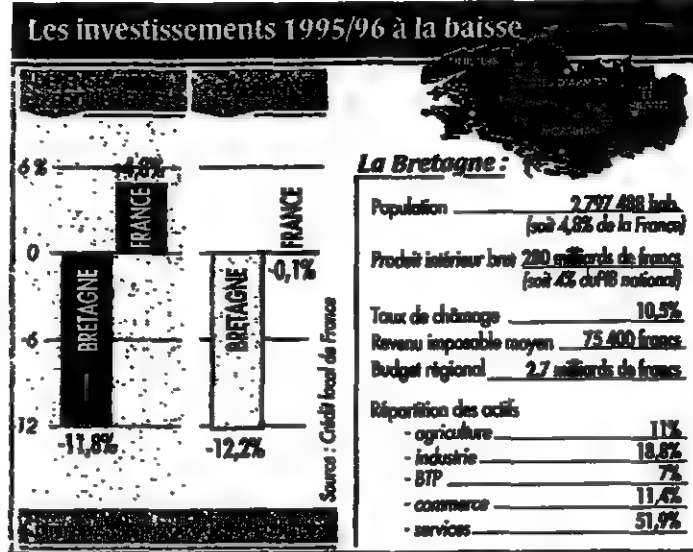
Les quarante parlementaires bretons, droite et gauche confondues, devaient présenter, lundi 7 octobre à Paris, leurs doléances à Jacques Chirac. La région s'interroge sur les difficultés qui s'emparent simultanément de la plupart des secteurs qui ont fait son dynamisme et sa réussite

RENNES
de notre correspondante régionale
C'est comme si, soudain, tous les ressorts cassaient en même temps. Les mauvaises nouvelles s'accumulent dans chacun des secteurs d'activité qui ont fait la réussite de l'économie bretonne (hors, peut-être, le tourisme). Alors la Bretagne s'interroge. Au point de remettre en cause un système qui a métamorphosé, en une quarantaine d'années, l'un des territoires français les plus pauvres en une région modèle et dynamique.

Lundi 7 octobre, l'ensemble des députés et des sénateurs des quatre départements de la région, droite et gauche confondues, se rendent solennellement à l'Élysée, sous la houlette du président du conseil régional, Yvon Bourges (RPR), pour s'en entretenir avec le président de la République. Au menu : la restructuration des industries de défense, bien sûr, mais aussi la dégradation accélérée de l'environnement, la pollution de l'eau, les difficultés de l'agriculture, la crise de la pêche, le désenclavement de la région et les incertitudes liées à la privatisation des télécommunications. Et surtout, au-delà des revendications, l'impression de ne plus dominer l'avenir.

« Les populations des départements bretons éprouvent le sentiment que tout se retourne contre elles. Où que se porte leur regard, elles ne voient, pour l'avenir, que de redoutables difficultés. (...) C'est pourquoi les élus, unanimes, demandent que des mesures exceptionnelles soient prises à bref délai. » Ainsi, en 1959, le Comité d'études et de liaison des intérêts breton, le fameux Celib, apostrophait-il le général de Gaulle.

Pour autant, l'histoire ne se répète pas. Certes, l'Ouest demeure très dépendant des choix de l'État en matière de défense, et les sous-traitants des arsenaux de Brest et de Lorient s'approprient à subir les contrecoups de la nouvelle orientation militaire. Mais la Bretagne est surtout devenue la première région agricole de France et l'une des toutes premières pour le nombre de diplômés, pour la fréquentation



touristique, pour certaines industries et secteurs de la recherche.

La recette de ce succès a tenu autant à la mobilisation des responsables politiques locaux et de la population qu'à un solide interventionnisme de l'État. Le territoire s'est modernisé à coups de plans routiers exceptionnels – plus de huit cents kilomètres d'auto-

routes gratuites –, de délocalisations – Citroën fut exilé d'auto-rité à Rennes, comme le Centre national d'études des télécommunications à Lannion –, en même temps que les paysans entrepre- nent une révolution culturelle et culturelle radicale. « Il n'y avait pas d'emplois alternatifs à la terre », résume Jean Salmon, président de la

chambre régionale d'agriculture, responsable en même temps du groupe environnement de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). « Alors, poursuit-il, pour garder beaucoup de monde sur une surface limitée, on a développé l'élevage hors sol. » C'est ainsi que les campagnes se sont mises à aligner les poules par tranches de 10 000 et à construire des porcheries de 1 200 places, qui assurent, dans ces deux secteurs, plus de la moitié de la production nationale.

LES LIMITES DU PRODUCTIVISME
Mais ce mode de développement a un coût et, depuis 1988, date d'un premier rapport alarmant, les programmes « Bretagne eau pure » se succèdent. Selon Gilles Huot, député de l'association reconnue d'eau et rivières de Bretagne, un tiers des cantons est saturé de lisier et une quarantaine des communes du littoral est touchée par l'eutrophication, ces marées d'algues vertes dopées par les pesticides, à l'odeur pestiférée. De quoi faire fuir les touristes et les consommateurs. De quoi aussi grever les budgets communaux en stations d'épuration de plus en plus sophistiquées. « Si le modèle breton est de pro-

duire toujours plus, sans se préoccuper ni d'environnement, ni de qualité, alors ce moule-là est cassé », prévient M. Salmon. « Ce qui a fait notre bonheur il y a trente ans suscite notre malheur aujourd'hui », concède Yvon Bourges. Portée par une demande croissante, la Bretagne s'est contentée de « faire du chiffre » : elle élève, elle abat, sans apporter de valeur ajoutée. Les

d'être technologique, et d'air du temps avec des consommateurs devenus exigeants. Simultanément, nous fermions des activités (textile, chaussures), nous restructurons (industries de défense, télécommunications, agroalimentaire) et nous structurons des secteurs en germe. » De son côté, Pierre Victoria (PS), élu au conseil régional, à la municipalité de Lorient et au conseil gé-

Les élus de Cherbourg iront aussi à l'Élysée

L'ensemble des parlementaires de la Manche et les responsables des conseils général et régional devraient, à leur tour, rencontrer le président de la République, le 16 octobre à l'Élysée, pour protester une nouvelle fois contre le projet du ministre de la Défense de réduire de moitié le format de l'arsenal de Cherbourg. L'Union agite l'autre, les communes du nord du Cotentin ont voté une motion d'opposition au plan Milion. La plupart ont accepté d'installer des tréteaux à la mairie pour collecter l'argent destiné à financer le rassemblement national des travailleurs de l'industrie de défense, auquel les ouvriers de l'arsenal de Cherbourg participent massivement, qui doit se tenir le 12 octobre à Paris. Beaucoup de commerçants proposent même à leurs clients des bons de souscription de cinquante francs et les syndicats organisent des collectes sur les marchés. — (Corresp.)

piets cuisinés, par exemple, sont préparés ailleurs. Le « productivisme » agricole qui a fait la force de la région a donc atteint ses limites, même si « l'agroalimentaire reste le socle de notre économie », comme le rappelle le président du conseil général des Côtes-d'Armor, Charles Josselin (PS). « Sans le développement intensif, nous serions peut-être allés vers la situation du Massif Central : peu de pollution, mais peu d'agriculteurs. » Aujourd'hui la crise de la « vache folle » met un peu plus à mal le « tout productif ».

Les autres secteurs, en particulier au niveau industriel, souffrent souvent des mêmes caractéristiques, réalisant de faibles valeurs ajoutées. Yves Morvan, économiste et président du Conseil économique et social régional, en tire un bilan paradoxal : « Il faut arrêter de parler de "crise" du système breton. Il s'agit d'une lente mutation : nous sommes imperceptiblement en train de changer d'aire économique avec la mondialisation des échanges,

ral du Morbihan, est plus circospect. Il voit dans l'accélération du départ des étudiants les vagues formées vers l'Île-de-France un cruel augure pour une terre qui s'est dépeuplée, précédemment, d'envergure l'exode de ses jeunes. « Aujourd'hui, la Bretagne double d'elle-même, du soutien de l'État et même de l'Union européenne après lui avoir montré sa confiance lors du référendum de Maastricht », estime-t-il.

Pierre Victoria, comme beaucoup d'autres élus, chercheurs ou responsables associatifs, souhaite retrouver une structure collective de réflexion et de revendication, au-delà des débats idéologiques. Pour réfléchir au nouveau chemin à emprunter. Comme au bon vieux temps du Celib, qui était capable de rassembler des milliers d'élus locaux et de responsables sociaux-économiques, de Saint-Brieuc à Pontivy. On se défait difficilement des modèles.

Martine Valo

Députés et sénateurs décrètent l'union sacrée

RENNES
de notre correspondante régionale
« C'était sous la présidence de Giscard d'Estaing, ils étaient douze parlementaires de droite, j'étais le seul de gauche, en face il y avait treize ministres », se souvient Charles Josselin, député PS des Côtes-d'Armor. En délégation ou au grand complet à l'Élysée, la revendication collective est devenue une sorte de science chez les élus bretons. Ce lundi 7 octobre, d'Alain Madelin à Louis Le Pen, en passant par Pierre Méhaignerie ou Jean-Michel Boucheron, ils se présentent à quarante députés et sénateurs devant Jacques Chirac, nulle défection n'ayant été annoncée avant la réunion. Bre-

tons d'abord, avant d'être de gauche ou de droite. En accord sur le diagnostic : situation sur la thérapie.

C'est ainsi que le député du Finistère Bertrand Cousin (RPR) souhaite tirer la sonnette d'alarme pour Brest, dont il est l'élu, et qui va être touchée de plein fouet par les restructurations des industries de défense. Il liste les délocalisations et les mesures qu'il attend de cette rencontre avec le président de la République. Il verrait bien la création d'une zone franche à la pointe du Finistère, en plus de l'implantation du siège social de l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (Ifre-

mer), de deux écoles de France Télécom, d'une école de militaire, du service technique de la navigation maritime et des transmissions de l'équipement, et, pour quoi pas, du Musée de la marine.

« Nous devons nous exprimer sur l'ensemble des difficultés bretonnes, pas nous disperser en demandes locales », prévient cependant le sénateur du Morbihan Christian Bonnet (RI), avant tout préoccupé par le problème de l'éloignement de la Bretagne. Tandis que, du côté des élus des Côtes-d'Armor, on redoute d'abord la dégradation de l'environnement et de la qualité de l'eau.

M. V.

Divorce de cœur après mariage de raison

BÉTHUNE

de notre correspondant

On a voté, dimanche 6 octobre, à Beuvry, dans le Pas-de-Calais, commune de neuf mille habitants associée depuis le 1^{er} janvier 1994 à la ville de Béthune. Les Beuvrygeois devaient élire une commission de neuf membres qui sera appelée à donner un avis sur une éventuelle dénonciation de cette fusion-association. La liste favorable à la « défusion » l'a emporté, avec 70 % des suffrages environ.

L'affaire de ce mariage de raison entre Beuvry et Béthune remonte à 1993. Le maire de Beuvry, le socialiste Noël Joseph, ancien président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, mis en examen dans le cadre de l'affaire de l'Orcep (l'office régional culturel), perdait son siège de député en 1993. A la tête d'une ville endettée, Noël Joseph se rapproche alors de la ville voisine, Béthune. En novembre 1993, les deux conseils municipaux votent la fusion-association, présentée comme étant la solution miracle pour les deux villes. L'une, Béthune, as-

phylique, n'est-elle pas désireuse de s'étendre, et l'autre, Beuvry, endettée, ne se retrouve-t-elle pas dans l'incapacité de faire fructifier ses terres ?

INDÉPENDANCE

Mais la population de Beuvry n'avait pas été consultée et n'apprécie pas qu'on l'oblige à convoler en justes noces. Sanction immédiate : Noël Joseph est battu aux municipales de juin 1995. Le radical valaisien Dominique Josien, qui avait fondé sa campagne sur la dénonciation de cette association, est élu maire délégué de la commune de Beuvry, dotée de quelques compétences par Béthune.

Après avoir négocié avec le maire de Béthune, Jacques Mellic, une redéfinition de ses pouvoirs de maire délégué dans le sens d'une plus grande autonomie, Dominique Josien semblait cependant se satisfaire de la situation. Mais les Beuvrygeois, eux, n'avaient pas changé d'avis. Ce n'est pas l'autonomie qu'ils voulaient, mais l'indépendance. Plus d'un tiers de la popu-

lation signe par deux fois, à un an d'intervalle, en juillet 1995 et 1996, une pétition remise au préfet demandant que Beuvry redevienne une commune à part entière.

Une enquête a donc été ouverte avec la désignation d'un commissaire enquêteur et l'élection, dimanche, d'une commission qui devra donner son avis. Si le préfet ne peut ignorer la large plébiscite favorable à la « défusion », c'est à lui qu'appartient la décision de prononcer ou non l'arrêt portant création de la « nouvelle » commune de Beuvry, la loi n'ayant pas prévu la « défusion », mot également ignoré du dictionnaire. Si séparation il y a, des élections municipales auront lieu à Beuvry et à Béthune.

Cette « défusion » s'inscrit dans un contexte politique local tourmenté. Depuis des semaines, les Beuvrygeois sont, en effet, abreuvés de chiffres autour d'une bataille sur les taux des impôts locaux qui, affichent cette année une hausse record.

Yves Jouanin

Un directeur de la Datar dénonce le « mythe des grands travaux »

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Jean-Louis Guigou, directeur des études prospectives à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), a provoqué une vive surprise, jeudi 3 octobre à Marseille, en déclarant qu'il fallait balayer le « mythe des grands équipements d'infrastructure créateurs d'emplois ». S'exprimant devant le congrès du Conseil national des économies régionales (CNER), le numéro trois de la Datar a précisé : « Il est faux de croire que les grands travaux créent des emplois. Ce n'est vrai que pour la construc-

tion ou la rénovation des logements. Nous vivons sur une conception périmée. Quant à l'Europe, à travers les fonds structurels, elle apporte beaucoup d'argent, mais ces sommes servent trop souvent à financer des mini-projets que se disputent les élus. »

Ces propos ont provoqué un émoi général, au moment où le gouvernement s'interroge sur le programme de construction des TGV, par exemple, et à l'heure où s'ouvrent les préliminaires de la renégociation des enveloppes de la renégociation des fonds structurels à partir de 1999. Daniel Hocfel, président (UDF) du conseil général du Bas-Rhin,

qui se bat pour un « TGV Est en vrai grandeur », a exprimé sa « surprise » ; et François Bernardini, vice-président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, député européen, s'est offensé qu'on puisse ainsi mettre en doute la capacité des élus à faire des choix judicieux. « C'est incroyable qu'on puisse encore douter que les grands équipements ont un caractère structurant et utile », a-t-il ajouté. Quant à Philippe Levaux, président de la Fédération nationale des travaux publics, qui devrait accueillir Alain Juppé, mardi 8 octobre, lors d'un colloque à Paris, il a déclaré : « Je suis stupéfait.

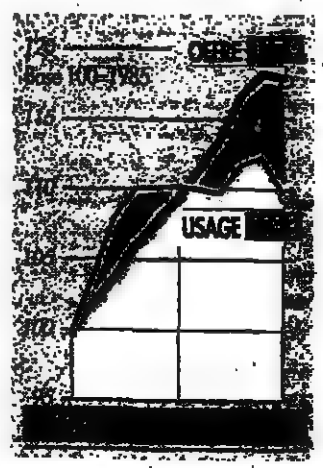
La France a encore d'énormes besoins en voies de communication et travaux d'assainissement ou d'enfouissement des lignes électriques dans un souci d'environnement. Un million de chiffre d'affaires dans les travaux publics, c'est la création de deux emplois. »

Clôturant les travaux, Jean-Claude Gaudin a indiqué que le schéma national d'aménagement du territoire qui sera soumis au Parlement début 1997 « intégrera la dimension européenne. Ce n'est pas une simple formule, c'est réellement un principe d'action ».

François Grosrichard

Recul de la fréquentation des transports publics urbains

LA FRÉQUENTATION des transports publics urbains a baissé de 2,1 % en 1995, selon les chiffres que vient de publier l'Union des transports publics (UTP), qui regroupe les cent soixante entreprises de ce secteur. L'insécurité dans de nombreuses banlieues, les attentats de l'été et les grèves de l'automne expliquent pour partie ce recul. Les responsables de l'UTP estiment que la baisse s'inscrit dans une tendance qui ne pourra s'inverser que si les collectivités locales s'engagent à promouvoir les transports en commun. Par ailleurs, l'offre a continué à croître avec l'extension des périmètres urbains.



■ **CHARENTE** : les maires des seize communes du canton de Segonzac devaient entamer une grève administrative illimitée, à partir du lundi 7 octobre, pour protester contre les nouvelles taxes qui entraîneront une hausse de 17,1 % du prix du cognac. Les communes sont situées dans la région la plus prestigieuse de production du cognac, la Grande Champagne. — (Corresp.)
■ **BÉZIERS** : le centre des impôts de Béziers est submergé d'appels d'habitants surpris de la soudaine flambée de leurs impôts locaux. Le maire UDF-PR, Raymond Couderc, avait déjà annoncé que la hausse de la part des impôts prélevés par la ville, cette année, serait de 14 %. Mais comme, dans le même temps, des abattements consentis aux familles pour personnes à charges ont été revus à la baisse, la hausse réelle pour de nombreux foyers atteint 24 %. — (Corresp.)
■ **NICE** : l'activité du Centre de transfusion sanguine des Alpes-Maritimes, mis en redressement judiciaire, pourrait être reprise par un groupement d'intérêt public. Ce schéma permettrait de conserver le centre à Nice plutôt que le rapatrier à Marseille. Mais tous les emplois cent-vingt-neuf salariés, ne seront pas maintenus. — (Corresp.)
■ **SAVOIE** : à l'appel de la Ligue savoisienne, qui milite pour l'indépendance de la Savoie, environ cinq cents personnes ont perturbé la circulation, dimanche 6 octobre, au tunnel du Mont-Blanc. Les manifestants ont été rejoints par des délégations italiennes du Val d'Aoste et de la « Padanie » d'Umberto Bossi. — (AFP.)

DISPARITIONS

Seymour Cray

Le « Thomas Edison » des super-calculateurs

SEYMOUR CRAY, pionnier américain de l'industrie informatique et père de plusieurs lignes de super-ordinateurs, est mort, samedi 5 octobre, à l'âge de soixante et onze ans, près de Colorado Springs (Colorado, États-Unis) des suites d'un accident de voiture survenu deux semaines plus tôt.

Né le 28 septembre 1925 à Chippewa Falls (Wisconsin), parfois considéré comme le « Thomas Edison de l'industrie du super-calculateur », Seymour Cray hérita très tôt de son père, ingénieur civil, une passion pour la radio, les moteurs et les circuits électriques. Après ses études secondaires, il s'engagea dans l'armée en 1943, dans une section d'infanterie chargée des transmissions. Arrivé en Europe après le débarquement, il participa à la marche sur l'Allemagne et se rendit ensuite aux Philippines, où il soutint la guérilla. De retour aux États-Unis, il obtint un diplôme d'ingénieur électrique et un master en mathématiques en 1951, à l'université du Minnesota.

Il entre ensuite dans la société Engineering Research Associates (ERA) où il côtoie le mathématicien John von Neumann, considéré comme l'un des pères de l'informatique moderne. Cray développe un goût pour la simplicité dans la conception des ordinateurs, inversement proportionnel à son aversion pour les méandres de la bureaucratie.

Chez Control Data, Seymour Cray et son équipe créent le CDC 6600, le premier ordinateur équipé, non pas de tubes à vide, mais de ces fameux transistors découverts quelques années plus tôt. Très vite, la nouvelle machine concurrença les produits du géant IBM dans le domaine du calcul scientifique. En août 1963, son équipe dessine le CDC 6600, capable de traiter trois millions d'opérations par seconde, une performance qui enfonça le champion du moment, IBM. Par la suite, Seymour Cray, le président d'IBM, passera un terrible savon à ses troupes incapables de « battre » une modeste équipe de seulement trente-quatre personnes. Control Data continuait de caracoler en tête.

Mais, en 1972, William Norris, le président de Control Data, repartit de tout nouveau projet de l'équipe de Seymour Cray. Le chercheur quitta aussitôt la société pour fonder sa propre compagnie, Cray Research. Quatre ans plus tard, il conçut le Cray 1, le plus puissant ordinateur jamais construit au monde, que le Los Alamos National Laboratory s'empressa d'acheter pour 8,8 millions de dollars.

Cray Research, porté par la passion de son créateur, croît alors fortement. Mais, malgré son génie, Seymour Cray se trompe en choisissant des composants électroniques sur base d'arsénure de gallium pour le futur Cray 2. En

1985 il doit revenir aux composants en silicium. La machine prend du retard, et la direction de la société doit donner sa préférence à un projet concurrent de Steve Chen, le Cray X-MP, qui la sauvera financièrement. Cette rivalité conduisit Seymour Cray à quitter sa propre maison et à créer en 1989 Cray Computer.

Las, trois ans plus tard, 300 millions de dollars ont été dépensés sans que Seymour Cray parvienne à aboutir, victime de la progression vertigineuse de la puissance des puces électroniques et de l'arrivée de concurrents sans cesse plus nombreux sur ce créneau. En mars 1995, Cray Computer, incapable de sortir son Cray 4, tombe sous le coup de la loi sur les banqueroutes.

J.-F. A. et H. M.

Masaki Kobayashi

Un esthète humaniste

LE CINÉASTE japonais Masaki Kobayashi est mort à Tokyo, vendredi 4 octobre, d'une crise cardiaque. Il était âgé de quatre-vingts ans. C'est l'une des figures les plus représentatives de la « génération intermédiaire », celle qui assura la transition entre les grands maîtres classiques (Ozu, Mizoguchi, Naruse) et la « nouvelle vague » (Oshima, Imamura, Yoshida), qui disparaît avec ce contemporain de Kurosawa.

Né à Hokkaido le 4 février 1916, Masaki Kobayashi a étudié l'art oriental et la philosophie avant d'entrer aux studios Shochiku en 1941. Presque aussitôt mobilisé et envoyé parmi les troupes d'occupation japonaises en Mandchourie, il manifesta son opposition à la guerre en refusant de monter en grade. Fait prisonnier, il passa la fin du conflit en camp d'internement, puis rejoignit la Shochiku en 1946,

comme assistant de Keisuke Kinoshita, l'un des cinéastes majeurs du studio. Il devient réalisateur avec deux mélodrames sociaux assez conventionnels, *La jeunesse du fils* (1952) et *Le cœur sincère* (1953), avant de tourner sa première œuvre personnelle, *La Pêche aux murex épuis* (1953), inspirée des carnets des criminels de guerre japonais (avec, comme coscénariste, l'écrivain Kobo Abe, l'auteur de *La Femme des sables*). Son expérience de la guerre lui inspire également l'immense fresque humaniste, *La Condition de l'homme* (1959-1961), évocation du sanglant conflit en Mandchourie et faible pacifiste. Kobayashi tourne ensuite deux très beaux films de samouraïs, *Hara-kiri*, à l'expressionnisme survolté (1963), et *Rébellion* (1967), qui tous deux opposent une éthique de la liberté à la rigidité du code féodal. Entre-temps, il s'est es-

sayé au fantastique avec le film à sketches *Kwaidan* (1964), qui vaut surtout par sa réussite formelle. En 1968, il participe à l'éphémère tentative de création d'un studio indépendant, en compagnie de Kurosawa, Kinoshita et Kon Ichikawa. Il ne réalisera plus que des œuvres mineures (*L'Auberge du mal*, 1970, *Les Fossiles*, 1975, *L'Automne embrasé*, 1978, *La Table vide*, 1985), exception faite de l'immense travail documentaire consacré aux *Procès de Tokyo* (1983).

Hormis quelques travaux pour la télévision, Kobayashi aura éprouvé une difficulté croissante à travailler après la disparition du système des studios dans les années 60. Depuis dix ans, ce cinéaste idéaliste n'était parvenu à faire aboutir aucun de ses projets.

Jean-Michel Frodon

NOMINATIONS

ASSEMBLÉE NATIONALE
Thierry Kaepplien, préfet, secrétaire général de la ville de Lyon, a été nommé directeur du cabinet de Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, en remplacement de Bernadette Malgou, nommée préfet de la région Lorraine (Le Monde du 27 septembre).

[Né le 10 juin 1953 à Bois-Colombes (Haut-de-Seine), ancien élève de l'ENA, Thierry Kaepplien a été chef du cabinet du préfet du Var (1982-1983), directeur des transmissions et de l'information au ministère de l'Intérieur (1983-1986). En juillet 1986, il est nommé préfet de la région Aquitaine. En décembre 1988, il est placé hors cadre. En avril 1989, il devient secrétaire général des services de la ville de Lyon, alors administrée par Michel Noir.]

DIPLOMATIE

Pierre Boillot a été nommé ambassadeur au Costa Rica, en remplacement de Jean-Luc Moreau, nommé récemment ambassadeur au Vanuatu, par décret paru au Journal officiel du vendredi 4 octobre.

[Né le 30 octobre 1941 à Alger, Pierre Boillot est licencié en droit et diplômé de l'École nationale des langues orientales. Il a été notamment en poste à Koweït (1971-1973), Beyrouth (1973-1975), Damas (1975-1977), Bogota (1977-1980), Djeddah (1980-1982).]

Revenu à l'administration centrale de novembre 1982 à juillet 1983, il a été chef de la division des conventions judiciaires, de la nationalité et des travaux du Conseil de l'Europe, à la direction des Français à l'étranger et des étrangers en France au ministère des affaires étrangères.

Consul général à La Nouvelle-Orléans (1985-1988), Pierre Boillot a été ensuite ambassadeur à Bahreïn, d'avril 1988 à octobre 1991, puis au Surinam (jusqu'en mai 1994.)

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 4 octobre sont publiés :

● **Marchés financiers** : un décret relatif à la formation et à l'organisation du Conseil des marchés financiers.

Un décret relatif aux recours exercés devant la cour d'appel de Paris contre les décisions du Conseil des marchés financiers.

Un décret relatif à la procédure de sanction de la Commission des opérations de bourse en matière de gestion pour compte de tiers.

Un décret relatif aux formations disciplinaires du Conseil des marchés financiers.

Un arrêté portant nomination au Conseil des marchés financiers.

● **Sécurité sociale** : un décret relatif au comité des carrières des agents de direction des organismes régionaux et locaux du régime général de la Sécurité sociale.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Alain et Sophie BARLEU ont la joie d'annoncer l'arrivée de

Ysé,

née le 1^{er} août 1996, à Ho Chi Minh-Ville (Vietnam).

14, rue de l'Odéon, 75006 Paris.

Décès

Marc-Thérèse Dupuy, Jenny et Yves Schreyer, Jacqueline et Roland Michel de Laprade, Françoise et Jacques Montell, ses enfants,

Ses deux petits-enfants, Ses deux arrière-petits-enfants, Sa famille, ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Henri DESCAMPS,

née Marie-Thérèse de BRAGELONGUE,

survenue le 1^{er} octobre 1996, à Paris, dans la quatre-vingt-quatrième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 octobre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Salette, 38, rue de Cronstadt, Paris-19.

L'inhumation aura lieu le mardi 15 octobre, en Guedeloupe, dans le cimetière de famille, où elle reposera auprès de son époux.

Henri DESCAMPS (1890-1961).

« Adieu, sous les ailes les autres, Comme je vous ai aimés. » (Jean XXIII, v. 34-36.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

20-22, rue Saint-Amand, Paris-19.

— Les familles Fleiter et Harnett ont la douleur de faire part du décès de

M. Samuel FLEISER,

chevalier de la Légion d'honneur, docteur en droit,

expert honoraire près la cour d'appel de Paris, agréé par la Cour de cassation.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 octobre 1996, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

16, quai de Stalingrad, 92100 Boulogne-Billancourt.

— M^{me} Anne Sefrioui et ses enfants,

Le conseil scientifique et la direction de la revue *Phéas*

ont la douleur de faire part du décès de

M. Abdelhay SEFRIOU,

avocat à la cour d'appel de Paris, fondateur de la revue *Phéas*.

survenue le 14 septembre 1996.

Ils remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

— M. Jean Vovane, M^{me} Béatrice Rheim et son fils, Virginie.

M. et M^{me} Léo Schreyer, Le baron Guy de Rothschild,

Le baron et la baronne David de Rothschild, et leurs enfants,

M^{me} Lili Kinsky,

ont la douleur de faire part du décès de

LE VERAME,

survenue le 4 octobre 1996, à Paris.

L'inhumation aura lieu le samedi 5 octobre, à 15 h 30, au cimetière de Reims (Calvados), où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

71, rue du Rainbourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre à tous,

M^{me} André Taléghani-Duvivier et sa famille

remercient les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de

Michel TALÉGHANI.

Avis de messes

— Virginie Girard, son épouse,

Marc-Clément et Craig A. Copens, ses enfants,

Cooper, son petit-fils,

Justine Magre, Claude Dublanc,

François et Myrtille Dupois, Mariel et Emilie Bissini,

Pierre et Lucie Dupois, Anne et Alain Théron,

ses belles-sœurs, beaux-frères, et leurs enfants,

vous prient d'assister ou de vous unir par la prière, le samedi 19 octobre, à 18 heures, à la messe paroissiale de l'église Notre-Dame de Boulogne, au cours de laquelle sera évoqué le souvenir de

Roland GIRARD,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, rose de la Résistance,

décédé le 30 juillet 1996.

3, rue Neuve-Saint-Germain, 92100 Boulogne.

Messes anniversaires

— Le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Paul NUVELIN,

sera célébré le mardi 8 octobre 1996, à 12 heures, lors d'une messe en l'église Saint-Isidore, 33, rue de Sèvres, Paris-6.

De la part de M^{me} Paul Nuvelin, Et de sa famille.

Anniversaires de décès

— Il y a deux ans, à Strasbourg,

Philippe BRUGNE

nous quitte.

Il nous manque terriblement.

Séminaires

COLLOQUE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Séminaires

Pierre-Denis RUYGHE : « Art et la science (Le Banquet, 2^e) », 18 octobre, 18 heures-20 heures, Ecole nationale d'ingénieurs, Ile de Saclay, Meiz.

Dominique PAQUET : « Arènes, bouzouls et emprunts : pour une esthétique de l'collection », 14 et 21 octobre, 18 et 25 novembre, 18 heures-20 heures, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

B. CORREA, S. DOUAILLER, E. LE CERR, G. NAVET, E. TASSIN, E. VERMEREN : « Les dialogues philosophiques », 15 octobre, 18 h 30-21 heures, Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris.

Jacques RANCIERE : « L'idée esthétique », 19 octobre, 10 heures-12 heures, petit amphithéâtre, Institut océanographique, 195, rue Saint-Jacques, Paris.

Alain BADIOU : « Théorie scientifique du sujet », 16 octobre, 20 heures-22 heures, amphithéâtre 44, univ. Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Ricardo TEJADA : « La nature comme productivité expressive », 10 et 31 octobre, 18 h 30-20 h 30, salle RC2, univ. Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Journées d'études

Le voyage des théories, sous la responsabilité d'A. Benmakhlouf et de L. P. Marcos, avec A. Cheddadi, O. Zilri, J. Benam, J.-L. Solère, P. Büttgen, 21 octobre, 10 heures-18 heures, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Forum

Avec et autour de Jean-Pierre VERNANT : « Raisons et déraison chez les Grecs », sous la responsabilité de Guy Samama, avec Marc Augé, François Hartog, André Laks et Piero Pucci, 22 octobre, 18 h 30-21 h 30, amphithéâtre RDC, bld. R. Bress, 105, bd Raspail, Paris.

Toutes les activités du Collège international de philosophie sont libres et gratuites.

Renseignements sur mail, répondre : 44-41-46-85.

Autres renseignements : 44-41-46-80.

Communications diverses

ACADÉMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE

Organisation internationale intergouvernementale fondée en 1926

CYCLES D'ÉTUDES ANNÉES 1996-1997

● Relations internationales approfondies

● Perfectionnement au protocole

● Sécurité civile internationale.

Renseignements et inscriptions à l'ADL

4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 42-27-66-18 - Fax : 46-22-09-18.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 42-17-21-36

Téléphone : 42-17-29-94

ou 29-96 ou 38-42

Ce que vous ferez du temps gagné ne regarde que vous.

Paris Nancy des trains plus rapides

Que ferez-vous de quelques minutes à vous en plus chaque jour ? C'est le moment d'y penser. Entre Paris et Nancy les trains deviennent plus rapides, avec des temps de trajet de moins de 2h45 pour près de la moitié d'entre eux. Ils s'adaptent également à vos horaires : il y a, par exemple, maintenant, 2 départs supplémentaires de Paris le matin, ainsi qu'un train toutes les heures entre 15h et 20h. Autant de changements qui vous font gagner un temps précieux, pour faire ce qui ne regarde que vous !

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN. SNCF

Le Pentagone malade de la guerre du Golfe

Après cinq années de tergiversations le département de la défense américain vient de reconnaître que des armes chimiques étaient entreposées dans un bunker irakien qui a été détruit. Les émanations de gaz innervants pourraient être à l'origine des troubles de santé chez plusieurs milliers d'anciens combattants, dont certains ont eu depuis des enfants malformés



SADDAM HUSSEIN doit jubiler dans son bunker. Vaincu, humilié en 1991 par les États-Unis, qui, avec l'aide des pays alliés, l'ont contraint à la capitulation en quarante-deux jours, il revient régulièrement narguer le géant américain par des opérations militaires ponctuelles qui obligent Washington à sortir de ses gonds.

Ce géant, il le nargue aussi chez lui, d'une manière autrement plus sournoise, au cœur de ce dont il est le plus fier : son système démocratique. Cinq ans et demi après la victoire américaine dans la guerre du Golfe, la question qui tourmente les vainqueurs concerne des dizaines de milliers d'anciens combattants de cette guerre dont la santé présente d'étranges troubles, regroupés sous le nom de « syndrome de la guerre du Golfe ».

Dans leur quête de la vérité, ces anciens combattants posent depuis cinq ans la même question à tous les échelons du processus démocratique : nos plus hautes autorités militaires nous ont-elles caché quelque chose ? Depuis quelque temps, ces anciens combattants ont l'impression croissante que la réponse est oui.

Pas à pas, depuis juin, le Pentagone reconnaît qu'en détruisant des dépôts de munitions irakiennes ses forces ont pu atténuer des armes chimiques, provoquant des émanations de gaz innervants qui pourraient avoir affecté « un très grand nombre » de soldats américains. Et l'administration américaine était en possession de cette information depuis 1991.

Si une volonté du Pentagone d'étouffer l'affaire venait à être établie, cela ne changerait pas grand-chose pour le petit Jayce Hanson. Cela ne lui rendrait ni ses bras ni ses jambes. Comme beaucoup d'enfants de la thalidomide dans les années 50, Jayce est né avec de terribles malformations ; la différence, c'est qu'il est né en 1992 et que sa

mère n'a jamais pris de thalidomide. Jayce fait partie de ces enfants anormaux nés de pères qui revenaient de la guerre du Golfe. L'association américaine des enfants nés avec des malformations (Association of Birth Defect Children), qui suit cent soixante-trois de ces « bébés de la guerre du Golfe », relève que certaines anomalies sont plus fréquentes que d'autres, ce qui confirmerait la théorie d'un « syndrome de la guerre du Golfe ». Aucune statistique officielle sur ces enfants n'a été rendue publique, mais les photos parues dans la presse ont comblé cette lacune : « Bien sûr, remarquait l'an dernier le magazine *Life* à propos des « petites victimes de la Tempête du désert », un soldat attend de sacrifier sa santé, s'il le faut, sur un champ de bataille. Mais personne n'attend cela de ses enfants ».

Le père de Jayce, Paul Hanson, sergent à Fort Bragg, une base de Caroline du Nord, est un exemple moins spectaculaire mais sans doute plus représentatif de ce syndrome. Depuis son retour, il souffre de maux de tête, de nausées, de sensations d'étouffement. Il est aujourd'hui l'un des 80 000 (sur un total de 695 000 soldats et réservistes américains envoyés dans la région en 1990-1991) à avoir signalé des troubles de santé à l'administration. Sur décision du Congrès, un registre a été ouvert à cet effet en 1993 au département de la défense et à celui des anciens combattants. Comme Paul Hanson, beaucoup continuent à mener une activité normale, d'autres se sont retrouvés dans des fauteuils roulants, ont dû s'arrêter de travailler, et ont donc perdu leur assurance-maladie. « La sociologie de cette guerre était très différente des précédentes, rappelle James Tufts, un ancien assistant parlementaire qui travaille depuis quatre ans sur ce syndrome : cette fois-ci n'ont été envoyés à la guerre, outre des réservistes, que des militaires professionnels. C'était leur métier. Le perdre

ensuite, perdre les avantages de l'assurance-maladie et de la retraite, était la pire chose qui pût leur arriver ».

Au début, ils ne se sont connus que timidement. Ceux qui ont quitté l'armée ne savent souvent pas qu'ils ne sont pas des cas isolés, ceux qui sont toujours d'active craignent que cela nuise à leur avancement. Comme ils le diront devant diverses commissions du Congrès, ils sont souvent mal reçus dans les hôpitaux, où les médecins militaires mettent tout sur le compte du « stress post-traumatique », un état auquel la guerre du

golfe sur la santé » de ceux qui y ont participé. Un peu plus d'un an plus tard, le 3 avril 1996, le Pentagone publie les résultats d'une étude clinique réalisée depuis deux ans sur près de 19 000 anciens combattants : 36 % d'entre eux, affirme le département de la défense, souffrent de troubles psychiatriques ou de troubles mal définis, mais il n'existe pas de « syndrome de la guerre du Golfe ».

L'histoire a appris aux Américains à être naturellement sceptiques lorsqu'une institution fédérale doit faire son autocritique : « C'est une constante, observe le

« Bien sûr, un soldat s'attend à sacrifier sa santé, s'il le faut, sur un champ de bataille. Mais personne n'attend cela de ses enfants »

Vietnam les a habitués. Puis les savants commencent à se pencher sur l'hypothèse du syndrome de la guerre du Golfe : en mai 1994, le centre de recherche fédéral des National Institutes of Health (NIH) constate l'existence de troubles réels chez ces anciens combattants, sans cependant conclure à un syndrome unique ; le Center for Diseases Control (CDC) d'Atlanta va dans le même sens ; des chercheurs universitaires évoquent la possibilité d'effets conjugués de pesticides utilisés dans le Golfe et de pilules données aux militaires pour les protéger d'éventuelles attaques à l'arme chimique ou bactériologique.

Le 4 janvier 1995, alors que l'opinion publique américaine est sensibilisée au problème de ces vétérans qui s'inscrivent au rythme d'une centaine par semaine sur les registres ouverts pour eux, l'Institut de médecine de l'Académie des sciences critique les méthodes du Pentagone dans cette affaire : ses recherches, accuse l'Institut, ne sont pas menées « en vue d'une étude systématique des effets de la

guerre du Golfe sur la santé » de ceux qui y ont participé. Un peu plus d'un an plus tard, le 3 avril 1996, le Pentagone publie les résultats d'une étude clinique réalisée depuis deux ans sur près de 19 000 anciens combattants : 36 % d'entre eux, affirme le département de la défense, souffrent de troubles psychiatriques ou de troubles mal définis, mais il n'existe pas de « syndrome de la guerre du Golfe ».

L'histoire a appris aux Américains à être naturellement sceptiques lorsqu'une institution fédérale doit faire son autocritique : « C'est une constante, observe le

commissaire du Sénat ; celle des anciens combattants, puis celle des affaires bancaires. La première, présidée par le sénateur Jay Rockefeller, met à nu la légèreté avec laquelle les autorités militaires ont vacciné et fait ingurgiter aux troupes en partance pour le Golfe des substances visant à les protéger de possibles attaques à l'arme chimique, mais dont l'expérimentation n'était pas achevée ; tout cela a, certes, été fait dans l'urgence, légalement et dans un objectif louable, celui de protéger les troupes. Mais les nombreux exemples de dossiers médicaux disparus et de procédures violées lorsque les soldats sont tombés malades après avoir pris leurs pilules donnent la fâcheuse impression d'un commandement qui cherche à échapper à ses responsabilités. La grande accusée, à ce moment-là, s'appelle la pyridostigmine, une substance destinée à contrer les effets des gaz innervants. Certaines études menées sur des animaux montrèrent ses effets nocifs lorsqu'elle est associée à d'autres produits chimiques, comme les pesticides.

LA commission des affaires bancaires, présidée par un autre démocrate, le sénateur Donald Riegle, avance une autre hypothèse, qui, en mai 1994, paraît extravagante : le syndrome de la guerre du Golfe provient d'armes chimiques irakiennes. Cette commission s'est intéressée à la question en se penchant sur les exportations américaines à l'étranger de produits militaires : l'ironie veut que ce soient les États-Unis qui, dans les années 80, ont vendu à l'Irak les produits nécessaires à la fabrication d'armes bactériologiques. Dans un rapport de 150 pages, la commission suggère qu'en détruisant des dépôts de munitions irakiennes les forces américaines ont provoqué des émanations de gaz innervants auxquelles leurs troupes ont été exposées « à faible intensité ». Fomel, le sous-secrétaire à la défense Ed-

wita Dorn, convoqué à l'audition, rejette cette théorie : « L'Irak n'a pas utilisé d'armes chimiques ou bactériologiques pendant la guerre ». Les Tibbéques, les Britanniques, les Français et même les Américains n'ont-ils pas pourtant détecté des traces de gaz innervants ? De fausses alarmes, rétorque le Pentagone. « Le problème mental, lance alors le sénateur Riegle, ce n'est pas chez les vétérans qu'il se trouve, c'est au Pentagone. » L'étincelle qui va peut-être faire éclater la vérité viendra deux ans plus tard, non pas de Washington, mais des Nations unies. Au printemps 1996, une équipe d'inspecteurs de l'ONU chargée de contrôler les programmes d'armement irakiens retourne dans le sud de l'Irak et examine le bunker 73, dans l'immense dépôt de munitions de Kamisiyah. Elle constate que des armes chimiques y avaient bien été stockées lorsqu'il a été détruit. Pour James Tufts, qui a travaillé aux côtés du sénateur Riegle, le Pentagone n'a plus la choix : il lui faut « rendre publiques des informations qui, de toutes façons, vont être publiées ». Le 21 juin dernier, pour la première fois, le porte-parole du département de la défense, Ken Bacon, annonce à la presse que : « l'un des bunkers que nous avons fait exploser contenait probablement des armes chimiques ». Il s'agit bien du dépôt de Kamisiyah : trois ou quatre cents hommes du 37^e bataillon du génie, précède-t-il, ont participé à sa démolition du 4 au 7 mars 1991, quelques jours après la fin de la guerre. « Notre compréhension de cet épisode est encore partielle », ajoute-t-il.

Il faudra attendre encore trois mois pour que le Pentagone révise ce chiffre à la hausse : la semaine dernière, Ken Bacon estime que le nombre de soldats affectés atteint peut-être 5 000 ; deux jours plus tard, on passe à « au moins 15 000 », en tout cas « un très grand nombre ». La CIA s'efforce à dresser des projections sur ordinateurs, en tenant compte du sens du vent ces jours-là et des effectifs des troupes dans la région.

C'est un tournant. Le syndrome de la guerre du Golfe n'est pas écarté pour autant : il reste à établir, d'une part, qui a été exposé à ces gaz et à quelle densité, et, d'autre part, quel est le lien entre cette exposition et les maladies des anciens combattants. Le département de la défense, qui vient de débloquer un crédit de 5 millions de dollars, paraît enfin disposé à affronter les questions. Le problème, affirme James Tufts, c'est que le Pentagone aurait pu parvenir à ces conclusions cinq ans plus tôt et « en cinq ans, relève-t-il, l'état de santé des individus affectés s'est détérioré ». Dès octobre 1991, les services de renseignement américains avaient, sur la base d'informations rapportées d'Irak par les inspecteurs de l'ONU, transmis aux autorités militaires un rapport faisant état de traces de sarin (le gaz utilisé dans l'attentat du métro de Tokyo) et d'armes chimiques au dépôt de Kamisiyah. « On n'a pas jugé l'importance de ce rapport jusqu'en 1995 », a affirmé, pileux, un haut responsable devant la presse la semaine dernière, ajoutant que l'administration américaine commençait seulement « à saisir l'ampleur et la complexité de tout cela ».

Bien des détails restent encore mystérieux, comme le retrait de documents d'un site gouvernemental sur Internet, *GulfLink*, à la demande de la CIA. Selon James Tufts, ces documents portaient sur Kamisiyah et révélaient la destruction de 37 bunkers de munitions par des bombardements aériens américains début février 1991, donc avant que le bataillon du génie n'entreprenne la démolition du bunker 73. Si ces bunkers contenaient aussi des armes chimiques, ce peut être une information majeure. Au-delà du sort des soldats dont la santé a été affectée, l'enjeu pour le Pentagone est considérable : il s'agit de la protection de ses troupes dans un monde où les armes chimiques sont une réalité mal maîtrisée. « Le déploiement de nos troupes dans un environnement non familier, leur exposition à des agents connus ou inconnus, possibles, détectables ou non détectables, est une question importante pour la protection de nos forces », a expliqué le même haut responsable. Une façon d'admettre que cette protection n'avait pas été assurée.

Sylvie Kaufmann
Dessin : Sergej

مكتبة المصطفى

Michel Wieviorka, sociologue

« Le refus du multiculturalisme se nourrit de peurs et de méconnaissance »

Le coauteur d'« Une société fragmentée ? » estime que la République devrait davantage tenir compte de la diversité des identités culturelles sans pour autant renoncer à défendre les valeurs universelles

UN VIF DÉBAT oppose, depuis plusieurs années, ceux qui, au nom de l'unité de la République, refusent le fractionnement de la société en « communautés » (ethniques, religieuses, culturelles) et ceux qui jugent nécessaire de reconnaître les différences identitaires. Sociologue, Michel Wieviorka se prononce pour un « multiculturalisme » qui réconcilie les « extrêmes du « communautarisme », d'une part, et de l'« assimilationnisme », de l'autre.

« Comment définiriez-vous le multiculturalisme ? »

« Je le définirais, pour éviter les malentendus, comme un principe politique assurant la possibilité pour des individus et des groupes qui se réclament d'une identité culturelle particulière de coexister démocratiquement avec d'autres individus et d'autres groupes qui se réclament d'autres identités particulières.

« Qu'appellez-vous « une identité culturelle » ? »

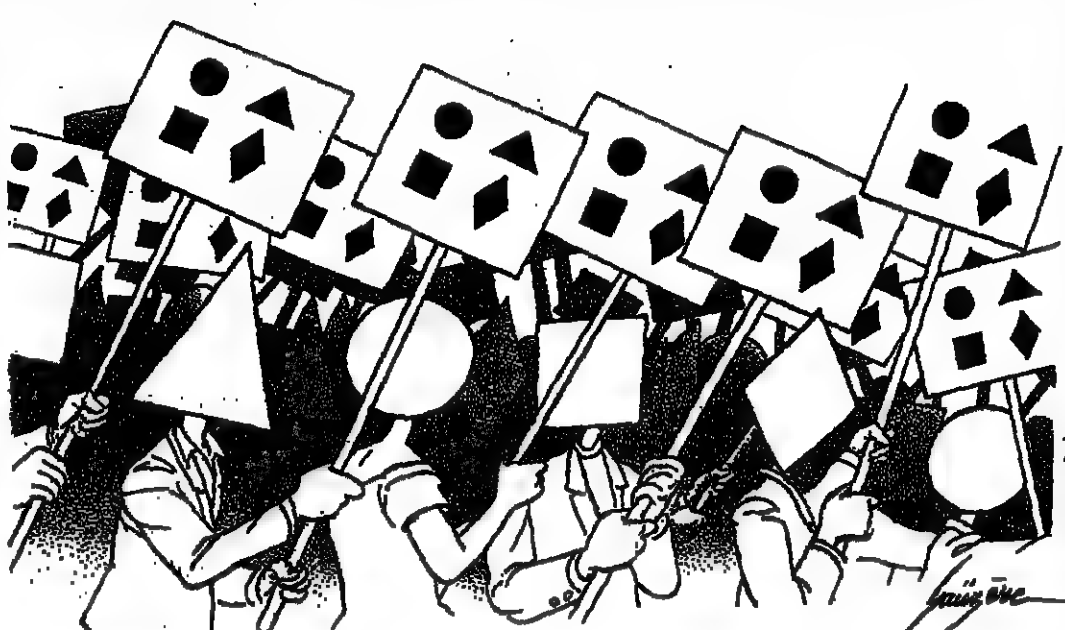
« Je pense qu'il faut donner un sens très large à cette notion, y inclure les religions, l'ethnicité (encore que le terme soit ambigu puisqu'il peut renvoyer à l'idée de nature, et pas seulement à celle de culture), l'origine nationale, les références historiques, voire les handicaps physiques dès le moment où ils sont transformés en identités par les acteurs, ou encore le « genre » : l'homosexualité, etc. A condition de reconnaître que toutes les identités ne fonctionnent pas de la même façon et qu'elles appellent chacune des analyses différentes.

« Vous n'employez pas le terme de communauté... »

« Le débat actuel essaie d'opposer la République au multiculturalisme, que l'on réduit généralement à l'image de la communauté. D'un côté comme de l'autre, les réalités sont beaucoup plus complexes. Le multiculturalisme ne saurait être confondu avec l'assimilationnisme de communautés qui ne veulent pas entendre parler d'autre chose que d'elles-mêmes et qui, en leur sein, restent tout subjectivement individualistes : les membres de la communauté doivent obéir à la loi du groupe et considérer ceux des autres groupes comme des étrangers, qu'il faut tenir à distance. Ce « communautarisme » n'est pas le multiculturalisme qui, tel que je l'entends, signifie le désir de vivre ensemble dans la différence, une différence reconnue et gérée démocratiquement.

« De même, il y a deux conceptions de la République, une conception assimilationniste, qui ne veut voir dans l'espace public que des individus, et qui considère la reconnaissance des différences culturelles comme une menace ; et une conception tolérante, qui accepte les différences, y compris dans des espaces publics ou semi-publics. Après tout, personne en France ne remet en cause le concordat tel qu'il subsiste en Alsace, ou la présence d'autochtones dans l'armée.

« Le mauvais débat est celui qui



oppose l'assimilationnisme des républicains purs et durs au communautarisme, que personne, en réalité, ne défend sérieusement. Le bon débat est celui qui oppose une conception tolérante de la République au multiculturalisme tel que je viens de le définir.

« Sans doute, mais ceux qui demandent la reconnaissance de leur identité culturelle ne défendent-ils pas, eux, des positions extrémistes ? »

« Je pense qu'on devrait commencer par faire un peu plus de sociologie en regardant ce qu'il en est concrètement, quels sont les problèmes, qui sont les acteurs, quelles sont les revendications, les tensions, les violences. Si on observe la réalité, on va de surprise en surprise par rapport à bien des stéréotypes. Par exemple, on constate que les groupes les plus structurés, en France, sur un mode sinon communautaire, du moins identitaire, sont des groupes dont on parle fort peu : les Portugais, qui ont des associations, des mutuelles, des lieux de culte, qui sont très attachés à leur pays d'origine, qui défendent leur langue ; ou les populations d'origine asiatique, qui ne posent pas de problèmes majeurs. En revanche, le monde arabo-musulman, qui fait si peur, est, dans l'ensemble, très peu structuré sur un mode communautaire.

« A l'extérieur du monde musulman, comme de bien d'autres univers religieux, on trouve, d'un côté, des gens qui se réclament de logiques communautaires, lesquelles peuvent devenir violentes, et, de l'autre, des tendances différentes, qui correspondent à la définition du multiculturalisme. On pourrait dire la même chose des juifs ou des catholiques, mais aussi des féministes ou des homosexuels. Toutes ces identités sont sous tension entre des logiques communautaires, qu'il ne faut pas nier, et des logiques beaucoup

plus ouvertes au jeu démocratique, qui font, par exemple, qu'il peut être raisonnable de soutenir l'islam contre les islamistes.

« Tout le monde admet que les instruments d'intégration, en France, jouent de moins en moins leur rôle. N'est-ce pas les affaiblir encore plus que de plaider pour un multiculturalisme, même modéré ? »

« Il est vrai que le modèle français d'intégration est en crise, mais je crois que nous sommes au-delà de la crise, nous sommes dans un moment de profonde mutation. Les phénomènes dont nous parlons désignent non seulement la fin d'un monde, mais aussi la naissance d'un autre monde, dans lequel toutes

sortes de demandes identitaires vont se bousculer, les unes sous des formes conflictuelles, les autres sous des formes non conflictuelles, les unes tentées par le communautarisme, les autres moins.

« Nous ne pouvons plus dire : le modèle d'intégration est en crise, sauvons-le. Aujourd'hui, il faut accepter l'idée que nous sommes entrés dans une nouvelle période historique, qui suppose la réinvention d'un modèle. Il faut continuer de défendre des valeurs universelles, mais en sachant qu'on ne peut plus faire comme si la poussée des identités culturelles était une maladie épidémique de notre société, un simple phénomène de crise. Je pense même que, si on nie le phénomène au nom

d'idéologies assimilationnistes, on risque de l'exacerber et de le pousser vers les pires extrêmes communautaristes.

« Je pense qu'aujourd'hui le thème républicain est un thème de droite, un thème que la droite s'est largement approprié, et que, si la gauche doit se reconstruire idéologiquement, elle doit se faire l'opérateur politique de ces multiples demandes culturelles. Le PS a commencé à le faire à propos des femmes. Sur l'islam, sur l'homosexualité, sur toutes ces cultures qui montent des bandes, mais pas seulement, la gauche doit être davantage multiculturaliste, au bon sens du mot.

« Cela veut-il dire que la question « culturelle » se substitue, en quelque sorte, à la question « sociale » ? »

« Ce serait une erreur de croire que les vieux acteurs sociaux sortent par une porte et que les nouveaux acteurs culturels rentrent par une autre. La question sociale, dans sa définition classique, comportait déjà des dimensions culturelles. Le mouvement ouvrier, par exemple, s'est montré puissant là où existaient des communautés ouvrières, en Angleterre plus qu'en France. Les mouvements sociaux qu'a étudiés l'équipe d'Alain Touraine dans les années 70 présentaient aussi une forte charge culturelle, mais nous étions plus attentifs aux aspects conflictuels. Or l'idée de culture renvoie plutôt au non-conflictuel. Elle définit un groupe par un certain nombre de références qui en forment le ciment, et non à travers un conflit social ou un rapport de domination.

« Ce qui fait peur, en général, c'est le « modèle américain », avec son cortège de violences et d'intolérances

Dans la lignée d'Alain Touraine



MICHEL WIEVIORKA

DIRECTEUR d'études à l'école des hautes études en sciences sociales (EHESS), Michel Wieviorka, cinquante ans, dirige le Centre d'action et d'intervention sociologiques (Cadis), fondé en 1981 par Alain Touraine. Son travail de sociologue s'inscrit ainsi dans la continuité de celui qui fut, dans les années 70, à la fois l'inventeur d'une méthode dynamique d'observation des acteurs sociaux et le principal théoricien des « mouvements sociaux ».

Michel Wieviorka a appliqué les principes de l'école « tourainienne » à l'étude de nombreux phénomènes, à commencer par les mouvements de consommateurs, auxquels il a consacré sa thèse de troisième cycle, et le terrorisme, sujet de sa thèse d'Etat, soutenue en 1987. Sur ce dernier thème, il a dirigé un programme de recherches qui l'a conduit à publier *Terrorisme à la une* (avec Dominique Wolton, Gallimard, 1987) et *Sociétés et terrorisme* (Fayard, 1988).

Auparavant, il avait participé à la rédaction d'ouvrages collectifs, avec Alain Touraine et François Dubet notamment, sur divers mouvements so-

ciaux : *Lutte étudiante* (Seuil, 1978), *La Prophétie antinucléaire* (Seuil, 1980), *Le Pays contre l'Etat* (Seuil, 1981), *Solidarité* (Fayard, 1982), *Le Mouvement ouvrier* (Fayard, 1984).

Dans la deuxième partie des années 80, il s'est intéressé plus particulièrement au racisme, ses recherches aboutissant à la publication de *L'Espace du racisme* (Seuil, 1991) et de plusieurs livres collectifs (*La France raciste*, Seuil, 1992 ; *Racisme et xénophobie en Europe*, La Découverte, 1994 ; *Racisme et modernité*, La Découverte, 1995). Il a dirigé en 1996 un recueil collectif sur le multiculturalisme (*Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, La Découverte) et participé à un travail à plusieurs voix sur le mouvement social de l'automne 1995, sous la direction d'Alain Touraine (*Le Grand Refus*, Fayard).

Entre-temps, il avait enquêté, avec Alexis Berelowitch, sur les mouvements sociaux en Russie : *Les Russes d'en bas* (Seuil, 1996). Son séminaire de l'EHESS et ses travaux actuels portent sur la question de la violence.

T. F.

Propos recueillis par Thomas Ferenzi

Kacem Fazelly, universitaire afghan

« Les talibans veulent raviver le caractère islamique de la société afghane »

Selon cet ancien avocat de Kaboul, l'effondrement du régime communiste a créé un vide qui n'a pas été comblé

ANCIEN AVOCAT et ancien professeur de droit à l'université de Kaboul, Kacem Fazelly a quitté l'Afghanistan en 1980 au lendemain de l'invasion soviétique. Résidant depuis lors en France, il a été chargé de cours à Paris-Sorbonne. Il a suivi de très près l'émergence du mouvement taliban, notamment à travers l'ouvrage de sa littérature.

« Comment expliquez l'émergence du phénomène des talibans, ces « étudiants en théologie » qui viennent de s'emparer de Kaboul ? »

« Il faut d'abord rappeler que la dynamique de la guerre et de l'affrontement a toujours fait partie de la scène politique afghane. Les récents événements s'inscrivent dans cette continuité historique. Ensuite, il faut rattacher l'émergence du mouvement des talibans à la crise de l'islamisme radical dont se réclamaient les groupes de moudjahidines qui ont animé la résistance antisoviétique. L'effondrement du régime communiste en

1992 a créé un grand vide que les moudjahidines n'ont pas su remplir. Ils ont cherché un cadre de légitimité à travers l'islamisme.

« Ils ont aussi tenté d'intégrer les conflits ethniques (l'Afghanistan comprend quatre grandes ethnies : les Pashtouns, les Tadjiks, les Ouzbeks et les Hazars) dans le cadre islamique de l'Etat. Cette double tentative a été un échec. Le phénomène taliban est né de cette crise. Le paradoxe est que l'on s'achemine aujourd'hui vers une plus grande radicalisation de l'islam.

« Comment peut-on définir ce mouvement ? »

« Mêlant solidarité ethnique pashtoune et inspiration divine, les talibans, qui s'identifient plus à une troupe armée qu'à un courant politique, veulent raviver le caractère islamique de la société afghane. Outre la panoplie habituelle des mesures qui caractérisent les courants fondamentalistes islamiques – à savoir le hijab intégral, le refus de la musique, etc. –, ils

prônent le retour au califat du début de l'ère islamique, ainsi que la stricte application de la charia dans le traitement des affaires de l'Etat, à l'extérieur comme dans les relations avec la société internationale. Selon eux, la charia résout tout.

« Une autre caractéristique est leur refus du compromis. Il s'agit d'un mouvement visionnaire qui se prétend de vocation divine. Les talibans estiment avoir été choisis par Dieu et, dès lors, ils rejettent toute négociation. De ce point de vue, ils ne peuvent pas être considérés comme un mouvement politique.

« On a souvent évoqué les manœuvres pakistanaises. Qu'en est-il ? »

« Les Pakistanais étaient déjà très engagés dans la période du djihad antisoviétique. Afin de conserver une influence dans la direction du futur Etat, ils ont tout fait pour aider leur favori afghan, Gulbudin Hekmatyar, le chef du Hezb-e-Islami, à s'emparer de Kaboul. Or

au lendemain de la chute du régime communiste, la capitale est tombée aux mains d'une faction moudjahidienne rivale, dominée par les Tadjiks. Depuis, toutes les tentatives pakistanaises visant à permettre à M. Hekmatyar de renverser ce pouvoir tadjik ont échoué. Les Pakistanais avaient donc une revanche à prendre. Ainsi ont-ils mis sur pied l'organisation des talibans. Ces faisant, ils ont adopté une formule de radicalisation de l'islam.

« Une autre motivation des Pakistanais était de se débarrasser des talibans, qui pouvaient constituer à terme une menace sur leur propre sol. Les madrassas (écoles coraniques), dont sont issus les talibans, avaient été très utiles pendant le djihad antisoviétique en tant que pourvoyeuses de moudjahidines. Elles s'étaient développées dans les camps de réfugiés du Pakistan au point de représenter à la fin de la guerre une force mais aussi un danger. Dans ces zones

frontalières pashtounes, les ferments autonomistes associés au fondamentalisme ne manquaient pas d'inquiéter Islamabad. En les envoyant se battre de l'autre côté de la frontière, le Pakistan a voulu aussi résoudre son propre problème. Une fois sur orbite, le mouvement s'est ensuite nourri des frustrations du nationalisme pashtoun qui voulait reconquérir le pouvoir à Kaboul.

« Et le jeu américain ? »

« Les Américains et les Saoudiens ont cherché à dresser une barrière à la poussée de la révolution iranienne. Il fallait pour cela offrir une réplique sumite au système chiite d'organisation du pouvoir à Téhéran. On peut donc fort bien imaginer qu'ils aient consulté Islamabad sur la meilleure formule. Aux yeux du Pakistan, le mouvement taliban offrait le triple mérite de satisfaire ses alliés de Washington et de Riyad, de désamorcer un risque de troubles à ses frontières et d'élargir son influence

territoriale en direction de l'Asie centrale.

« Existe-t-il des connivences entre les talibans et le mouvement monarchiste qui cherche à organiser le retour à Kaboul du roi Zahir Shah, exilé à Rome depuis 1973 ? »

« Il existe en effet une petite tendance royaliste au sein du mouvement taliban, qui est relayée aux Etats-Unis par des réfugiés monarchistes. Ces derniers se sont efforcés de convaincre Washington que la victoire des talibans serait l'occasion de restaurer la monarchie. Sentant que le mouvement des talibans ne pourra gérer seul le pays, ces royalistes veulent offrir leurs services. Mais c'est là un sujet de controverse. Car les talibans favorables au roi Zahir Shah sont minoritaires. La tendance majoritaire, pure et dure, ne veut entendre parler ni du roi ni des autres... »

Propos recueillis par Frédéric Bobin

Forger un autre avenir

Suite de la première page

Dans les industries, puis dans les services, ces technologies de l'information devaient permettre de produire mieux et plus avec moins de personnel, de capital et de locaux. En même temps, elles devaient permettre aux firmes de transférer leurs opérations là où les salaires étaient les plus bas, les gouvernements les plus couverts, les syndicats les plus faibles.

« L'entreprise » devint un réseau transnational d'unités semi-autonomes, télématiquement interconnectées. Déterritorialisée, elle gérait des flux transcontinentaux de productions immatérielles et matérielles. Elle pouvait mobiliser des salariés indiens, philippins, malgaches, payés 100 dollars par mois, dans la guerre commerciale qu'elle livrait à ses concurrents, y compris en France même. Au nom de l'impératif de compétitivité, elle pouvait exiger la suppression de toute entrave à la circulation des monnaies, des capitaux et des marchandises. La déterritorialisation permettait aux firmes transnationales de s'affranchir des lois de l'Etat-nation, de prendre celui-ci à revers, de le soumettre aux lois de l'Etat mondial du capital. Résister, c'était s'exposer à subir la « sanction des marchés » ; de ces marchés dont les lois sans auteur soustraient le plus efficacement les entreprises aux lois (politiques) que se donnent les sociétés humaines.

L'intellect tend à devenir la forme dominante de la force de travail ; les savoirs et les opérations stockées la forme dominante du capital fixe. Le temps de travail cesse d'être la mesure des richesses créées. S'il reste néanmoins la base sur laquelle sont assis les revenus distribués, ceux-ci continueront à baisser pour la grande majorité et la société à se disloquer.

Une autre économie et une autre société demandent désormais à naître, dans lesquelles le travail de production n'occupe

plus qu'une place subordonnée tandis que devient prépondérant le temps de la production de soi et de la production de sens. Cela suppose un changement préalable des mentalités. Mais les mentalités changent déjà ! Ce n'est plus sur le travail-emploi et la carrière que la majorité des personnes misent principalement pour réussir leur vie. Ce qui manque, c'est l'espace où ce changement culturel puisse s'exprimer par de nouveaux modes d'agir et de vivre en société ; ce qui manque, c'est le projet collectif qui fasse sentir à chacun qu'il n'est pas seul à aspirer à ce changement.

Le mot d'ordre « travailler moins pour travailler tous » est venu d'Italie il y a près de vingt ans. Le regrettable Michel Rolant l'a complété par « ... et vivre mieux ». Ce slogan désigne non une série de mesures mais un ensemble de politiques pour redistribuer

Une autre société et une autre économie demandent à naître, dans lesquelles le travail de production n'occupe plus qu'une place subordonnée, tandis que devient prépondérant le temps de la production de soi, de sens

continuellement tant les richesses socialement produites que le travail nécessaire pour les produire.

« Travailler moins » ne permet de « travailler tous » que si le temps de travail est abaissé périodiquement. Il ne pourra en résulter un « vivre mieux » que si des réseaux et des mouvements associatifs, coopératifs, mutualistes peuvent s'emparer du temps devenu disponible pour y déployer un foisonnement d'activités collectives et individuelles. L'architecture et l'urbanisme ont besoin d'être repensés dans ce

sens. Il y a beaucoup d'idées à prendre à cet égard chez les Néerlandais et les Scandinaves.

La semaine de quatre jours et de trente-deux heures pourrait être une première étape vers le « travailler moins ». Dans les services publics où la productivité n'augmente guère (éducation, santé, transports urbains, etc.), des syndicats danois ont ouvert une autre voie : tous les ans, 10 % du personnel prennent un an de congé. Des chômeurs les remplacent. L'année sabbatique entraînerait 14 % d'emplois supplémentaires au lieu de 10 %. Les actifs en congé reçoivent au Danemark 90 % de leur salaire.

Aucune forme de réduction du temps de travail n'est cependant applicable aux personnels précaires, temporaires, à temps très partiel ou payés à la tâche, non au temps. Bientôt, ils seront la majorité. Il faut d'urgence transformer la discontinuité croissante de leur travail en une liberté nouvelle : le droit de travailler de façon intermittente et de mener une vie « multiactive » dans laquelle travail et activités non rémunérées se relaient et se complètent.

Comment s'y prendre ? Voici une des voies en cours d'exploration : chômeurs, précaires, temporaires, temps partiel se constituent en pool de main-d'œuvre dans chaque bassin d'emploi. Ils se répartissent le travail, en définissent collectivement les conditions et, pour les périodes non travaillées, prévoient des possibilités de formation, d'autoactivité, d'implication dans des réseaux d'assistance mutuelle et d'échange de services. Une sorte de remontée aux origines solidaristes et mutualistes du syndicalisme.

Encore faut-il redistribuer la richesse produite pour garantir un revenu continu suffisant à celles et ceux qui travaillent d'une façon discontinue et/ou à temps réduit. La notion d'indemnité de chômage, totale ou partielle, n'a plus grand sens quand l'emploi stable à temps plein cesse d'être la norme. L'idée qui ne cesse de gagner du terrain est celle d'un revenu social de base garanti à tous, cumulé avec le revenu du travail et suffisant pour vivre. Pour les artisans et les micro-entreprises, c'est la meilleure incitation à prendre, eux aussi, la voie du « travailler moins pour travailler tous ».

Le revenu de base ne doit pas être compris comme un réducteur d'activité. Au contraire. Il doit permettre une foule d'activités non rémunérées et de travaux non rentables, essentiels pour la qualité de la vie : activités artistiques, sportives, politiques, d'aide et d'assistance ; travaux de réparation, d'économie d'énergie, de restauration du milieu urbain et naturel. Il faut concevoir le revenu social de base dans un contexte où chacun, dès l'enfance, serait entraîné et sollicité par un foisonnement de groupes, ateliers, clubs, coopératives cherchant à le gagner à leurs activités autoorganisées. C'est ainsi que du lien social et de la socialité seront recréés au-delà du salariat en voie de déperissement.

Pour le financement, des dizaines de formules ont été examinées. Dans la mesure où elles reposent sur la redistribution fiscale, toutes n'ont qu'une validité limitée dans le temps. Car la production sociale résulte de moins en moins du travail immédiat ; elle résulte de plus en plus de l'efficacité des moyens mis en œuvre. Elle distribue de moins en moins de moyens de paiement à de moins en moins de gens. Nous nous trouvons sur une pente où les sommes à redistribuer finiront par dépasser les sommes distribuées.

Il faudra tôt ou tard, pour éviter l'implosion, que la distribution du pouvoir d'achat corresponde au volume des richesses socialement produites, non au volume du travail presté. Ce qui suppose, comme le montre René

Passet, la création d'une autre monnaie, qu'il appelle « monnaie de consommation ». Leontief disait la même chose, à sa manière, en 1982. Jacques Duboin en 1931. Marx en 1858. Dans une « économie plurielle », d'autres types de monnaie s'imposent (et s'imposent déjà) à côté de l'actuelle, dont une monnaie de distribution non thésaurisable et une monnaie locale ou régionale à circulation et convertibilité limitées.

Partout la politique est vidée de son autonomie, la politique discréditée, la société au bord de l'effondrement, cependant qu'une autre société s'ébauche à peine dans les pratiques et les consciences. Des politiques imaginatives peuvent en favoriser la maturation. Mais elle demande du temps. C'est pourquoi la radicalité des changements à prévoir doit se conjuguer avec la volonté

modeste d'éviter que le monde ne s'effondre dans la barbarie avant qu'un autre ait eu le temps de naître.

Tout en amorçant un changement de trajectoire, c'est ce temps qu'il importe de gagner en obtenant pour la politique des marges d'autonomie accrues. Seule peut les procurer à ses pays membres une Union européenne rendue invulnérable aux marchés financiers par sa monnaie unique, dégagée du fétichisme monétariste et première puissance commerciale du monde consciente qu'elle a le pouvoir, en imposant des règles et des limites à la « compétitivité », de faire servir les échanges au développement social et écologique d'une planète solidaire.

André Gorz
et Jacques Robin

AU COURRIER DU « MONDE »

ÉGALITÉ-IDENTITÉ

Permettre-moi d'exprimer ma stupéfaction à la lecture de l'appel signé par « Des scientifiques et des historiens », page 10 du *Monde* daté samedi 28 septembre. Comment ces grands esprits peuvent-ils écrire que les humains sont « non égaux » ? Ils ont confondu égalité et identité, et la confusion est grave. Non seulement une confusion de termes (et concepts) est une défaillance intellectuelle fâcheuse, mais dans le cas présent, en parlant de « non-égalité », on cautionne les propos sur l'inégalité (des races ou des hommes), avec les ravages que l'on devine.

Je rappelle que la distinction entre « identité » et « égalité » est exigée d'un candidat au baccalauréat, ce qui est l'expression d'une rigueur très justifiée. Voici, par exemple, sans aller chercher trop de complications, un sujet de philosophie (possible dans toutes les sections) : « Dire que les hommes sont égaux, est-ce dire qu'ils sont identiques ? » Et l'on attend des élèves qu'ils dissocient les deux qualificatifs : les hommes ne sont pas identiques (individuellement, culturellement), mais ils sont égaux. C'est cette dissociation des deux significations qui permet de répondre (à ceux qui disent les hommes inégaux) que les

différences indiscutables ne signifient pas une inégalité. Ce qui exclut une hiérarchie. Les « scientifiques et historiens » sont obligés de dissocier l'inégalité (ou non-égalité, comme ils disent) et l'identité, ce qui ne conviendrait pas grand monde. Comment écrire de telles choses ?

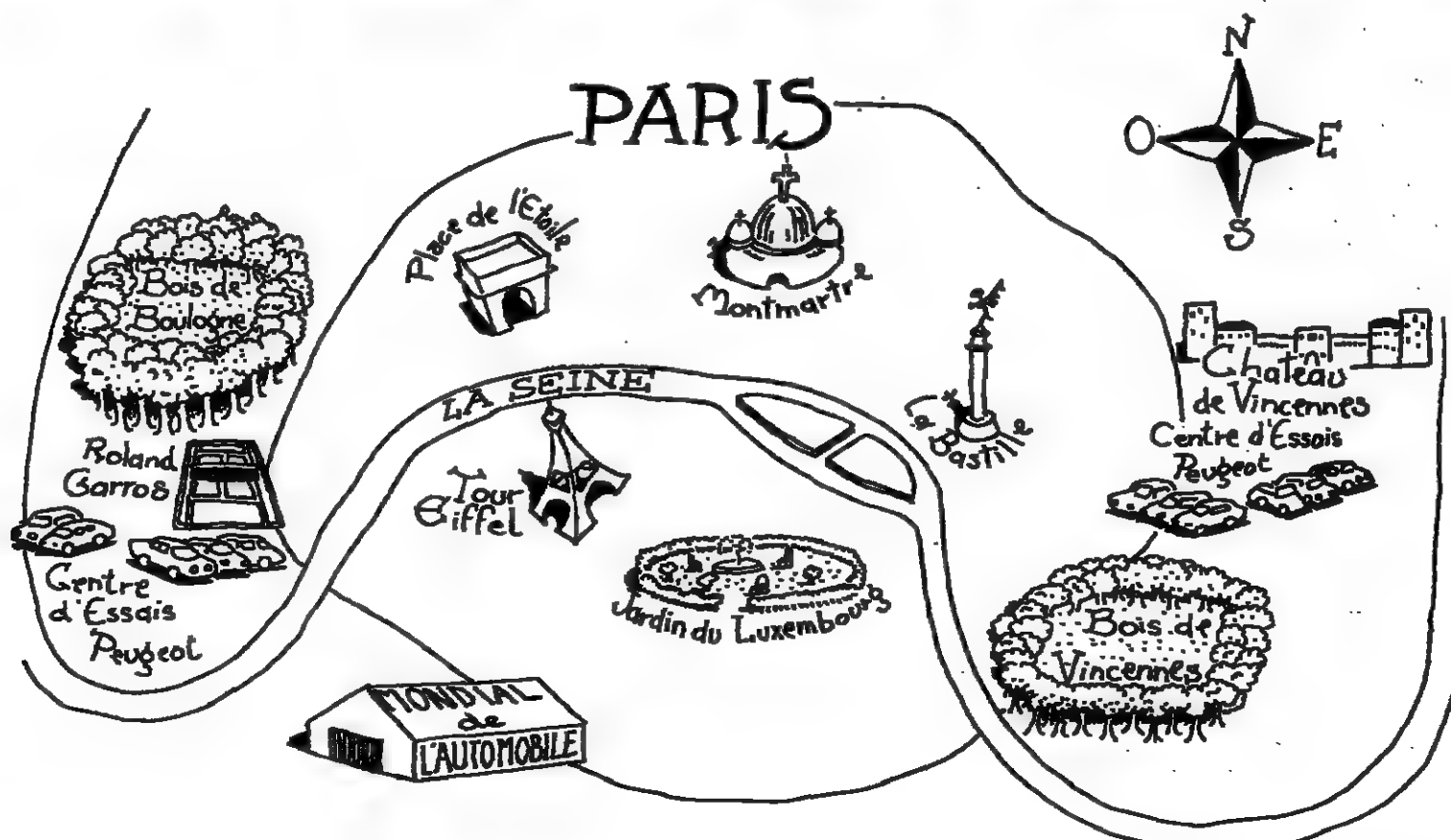
On imagine très bien M. Le Pen parler de la « non-égalité » des hommes, en se référant au professeur Albert Jacquard... Choquant, non ?

Parler de « fantômes de personnalités » pour expliquer que certains se proclament supérieurs, est un discours plutôt pauvre. Pourquoi ne pas dire que chaque groupe, spontané ou néoformé, se juge supérieur (ou même unique) représentant de l'humanité parce qu'il pose comme critères de valeur humaine ses propres critères... en méconnaissant d'abord les autres. Cette argumentation est efficace, en général. Elle est simple et juste, appelant chacun à la modestie et la tolérance, avec la curiosité de l'autre, sans exclure une fierté (qui n'est pas orgueil) légitime pour soi.

De grands esprits, un grand journal. Mais une très choquante confusion. Est-ce irrémédiable ? Je souhaite au contraire qu'on y remédie.

Lise Sandraz,
Paris

PEUGEOT MET DEUX CENTRES D'ESSAIS À VOTRE DISPOSITION PENDANT LE MONDIAL DE L'AUTOMOBILE. C'EST SIMPLE MAIS ON FAIT QUAND MÊME UN DESSIN.



Pendant le Mondial de l'Automobile du 3 au 13 octobre, Peugeot met à votre disposition 2 Centres d'Essais. Vous pourrez ainsi essayer l'ensemble des gammes particulières et utilitaires Peugeot et surtout découvrir et essayer en avant-première les nouvelles 406 V6, automatique et break. De 9 h à 19 h, c'est tout Peugeot qui vous attend au Centre d'Essais Roland Garros, Stade Roland Garros, boulevard d'Auteuil, 92 Boulogne (M° Porte d'Auteuil) et au Centre d'Essais Vincennes, Esplanade Saint Louis, Château de Vincennes, 94 Vincennes (M° Château de Vincennes). Accueil enfants prévu.



PEUGEOT

Clinton 2, centriste ou démocrate ?

EN 1992, lors des élections présidentielles américaines, l'économie, alors en crise, avait été un thème décisif dans la victoire de Bill Clinton contre le président sortant George Bush. Cette fois, le candidat démocrate compte sur la bonne santé de l'économie américaine pour se faire réélire. Il n'a pas tort. «*Notre situation économique est meilleure qu'il y a quatre ans, continuons sur notre lancée* », a-t-il expliqué lors du grand débat télévisé qu'il a opposé, dimanche 6 octobre, à son principal concurrent, le républicain Bob Dole.

L'argument est au centre de sa campagne. Il l'a encore longuement développé dimanche. La question que Bob Dole n'a pas manqué de poser, est de savoir qui sera, s'il est élu, Clinton 2. Retrouvera-t-il les enthousiasmes du candidat démocrate de 1992 - un keynésien profondément réformateur - ou poursuivra-t-il dans la voie du président sortant - un centriste plutôt conservateur ?

Le président sortant bénéficie aujourd'hui d'une conjoncture économique quasiment idéale. Depuis plus de quatre ans, la croissance est soutenue, saine et sans inflation. Tous les Américains, ou presque, en profitent. Grâce à des créations massives d'emp-

ploi (10,5 millions en quatre ans), le chômage a fortement reculé. Les salaires commencent, enfin, à augmenter et les inégalités à se réduire. La Bourse continue de monter.

Bill Clinton n'est certes pas le seul comptable d'un aussi beau bilan. Il a bénéficié, au début de son mandat, d'un héritage, celui de MM. Reagan et Bush, qui n'étaient pas aussi calamiteux qu'il l'avait dit. Il a été aidé par la politique monétaire, très accommodante, menée par Alan Greenspan, président, républicain, de la Réserve fédérale, la banque centrale américaine. Comme le relève cette semaine le magazine *The Economist*, les économistes accordent néanmoins

et à juste titre, à Bill Clinton un grand crédit. En 1992, le candidat Clinton était encore fortement inspiré par la pensée démocrate traditionnelle. Il avait prouvé un vaste plan de relance budgétaire et des réformes de structure, pour la santé notamment. Son arrivée à la Maison Blanche l'a conduit à renoncer progressivement à la plupart de ses engagements d'alors. Au cours de ses quatre premières années à la Maison Blanche, il aura finalement réduit considérablement le déficit budgétaire, fait reculer l'Etat et diminué les dépenses publiques. Au grand dam de ses amis politiques, il a réformé l'aide sociale - à la baisse - et supprimé de nombreux postes de fonctionnaires.

Face à Bob Dole, Bill Clinton cherche donc à se présenter comme l'homme de la continuité, de la stabilité et de la raison. Il a dénoncé encore, dimanche, le caractère « irrationnel » des baisses d'impôts que proposent les républicains. L'opinion américaine semble prête aujourd'hui à le suivre. Mais face aux problèmes que continue de soulever la « fracture sociale » aux États-Unis (exclusion persistante, couverture sociale inégale, éducation défective), un retour à certaines des valeurs traditionnelles du Parti démocrate ne serait-il pas nécessaire ?

L'embarras de l'Etat face à la crise bancaire

LA NECESSITE d'exercer un contrôle efficace de sauvegarde du Crédit lyonnais démontre, une fois de plus, que les solutions des pouvoirs publics pour sortir les entreprises publiques d'une crise sont tardives, mal préparées et, la plupart du temps, inadéquates. L'Etat s'y est repus à deux fois pour la peine : le Comptoir des entrepreneurs. La décision, en juillet, de « fermer » le Crédit foncier de France, via une opération qui n'obéit pas aux canons de l'orthodoxie financière, tourne à la farce puisque l'institution, jugée moribonde, a réalisé des bénéfices au premier semestre. Quant à la vente du groupe bancaire CIC, elle doit répondre à trop d'objectifs contradictoires.

Autant de dossiers qui illustrent la position insupportable dans laquelle se trouve l'État pour dénouer des situations de crise. Ce manque de talent n'est pas propre au secteur bancaire mais tient à la différence de « *classe* » entre l'État-socialiste et la « *classe* » d'entrepreneurs, qu'elle soit bancaire ou industrielle. L'État, au court terme, prend dans l'urgence les décisions qu'il ne peut plus repousser. C'est le fait de tous les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite. L'astre à infailliblement suivre est la vision à long terme. Cette arithmétique conduit inéluctablement à un dialogue de sourds. Pour peu que le pouvoir en place soit affaibli, que le ministre de tutelle ne soit pas parvenu à s'imposer, que les dossiers prennent un tour politique et qu'on amène réflexion en profondeur n'aît été menée sur l'évolution du secteur et sa place dans l'économie, l'État écarte les foyers les uns après les autres, sans vision d'ensemble.

daillés... car pris dans l'urgence : ces péchés originaux des plans élaborés par Bercy viennent de la difficulté à établir un diagnostic sur la santé des banques; comprendre ce qui se passe dans un établissement financier est par nature délicat, compte tenu du secret bancaire. L'Etat est plus mal placé que tout autre puisqu'il est également collecteur d'impôts. Que les clients aient le moindre doute sur l'échancérisse existant entre ses deux casquettes d'actionnaire et d'inspecteur du fisc, et ce serait la débâcle. Le public doit être certain que l'Etat ne peut pas aller ouvrir chaque compte bancaire.

La nature même de la matière traitée, l'argent, est plus que tout autre sensible. L'obsession est d'éviter une crise de confiance des clients ou, pire, un choc systémique qui entraînerait l'ensemble du système bancaire. Pour ces raisons, le penchant de la Banque de France, de la Commission bancaire, qui exerce le contrôle des banques, et du Trésor est de tenter de régler les problèmes sans secousse et le plus discrètement possible. C'était possible hier en joignant de la « complicité » des autres banques de la place, mais aujourd'hui que la concurrence est devenue les établissements devenus potes, il était malvenu crier un confrère en son soubresaut.

La crise monétaire, qui a lézée le résultat des banques, n'est certes pas une spécificité du secteur public. Les banques publiques ont subi les mêmes ennuis que les banques privées. Mais, en France, nous le savons globalement, les banques publiques n'ont pas été plus touchées que les autres par le secteur privé, même si, en ce qui concerne la sphère publique, « certaines, comme le Crédit lyonnais, se sont fourvoyées plus que les autres ». Mais, alors que les entreprises privées ont massivement recapitalisé leurs filiales, les solutions préconisées par l'Etat-actionnaire ont chaque fois montré l'absurdité de la machine Bercy : les pôles de décision ne sont pas clairement identifiés, les responsabilités sont diluées.

Rout-puissent jusqu'au milieu des années 80, le Trésor a peu à peu perdu de son influence, si ce n'est de sa marque. Il ne s'est pas doté des outils nécessaires à l'évaluation des risques monétaires. Il n'a pas eu la possibilité de lever des contributions, du fait de la contraction du secteur public lors la privatisation des entreprises. Il y compris sur la Caisse des dépôts, branche traditionnelle, qui s'est défendue ses intérêts — notamment grâce à sa commission de surveillance, composée de députés — lorsque les pouvoirs publics sont tentés de lui faire jouer les pompes. Ajoutons que le directeur du Trésor, si talentueux soit-il, doit en même temps défendre le franc à Singapour, courir au FMI et gérer l'ensemble des dossiers financiers hexagonaux et européens. Cette perte de substance de la direction du Trésor a été aggravée par Edouard Balladur, lorsque celui-ci, à Matignon, a décidé de reprendre la conduite de l'économie. Cet interventionnisme, Matignon l'a toujours entendu.

Le président de la République aussi, qui n'aime pas les banques et le fait savoir. « Lorsque l'une d'elles ne prête pas à une entreprise, ce n'est pas, aux yeux de Jacques Chirac, parce qu'elle n'est pas en bonne santé, mais parce que le banquier est frileux », déplore amèrement un banquier. Devant un tel échec de la méthode, l'urgence est la seule méthode. D'autant que pour sortir d'une crise « il faut accepter de trancher dans le vif et, pour la puissance publique, ce n'est jamais le moment », reconnaît un responsable gouvernemental.

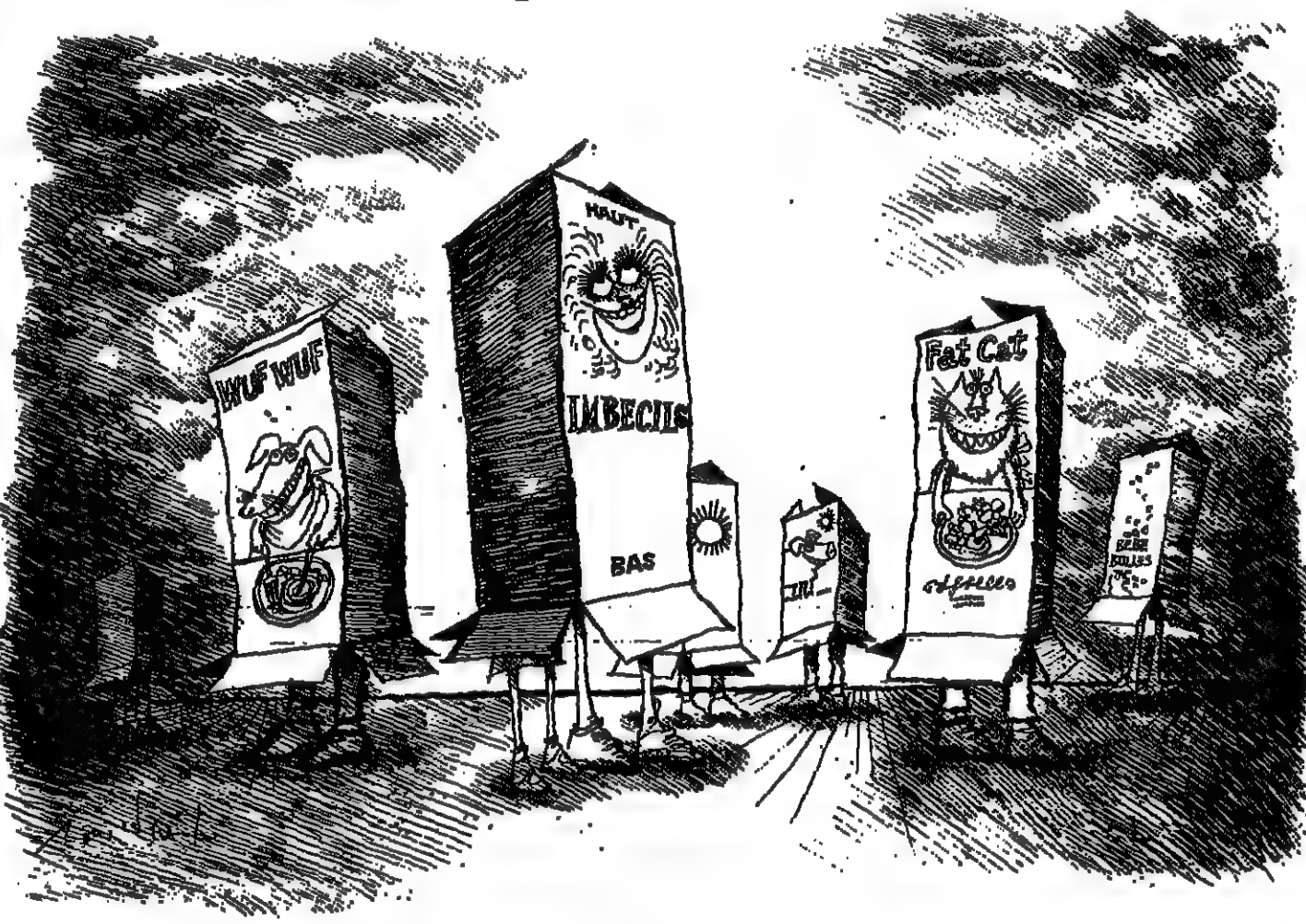
**Tout-puissant
jusqu'au milieu
des années 80,
le Trésor
a peu à peu perdu
de son influence.**

Sa tâche est particulièrement difficile dans le cas des sauvetages bancaires en raison de la situation schizophrène du ministre de l'économie et des finances : Besset est, en même temps, actionnaire, banquier et comptable des deniers publics. Comme actionnaire, il peut souhaiter une recapitalisation. Comme tuteur, il doit tenir compte de la situation des autres établissements financiers de la place et prendre des décisions qui respectent au mieux une concurrence loyale. Son attitude dans le cas des Caisses d'épargne est à ces deux titres exemplaire : en tant qu'actionnaire, il devrait être plus exigeant sur la rentabilité de l'écouren ; en tant que tuteur, il adopte un profil bas. Enfin, comme responsable du budget, il est tenu de limiter les déficits publics, une contrainte renforcée par les critiques de Maastricht.

Cette schizophrénie se retrouve dans la gestion des solutions adoptées. Ainsi tel responsable d'une société de cantonnement chargée de vendre des actifs est-il victime, accidentellement, de la même schizophrénie victorieuse par laquelle on trouve l'argent du smul, on lui dit : « Réduisez au minimum les dépenses publiques... ». Le mercredi, on lui précise : « Vendez de préférence à des Français et arrangez-vous pour que cela ait un sens industriel... ». Le vendredi, lui rappelle-t-on ? est à la tête d'un grand nombre d'entreprises, on lui demande s'il ne lui serait pas possible d'embaucher un peu.

Babette Stern

Société de consommation *par Ronald Searle*



Littérature : l'intenable pari du jury Nobel

LE PRIX NOBEL de littérature vient de couronner la Polonaise Wislawa Szymborska, poète traduite en de nombreuses langues, connue dans son pays, mais très peu en France (*Le Monde* du 5 octobre). Récompense la plus haute pour un écrivain, l'attribution du Nobel doit aussi être comprise en fonction de critères extra-littéraires.

Tous les ans à la même époque, c'est le même rituel, les mêmes érudits, les mêmes spéculations sur des jours et des heures qui précèdent l'attribution de la plus glorieuse récompense littéraire du monde, tous les regards se tournent vers une institution qui n'est devenue prestigieuse qu'à force d'être qualifiée ainsi : l'Académie océanienne. Des listes interminables et officieuses circulent, rassemblant des noms, témoignant d'un subtil dosage des aires linguistiques et politiques, mêlant mérites littéraires reconnus ou ignorés et opportunités diplomatiques : tout ce que la n'a que l'importance qu'on veut bien lui accorder. Il faut aussi noter que les effets directs du prix sur la diffusion des ouvrages du lauréat sont négligeables ; le Français Claude Simon (1985), l'Antillais – de Sainte-Lucie – Derek Walcott (1992) ou même le Japonais Kenzaburo Oé (1994), désormais installés dans l'empyrée, n'ont pas vu, du moins en France, les ventes de leurs livres augmenter énormément.

La déception est immense, souvent disproportionnée, apparaît ainsi comme une coquille un peu vide.

Composée d'écrivains pour la plupart inconnus hors des frontières de la Suède, personnalités certes respectables - en particulier en raison de leur âge - mais qui ne représentent finalement qu'elles-

mêmes, cette institution locale se trouve investie d'une mission universelle : désigner les plus grands écrivains, pourvoir l'échelon le plus élevé d'une hiérarchie imaginaire des valeurs littéraires planétaires. Les procédures un peu hasardeuses et artisanales de sélection et de désignation (*Le Monde* du 5 octobre 1995), la lente évolution des goûts et des intérêts des académiciens ne semblent pas propres à garantir le sérieux de cette mission démesurée.

CRISE OUVERTE

De plus, comme pour souligner la difficulté de sa tâche, l'Académie suédoise est entrée, au cours de cette dernière décennie, dans une période de crise ouverte : quatre des dix-huit membres à vie de l'institution ont demandé, ces sept dernières années, à être relevés de leurs fonctions. Le caractère autoritaire de Sture Allén, secrétaire permanent, a été publiquement mis en cause par l'écrivain Knut Hamsund, qui a annoncé sa démission en septembre. Deux autres académiciens avaient demandé à être relevés de leurs fonctions en signe de protestation, après le refus du secrétaire général de s'élérer officiellement contre la condamnation à mort de Salman Rushdie par les autorités religieuses iraniennes (*Le Monde* du 9 septembre). Selon les règles, douze membres au moins doivent s'accorder sur un mot. Encore quelques défections, et cette obligation ne pourra plus être respectée.

Bien sûr, il est aisé, surtout avec le recul du temps, de noter les bourdes et de dresser la liste des omissions du jury Nobel, qui ne fait somme toute, comme le remarquait Pierre Bourdieu, que refléter

« les variantes du goût dominant ». Le même jury qui a couronné Pearl Buck (1938) peut-il ainsi distinguer James Joyce, Robert Musil ou Hermann Broch ? C'est peu probable, et cela n'eût d'ailleurs pas lieu. Hélas pour l'Académie suédoise, la grande littérature de ce siècle est plutôt du côté des oubliés — mis à part quelques grandes exceptions comme William Faulkner, couronné en 1954. Dag Hammarskjöld, membre du comité Nobel, qui, avec difficulté, fit attribuer le prix à Saint-John Perse (1960), remarquait avec amertume : « On a laissé mourir Camus et Gide, sans en déplorer la perte ». Parmi les autres grands oubliés : Kafka, Henry James, Joseph Conrad, ou encore Nabokov, Pound, Akhmatova, Mandelstam, Brecht, Ungaretti, Giono, Celan, Malraux, Borgès... La litératie serait longue. Pour les Français, on préfère Anatole France (1921) à Proust, et André Gide (1947) ou François Mauriac (1952) à Bernanos. Surtout (qui refusa le prix en 1964) et Bachelot (1969) redressent le blason de l'extinction Nobel.

Parfois, c'est une littérature extérieure qui est oubliée : l'absence des Chinois ou des écrivains de langue portugaise est criante. L'universalité a ses limites ; elles sont souvent, et partiellement, occidentales. Il a ainsi fallu attendre 1986 et le Nigérien Wole Soyinka pour que le continent africain soit représenté. Mais finalement la littérature n'est peut-être pas la préoccupation unique ou majeure de l'Académie suédoise. Le souci géopolitique, la volonté de suivre l'évolution des grands blocs, ou de ce qu'il en reste, de se situer par rapport aux idéologies et aux équilibres écono-

miques ont manifestement laissé loin à l'arrière le testament d'Alfred Nobel, qui voulait que six couronnes fussent attribuées à « celui qui, remarquable dans le surs de l'idéalisme ».

Alexandre Soljénitsyne en 1970, le Polonais Czesław Miłosz dix ans plus tard, le Tchèque Jaroslav Seifert en 1984, le Russe (exilé aux Etats-Unis, comme Miłosz) Joseph Brodsky en 1987 : ces choix n'avaient rien d'« innocent » et n'étaient pas exclusivement littéraires. La désignation de Wisława Szymborska, dont l'œuvre s'est construite à l'écart des soubresauts politiques de son pays, peut aussi être lue comme une « récompense » de Nobel qui ne veut pas être en retard sur l'après-communisme.

Ces dernières années, les suffrages portés sur la Sud-Africaine Nadine Gordimer (1991), l'Antillais Derek Walcott ou la Noire américaine Toni Morrison (1993) avaient aussi marqué la volonté de l'Académie suédoise de promouvoir, au-delà des valeurs proprement littéraires, une certaine idée humaniste et universaliste de la littérature. Cette extension politique ou idéologique du domaine des lettres avait, par exemple, amené le même jury Nobel à couronner en 1958 Boris Pasternak et sept ans plus tard, toujours au nom du même idéal, un communiste très orthodoxe, Mikhaïl Choukhov. On voit que l'affrontement droite-gauche, communisme-libéralisme est insuffisant pour expliquer ces choix contournés. C'est peut-être finalement *l'idéalisme* — prôné par Alfred Nobel, doublé d'un certain pragmatisme, qui continue de faire la loi à Stockholm...

Patrick Kéchichian

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 8 OCTOBRE 1996

BANQUE Les candidats au rachat du groupe bancaire CIC avaient jusqu'au lundi 7 octobre à 18 heures pour déposer leurs offres. Il s'agit d'une proposition ferme mais non définitive.

Seule la Société générale avait fait savoir officiellement jusqu'à présent qu'elle était intéressée. ● LA BNP a également décidé de se mettre sur les rangs, à l'issue d'un conseil d'adminis-

tration extraordinaire qui s'est réuni vendredi 4 octobre dans la soirée. ● LA BANQUE dirigée par Michel Pébereau ira seule, sans son partenaire Dresdner Bank, mais avec son accord.

Coincidence, l'accord de coopération entre la BNP et la Dresdner devait être officiellement signé lundi 7 octobre. Il date de 1992, mais la Commission de Bruxelles vient tout juste de l'approu-

ver. ● LE SUSPENSE concernant la privatisation du CIC devrait durer jusqu'au bout puisque les Caisses d'épargne ne devaient se prononcer que lundi dans l'après-midi.

La BNP se porte candidate à la privatisation du CIC

L'offre sera concurrente de celle de la Société générale, également intéressée par le réseau de banques régionales appartenant au GAN. Les Caisses d'épargne devaient se prononcer lundi dans l'après-midi

MICHEL PÉBEREAU, le président de la BNP, aura attendu la dernière minute pour débattre avec ses administrateurs de l'opportunité de se déclarer officiellement candidat à la reprise du groupe bancaire CIC. Un conseil d'administration extraordinaire a été convoqué vendredi 4 octobre à 18 heures (après la fermeture de la Bourse), avec cet unique point à l'ordre du jour, la date limite de dépôt des offres étant fixée au lundi 7 octobre. Les administrateurs, parmi lesquels Louis Schweitzer (Renault), Philippe Jaffré (Elf) et Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), ont donné leur imprimatur à un projet que M. Pébereau caressait depuis longtemps. Seul Jürgen Sarrazin, le patron de la Dresdner Bank, était absent autour de la table du conseil. Il devait être néanmoins à Paris lundi 7 octobre pour signer

l'accord de coopération de sa banque avec la BNP. Celui-ci date de 1992, mais la Commission de Bruxelles vient tout juste de l'approuver.

La BNP déposera donc une offre sur les 67 % du capital de la filiale du GAN mis en vente. Elle ira seule. Sans son partenaire Dresdner Bank, mais avec son accord. La coopération entre les deux banques sur ce dossier était d'ailleurs difficile à envisager, compte tenu des liens qu'a tissés l'une des banques du groupe CIC, le Crédit industriel d'Alsace-Lorraine (CIAL) avec la Deutsche Bank. La Banque de Luxembourg, véritable pépite, est notamment détenue à 75 % par le CIAL et 25 % par la Deutsche Bank.

La BNP n'ira pas non plus avec le Crédit commercial de France (CCF), comme la rumeur l'avait récemment évoqué. La Banque,

présidée par Charles de Croisset, et que M. Pébereau connaît bien pour l'avoir dirigée jusqu'en 1993, est intéressée justement par le CIAL. Or, on n'en est pas encore à dépecer le groupe bancaire. A ce stade de la procédure, les candidats doivent respecter l'ensemble des points contenus dans le cahier des charges : respect de l'identité du CIC en tant que groupe décentralisé de banques régionales ; maintien de la présence du GAN dans son capital à hauteur de 26,09 %. Rien ne dit en revanche que ce document ne sera pas revu ultérieurement.

SUSPENSE

En tout cas, Michel Pébereau a fait durer le suspense. Peut-être voulait-il réduire au minimum le risque d'une indisposition de la part d'un administrateur alors que le titre BNP fait actuellement

l'objet de nombreux mouvements ? Lors du conseil, qui l'a autorisé à déposer une offre sur le CIC, Marc Vénot, le président de la Société générale, a solennellement fait accepter une clause de confidentialité à ses administrateurs sur le sujet. Peut-être, surtout, M. Pébereau a-t-il hésité jusqu'au bout à se lancer dans une aventure qu'il n'est pas sûr de gagner ?

Interrogé lors de la présentation de ses comptes semestriels sur le fait de savoir s'il participerait ou non à la grande redistribution des cartes que la privatisation du CIC va entraîner, le patron de la BNP avait répondu : « Nous étudions les opportunités qui peuvent se présenter. Il faut qu'elles répondent à un projet industriel valable et à certaines conditions. » On n'en savait pas beaucoup plus.

L'opportunité étant là, il a bien fallu prendre une décision et, si les équipes de la banque travaillent depuis plusieurs mois sur le dossier, il a fallu deux bonnes heures de débats au sein du conseil pour tourner le problème dans tous les sens et décider si oui ou non la BNP devait se jeter à l'eau. Sur un plan industriel d'abord, les synergies existent indéniablement. La BNP est très présente auprès des PME, comme le CIC, et leur rapprochement permettrait des gains de parts de marché. Sur un plan stratégique ensuite, l'établissement financier à qui échoira finalement le CIC creusera un écart décisif avec ses confrères en se plaçant dans les roules du Crédit agricole. Inconnue : comment les agences de notation, qui déterminent le niveau auquel les banques peuvent s'approvisionner sur le marché des capitaux, vont-elles réagir à un tel rapprochement ? Les bons résultats du CIC au premier semestre et le rendement de ses fonds propres, qui devrait at-

teindre 8 %, sont de nature à les rassurer. Sur le plan pratique, deux réseaux de la taille de celui de la BNP et du CIC vont inévitablement parfois se superposer. C'est évidemment ce qui inquiète les syndicats.

Sur le plan de l'image enfin, la BNP se trouve dans une position délicate. Début 1995, l'échec du projet d'une grande fusion entre Suez, la BNP et l'UAP a laissé des traces. Bien que Michel Pébereau

ait toujours affirmé avoir acquis 5 % de Suez pour réaliser un investissement financier, il n'a pas vraiment réussi à convaincre. Cette fois-ci, il ne peut pas se permettre d'échouer. Quant au financement, il ne pose pas de problème majeur. Une étude publiée au mois d'août par la société de Bourse James Capel a inventorié les cessions d'actifs qui permettraient à la BNP de financer une partie de cette acquisition, comme celle de la Bank of the West pour l'équivalent de quelque 4 milliards de francs, ou encore des participations détenues dans la CIR. Un emprunt viendrait compléter le dispositif.

Michel Pébereau a fait le pari que son dossier serait mieux placé que celui de ses concurrents. En fait, toujours affirmé avoir acquis 5 % de Suez pour réaliser un investissement financier, il n'a pas vraiment réussi à convaincre. Cette fois-ci, il ne peut pas se permettre d'échouer.

Quant au financement, il ne pose pas de problème majeur. Une étude publiée au mois d'août par la société de Bourse James Capel a inventorié les cessions d'actifs qui permettraient à la BNP de financer une partie de cette acquisition, comme celle de la Bank of the West pour l'équivalent de quelque 4 milliards de francs, ou encore des participations détenues dans la CIR. Un emprunt viendrait compléter le dispositif.

Michel Pébereau a fait le pari que son dossier serait mieux placé que celui de ses concurrents. En fait, toujours affirmé avoir acquis 5 % de Suez pour réaliser un investissement financier, il n'a pas vraiment réussi à convaincre. Cette fois-ci, il ne peut pas se permettre d'échouer.

Quant au financement, il ne pose pas de problème majeur. Une étude publiée au mois d'août par la société de Bourse James Capel a inventorié les cessions d'actifs qui permettraient à la BNP de financer une partie de cette acquisition, comme celle de la Bank of the West pour l'équivalent de quelque 4 milliards de francs, ou encore des participations détenues dans la CIR. Un emprunt viendrait compléter le dispositif.

Babette Stern

Michel Pébereau signe avec la Dresdner Bank

LUNDI 7 OCTOBRE, Michel Pébereau, PDG de la BNP, et Jürgen Sarrazin, président du directoire de la Dresdner Bank, devaient signer à Paris l'accord de coopération entre les deux banques. Aboutissement d'un projet engagé en 1989, cet accord témoigne de la persévérance des deux maisons.

A la fin des années 80, la perspective du marché unique fait fantasmer les banques commerciales, qui imaginent ouvrir des réseaux d'agences dans toute l'Europe. L'idée de la BNP et de la Dresdner est d'unir leurs forces dans les principaux pays de la Communauté. L'alliance commerciale devait être consolidée par un accord capitalistique (échanges croisés de 10 % du capital). En 1992, un protocole d'accord voit le jour. Approuvé par les actionnaires et notamment par l'Etat français, il est soumis en 1993

à la Commission européenne. En octobre 1993, la BNP est privatisée. La Dresdner acquiert, à cette occasion, 0,9 % de son capital. La banque française fait de même chez son partenaire allemand. Fin juin 1996, Bruxelles donne enfin son feu vert. Mais les deux alliés n'ont pas attendu pour collaborer. La BNP et la Dresdner ont créé plusieurs filiales communes en Europe centrale et orientale. En 1996, elles ont racheté ensemble, au Chili, la filiale du Crédit lyonnais. Des projets sont en cours en Roumanie, en Croatie et en Amérique latine.

Si la collaboration entre la BNP et la Dresdner s'est concrétisée, elle s'est aussi sérieusement imprégnée de réalisme. Les deux partenaires ont réajusté leurs objectifs selon trois axes. Premièrement, chacune est la banque de l'autre dans son pays, pour les PME et les parti-

culiers. Conséquence : la BNP a fermé des activités en Allemagne et la Dresdner a vendu la Banque Veuve Morin Pons en France. Deuxièmement, elles travaillent à offrir aux PME et aux particuliers des « services bancaires européens » en s'alliant avec d'autres partenaires, dont la Midland en Grande-Bretagne et le Banco Bilbao Vizcaya en Espagne. Troisièmement, elles préparent le passage à l'euro.

Si le principe d'un échange de participation pouvait atteindre 10 % du capital est toujours valable, le sujet n'est plus d'actualité. Les participations croisées sont passées de mode. En outre, la différence de capitalisation boursière entre la Dresdner et la BNP rendrait l'opération difficile à réaliser.

Claire Blandin

Jeux et antijeu

LA THÉORIE des jeux, l'une des grandes découvertes du siècle, bouscule enfin l'analyse de la vie des affaires. La nouvelle peut surprendre. La théorie des jeux semble réservée à des cercles d'initiés forts en maths ou en stratégie militaire. Dès 1921, Emile Borel, futur ministre

de la marine, écrit plusieurs articles sur « La théorie du jeu ». Un génie de génie, amateur de poker mais médiocre joueur, John von Neumann, fils d'un banquier juif de Budapest, écrit en 1928 l'article fondateur de la théorie. Fuyant la barbarie nazie, von Neumann, associé à l'économiste Oskar Morgenstern, publie aux Etats-Unis en 1944 *La théorie des jeux et le comportement économique*. Cet ouvrage, parmi les plus importants du XX^e siècle, est un échec commercial. Dans une publicité célèbre, l'éditeur, Princeton University Press, ironisait : « Quelques exemplaires ont été achetés par des joueurs professionnels. » Précisons : l'ouvrage est riche de 641 formules mathématiques.

L'écritisme de la théorie des jeux est trompeur. Le professeur Bernard Guerrien, de Paris-4, au fil d'un ouvrage d'initiation remarquable, montre que la théorie des jeux est un mode de pensée accessible à tous avec des lettres plutôt qu'avec des chiffres.

Cette facture littéraire, assortie d'un brio peu commun pour raconter des cas d'entreprise, caractérise l'ouvrage de Barry Nalebuff et Adam Brandenburger, professeurs aux universités Harvard et Yale, publié sous le titre *La co-opération*. Cet ouvrage, qui fera date, risque d'être mal reçu par les cor-

porations de professeurs et de consultants dont les manuels en stratégie vont prendre un « coup de vieux ».

Co-opération est une grammaire pour rendre intelligibles les jeux de la vie des affaires. Quelles sont les relations d'une entreprise avec ses fournisseurs, avec ses concurrents ou avec ses alliés ? Quelles sont les règles favorables ou défavorables à l'entreprise ? Comment être des stratèges à succès ?

La bonne vie des affaires associe dans un même élan concurrence et collaboration. Cette alliance entre la compétition et la coopération permet aux auteurs d'inventer une expression appelée à un grand succès : la « co-opération ». La co-opération n'aime guère Attila le Hun, à la mode parmi les consultants (« il faut éliminer les autres »), ou les lamentations à la saint François d'Assise (« l'entreprise citoyenne »).

Le jeu de la vie des affaires est paradoxal. La réussite d'une entreprise ne demande pas toujours l'échec des concurrents. Bien souvent, la meilleure stratégie d'une firme profite à plusieurs joueurs, dont les rivaux ! Une réussite peu commune.

Jean-Gustave Padoleau

★ *La théorie des jeux*, de Bernard Guerrien, Economica, Paris, 2^e éd., 1996, 108 p., 49 F.
★ *La co-opération* de Barry Nalebuff et Adam Brandenburger, Village mondial, Paris, 1996, 320 p., 218 F.

Les banques vont prendre 45 % du capital d'Eurotunnel

Elles convertissent une part de la dette au prix de 10,40 francs l'action

EUROTUNNEL devait présenter lundi 7 octobre les grandes lignes du plan de restructuration de sa dette, proche de 70 milliards de francs. Le concessionnaire du tunnel sous la Manche est parvenu à un accord avec ses principaux créanciers, mardi 1^{er} octobre (*Le Monde* du 3 octobre), qui prévoit que les banques vont prendre 45 % du capital en convertissant de la dette en actions. Les banques paieront leurs titres 10,40 francs. L'action cotait 9,15 francs avant sa suspension à la bourse de Paris vendredi 27 septembre.

Cette restructuration est la plus grande jamais entreprise. Eurotunnel compte 225 banques créancières et 750 000 actionnaires. Ces derniers ont paré sur un projet risqué, perdu l'essentiel de leur mise et, en droit, ils auraient dû être ruinés : ils sont les premiers touchés lorsqu'une entreprise ne parvient pas à rembourser ses dettes.

Socialement et politiquement, une faillite aurait été inacceptable, vu le nombre de personnes concernées. Les banques n'avaient pas non plus intérêt à l'échec des négociations : elles auraient dû faire face à de multiples contentieux engagés par les associations d'action-

naires et provisionner massivement leurs créances.

Le plan est le fruit d'un compromis : il devra être approuvé par les deux tiers des actionnaires d'Eurotunnel réunis en assemblée générale et à l'unanimité des 225 banques créancières. Faute de quoi, Eurotunnel sera mis en redressement judiciaire et les banques se saisiront de l'ouvrage, comme elles en ont le droit.

ABANDON D'INTÉRÊTS

Le prix de conversion de 10,40 francs risque de décevoir les actionnaires, sachant que les titres ont été émis à 22,50 francs lors de la dernière augmentation de capital en juin 1994. « Ce cours ne pouvait être pris comme référence. Il se fonde sur des prévisions de trafic et de recettes erronées », précise un proche du dossier. « Il ne fallait pas donner de prime aux spéculateurs, qui ont fait chuter l'action à 4,84 francs en avril avant de la faire remonter au dessus de 9 francs : 40 % des actionnaires actuels d'Eurotunnel ne l'étaient pas en 1994 », poursuit-il.

Surtout, la conversion des dettes en capital n'est que la partie émergée de l'iceberg. L'essentiel de l'effort des banquiers, qui n'aban-

donnent pas le principal de leurs prêts, est constitué d'abandon d'intérêts. Jusqu'en 2003, Eurotunnel va payer des intérêts fixes, 1,5 point en-dessous des taux de marché. « Les banques ont abandonné leurs marges, et le taux moyen pour les prochaines années sera légèrement supérieur à 5 %, ce qui se traduit pour les banques par un effort d'une vingtaine de milliards de francs », explique un proche du dossier. « Cette somme correspond approximativement aux provisions déjà constituées par les banques. Celles-ci ne devront pas faire trop d'effort supplémentaire ».

Techniquement, les banquiers vont souscrire des produits financiers complexes : des obligations remboursables en actions (ORA) pour un milliard de livres (environ 8 milliards de francs), un prêt participatif de 1,3 milliard de livres remboursable dans 40 ans ainsi que des obligations complexes pour 1,5 milliards de livres.

L'esprit de la négociation est de bloquer les compteurs pendant sept ans. En 2003, la ligne à grande vitesse reliant Londres à Folkestone sera inaugurée. On saura définitivement si Eurotunnel est viable. Les actionnaires actuels vont donc recevoir des bons de souscription d'actions, qui leur permettront de souscrire de nouvelles actions en 2003, à un prix inférieur à 15 francs. Trois scénarios sont possibles. En

2003, Eurotunnel ne s'est pas redressé, l'action stagne et les actionnaires n'exercent pas leurs bons : ils se retrouvent avec une participation de 40 % contre 60 % pour les banques. Deuxième hypothèse, l'entreprise se redresse, les actionnaires souscrivent de nouvelles actions et les banquiers se font rembourser leurs ORA : les actionnaires détiennent alors 52 % du capital. Troisième hypothèse : la société connaît un redressement spectaculaire et parvient à rembourser par anticipation ses ORA : les actionnaires existant retrouvent alors 65 % des actions.

La direction d'Eurotunnel va aussi demander aux gouvernements britannique et français un allongement de sa concession, pour qu'elle passe de 65 à 99 ans, à l'image de la concession de la ligne à grande vitesse outre-Manche. Le redressement de l'entreprise dépendra de l'évolution des tarifs sur le trafic transmanche. Le regroupement actuel des compagnies de ferries P&O et Stena Line va atténuer la guerre des prix. Eurotunnel espère que le régime des ventes hors taxes, qui favorise ferries et compagnies aériennes ne sera pas reconduit au-delà de 1999. Si tout va bien, Eurotunnel espère verser des dividendes avant dix ans.

Arnaud Leparmentier

EXCEPTIONNELLEMENT

Vous retrouverez vos rubriques

" IMMOBILIER "

dans nos colonnes le Jeudi 10 octobre daté 11

Pour ne plus être seul(e)
3615 ETRE 2
TÉLÉPHONE 01 47 00 00 00

Les comités d'entreprise disposent de 1 750 francs par salarié

QUE FONT les secrétaires des comités d'entreprise (CE) de leur temps ? De l'argent qui leur est confié ? Que pensent-ils de la façon dont les directions les informent, les consultent ? Quelles sont leurs relations avec les salariés ? Pour la première fois depuis dix ans, une enquête du ministère du travail (Premières synthèses n° 96-10-41) répond à ces questions.

Réalisée par des chercheurs du ministère et de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), à partir d'un questionnaire auquel ont répondu 2 280 secrétaires de CE, cette enquête montre que plus la taille de l'entreprise augmente, plus le secrétaire du comité d'entreprise est occupé par cette activité. 75 % des secrétaires de comités d'entreprise d'établissements de plus de cinq cents salariés dépassent le temps de délégation auquel ils ont droit.

Mais personne, apparemment, n'y trouve à redire : « Ces dépassements sont souvent pris sur le temps de travail, en général sans retenue de salaire. Cela se fait sans doute avec l'accord tacite de la direction », notent les auteurs.

Si quelques très gros comités d'entreprise disposent d'un personnel ad hoc, ceux-ci restent très minoritaires. 11 % d'entre eux seulement emploient des salariés permanents. Une proportion qui dépasse toutefois les 50 % dans les établissements de plus de 1 000 salariés. La taille de l'entreprise influence également les budgets alloués aux CE. En moyenne, la dotation par salarié se monte à 1 750 francs, mais les « petites comités (moins de 500 employés) ne disposent que de 1 365 francs par tête alors que les « gros » CE ont un budget moyen de 2 201 francs par personne.

FESTIVITÉS ET TOURISME

Que font-ils de ces crédits ? Si l'actualité met en valeur le rôle des CE lors de la présentation de plans sociaux, « les activités sociales et culturelles sont le cœur de l'action des comités d'entreprise ». Les comités d'entreprise de moins de 200 salariés consacrent le tiers de leur argent aux « festivités » qui constituent leur principal poste de dépenses alors que, dans les entreprises de plus de 500 salariés, les CE privilégient le tourisme, qui absorbe le quart de leur budget.

Malgré le nombre de plus en plus élevé de plans sociaux passant devant les tribunaux, 80 % des secrétaires estiment recevoir l'information qui leur est due. Ce chiffre est même plus élevé chez les élus syndiqués (82 %) que parmi les élus sans étiquette.

Mais les représentants des salariés ne se font guère d'illusions. Quelle que soit la taille de l'entreprise, les deux tiers des secrétaires élus sur liste syndicale et plus de 60 % des secrétaires sans étiquette jugent que les consultations sont « généralement sans influence sur les décisions de l'employeur » ou « de pure forme, juste pour satisfaire à la loi ».

Paradoxalement, les secrétaires de comités d'entreprise semblent avoir davantage de difficultés avec les salariés qu'avec les directions. Interrogés sur les facteurs entravant le fonctionnement du CE, les secrétaires placent en tête le manque de personnes prêtes à s'investir (62 %), loin devant le manque de moyens (34 %) et l'insuffisance de formation des élus (32 %).

De plus, les attentes des salariés ne coïncident pas toujours avec l'action de leurs représentants. Selon les élus eux-mêmes, les salariés attendent du CE qu'il s'investisse dans les activités sociales et culturelles – ce qu'il fait très souvent – mais aussi dans les salaires et les rémunérations, ce qui ne figure pas dans ses attributions. En revanche, les salariés n'attendent quasiment rien des CE en matière d'emploi, alors que ce sujet figure souvent au cœur des préoccupations des élus.

Frédéric Lemaître

Paul Dubrule et Gérard Pélisson, fondateurs du groupe hôtelier « Accor doit maintenant être géré par des équipes plus jeunes »

Trente ans après sa création, le groupe Accor change de statuts. L'entreprise se dote d'un directeur et d'un conseil de surveillance. Paul Du-

brule et Gérard Pélisson, qui dirigent l'entreprise depuis plus de trente ans, prennent du recul. Pour Le Monde, ils dressent le bilan de leur ac-

tion et expliquent pourquoi ils sont allés chercher à l'extérieur du groupe leur successeur, Jean-Marc Espaloux.

notre activité d'hôtellerie par le secteur des titres de services, avec le rachat de Jacques Borel. Et nous avons su trouver des partenaires là où nous n'arrivions pas à être leader, dans les agences de voyages avec Carlson-Wagonlit et dans la restauration collective avec Compass. Concernant notre partenariat sur Europcar avec Volkswagen, nous avons redressé la situation, mais il faut bien dire que nous n'avons pas encore trouvé l'innovation qui permettrait de faire la différence avec nos concurrents. Europcar sera, en tout cas, à l'équilibre en 1997.

« Quels sont, à vos yeux, les points faibles d'Accor ? »

« Sans doute l'insuffisance de la réputation de nos marques. Nous en avons 25, comme Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis, Lendore ou Courte Paille. Accor a une identité financière, bien connue des analystes, mais pas d'identité commerciale clairement perçue par le public. Contrairement à nos concurrents américains qui disposent d'un marché intérieur important, nous avons besoin d'aller à l'étranger et d'avoir plusieurs marques pour grandir. C'est une structure de croissance. Faudra-t-il la simplifier ? Nous nous sommes posé la question. Ce dont nous aurons sûrement besoin, c'est de structures communes aux différentes marques. »

« La seconde faiblesse dont on nous a souvent accusés, c'est notre endettement, qui devrait être réduit à 17 milliards à la fin de l'année. C'est injuste. Notre dette est normale pour notre taille, et personne n'a jamais mis en face le patrimoine immobilier que nous possédons, en tant que propriétaires-exploitants. Sans compter que lors de l'année la plus difficile pour Accor, il nous restait 2,5 milliards de francs de cash-flow après avoir payé nos charges financières. »

« Quelles innovations le nouveau président du directoire aura-t-il à développer ? »

« La première tendance forte, c'est la croissance du marché dans le segment économique, liée à la démocratisation des voyages. Deux ans après la création de Formule 1, nous avons de nombreux concurrents en France qui s'essouffent aujourd'hui ! Mais en Allemagne, nous sommes les seuls. Nous pensons qu'il y aura là un énorme marché, y compris en Asie. »

« L'autre tournant majeur, c'est le développement des grands systèmes d'information. Cette révolution va conduire à des regroupements, comme dans le secteur aérien. Aujourd'hui, seulement 9 % des nuitées transigent par un réseau de réservation, en raison des coûts. Une réservation venant des États-Unis coûte presque le prix de la chambre ! Dans vingt ans, tous les hôteliers appartiendront à un réseau. D'autant que la technologie va très vite. C'est une des raisons pour lesquelles nous pensons que, maintenant, Accor doit être géré par des gens plus jeunes et plus dans le coup de la révolution des systèmes d'information. »

« Vous arrive-t-il d'avoir des regrets ? »

« Si nous avions obtenu Méri-dien, nous aurions très vite atteint notre objectif de posséder 200 hôtels de très bon standing. Nous regrettons que les pouvoirs publics nous aient tiré dans le dos, alors que nous avons créé le premier groupe hôtelier mondial. Nous ne demandions pas de faveur particulière, »

Chiffres-clés du groupe

● Chiffre d'affaires consolidé : 31 milliards de francs (1995), 33,4 milliards de francs (1994), 32,8 milliards de francs (1993).
● Résultat net part du groupe : 923 millions de francs (1995), 711 millions de francs (1994), 615 millions de francs (1993).
● Effectif : 120 000 employés dans 126 pays.
● Parc hôtelier : 2 378 hôtels dont 1 222 hôtels traditionnels (Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis) et 1 156 hôtels économiques (Formule 1, Etap Hotel, Motel 6) représentant 268 256 chambres dans 68 pays.
● Autres activités : titres de service pour les entreprises, plus de 50 % de part de marché avec 9,6 millions d'utilisateurs. Restauration publique avec 678 restaurants (Courte Paille, L'Arche, Lendore), Location de voitures avec Europcar. Restauration collective avec Compass-Accor (numéro un mondial). Agences de voyages, numéro deux mondial avec Carlson Wagonlit Travel.



PAUL DUBRULE ET GÉRARD PÉLISSON

mais seulement d'être choisis, à prix égal. Il faut savoir que Forte, en définitive, n'a pas payé le prix annoncé. L'autre regret est le surcoût engagé pour la reprise de Wagons-Lits, à la suite de l'action des actionnaires minoritaires, et qui n'était pas juste. « Peut-il y avoir, à l'avenir, des modifications dans l'actionnariat du groupe Accor ? »

« À l'avenir, nos actionnaires seront surtout les fonds de pensions, c'est là où est l'argent ! Il y a quinze ans, quand nous voulions racheter Hilton International, nous avions besoin de 1 milliard de dollars. Nous avons levé les fonds en huit jours, en allant voir nos actionnaires. Aujourd'hui, on ne trouve plus l'argent comme ça. »

« Concernant la Générale de Bel-

gique, on en parlera avec eux dans les mois qui viennent. Qu'ils réduisent ou abandonnent leur participation, tout mouvement important sera fait en concertation avec nous : c'est leur intérêt et c'est le nôtre. »

« Mais il est certain que l'actionnariat d'Accor se fera à Londres, New York, Singapour, et aussi à Paris, bien sûr avec les fonds de pension, qui prennent une place de plus en plus importante. A titre d'exemple, le capital de Compass (restauration collective) est actuellement détenu à 23 % par Accor et le reste par des fonds de pension. Si nous devions vendre notre participation, il y a fort à parier que ce sont eux qui la rachèteraient. Le capitalisme à la française, avec des participations croisées, ne tiendra pas. »

« Si une OPA était lancée sur Accor, comment réagirait le conseil de surveillance et le directoire ? »

« Nous avons, je crois, le même objectif : défendre les intérêts des actionnaires et des collaborateurs. Nous pensons donc que, dans un tel cas, toutes les forces vives du conseil de surveillance et du directoire se mobiliseraient. Mais, en toute franchise, nous n'y croyons pas. Cela fait quinze ans que l'on nous pose la question, je crois que c'est un mythe et que cela restera un mythe. »

« Quelle est l'ambition d'Accor aujourd'hui ? »

« Il y a des marchés considérables qui vont s'ouvrir en Asie – où nous venons de créer un Sofitel à Tokyo et un Novotel à Pékin –, en Amérique du Sud et, s'il n'y a plus la guerre, au Proche-Orient. En janvier prochain, nous allons sortir le premier ticket-restaurant jamais imprimé en Inde ! Tout a été signé il y a une dizaine de jours. Maintenant, quand nous allons dans ces pays, nous avons des équipes sur place, comme en Indonésie, où nous avons trente cadres en permanence et 30 hôtels ouverts ou en construction. On rêve d'avoir un jour 10 000 hôtels dans le monde ! »

Propos recueillis par François Bostravaron et Anne-Marie Rocco

Des Sud-Africains et des Belges s'intéressent à la privatisation de la CGM

LA COMPAGNIE maritime belge (CMB) et son partenaire sud-africain Safmarine, déjà associés à Bolloré pour la reprise du groupe de transport Saga, vont rejoindre le tour de table monté par Jean-Jacques Augier, le PDG des Editions Balland, candidat à la privatisation de la Compagnie générale maritime (CGM). Les intérêts belgo-sud-africains seraient représentés, via SCL, la société de lignes régulières de CMB, à hauteur de 20 % dans le montage, aux côtés de la compagnie de taxis G7 d'André Rousselet et de Delta Finance, le nouveau fonds d'investissement créé par Georges Pébereau.

DÉPÊCHES

■ AUTOMOBILE : la prime à la casse était une opération « artificielle », a estimé le premier ministre, Alain Juppé, dimanche 6 octobre à 7 sur 7. Cette prime devait être supprimée car elle « faussait les lois du marché », a-t-il ajouté, précisant qu'« au total balladurette plus juppette confondues ont profité plus aux constructeurs étrangers qu'aux constructeurs français ».

■ VOLKSWAGEN : l'unité de fabrication de Jetta en Chine pourrait être fermée par Volkswagen. Cet établissement, co-propriété du constructeur automobile allemand et d'une entreprise d'Etat chinoise, accuserait des pertes de 250 millions de deutschemarks (835 millions de francs).

■ BANQUES SUISSES : l'Union de banques suisses et la Société de banque suisse font l'objet d'une plainte déposée, jeudi 4 octobre, auprès d'un tribunal new yorkais, au nom des victimes et des survivants des nazis qui avaient déposé des biens dans leurs coffres durant la guerre. Les plaignants leur réclament 20 milliards de dollars (104 milliards de francs) pour avoir refusé de les restituer.

■ MOBIL : le groupe américain a confirmé son engagement à long terme en Europe en inaugurant, le 4 octobre, une unité de fabrication de lubrifiants d'un coût de 250 millions de francs dans sa raffinerie de Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime).



Pour l'exercice 1996, la progression de l'activité à l'international compensera la baisse d'activité en France et le bénéfice devrait être du même ordre que celui de 1995

Le Conseil d'Administration de Colas, réuni le 3 octobre 1996 que la présidence d'Alain Dupont, a examiné la situation semestrielle au 30 juin 1996 et les perspectives pour l'année en cours.

CHIFFRES CLÉS CONSOLIDÉS :

(en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1996	1 ^{er} semestre 1995	Exercice 1995
Chiffre d'affaires économique consolidé	8 134	8 142	19 240
Résultat net consolidé	(331)	(161)	404
Résultat net consolidé (part du Groupe)	(324)	(161)	390
Résultat net Colas S.A. (société mère)	199	163	201

ACTIVITÉ :

Grâce à la croissance externe, tant en France qu'à l'international, le chiffre d'affaires semestriel est au même niveau que celui de 1995. En France, le chiffre d'affaires semestriel est en recul de 9%. Pour l'ensemble de l'année, la baisse devrait être de l'ordre de 4%.

UN RÉSULTAT À FIN JUIN NON REPRÉSENTATIF DE CELUI DE L'ENSEMBLE DE L'EXERCICE : Les résultats du premier semestre, négatifs chaque année en raison du caractère saisonnier de l'activité, ne sont jamais représentatifs de ceux de l'ensemble de l'exercice.

Le résultat consolidé à fin juin 1996 est en baisse sensible par rapport à fin juin 1995. Cette baisse provient essentiellement des conditions économiques particulièrement rigoureuses en Europe du nord, en Europe centrale et en Amérique du nord et de la croissance externe qui occupe systématiquement le déficit à fin juin. En France de surcroît les coûts de l'Etat et des collectivités locales ayant tendu à être mis en place, les charges fixes ont pesé sur le premier semestre de l'exercice.

PRÉVISIONS POUR L'ENSEMBLE DE L'EXERCICE 1996 :

Compte tenu des données actuellement disponibles, l'activité devrait être d'environ 19,5 milliards de francs et le bénéfice net consolidé de l'exercice du même ordre de grandeur que celui de 1995.

ACQUISITION ET FINANCEMENT DE SCREG :

Le conseil a décidé l'acquisition de l'intégralité du capital de Screg pour un montant de 1,4 milliard de francs. Cette acquisition sera réalisée en fin d'année 1996 et n'aura pas d'incidence directe sur les résultats de Colas en 1996. Le financement de cette opération de croissance externe sera assuré par une augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles pour un montant de 500 millions de francs et sera complété par le lancement d'un emprunt obligataire d'un montant de 500 millions de francs d'une durée de sept ans. Le solde sera financé sur la trésorerie propre.

Après acquisition de Screg et augmentation de capital, les capitaux propres seront proches de 4 milliards de francs et la trésorerie nette consolidée équilibrée.

PERSPECTIVES :

En France, aucun signe n'indique de rebond du marché routier français. A l'international, l'expansion par croissance externe se poursuivra sans modification de la stratégie engagée depuis de nombreuses années, l'Europe centrale, l'Asie et plus particulièrement l'Amérique du nord offrant des perspectives de développement.

La solidité financière, la capacité d'adaptation permanente à la baisse prévue du marché français, la qualité des collaborateurs et la diversification géographique des implantations permettent de maintenir des objectifs ambitieux pour l'exercice.

CAC 40

PARIS

+0,08%

CAC 40
2154.3

2

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	31/12/92
B.N.P. (P)	886	896	—	-53
C. Lyonsnais (T.F.P.)	829	821	—	—
Renault (T.F.P.)	1633	1655	—	-144
Orion (Prodent.T.P.)	1893	1882	-0,05	-110
Thomson (T.F.P.)	1178	1177	0,00	—
Goldson S.A. (T.F.P.)	975	973	—	-92
Accor.	666	659	-1,08	-33
A.C. Ass. Gen. France	153,50	151,60	-0,85	-23
Alcatel	798	788	-1,25	-10
Alkali Alsham	437,10	433	-0,92	-25
Axa	311,50	313,30	0,57	-21
Avia	359	327	-9,17	-95
B&H Invest.	764	768	0,52	-10
B&H Invest.	547	549	0,36	-10
Bazar H&C Ville	460	470	2,17	+26
Brionfray France	186,50	187	0,09	+89
BIC	697	705	1,15	+10
BIC	515	517	0,38	+42
B.N.P.	197	196,10	-0,45	-112
Bullaire Techno.	488	494	1,22	-139
Bongran	2085	2085	0,00	-10
Bongran	472	479,60	1,56	-28
Canal	1262	1266	0,32	-37
Cap Gemini	227,40	238	4,86	+65
Cap Gemini	2947	2947	0,00	+65
Orion Lorraine	797	794	-0,44	-50
Carrefour	2947	2994	1,54	-50
Casino Guidich	219,50	220,58	0,36	+38
Casino Gold.ADP	147,50	149,20	1,26	+38
Catimare Di (L)	986	986	0,00	-11
C.C. (L)	233,20	230,20	-1,29	-29
CEDEX (CCMCI L)	46,30	46,30	0,06	-1,8
Cepid (L)	489	485	-0,81	-37
CEP communication	395,60	395,50	-0,07	-24
CEP communication	128	129	0,78	-24
CEP	1096	1128	2,63	-29
CEP	1160	1165	0,32	-120
Chareurs Ind.	201	208	3,48	-91
Chausson Dir.	617	613	-0,64	-160
Clients P. Priv. S.	177	176	-0,56	-93
Cofe France (L)	567	564	-0,52	-91
Cjano	700	699	-0,14	-62
Comp. Méditerranée	369,40	369	-0,27	-62
Colpas	239	239,50	0,20	-31
Cofes	695	705	1,43	-149
Compulor Entrep.	910	10	2,04	+165
Compulor Emder	245	245	0,00	+165
Compulor	416	418	0,51	+65

	Cred. Peru/France	68.50	-68.50	0	+2.94
	Credit Agricole	440	440	0	+2.94
	Credit Lyonnais (C)	135	136.90	+2.88	+2.88
	Credit National	268.20	268.90	+0.72	+2.88
	CS Sigmasud(CSEB)	213	218	+0.50	+2.88
	Crédit Agricole	390	390.00	+0.00	+2.22
	Danone	750	752	+0.26	0.00
	Dassault-Aviation	925	933	+0.21	+1.86
	Dassault-Breton	335.20	337.20	+0.20	+1.86
	Dassault Systèmes	218	214	-1.83	0.00
	De Dietrich	191.50	194	+1.30	0.00
	Degremont	377.00	375.00	+0.67	+1.30
	Deleurye	44	44	0	+1.30
	DMC (Doctus M)	158.60	153	-2.26	+2.26
	Dods France	1238	1236	-0.32	+2.26
	Dynatron	126.40	125.46	-0.94	+2.26
	Eagle (Inde)	28	28	0	+1.83
	Elfrage	284.50	272	-3.33	+2.26
	Elf Aquitaine	404	403.68	-0.04	+1.83
	Elf Ind	905	905.00	0	+1.83
	Equidiane Béghin	784	780	-0.51	0.00
	Esilor Int	1337	1340	+0.37	+0.51
	Esilor Ind ADP	1033	1033	0	+0.51
	Esso	538	538	0	+0.51
	Eurafrance	2090	2093	+0.23	+3.83
	Euro Disney	11	10.05	-0.05	+1.83
	Europe 1	1040	1039	-0.01	+1.83
	Europe 2	915	915	0	+1.83
	Filipacchi Media	1050	1053	+0.19	+1.83
	Fimac SA	480	480	0	+2.08
	Fininvest	78	79.34	+1.23	+2.08
	Fir	472	472	0	+2.08
	Fromageries Bel	5500	5480	-0.44	0.00
	Galleries Lafayette	1519	1576	+3.35	+3.49
	Gaz de France (Lij)	437	434	-0.32	0.00
	Gaz France (R)	438	440	+0.19	+1.59
	Gannont & F	373	366	-1.34	+1.42
	Gaz et Eau	2044	2043	-0.01	+0.59
	Gaz de France	528	525	-0.31	+0.59
	Générali S.A.	335	335.00	+0.00	+0.59
	Grande André S.A.	386.80	390	+0.30	+0.61
	GZ-Gannier (Lij)	102	109	+0.38	+0.61
	GZ-Gannier (R)	237.80	237.80	0	+0.61
	Guibert	748	749	+0.13	+0.61
	Guyennec Guyennec	1331	1340	+0.09	+2.82
	Haniel	357	359	+0.28	0.00
	Havas Advertising	570	588	+0.78	0.00
	Imetel	371	371	0	+0.53
	Immoval France	330.30	330	-0.09	+0.53
	Ingenico	68.90	68	-1.30	+0.53
	Indesat	125	122	-1.08	+0.53
	Interarchipel 1	448	452	+0.61	+2.33
	Jean LeFebvre	273	275	+0.73	+2.29
	Kieffer	627	625	-0.31	+2.29
	Labov	749	749	0	+2.29
	Lafarge	306.50	308	+0.16	+2.29
	Lagardere	129	127.50	-0.83	+0.11
	Laporte	235	236.50	+0.54	+0.11
	Leclerc	172	172	0	+0.11
	Lagrang	878	882	+0.45	+1.66
	Legrand ADP	564	565	+0.18	+1.22
	Legros Indust.	194.50	195	+0.25	+1.22
	Legros	690	690	0	+1.22
	L'Oréal	1331	1335	+0.76	+0.53

LYONN MOSE Valtoun	1129	MAE	+0.17	UCF
LYONN MOSE East	455	MAE	+0.41	UFF
Maria Wenzel	660	MAE	0.00	USU
Meslepuvre	56,40	MAE	5.96	USU
Meslepuvre Inver.	14,50	MAE	0.34	USU
Micoulin	254	MAE	0.00	USU
Moulin	75	MAE	-0.52	Vak
Nong-Est	128,50	MAE	0.31	Vak
Nong-Est (Noy)	321	MAE	0.00	WV
NR (P)	670	MAE	-0.74	WV
OLIPAR	39	MAE	+0.67	Zoc
Parbas	93,00	MAE	0.00	Zoc
Pechney	213	MAE	-0.60	0.00
Perrod-Ricard	285,00	MAE	+0.73	0.00
Pes	365	MAE	+0.56	0.00
Pinsaut-Pvin.Red	1885	MAE	+0.47	0.00
Plastic-Omm.(Ly)	175	MAE	+0.87	0.00
Pringraz	332	MAE	+1.99	0.00
Proden	348	MAE	+1.14	0.00
Publicis	440	MAE	+2.04	0.00
Ramy Coulereau	130	MAE	0.00	0.00
Ransau	124,00	MAE	-1.44	0.00
Ransau	165	MAE	+0.33	0.00
Rhone Poulenc A.	146,20	MAE	-0.55	0.00
Rochette (A.)	24	MAE	-1.20	0.00
Rochefort	191	MAE	0.00	0.00
Roy Impresario(Ly)	4600	MAE	0.00	0.00
Sade (N)	184,10	MAE	-0.39	0.00
Sagen SA	3020	MAE	-0.66	0.00
Saint-Louis	330	MAE	-0.28	0.00
Saint-Louis	1220	MAE	0.15	0.00
Salomon (Ly)	480	MAE	+0.05	0.00
Salvaer (Noy)	246	MAE	+0.44	0.00
Sancro	690	MAE	+0.87	0.00
Sar	1670	MAE	0.00	0.00
Scapropies (No)	730	MAE	-1.36	0.00
Schneider SA	241	MAE	+0.74	0.00
SCHNEIDER	197,30	MAE	+0.16	0.00
S.E.B.	948	MAE	+1.16	0.00
Serfinay	283	MAE	+1.22	0.00
SETA	318	MAE	+2.20	0.00
Servat	79,50	MAE	+0.28	0.00
Servat-Banquet	1070	MAE	0.00	0.00
SFIM	1070	MAE	0.00	0.00
S.G.E.	91,80	MAE	-3.05	0.00
Sides	385,70	MAE	-0.62	0.00
Sidex	438,90	MAE	-0.22	0.00
S.I.T.A.	1114	MAE	-0.35	0.00
Sais Rosignol	183,40	MAE	+0.45	0.00
Sidgys	370	MAE	+0.02	0.00
Sidgys	370	MAE	+0.02	0.00
Sodochin	2540	MAE	-1.18	0.00
Sommer-Albert	146,30	MAE	+0.42	0.00
Sor	182	MAE	+1.09	0.00
Sor-Specialization	400	MAE	+0.62	0.00
Sor-Sor-Picou	400	MAE	+1.09	0.00
Suez	335,80	MAE	+0.68	0.00
Synthesbio	420,30	MAE	+1.30	0.00
Tec	748	MAE	+0.87	0.00
Thomson-CSP	199	MAE	0.00	0.00
Tot	1070	MAE	+0.78	0.00
UAP	112,40	MAE	-2.25	0.00
UAP-Abcaul	448	MAE	-0.36	0.00
UAP-DA (N)	278	MAE	-0.79	0.00

44,50	0,22	0,22	Ham
417,90	1,12	1,12	Harro
160	3,75	3,75	Harro
100	0,19	0,19	Harro
100	0,32	0,32	Harro
80	0,56	0,56	Harro
285	0,51	0,51	Harro
242,70	1,49	1,49	Harro
140	0,71	0,71	Harro
259	0,06	0,06	Harro
122,55	0,38	0,38	Harro
1135	-	-	Harro
44,50	0,22	0,22	Harro
417,90	1,12	1,12	Harro
160	3,75	3,75	Harro
100	0,19	0,19	Harro
100	0,32	0,32	Harro
80	0,56	0,56	Harro
285	0,51	0,51	Harro
242,70	1,49	1,49	Harro
140	0,71	0,71	Harro
259	0,06	0,06	Harro
122,55	0,38	0,38	Harro
1135	-	-	Harro

[illegible]

Financed
Florida 9.7
DATA 5

30 QAT 9,91
QAT 88-

LUNDI 7 OCTOBRE			
OBLIGATIONS	% du nom.		% du coupon
BRCE 9% 91-02	117,30		6,85%
BRCE 9% 88-97CA	105,80		2,93%
CEPMIE 9% 89-99 CA	112,19		1,28%
CEPMIE 9% 89-99 TSB	115,86		2,68%
CFD 9% 91-03 CS	121,75		6,57%
CFD 8% 91-05 CS	117,12		5,00%
CFP 10% 88-98 CA	106,50		9,67%
CFP 10% 88-98 TSB	107,00		9,77%
CFP 10% 89-01 CA	118,36		9,60%
CLF 6% 82-94 CA	113,53		3,29%
CLF 9% 88-99 CA	106,62		4,19%
CLF 9% 89-97 CA	121,20		3,80%
COF 9% 89-99 CA	115,86		2,82%
COF 8% 91-08 TSB	109,71		1,80%
EDF 8% 88-89 CA	112,23		1,90%
EDF 8% 92-04 CA	116,81		4,33%
Emp. EdF 9% 91-97 CA	101,79		1,94%

Pharm&A, 6A9-02a	119.52	6,594	ACTIONS
Pharm&A, 95-10-99	113.70	6,594	FRANCAISE
QAT 6, 8, 9, 97-07-CA	103.97	6,594	
QAT 9, 97-05-97 CA	106.96	6,594	Arbel
QAT 88-18 TIME CA	102.08	6,594	Batista C/Mercos
QAT 95-15-97 TR	109.18	6,594	Bernardini
QAT 97-02-97 CA	109.18	6,594	Blumenfeld
QAT 97-02-97 CA	109.18	6,594	B T F (de ch)
QAT 8, 1, 25-10-99	99.79	6,594	Cambria
QAT 1, 5-10-99 CA	112.58	6,594	Chempac (de)
QAT 18-10-97 CA	106.45	6,594	Chempac (de)
QAT 10-10-95 CA	117.69	6,594	C.I.T.A.R.A.M. (R)
QAT 89-01 TIME CA	108.05	6,594	Concorde-Ex Bids
QAT 6, 15-10-92 CA	116.57	6,594	Derblay
QAT 8, 10-10-99 TR	121.01	6,594	Dubois
SNCF 195-17-54CA	129.40	6,594	Euse Babin Vichy
Lyon 98-15-57B00V	948.70	6,594	Ede
			Eni-AM, Paris
			Eni-AM, Paris
			Fluorol
			F.I.P.P.
			Fondem (Ca)
			Fondem Eurs
			Fondem E
			France I.A.R.D.
			France S.A.
			Frans. Paul-Renaud

Cours précéd.	Derniers cours	Genève	995
		17.1 (Transport)	288
		Immobili	106
190	189	Immobili	106
485	485	Luck	103
424.50	424.50	Microchip	104.3
	100	Metall Deploy	402
7.60	6.68	Mors	9
331.30	331.30	Navigation (Nig)	70
16.30	16.30	Palud-Morion	224.4
378	378	Res. (Suisse/Arg)	119.4
1870	1870	Pernice	233
	80	Paris Orient	232
475	475	Piper Hedelba	170
861	861	Protonex (C)	61.5
640	640	PSB Industrie Ly.	310
1011	1011	Rouger	366
	308	Saga	90
	308	Suisse du Midi	49
945	945	Silec	60
109.30	109.30	S.L.P.H.	213.5
505	505	Sonli	56
105	105	Sofrag	390
429	429	Sovabell	294.5
1016	1016	Taltinger	1465
1288	1288	Tour Eiffel	376
2030	2030	Vicat	290

A vertical strip of film showing a series of horizontal lines, likely a test pattern or a sequence of frames from a film strip.

ACTIONS ETRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Boyer-Versins Bank	150,60	150,60
Comptoirchâss AG	117	116
Placé C&C	117	117
Gewert	295	293
Gold Fields South	136,10	136,10
Nobels Corp	25,80	25,80
Novosphère Int'p	10,55	10,55
Olympus Optical	42,40	42,40
Robson	399	399,50
Rodamos N.V.	142,10	142,10
Rothmans	460	460,50
Selby SA	3115	3115

ABRÉVIATIONS
B = Bordelaise; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marquise; N = Nancy; P = Paris; R = Roubaix; S = Strasbourg.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorique 3; 41 coupon détaché; 41 forte détaché; 0 = offert; d = demandé; 1 offre réduite; 2 demande réduite; 3 cotation d'animation.

CEGEP
Centre
CEP

Change
Christ.D

UNE sélection Cours relevés à 12h30			
LUNDI 7 OCTOBRE			
VALEURS	Cours présent	Derniers cours	
Adiaf (N°4)	50	50	
Alcatel	817	817,27	
Alpiq	165	163	
Albert S.A. (N°1)	132,90	132,90	
Altran Techno. i	1410	2439	
Montanges P. C&C	730	738	
Alstom	391	391	
Bape Picardie (L.D.)	950	950	
Bape Tarnedou (B.)	229	229	
Alcatel Ventes	197,50	178,40	
Banque P.	54	550	
Banque P.	514,6	54	
Boiron (Lyt) i	359	359	
Bosser (Lyt) i	252,00	252,00	
Buc S.A.	303	303	
Cardif SA	710	715	
C.I.E.E.	210	210	

CEBEP (L)	250	250	Gal 2000	■
Cemex (L)	394,301	356	GPI Industries	■
CFR (L)	1	250	Groceries (L)	■
Change Source (M)	275	225	GUM & S	■
Chris D'Amico (L)	1,900	7600	Grandeposte Photo	■
CNIM CAN	168	165	Gre Collette & Ly	■
Colobret	295	295	Harley (L)	■
Comcast Tele-CIT	413	405	Quercus	■
Conforama S	255	255	Hermes Internat.1	■
CA.Hutem Normand	347	347	Hirel Dubois	■
CA.Paris IDE	78	75	IGBT Group	■
CA.Paris Retailing	243,40	243,40	Imagocine	■
CA.Moriban (N)	326,50	326,50	Idianone	■
CA.du Nord (L)	330	330	Int. Computer	■
CA. Oite CIT	267,50	265,10	IPBIM	■
Credis	1	1	Micro-Metrolog Tech	■
Decorex	300	400	Manu	■
Demovex (L)	440	440	Maurman	■
Ducoux Serv.Rapide	81	61	Marie Brizard	■
Eco.Tim Tempo.Lys	440	440	Maxi-Lines/Profit	■
Euro.Tim Tempo.Lys	240	240	Mezzer (L)	■
Euro Production	495	500	MAGI Cosmetics	■
Expand S	320	315	Monument Jouis (L)	■
Fachmann	651	656	Nat-Nat	■
Fairplay	368,50	295,50	NSC Systems, Inc	■
Finacor	92	91	Onet	■
Fininto	357	357	Prod Prealut	■
Franchis	600	600	P.C.W.	■
France France P	370	220	Post Boy (L)	■

53	1020	Poche	♦ 830
610	927	Poujoux-Bis (N)	♦ 230
54,60	927	Radiol	530
305	949	Ray-Cashin (Ly)	202
766	949	Reydel Indust.Li	♦ 1000
148	120	Robert	♦ 1160
149,98	149,98	Rodou-Cauchard	♦ 510
22,6	22,6	Scardine	♦ 132,9
1309	1309	Smoly (Ly)	952
498	925	Sofco (Ly)	♦ 83,6
198	925	Soficos	♦ 338
138,30	138,30	Sopogex	♦ 338
75,20	75,20	Sopogex (Fin)	♦ 678
105,31	105,31	Sopra	297
83	83	Stagh-Kellen	♦ 76,8
450	450	Syco	567
998	998	Système-France	181
400	400,65	TFI-1	♦ 565
920	920	Thermador Hold (Ly)	272
222	222	Trounev Carvin	♦ 471
78,50	78,50	Union	♦ 678
227	227	Union France	♦ 678
84,85	84	Viel et Cie	♦ 116,1
643	643	Vilmorin et Cie	♦ 463,1
387	387	Vinor	591
167	167		
79	79		
68,70	68,70		

NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 7 OCTOBRE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Appigene Oncor	114	
Cell	222	
Electronique D2	474,80	
FDM Pharma n.	197,90	
Generec	270	
High Co.	294	
Infonie	189	
Joliet-Regol.	99,50	
Millie Arms	96	
Picopiga	161	
Prosidie	56	
Stelax	4,35	

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12h30

LUNDI 7 OCTOBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Bédaride-Béglin C...	700	700
Cadix Cote d'Azur	20	20
Généralie Générale	63	63
Mumm	1.600	1.600
Sis lectors de Mondo	151	151

ABRÉVIATIONS


B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
N = Nancy; N = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
catégorie 3; ♦ cours précédent; ■ coupon
detaché; ♦ droit de detaché; o = offert;
d = demande; † offre retardée; ‡ demande
réduite; * contrat d'animation.

Natio P.
 Natio P.
 Natio P.

Natio P
Natio R
Natio S

Cours de clôture le 4 octobre		
VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
AGIFI		
Agipn Ambrobian (Axa)	122,25	116,48
 BANQUES POPULAIRES		
Valéry	2436,24	2471,91
BANQUE TRANSATLANTIQUE		
Actifs: Court Terme	56,41	56,41
Actifs: Première	939,66	1302,62
Actifs: Sécurité	17500,77	17419,20
DND		
Angelois Tricolore	864,65	864,65
Nabco Court Terme	1387	1387
Nabco Court Terme	17371	37719,1
Nabco Epargne	2220,75	2130,76
Nabco Ep. Capital Cfd	1415,59	1399,54
Nabco Ep. Créditisme	339,35	2246,57
Nabco Ep. Obligations	201,40	201,77
Nabco Epargne Rente	138,28	137,54
Nabco Epargne Tricolor	10877,11	10855,40
Nabco Epargne Valeur	363,77	354,68
Nabco France Indust.	1194,45	1131,81
Nabco Immobilier	1382,71	1188,45
Nabco Inter	1901,91	1811,98
Nabco Montedison Cfd	5386,13	5265,13
Nabco Opportunités	157,88	154,26

[illegible]

2002.10	1896,77	Univers-Obligations	725
195.33	305,35		
12078,44	1190,97	CIC	CIC BANQUE
11754,68	1160,97	FRANCE	
1753,71	179,57	Paris	570
107,36	101,32	Francis Piere	116
		Francis Jolivet	1178
		CIC	CIC PAR
		FRANCE	
		Comme	1317
		Comme	359
		Esac	1465
		Oblics Mondial	3439
		Oblics Régions	1169
		Rendac	117
		CR	CREDIT NOMINA
		Esuro Solidarité	1350
		Lion 2000	1682
		Lion Association	14028
		Lion Plan	1167
		Lion Trésor	3128
		Obli	1887
		Slaw 5000	1960
		Slaw	891
		Slaw	489
		Slaw	991
		Slaw	228
		Slaw	667
		Slaw	5255
		Credit Mutuel	FRANCE
		Acme Affili	2128
		Crédit Mut. Exp. France	178
		Crédit Mut. Exp. Cour. T	894
		Créd. Mut. Exp. Ind. C	107

18	222.96	Credit Mut. Ep. J.	2239.96
		Credit Mut. Ep. Jong. T.	240.04
25		Credit Mut. Ep. Monde	1236.63
		Credit Mut. Ep. Océan.	1777.39
36		Credit Mut. Ep. Quatre	1107.94
46	257.28	LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE	
		Aide 1905	710.47
55		Saint-Honore Capital	1803.34
		St-Honore March, Emer.	657.69
58		St-Honore Pacific	761.10
67	259.92		
77	267.00	LEGAL & GENERAL BANK	
12	267.00	General	
47	268.24	Sécurité Actions	1005.20
59	268.24	Stratégie Actions	971.52
		Stratégie Rendement	1846.70
56	270.00		
65	270.00	Amplitude Monde C	818.02
84	270.00	Amplitude Monde D	796.90
85	270.00	Amplitude Europe C/D	116.80
94	270.00	Amplitude C	135.20
14	270.00	Emergence Poste D.	131.16
25	270.00	Géobios C	633.76
34	270.00	Géobios D	604.67
45	270.00	Intergo C	115.35
55	270.00	Intergo D	110.46
64	270.00	Latitudes C	145.78
74	270.00	Latitudes D	131.16
85	270.00	Océans D	599.65
96	270.00	Péninsule D	161.32
106	270.00	Poste Gestion C	530.17
116	270.00	Ressources Trimestre D	532.78
126	270.00	Sélectiv D	233.52
136	270.00	Thésora C	850.91
146	270.00	Thésora D	855.54

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE		
Administrative C.	372,78	372,78
Administrative D.	372,78	372,78
Cadence 1 D.	107,29	107,29
Cadence 2 D.	108,69	108,69
Cadence 3 D.	105,69	105,69
Capitales C.	438,47	438,47
Capitales D.	438,47	438,47
Société C.	675,36	675,36
Interstock	660,51	660,51
Interstock France D.	590,69	590,69
S.G. France ouvert. D.	1681,15	1681,15
S.G. France option. D.	1621,21	1621,21
Société France C.	1510,64	1510,64
Société France D.	1394,15	1394,15
Société Pargne D.	519,59	519,59
Société C.	1824,97	1824,97
Fonds communs de placements		
France D.	♦ 1185,31	1185,31
Société France C.	♦ 1654,26	1654,26
Société France Tempo D.	♦ 147,40	147,40

SYMBOLS
♦ cours du jour; ♦ cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26

SYMBOLS

♦ cours du jour; ♦ cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26

AUJOURD'HUI

SPORTS

PERFORMANCES

L'équipe d'Italie, emmenée par Umberto Pelizzari, a remporté, samedi 5 et dimanche 6 octobre, le premier championnat du monde de plongée en

apnée, organisé à Saint-Jean-Cap-Ferrat. Au même moment, en Sardaigne, la Cubaine Deborah Andollo a amélioré le record du monde de plongée en poids constant, avec une

descente à 62 mètres. ● LE PRÉCÉDENT RECORD était détenu par Rossana Maiorca, la fille d'Enzo, l'un des héros du film de Luc Besson. ● LES RÉSULTATS dans cette disci-

pline restent pourtant sujettes à caution, par la complexité des systèmes d'homologation et les difficultés à pratiquer l'apnée dans des conditions de sécurité suffisantes. ● MAN-

QUANT de moyens financiers et de séances d'entraînement, de nombreux pratiquants de cette discipline prennent souvent des risques importants en s'enfonçant dans l'eau.

La quête des grands fonds entraîne les plongeurs à multiplier les risques

Un championnat du monde a réuni au large des Alpes-Maritimes les spécialistes d'un sport qui a bien des difficultés à obtenir sa reconnaissance. La recherche de performances pousse des hommes et des femmes à accumuler les tentatives

SAINT-JEAN-CAP-FERRAT

de notre envoyé spécial
Andy Le Saucé a trépané, fou de rage, mais rien n'y a fait. William Peyre était le deuxième Français disqualifié, victime d'une syncope dès l'échauffement de l'épreuve de poids constant. Face à la fermeté du jury, Andy s'est calmé et a réconforté William Peyre. L'athlète, véreux, voulait régler ses comptes avec les plongeurs chargés de la sécurité. Mais Andy a su trouver les mots justes pour partager la frustration de son coéquipier. La veille, il avait également « syncope » en piscine, après cinq minutes trente d'apnée statique.

Loin de la douce nostalgie du Grand Bleu, le premier championnat du monde de plongée en apnée, remporté par l'équipe d'Italie, n'a pu s'affranchir de l'amateurisme dans lequel baignent la plupart des athlètes. Hormis l'Italien Umberto Pelizzari, les Cubains Deborah Andollo et Francisco Ferreras, financés par des marques de matériel de plon-

gée, aucun apnéiste ne peut s'offrir des entraînements réguliers dans des conditions de sécurité suffisantes. Même les deux légendes de la plongée, Jacques Mayol et Enzo Maiorca, se sont assurés une retraite confortable une fois empochés les émoluments du film de Luc Besson. Les rares plongeurs professionnels économisent prudemment le butin de leurs pommions. Depuis cinq ans, Umberto Pelizzari et Francisco Ferreras, dit « Pipin », se disputent les records du monde dans une stratégie de communication savamment rythmée. Il ne s'agit pas de descendre trop profond tout de suite, sous peine de ne plus susciter de passion, même si, à l'entraînement, ces records sont parfois polvérisés.

La complexité des homologations de records tenait également l'authenticité de la saga des exploits des apnéistes. Depuis 1970, la Confédération mondiale des activités subaquatiques (CMAS), qui regroupe cent cinquante fédérations nationales de clubs de

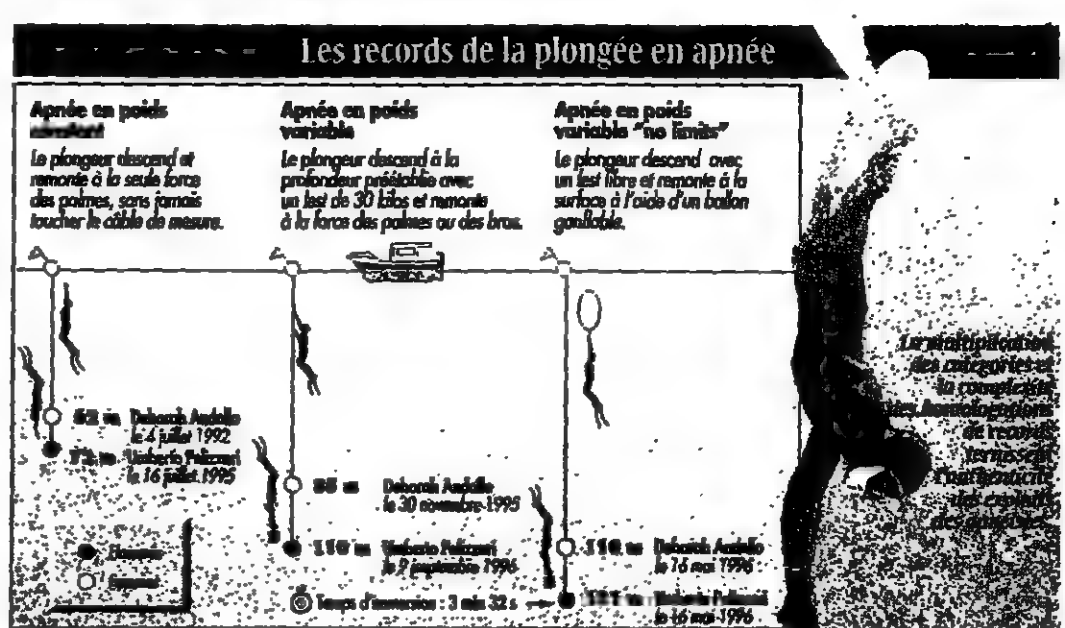
plongée, a refusé de reconnaître le record établi.

La Fédération italienne de FIPS, désireuse de promouvoir ses sportifs, a longtemps pallié ce mutisme. Un pas en avant semble accompli puisqu'en décembre 1995 la CMAS a décidé de valider les records en poids constant, même si, raconte Michel Leloup, responsable de la commission médicale de l'organisation, « cette décision hâtive a été prise sous la pression des médias italiens ». Ce changement de cap a aussi provoqué une situation ahurissante, puisque, peu après la décision de la CMAS, l'Italien Stefano Makula a réalisé une plongée en poids constant à cinquante mètres, performance tenue pour le record du monde par la CMAS, oubliée des soixante-douze mètres réalisés par Umberto Pelizzari.

ABSENCE DE MOYENS

Réalisées sous l'égide d'organisations habituées à évoluer en eau trouble, de nombreuses performances demeurent sujettes à caution on a plaisir à le constater. Le souvenir d'un ancien record du monde de plongée en poids variable (homologué par la FIPS à cent sept mètres), réalisé par Angela Bandini, en 1989, en Sicile, sous l'œil clément de juges italiens, fait sourire les spécialistes. « Un juge m'a cordé qu'elle n'était pas allée à plus de quatre-vingt-dix mètres », raconte un membre de la CMAS.

En France, l'Association internationale pour le développement de l'apnée (AIDA) a refusé d'homologuer le record de soixante-treize mètres cinquante annoncé par Eric Charrier, en septembre 1995, en l'absence de juge.



« Je me demande où il a déniché les cinquante centimètres. Quand on connaît les approximations des appareils que le plongeur porte à son poignet ! », explique Thierry Meunier. Depuis l'an passé, les caméras ont fait leur apparition sous l'eau, afin de limiter les possibilités de tricherie.

Le premier championnat du monde, organisé dans le sillage de l'apnée française, à Saint-Jean-Cap-Ferrat, voulait avant tout briser cette spirale des records. Lors de l'épreuve en poids constant, les compétiteurs devaient annoncer, en accord avec leurs partenaires, une profondeur avec interdiction de la dépasser, sous peine d'une disqualification pénalisante pour toute l'équipe : nombre de concurrents ont réalisé des descentes entre 30 et 40 mètres, à la

portée d'un apnéiste correctement entraîné, et un athlète colombien s'est même contenté d'une modeste plongée à 15 mètres. « Il est temps de discipliner ce milieu d'individuels, et de les habituer à oublier l'obsession des records », explique Claude Chapuis, un des organisateurs.

Dimanche, il s'agissait aussi d'envoyer une image positive de l'apnée à la Fédération française d'études et de sports sous-marins (FFESSM). Tout comme les autorités, sur le plan international, les actions hexagonales sont légion, la FFESSM refusant de reconnaître et de financer la pratique de l'apnée. Or, sans fonds et sans encadrement, les apnéistes risquent le pire. Jean-Michel Pradon, membre de l'équipe de France, déplorait l'absence de

moyens, qui n'avait pas permis aux athlètes de s'entraîner quelques jours avant la compétition, avec des plongeurs chargés de la sécurité. En désespoir de cause, il a réalisé une descente à 50 mètres, accompagné d'un ami et sans oxygène sur le bateau. « Au moindre problème, je ne m'en sortais pas », raconte-t-il. Entre sport et loisir extrême, l'apnée cherche toujours à freiner des pratiques solitaires et sauvages. Dans la baie de Villefranche-sur-Mer, huit ans après l'explosion de la génération Grand Bleu, les trente-cinq concurrents dédiaient leur descente à la mémoire de Cyrille Isoard, perdu dans ces fonds il y a deux ans.

Fabrice Tassel

Opération de promotion

Vendredi 4 octobre, les notables de Valledoria ont mieux compris l'opération de promotion réalisée autour de la Sardaigne que les finesses de la préparation d'un record du monde de plongée en apnée. Comme ses homologues sardes, le maire de la commune a dû desservir les cordons de la bourse pour financer l'événement. Il fallait que de nombreux invités soient présents pour assister aux évolutions sous-marines de la Cubaine Deborah Andollo. Samedi, elle a décroché la plaque des 62 mètres et amélioré de 4 mètres le record précédent, détenu par Rossana Maiorca, la fille d'Enzo, le héros du film *Le Grand Bleu*, réalisé en juillet 1992. Même des conditions météorologiques difficiles ne pouvaient empêcher la tentative de record. « Bien sûr, Deborah a déjà réussi cette performance de nombreuses fois à l'entraînement. Mais, pour le show, on ne pouvait pas reporter la date », a expliqué l'un des commanditaires de l'événement.

Hélicio vainqueur sans partage du Prix de l'Arc de Triomphe

GAGNER de bout en bout une course classique qui demande de la tenue sur 2 400 mètres est considéré comme un exploit, sinon une gageure, surtout pour un cheval de trois ans affrontant des aînés plus aguerris à la compétition. C'est pourtant ce qu'a réussi, dimanche 6 octobre avec facilité, le pur-sang Hélicio en remportant le Prix de l'Arc de Triomphe. Il est considéré comme français (la garde républicaine a joué La Marseillaise en son honneur) car il a été élevé dans l'ère, au haras de la Louvière, mais est né de père et mère américains, Fairy King et Helice. Ce qui montre l'internationalisme des courses de galop.

Entraîné à Chantilly par Elie Lellouche, il était monté par un jeune jockey, nouvelle idole des turfistes. Olivier Peslier, vingt-quatre ans, pourrait bien être le suc-

cesseur du populaire Yves Saint-Martin. Actuellement tête de liste au nombre des victoires de la saison (140), il s'est révélé en moins de trois ans. Originaire de Cosé-le-Vivien, en Mayenne, il a fait ses classes hippiques dans les épreuves de poneys avant d'effectuer son apprentissage à La Morlaye, dans l'Orne.

Il se distingue de ses confrères par sa facilité et par son aisance à communiquer. Après l'arrivée, il a expliqué sa victoire en déclarant : « Comme mon cheval est parfait, nerveux et tendu, au départ j'ai pris l'initiative de le laisser galoper en tête très librement, de ne pas le contraindre. J'étais favori et je craignais que quelques-uns de mes adversaires cherchent à m'embêter en ne me laissant pas adopter cette tactique. Or, plus ça allait, moins j'entendais galoper derrière moi. Comme si la course était arrêtée... »

Entrée de la ligne droite, j'ai relancé mais sans forcer, seulement en cadencant mon portance. Avant le poteau, je me suis retourné, et j'ai vu que c'était gagné... »

LE CHEVAL DU SIÈCLE

Evidemment, les plus grands propriétaires se disputent les montes d'Olivier Peslier. M. Wildenstein, auquel il est lié par contrat et qui lui laisse monter ses meilleurs chevaux, a su lui faire confiance lorsqu'il était inconnu. Mais également Enrique Sarasola, un jovial et volubile Espagnol, qui avait acheté ce crack à l'âge d'un an lors d'une vente aux enchères de Deauville, pour 300 000 francs. Promoteur immobilier proche de Felipe Gonzalez, c'est un passionné du cheval et des courses. Il possède un petit effectif en France (cinq chevaux), mais plus de deux

cents de l'autre côté des Pyrénées. Récemment, il s'est mis en tête de restaurer, en le modernisant, l'hippodrome de Madrid. Hélas ! Il manquait là-bas l'essentiel, des chevaux, du public, des jeux. Cela n'a nullement démoralisé M. Sarasola. La victoire d'Hélicio lui rapporte 4 millions de francs, mais, surtout, son cheval va valoir une fortune comme étalon dans un ou deux ans. Avant la course on lui en avait proposé quarante millions. Il n'a pas regretté son refus et envisage maintenant des engagements internationaux, probablement au Japon, dans l'une des épreuves les mieux dotées du monde, à la fin de l'année.

Pour l'instant, nul ne connaît la limite de ce jeune champion. Son succès de dimanche a été acquis par cinq longueurs de toute une classe. Tous ceux qui ont tenté

de le suivre ont rétrogradé les uns après les autres. Les accessits ont été pris à distance par des concurrents qui avaient su être patients mais se battaient seulement pour les places : exclusivement des quatre ans, deux britanniques, Pilsudski et Oscar Schindler, et un représentant de l'écurie du cheik Al Maktoum, Swain.

De là à dire, comme on le laissait entendre dans les tribunes de Longchamp, que le gagnant de l'Arc de Triomphe 1996 est le cheval du siècle, il y a un pas que beaucoup d'observateurs attendent pour franchir. Sa facilité risque d'être son talon d'Achille, même s'il a fourni une performance en parcourant 2 400 mètres en 2 minutes 29, le meilleur chrono depuis le début de la décennie.

Guy de la Brosse

Le championnat de France de football de D1

11 ^e journée		Les buteurs		Les titulaires		Les remplaçants	
Paris SG - La Roche	0-0	1	1	1	1	1	1
Metz - Auxerre	0-0	1	1	1	1	1	1
Caen - Bordeaux	0-0	1	1	1	1	1	1
Comme - Nancy	1-1	1	1	1	1	1	1
Guingamp - Nîmes	1-0	1	1	1	1	1	1
Lens - Metz	0-2	1	1	1	1	1	1
Montpellier - Reims	0-1	1	1	1	1	1	1
Nancy - Lille	0-1	1	1	1	1	1	1
Metz - Lens	0-0	1	1	1	1	1	1
Strasbourg - Marseille	0-1	1	1	1	1	1	1
12 ^e journée (jeudi 9 octobre)		Les buteurs		Les titulaires		Les remplaçants	
1	1	1	1	1	1	1	1
2	1	1	1	1	1	1	1
3	1	1	1	1	1	1	1
4	1	1	1	1	1	1	1
5	1	1	1	1	1	1	1
6	1	1	1	1	1	1	1
7	1	1	1	1	1	1	1
8	1	1	1	1	1	1	1
9	1	1	1	1	1	1	1
10	1	1	1	1	1	1	1
11	1	1	1	1	1	1	1
12	1	1	1	1	1	1	1
13	1	1	1	1	1	1	1
14	1	1	1	1	1	1	1
15	1	1	1	1	1	1	1
16	1	1	1	1	1	1	1
17	1	1	1	1	1	1	1
18	1	1	1	1	1	1	1
19	1	1	1	1	1	1	1
20	1	1	1	1	1	1	1

Le PSG profite de l'inconstance de ses poursuivants pour s'échapper

TOUS DERRIÈRE et lui devant. Le PSG, qui a pris la tête du championnat lors de la cinquième journée, possède, après la onzième, six points d'avance sur son poursuivant. En disposant du Havre, samedi 5 octobre, au Parc des Princes (2-0) devant plus de 32 000 spectateurs, les Parisiens ont préservé leur invincibilité et conforté leur maîtrise sur le championnat de France de division I. Ils écartent un nouveau deuxième avec Monaco, vainqueur de Rennes (3-1), grâce à un doublé du Brésilien Sonny Anderson. La formation de Jean Tigana s'installe à une place qu'occupèrent successivement Lens, Bordeaux puis Bastia.

Après un bon quart de championnat, le PSG avance selon un tableau de marche conforme à la saison précédente. Il y a un an, il comptabilisait, au même stade, vingt-trois points, à peine deux de moins que cette année. Mais il était alors devancé par Metz et talonné par Lens.

Sur la pelouse, l'équipe parisienne ne brille encore que par intermittence. Elle semble encore en construction et ses dirigeants sont toujours en quête d'un renforcement du PSG, qui semble bien que ce soit la concurrence qui se soit effritée dans un championnat où les valeurs sont resserrées. Le déplacement des Parisiens à Metz et la réception d'Auxerre, lors des deux prochaines journées, devraient étalonner un peu mieux sa valeur réelle. En route pour un troisième titre après ceux de 1986 et 1994, le club doté du plus gros budget de la division I doit donc avant tout se méfier de lui-même. La saison précédente, il avait abandonné un champion-

nat qui lui semblait pourtant promis pour prix d'un complice relâchement après la trêve. Derrière le PSG, treize équipes se tiennent en quatre points. Depuis la semaine dernière et la décision de l'UEFA de donner à la France une deuxième place dans la Ligue des Champions en 1996-1997 (Le Monde du 5 octobre), il semble bien qu'un second championnat se joue là.

Michel Platini pour une aide à l'arbitrage par la vidéo

Michel Platini, coprésident du comité français d'organisation (CFO) de la Coupe du monde 98, s'est dit « partisan d'une aide à l'arbitrage par la vidéo », dimanche 6 octobre, sur Canal Plus. « Je la préconise pour quelques cas (litigeux), pour vérifier par exemple si la balle est bien entrée dans le but, s'il y a un penalty dans la surface de réparation, si un but a été marqué de la main, mais pas pour les fautes courantes comme le hors-jeu. Les arbitres de touche sont là pour cela... »

Ce souhait ne sera pas applicable pour la prochaine Coupe du monde, puisqu'il « n'y aura pas de changement de règles », a précisé l'ancien joueur, par ailleurs membre de la « task force » de la FIFA, la Fédération internationale du football. Interrogé sur la présence ou non de grillages autour des stades lors de la prochaine Coupe du monde, le responsable a rappelé que les autorités du football souhaitent s'en passer. Mais, dans ce cas, « il faut empêcher les fouteurs de troubles d'entrer dans les stades, a-t-il affirmé. Il faut donc une décision politique de l'Etat sur cette question. »

B. H.

Les rugbymen agenais restent seuls invaincus grâce à l'entraînement concocté par Daniel Dubroca

La puissance et le dynamisme des avants lot-et-garonnais se sont imposés aux Toulousains

Après six journées de championnat, Agen, qui n'a plus été couronné depuis 1986, reste le seul club invaincu du groupe A1, grâce à sa

victoire (29-16) samedi 5 octobre sur Toulouse, au terme d'un match superbe. Pendant un mois, le championnat s'arrête. Agen va désor-

mais s'attaquer à la Coupe d'Europe. Il reçoit samedi 12 octobre le club gallois de Newport. Et Toulouse, le champion en titre, ne s'effraie

pas de la défaite. Il a fait le pari d'une mise en action plus progressive. Il s'est ménagé, pour relever le défi de conserver le titre européen.

AGEN

de notre envoyé spécial

Un capitaine se doit d'être exemplaire. Depuis le coup d'envoi du championnat de France, Abdel Benazzi traverse les terrains à grandes enjambées, armé de ce seul credo. Contre le Stade toulousain, samedi 5 octobre, il n'a cessé de l'illustrer, en pratiquant l'irréprochable. Car ce n'était pas tout à fait un match comme les autres. Il portait à l'avance la marque de ces sommets entre grandes puissances, où les affaires d'orgueil et de préséances comptent presque autant que le résultat. Agen brûlait de montrer qu'il n'a rien à envier à Toulouse.

RUGBY

Qu'il lui dispute ouvertement, en ce début d'octobre, le titre de meilleure équipe du championnat, en attendant, peut-être, un coup d'Etat au printemps. Toulouse rêvait, à peine secrètement, de rappe-

ler à Agen qui détenait le pouvoir dans le rugby français, et de couper court à ces velléités putoisistes.

Benazzi ne pouvait donc être qu'un peu plus que lui-même. Pour que, dans cette querelle, Agen ait le dernier mot. Fallait-il charger ? Il chargeait, malmenant de l'une de ses supérieures ruées le cœur de la défense ennemie. Les Toulousains, au bout de ce voyage dans la nuit agenaise, se souviendront de la rudesse de ses muscles, de l'avalanche de ses kilos. Il ne s'accrochait pas une minute, pas le moindre répit, tout à son souci de rallier ses coéquipiers à la cause de l'offensive.

PURSA

Il montrait bel et bien l'exemple. Entre Lot et Garonne, Abdel, c'est le grand frère que l'on suit, le vaillant chef de meute d'une génération ardente, le symbole respecté d'une équipe en pleine renaissance. Au détour de l'une de ses démonstrations de force, l'incident fut cocasse, presque comique. La rencontre avait pour arbitre un

Anglais, M. Stewart. Tout à sa tâche de surveillance, il eut le malheur de croiser la trajectoire du géant Benazzi. Il fut renversé. Le représentant de l'ordre était à terre, relégué un instant au rôle anonyme d'adversaire.

Rien ne résiste à la furie agenaise. Car Abdel Benazzi ne ressemble pas à un héros solitaire. En ce début d'automne, tout Agen pousse, saute et court aux quatre coins du terrain. En bonne tradition de rugby, cela commence devant. Que dire de la puissance et du dynamisme des avants ? Ils ont étouffé les ambitions toulousaines, bousculé les champions de France sur leurs points forts, les touches, les mêlées fermées, les regroupements. Que penser de la vitesse des arrières ? Ils ont à maintes reprises débordé l'armada rouge et noir, composée uniquement d'internationaux. Face au problème posé, les champions d'Europe en titre, modèle inaccessible du rugby français depuis trois saisons, n'ont pas été capables d'offrir une réponse.

Il y a bien quelque chose de

changé sur la pelouse du stade Armandie. Comme si l'encadrement et les joueurs avaient retenu la leçon du départ catastrophique de la saison dernière. Grands malades de l'automne, ils avaient frôlé l'élimination. En douze mois, l'équipe est devenue méconnaissable, débarassée de ses approximations. Daniel Dubroca, l'entraîneur, s'est appliqué à cerner les contraintes physiques du jeu moderne. Il s'est bâti un autre calendrier. Agen a repris l'entraînement, dès le 17 juillet. Chacun a doublé les séances collectives d'un programme individuel, qui fait des joueurs du Sporting les plus affûtés de la compétition, les seuls qui sont encore invaincus, après six journées.

A la préparation réussie s'est ajoutée l'intelligence du recrutement. Malgré l'argent, et la réputation du club, Agen s'est tourné vers des noms plus modestes. Pour remplacer l'irremplaçable, suppléer le départ de Philippe Sella vers l'Angleterre, elle a jeté son dévolu sur deux frères : José et Jean-François Matéo. L'an dernier, les deux atta-

quants évoluaient à Pau, dans la célèbre formation du groupe B. Ils avaient pourtant attiré l'attention de plusieurs recruteurs de l'élite. Ils ont choisi Agen. Samedi, José Matéo a inscrit les deux essais de son équipe. Lui et son frère sont naturellement venus à la rencontre de la tradition agenaise de rugby offensif. Elle correspondait à leurs qualités. A Armandie, on aime les grandes envolées, les enchaînements de passes qui font vivre le ballon. Et Daniel Dubroca insiste sur le respect de ces « valeurs », l'état d'esprit imprimé à son groupe. « Cette année, précise l'entraîneur, je dispose d'une bonne vingtaine de joueurs capables de se plier à cette forme de jeu. Cela me permet d'effectuer un roulement, sans jamais remettre en question notre style. » Les Agenais se sont donc adaptés aux exigences imposées par les nouvelles règles. Elles privilégient l'attaque. Ils en sont plus que d'autres les bénéficiaires.

Pascal Coeux

Le Monde

Impôts: ce qui va changer

Le 1^{er} janvier 1997, les impôts vont changer. Les contribuables doivent connaître les nouvelles règles qui s'appliqueront à partir de cette date.

Le sort des sans-papiers

Le 1^{er} janvier 1997, le sort des sans-papiers va changer. Les pouvoirs publics ont décidé de prendre des mesures pour améliorer leur situation.

L'affaire des chapeaux de Liège

Le 1^{er} janvier 1997, l'affaire des chapeaux de Liège va changer. Les tribunaux ont rendu leur verdict.

La mort de Boris Eltsine

Le 1^{er} janvier 1997, la mort de Boris Eltsine va changer. Les médias ont rapporté les dernières nouvelles.

La crise en Irak

Le 1^{er} janvier 1997, la crise en Irak va changer. Les diplomates ont tenté de résoudre le conflit.

Relative à la GRC

Le 1^{er} janvier 1997, la relative à la GRC va changer. Les services de renseignement ont mis à jour les informations.

Le progrès en déclin

Le 1^{er} janvier 1997, le progrès en déclin va changer. Les chercheurs ont constaté une baisse des performances.

L'impôt sur le revenu de 25 milliards

Les taxes sur le revenu vont augmenter de 25 milliards à partir de 1997. Les contribuables doivent être conscients de cette augmentation.

Une aide à la consommation pour les ménages modestes

Le 1^{er} janvier 1997, une aide à la consommation va être mise en place pour les ménages modestes.

Le déficit budgétaire sera de 283,7 milliards en 1997

Le 1^{er} janvier 1997, le déficit budgétaire sera de 283,7 milliards. Les économistes ont fait cette prévision.

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997, de nombreuses choses vont changer. Les citoyens doivent être informés des nouvelles règles.

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997, de nombreuses choses vont changer. Les citoyens doivent être informés des nouvelles règles.

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997, de nombreuses choses vont changer. Les citoyens doivent être informés des nouvelles règles.

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997, de nombreuses choses vont changer. Les citoyens doivent être informés des nouvelles règles.

IL FAUT BIEN
SECOURIR L'ECONOMIE.
SINON LES IDEES
RESTENT EN BAS.

Le Monde

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Le 1^{er} janvier 1997

Aujourd'hui il faut bousculer les idées reçues pour faire avancer l'économie. Chaque lundi*, "Le Monde de l'Economie" va vous faire voir autrement l'économie française et internationale. Avec un grand sujet à revisiter, des débats, des tendances, des tableaux de bord. Et chaque jour, du concret sur les entreprises parce que, après tout, quand l'économie bouge, c'est votre vie de tous les jours qui bouge.

*Edition datée mardi.

Le Monde
ECONOMIE

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Championnat de France (Pro A)
(Chaque jour)
Stade Français - Paris 13 84-78
Le Mans - Nancy 72-65
Villeneuve-Bourbon - Antibes-Montpeller 74-78
Châteauroux - Pau-Orthez 78-66
Lyon-Villeurbanne 78-77

Classement : 1. Villeneuve-Bourbon et Lyon-Villeurbanne, 10 pts ; 2. Pau-Orthez et Nancy, 9 pts ; 3. Pau-Orthez, 8 pts ; 4. Pau-Orthez, 7 pts ; 5. Pau-Orthez, 6 pts ; 6. Pau-Orthez, 5 pts ; 7. Pau-Orthez, 4 pts ; 8. Pau-Orthez, 3 pts ; 9. Pau-Orthez, 2 pts ; 10. Pau-Orthez, 1 pt.

CYCLISME

Championnat d'Europe sur piste
à Dusseldorf
Classement : 1. Allemagne, 90 pts ; 2. France, 88 pts ; 3. France, 86 pts.

Pada-Roue (200 km)
Classement : 1. N. Minski (Bel), 2. T. Steele (Bel), 3. G. Lombard (Bel), 4. T. Hoffman (P-B), 5. L. Jabbot (P-B), 6. L. Jabbot (P-B), 7. L. Jabbot (P-B), 8. L. Jabbot (P-B), 9. L. Jabbot (P-B), 10. L. Jabbot (P-B), 11. L. Jabbot (P-B), 12. L. Jabbot (P-B), 13. L. Jabbot (P-B), 14. L. Jabbot (P-B), 15. L. Jabbot (P-B), 16. L. Jabbot (P-B), 17. L. Jabbot (P-B), 18. L. Jabbot (P-B), 19. L. Jabbot (P-B), 20. L. Jabbot (P-B), 21. L. Jabbot (P-B), 22. L. Jabbot (P-B), 23. L. Jabbot (P-B), 24. L. Jabbot (P-B), 25. L. Jabbot (P-B), 26. L. Jabbot (P-B), 27. L. Jabbot (P-B), 28. L. Jabbot (P-B), 29. L. Jabbot (P-B), 30. L. Jabbot (P-B), 31. L. Jabbot (P-B), 32. L. Jabbot (P-B), 33. L. Jabbot (P-B), 34. L. Jabbot (P-B), 35. L. Jabbot (P-B), 36. L. Jabbot (P-B), 37. L. Jabbot (P-B), 38. L. Jabbot (P-B), 39. L. Jabbot (P-B), 40. L. Jabbot (P-B), 41. L. Jabbot (P-B), 42. L. Jabbot (P-B), 43. L. Jabbot (P-B), 44. L. Jabbot (P-B), 45. L. Jabbot (P-B), 46. L. Jabbot (P-B), 47. L. Jabbot (P-B), 48. L. Jabbot (P-B), 49. L. Jabbot (P-B), 50. L. Jabbot (P-B), 51. L. Jabbot (P-B), 52. L. Jabbot (P-B), 53. L. Jabbot (P-B), 54. L. Jabbot (P-B), 55. L. Jabbot (P-B), 56. L. Jabbot (P-B), 57. L. Jabbot (P-B), 58. L. Jabbot (P-B), 59. L. Jabbot (P-B), 60. L. Jabbot (P-B), 61. L. Jabbot (P-B), 62. L. Jabbot (P-B), 63. L. Jabbot (P-B), 64. L. Jabbot (P-B), 65. L. Jabbot (P-B), 66. L. Jabbot (P-B), 67. L. Jabbot (P-B), 68. L. Jabbot (P-B), 69. L. Jabbot (P-B), 70. L. Jabbot (P-B), 71. L. Jabbot (P-B), 72. L. Jabbot (P-B), 73. L. Jabbot (P-B), 74. L. Jabbot (P-B), 75. L. Jabbot (P-B), 76. L. Jabbot (P-B), 77. L. Jabbot (P-B), 78. L. Jabbot (P-B), 79. L. Jabbot (P-B), 80. L. Jabbot (P-B), 81. L. Jabbot (P-B), 82. L. Jabbot (P-B), 83. L. Jabbot (P-B), 84. L. Jabbot (P-B), 85. L. Jabbot (P-B), 86. L. Jabbot (P-B), 87. L. Jabbot (P-B), 88. L. Jabbot (P-B), 89. L. Jabbot (P-B), 90. L. Jabbot (P-B), 91. L. Jabbot (P-B), 92. L. Jabbot (P-B), 93. L. Jabbot (P-B), 94. L. Jabbot (P-B), 95. L. Jabbot (P-B), 96. L. Jabbot (P-B), 97. L. Jabbot (P-B), 98. L. Jabbot (P-B), 99. L. Jabbot (P-B), 100. L. Jabbot (P-B), 101. L. Jabbot (P-B), 102. L. Jabbot (P-B), 103. L. Jabbot (P-B), 104. L. Jabbot (P-B), 105. L. Jabbot (P-B), 106. L. Jabbot (P-B), 107. L. Jabbot (P-B), 108. L. Jabbot (P-B), 109. L. Jabbot (P-B), 110. L. Jabbot (P-B), 111. L. Jabbot (P-B), 112. L. Jabbot (P-B), 113. L. Jabbot (P-B), 114. L. Jabbot (P-B), 115. L. Jabbot (P-B), 116. L. Jabbot (P-B), 117. L. Jabbot (P-B), 118. L. Jabbot (P-B), 119. L. Jabbot (P-B), 120. L. Jabbot (P-B), 121. L. Jabbot (P-B), 122. L. Jabbot (P-B), 123. L. Jabbot (P-B), 124. L. Jabbot (P-B), 125. L. Jabbot (P-B), 126. L. Jabbot (P-B), 127. L. Jabbot (P-B), 128. L. Jabbot (P-B), 129. L. Jabbot (P-B), 130. L. Jabbot (P-B), 131. L. Jabbot (P-B), 132. L. Jabbot (P-B), 133. L. Jabbot (P-B), 134. L. Jabbot (P-B), 135. L. Jabbot (P-B), 136. L. Jabbot (P-B), 137. L. Jabbot (P-B), 138. L. Jabbot (P-B), 139. L. Jabbot (P-B), 140. L. Jabbot (P-B), 141. L. Jabbot (P-B), 142. L. Jabbot (P-B), 143. L. Jabbot (P-B), 144. L. Jabbot (P-B), 145. L. Jabbot (P-B), 146. L. Jabbot (P-B), 147. L. Jabbot (P-B), 148. L. Jabbot (P-B), 149. L. Jabbot (P-B), 150. L. Jabbot (P-B), 151. L. Jabbot (P-B), 152. L. Jabbot (P-B), 153. L. Jabbot (P-B), 154. L. Jabbot (P-B), 155. L. Jabbot (P-B), 156. L. Jabbot (P-B), 157. L. Jabbot (P-B), 158. L. Jabbot (P-B), 159. L. Jabbot (P-B), 160. L. Jabbot (P-B), 161. L. Jabbot (P-B), 162. L. Jabbot (P-B), 163. L. Jabbot (P-B), 164. L. Jabbot (P-B), 165. L. Jabbot (P-B), 166. L. Jabbot (P-B), 167. L. Jabbot (P-B), 168. L. Jabbot (P-B), 169. L. Jabbot (P-B), 170. L. Jabbot (P-B), 171. L. Jabbot (P-B), 172. L. Jabbot (P-B), 173. L. Jabbot (P-B), 174. L. Jabbot (P-B), 175. L. Jabbot (P-B), 176. L. Jabbot (P-B), 177. L. Jabbot (P-B), 178. L. Jabbot (P-B), 179. L. Jabbot (P-B), 180. L. Jabbot (P-B), 181. L. Jabbot (P-B), 182. L. Jabbot (P-B), 183. L. Jabbot (P-B), 184. L. Jabbot (P-B), 185. L. Jabbot (P-B), 186. L. Jabbot (P-B), 187. L. Jabbot (P-B), 188. L. Jabbot (P-B), 189. L. Jabbot (P-B), 190. L. Jabbot (P-B), 191. L. Jabbot (P-B), 192. L. Jabbot (P-B), 193. L. Jabbot (P-B), 194. L. Jabbot (P-B), 195. L. Jabbot (P-B), 196. L. Jabbot (P-B), 197. L. Jabbot (P-B), 198. L. Jabbot (P-B), 199. L. Jabbot (P-B), 200. L. Jabbot (P-B), 201. L. Jabbot (P-B), 202. L. Jabbot (P-B), 203. L. Jabbot (P-B), 204. L. Jabbot (P-B), 205. L. Jabbot (P-B), 206. L. Jabbot (P-B), 207. L. Jabbot (P-B), 208. L. Jabbot (P-B), 209. L. Jabbot (P-B), 210. L. Jabbot (P-B), 211. L. Jabbot (P-B), 212. L. Jabbot (P-B), 213. L. Jabbot (P-B), 214. L. Jabbot (P-B), 215. L. Jabbot (P-B), 216. L. Jabbot (P-B), 217. L. Jabbot (P-B), 218. L. Jabbot (P-B), 219. L. Jabbot (P-B), 220. L. Jabbot (P-B), 221. L. Jabbot (P-B), 222. L. Jabbot (P-B), 223. L. Jabbot (P-B), 224. L. Jabbot (P-B), 225. L. Jabbot (P-B), 226. L. Jabbot (P-B), 227. L. Jabbot (P-B), 228. L. Jabbot (P-B), 229. L. Jabbot (P-B), 230. L. Jabbot (P-B), 231. L. Jabbot (P-B), 232. L. Jabbot (P-B), 233. L. Jabbot (P-B), 234. L. Jabbot (P-B), 235. L. Jabbot (P-B), 236. L. Jabbot (P-B), 237. L. Jabbot (P-B), 238. L. Jabbot (P-B), 239. L. Jabbot (P-B), 240. L. Jabbot (P-B), 241. L. Jabbot (P-B), 242. L. Jabbot (P-B), 243. L. Jabbot (P-B), 244. L. Jabbot (P-B), 245. L. Jabbot (P-B), 246. L. Jabbot (P-B), 247. L. Jabbot (P-B), 248. L. Jabbot (P-B), 249. L. Jabbot (P-B), 250. L. Jabbot (P-B), 251. L. Jabbot (P-B), 252. L. Jabbot (P-B), 253. L. Jabbot (P-B), 254. L. Jabbot (P-B), 255. L. Jabbot (P-B), 256. L. Jabbot (P-B), 257. L. Jabbot (P-B), 258. L. Jabbot (P-B), 259. L. Jabbot (P-B), 260. L. Jabbot (P-B), 261. L. Jabbot (P-B), 262. L. Jabbot (P-B), 263. L. Jabbot (P-B), 264. L. Jabbot (P-B), 265. L. Jabbot (P-B), 266. L. Jabbot (P-B), 267. L. Jabbot (P-B), 268. L. Jabbot (P-B), 269. L. Jabbot (P-B), 270. L. Jabbot (P-B), 271. L. Jabbot (P-B), 272. L. Jabbot (P-B), 273. L. Jabbot (P-B), 274. L. Jabbot (P-B), 275. L. Jabbot (P-B), 276. L. Jabbot (P-B), 277. L. Jabbot (P-B), 278. L. Jabbot (P-B), 279. L. Jabbot (P-B), 280. L. Jabbot (P-B), 281. L. Jabbot (P-B), 282. L. Jabbot (P-B), 283. L. Jabbot (P-B), 284. L. Jabbot (P-B), 285. L. Jabbot (P-B), 286. L. Jabbot (P-B), 287. L. Jabbot (P-B), 288. L. Jabbot (P-B), 289. L. Jabbot (P-B), 290. L. Jabbot (P-B), 291. L. Jabbot (P-B), 292. L. Jabbot (P-B), 293. L. Jabbot (P-B), 294. L. Jabbot (P-B), 295. L. Jabbot (P-B), 296. L. Jabbot (P-B), 297. L. Jabbot (P-B), 298. L. Jabbot (P-B), 299. L. Jabbot (P-B), 300. L. Jabbot (P-B), 301. L. Jabbot (P-B), 302. L. Jabbot (P-B), 303. L. Jabbot (P-B), 304. L. Jabbot (P-B), 305. L. Jabbot (P-B), 306. L. Jabbot (P-B), 307. L. Jabbot (P-B), 308. L. Jabbot (P-B), 309. L. Jabbot (P-B), 310. L. Jabbot (P-B), 311. L. Jabbot (P-B), 312. L. Jabbot (P-B), 313. L. Jabbot (P-B), 314. L. Jabbot (P-B), 315. L. Jabbot (P-B), 316. L. Jabbot (P-B), 317. L. Jabbot (P-B), 318. L. Jabbot (P-B), 319. L. Jabbot (P-B), 320. L. Jabbot (P-B), 321. L. Jabbot (P-B), 322. L. Jabbot (P-B), 323. L. Jabbot (P-B), 324. L. Jabbot (P-B), 325. L. Jabbot (P-B), 326. L. Jabbot (P-B), 327. L. Jabbot (P-B), 328. L. Jabbot (P-B), 329. L. Jabbot (P-B), 330. L. Jabbot (P-B), 331. L. Jabbot (P-B), 332. L. Jabbot (P-B), 333. L. Jabbot (P-B), 334. L. Jabbot (P-B), 335. L. Jabbot (P-B), 336. L. Jabbot (P-B), 337. L. Jabbot (P-B), 338. L. Jabbot (P-B), 339. L. Jabbot (P-B), 340. L. Jabbot (P-B), 341. L. Jabbot (P-B), 342. L. Jabbot (P-B), 343. L. Jabbot (P-B), 344. L. Jabbot (P-B), 345. L. Jabbot (P-B), 346. L. Jabbot (P-B), 347. L. Jabbot (P-B), 348. L. Jabbot (P-B), 349. L. Jabb

4,90%*
SUR 12 MOIS SANS APPORT

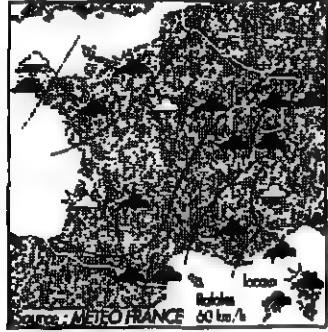
PARIS
27 Avenue de la Grande Arrière
45 00 14 51

COURBEVOIL
701, Boulevard de Varsovie
41 88 30 33

CHAQUE LUNDI RETROUVEZ LA RUBRIQUE
"AUTOMOBILE"
pour vos annonces publicitaires contactez
Paula GRAVELOT au ☎ 44.43.76.23 - (Fax : 44.43.77.31)

Amélioration près de la Méditerranée

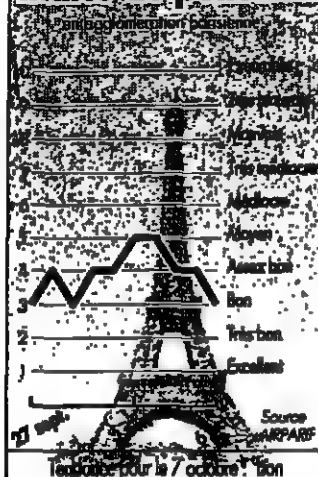
UNE CEINTURE anticyclonique s'étend des Açores à la Russie et protège une grande partie de l'Europe. Deux dépressions se situent de part et d'autre de ces hautes pressions. L'une située sur l'Islande engendre un flux perturbé sur les pays scandinaves, ces zones de mauvais temps ne faisant qu'effleurer l'extrême nord-ouest de la France. L'autre sur la Sardaigne se décale vers l'est, les retours pluvio-orageux associés vont donc progressivement quitter nos régions méditerranéennes.



Prévisions pour le 8 octobre vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution



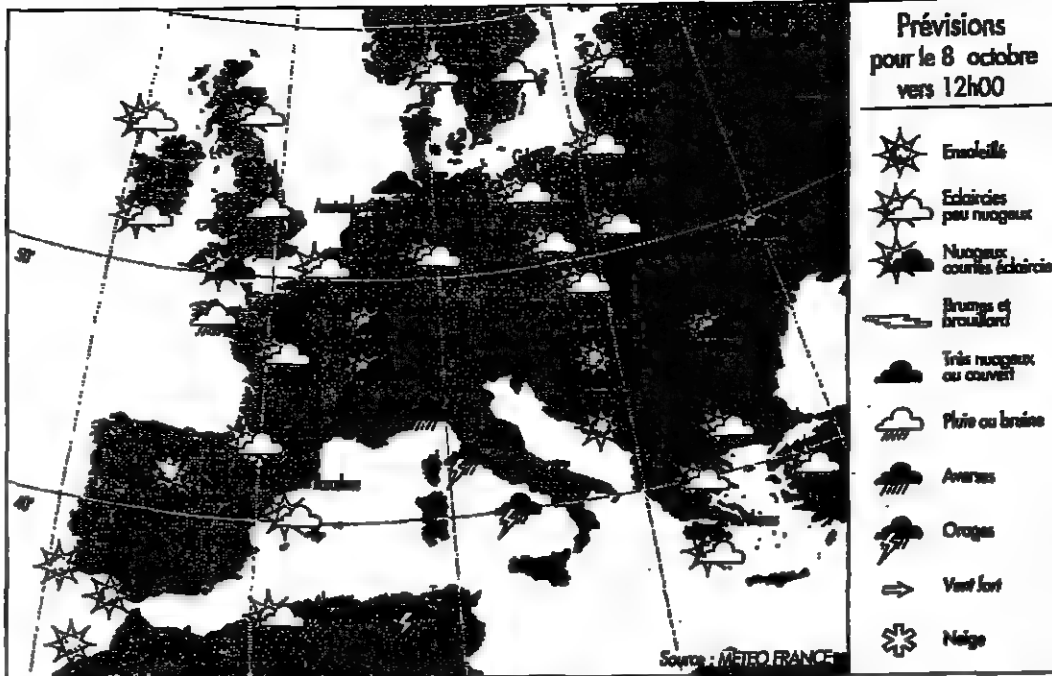
Indicateur pour le 7 octobre. Bon

Mardi, en Bretagne, dans les Pays-de-Loire, en Normandie, dans le Pas-de-Calais et en Flandre maritime, les nuages occuperont le ciel et seront accompagnés de formations brumeuses en matinée. Des pluies faibles aborderont l'ouest de la Bretagne à la mi-journée et progresseront ensuite très vers l'est. Des plaines aquitaines au Limousin, au Centre, au bassin parisien et en remontant vers la frontière belgo-luxembourgeoise, les bancs de brouillard seront peu épais et peu tenaces en matinée, ils laisseront place à une journée agréablement ensoleillée. Des Pyrénées au Massif central, à la région Rhône-Alpes, à la Bourgogne, à la Franche-Comté, à l'Alsace et à la Lorraine, la grisaille sera de mise, mais le temps restera sec.

Quelques éclaircies pourront se dessiner l'après-midi dans la région toulousaine, la moyenne vallée du Rhône, l'Auxois ou l'ouest de la Lorraine. Près de la Méditerranée, l'amélioration se fera sentir par l'ouest : en Languedoc-Roussillon, la couverture nuageuse se morcèlera l'après-midi, la tramontane soufflera encore violemment avec des rafales atteignant 90 km/h. En Provence et dans les Alpes du sud, les nuages seront compacts mais les ondées ou orages se raréfieront au fil des heures. Seule la Corse gardera un temps orageux tout au long de la journée. Le vent de nord-est soufflera à 60 km/h entre la Provence et l'île de Beauté.

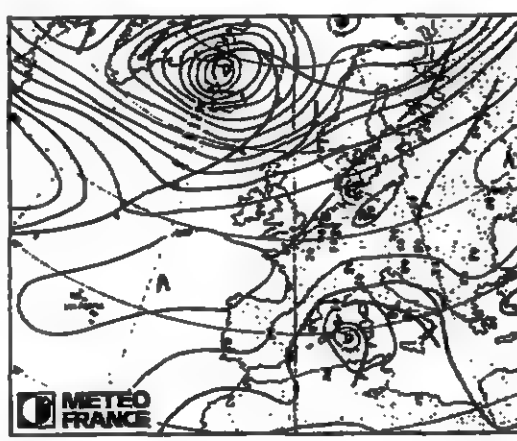
Les températures minimales seront comprises entre 11 et 15 degrés près de la Méditerranée, 9 à 11 près de la Manche et de l'Atlantique, 7 à 9 du Sud-Ouest aux régions de l'est, 3 à 6 des frontières du nord au bassin parisien et au Massif central (localement 0 en Champagne). L'après-midi, il fera en général 15 à 17 degrés, 18 à 22 dans le sud-est.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

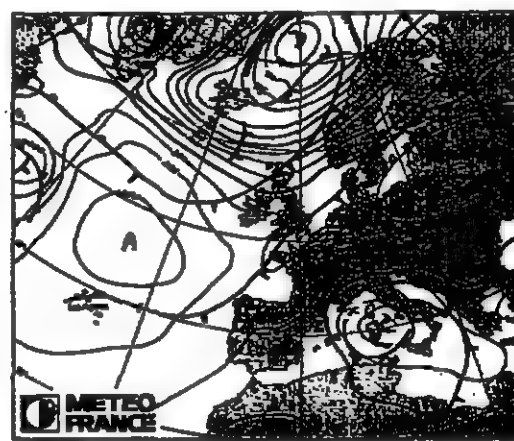


Prévisions pour le 8 octobre vers 12h00

TEMPÉRATURES	GRENOBLE	11/9	TOULOUSE	16/2	CHICAGO	25/1	LISBONNE	22/5	PRAÏATA	24/23
	LYON	12/6	STRASBOURG	10/2	COPENHAGUE	9/6	LONDRES	13/11	RABAT	22/15
du 6 octobre	LYON	12/6	ALGER	17/11	DAKAR	35/25	LOS ANGELES	22/17	RIO DE JANEIRO	27/15
maxi/minimi	MASSIEUX	13/11	AMSTERDAM	12/10	DUBLIN	16/13	LUXEMBOURG	13/4	ROME	22/5
	NANCY	14/7	ATHÈNES	23/18	FRANCOFORT	13/5	MADRID	16/4	SAN FRANCISCO	17/11
	NANTES	14/7	BANGKOK	32/22	GENÈVE	13/5	MARRAKECH	27/15	SANTIAGO	24/10
PLAQUES	RANCEY	22/17	BARCELONE	19/12	HANOI	33/27	MEXICO	24/15	SEVILLE	24/12
	PARIS	16/6	BEGRAD	13/8	HELSINKI	9/6	MILAN	18/12	ST-PETERSBURG	15/9
	PERPIGNAN	14/11	BOMBEY	31/26	HONG KONG	30/20	MONTREAL	11/2	STOCKHOLM	14/11
	POINTE-A-PIT.	32/25	BRASILIA	28/20	ISTANBUL	20/17	MOSCOW	14/8	SYDNEY	16/13
	RENNES	13/11	BUCAREST	19/13	DIJAKART	33/23	MUNICH	11/8	TOKYO	13/18
	REIMS	14/7	BUENOS AIRES	22/9	GUANGZHOU	30/20	NEW DELHI	30/-	TUNIS	23/15
	ROUEN	13/11	CAIRO	26/20	KHARSA	16/10	NEW YORK	17/13	VARSOVIE	16/10
	SAINT-ETIENNE	10/6	KHONGSA	31/19	KYUSHU	16/10	OSAKA	17/13	VIENNE	16/13
	STRASBOURG	10/2	LA PAZ	31/19	LA PAZ	31/19	PRAGUE	11/9		
	TOULOUSE	13/9	LIAMCAS	28/20	LIMA	3/9				



Situation le 7 octobre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 9 octobre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Palmarès à Cannes

LE FESTIVAL international du cinéma a pris fin dimanche à Cannes avec l'attribution des récompenses par le jury composé de représentants de toutes les nations. La tâche n'était pas mince puisqu'il fallait distinguer à cet effet entre les quarante-neuf grands films et les quatre-vingt-six courts métrages présentés durant seize jours en quatorze langues différentes.

« La lutte a souvent été choue mais n'a jamais cessé d'être courtoise », a déclaré à l'issue des délibérations M. Georges Ruisman, représentant de la France. On sait que chaque lauréat devait être désigné à la majorité absolue aux deux premiers tours et, seulement au troisième, à la majorité relative : cela donne à penser du nombre de scrutins auxquels il faut se livrer pour en arriver finalement à établir comme suit la liste des films couronnés par le jury, selon des catégories prédéterminées.

Le Grand Prix international du meilleur film, dont l'attribution n'avait pas été prévue, a été décerné à *La Bataille du rail*, film français d'Alain Corneau, qui emporte également le Grand Prix international de la mise en scène.

Michèle Morgan se voit décerner, pour l'interprétation qu'elle donne du rôle de Gertrude dans *La Symphonie pastorale*, le titre de meilleur interprète féminin, cependant que Ray Milland est considéré comme le meilleur artiste masculin pour sa création de l'invincible Don Birman, du *Lost Weekend*.

Enfin le Grand Prix international artistique du cinéma fondé par l'Association française de la critique a été attribué pour les œuvres présentées dans le cadre du festival au film anglais *Brief Encounter* et pour les films présentés en marge du festival, geste symbolique, au film français *Farfouche*, fichtement évité lors de la sélection.

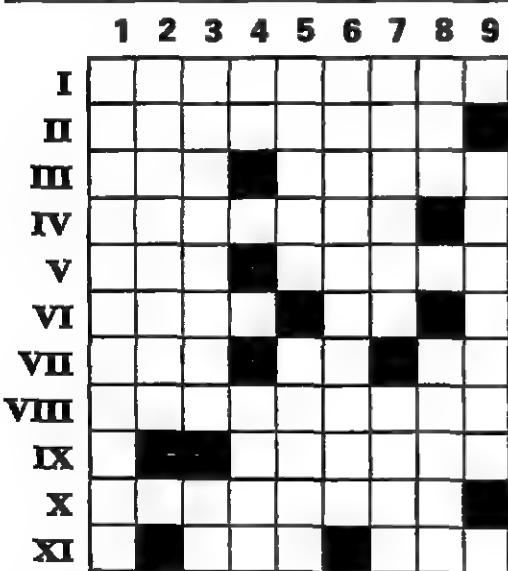
H. M.

(8 octobre 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6925

SOS Jeux de mots : 3615 LE MONDE, toupez SOS (2,23 F/min)



HORIZONTALEMENT
I. Est toujours à la recherche de quelque chose à louer. - II. Petits, ils peuvent être assimilés à des os. - III. Agace quel-quefois. Traiter comme du béton. - IV. Ottoman dans son empire. - V. Pas original. Empereur romain. - VI. Petit être mis en banque. Divinité. - VII. Un mot qui prouve qu'on n'a rien inventé. Période. Participe. - VIII. Qui n'était pas attendu. - IX. Très fatigué. - X. Étaient toujours un peu encochés. - XI. D'un audacieux. Militaire (inverse).

VERTICALEMENT
1. Où l'on peut trouver de jolis moutons. - 2. Pourra devenir clair. - 3. Tendance à égarer. Pronom. - 4. Cri de surprise. Est bas sur pattes. - 5. Un rien du tout. Au bout de la ligne. - 6. Utile pour faire ressortir. - 7. Est appelé Bernard quand il est sur le sable. Maître de cérémonies. - 8. Qui devrait être remplacé. Ne fait pas partie des fines herbes. - 9. Où il peut y avoir des os.

SOLUTION DU N° 6924
HORIZONTALEMENT
I. Vin. Médecins. Oc. - II. Anomalie. Obi. Cru. - III. Yoyo. Cn. Vies. - IV. Uranographes (spécialistes de la description du ciel). Me. - V. Eau. Nibé. Lieur. - VI. Mi. Anes. Rues. - VII. Enchausser. - VIII. Sûr. Isée. Gifal. - IX. Tresse. Miels. Im. - X. Remue. Cernées. - XI. Es. Tarets. Ill. - XII. Etl. Pila. - XIII. Eon. Aëble. Lac. - XIV. Troupe. Etre. ONR. - XV. Aléas. Achamée.

VERTICALEMENT
1. Vaguement. Eta. - 2. In. Rature. Pool. - 3. Noyau. Crème. Nue. - 4. Mon. Ah I. Suse. Pa. - 5. Mayonnaise. Tais. - 6. Biogéiste. Tête. - 7. Da. Rose. Cals. - 8. Cab. Sernat. Léa. - 9. Compère. Bre. Etc. - 10. Ib (80). Urgents. Rû. - 11. Nivêlé. Iles. Réa. - 12. Ibs. FSE. - 13. Cl. Il. Sillon. - 14. Orenus. Ai. Liame. - 15. Ruser. Simulacre.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Mercredi 9 octobre

■ **MUSÉE D'ORSAY** : visite par artiste, Monet (36 F + prix d'entrée), 11 h 30 ; une œuvre à voir, *Les Quatre Parties du monde soutenant la sphère céleste*, de Carpeaux (24 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).
■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : *Les portraits du Royum*, 12 h 30 ; le paysage hollandais exotique et italienisant, 14 h 30 ; *La Vierge de Milo*, 19 h 30 ; l'Orient et la Bible, 19 h 30 (Musées nationaux).
■ **BAGATELLE** : les plantes d'ornement (35 F), 14 h 30, entrée ouest du parc devant la grille de Stèves (Ville de Paris).

■ **LA CRYPTÉ ARCHÉOLOGIQUE** sous le parvis de Notre-Dame (50 F + prix d'entrée), 14 heures, devant l'entrée sur le parvis de Notre-Dame (Odysée).
■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (36 F + prix d'entrée) : les thèmes de Lutèce et les galeries souterraines, 14 heures ; l'hôtel des Abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).
■ **LES CATACOMBES** et exposition photographique (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, place Dentier-Rochereau (Musées de la Ville de Paris).
■ **LA RUE SAINT-ÉTIENNE**, de Saint-Len à la tour Saint-Jacques (50 F), 14 h 30, sortie du métro Étienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).
■ **LE SENTIER et la cour des Miracles** (50 F), 14 h 30, 3, place des Victoires (Frédérique Jannet).

■ **GRAND-PALAIS** : exposition *Nara*, trésors bouddhiques du Japon ancien (55 F + prix d'entrée), 15 heures, à l'entrée de l'expo (Paris et son histoire).
■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Régénération du passé).
■ **MUSÉE MARMOTTAN** (45 F + prix d'entrée), 15 heures, 2, rue Louis-Bouilly (Monuments historiques).
■ **LE PANTHÉON** (45 F + prix d'entrée), 15 heures, devant la caisse à l'entrée côté place du Panthéon (Monuments historiques).
■ **LE VILLAGE D'AUTEUIL** (40 F), 15 heures, 14, rue La Fontaine (Approche de l'art).
■ **GRAND PALAIS** : exposition *Nara*, trésors bouddhiques du Japon ancien (54 F + prix d'entrée), 18 h 30, hall d'entrée (Musées nationaux).

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **JAPON**. La compagnie aérienne japonaise All Nippon Airways effectue depuis vendredi 4 octobre deux vols hebdomadaires entre Tokyo et New Delhi. - (Bloomberg).
■ **EUROPE**. Le trafic des compagnies membres de l'Association européenne des compagnies aériennes (AEA) a enregistré une hausse de 7,6 % en août par rapport au même mois de l'année dernière. Le trafic intra-européen a progressé de 8,1 %, celui vers l'Extrême-Orient et l'Océanie de 9,1 % et celui vers l'Amérique du Sud de 11,3 %. - (AFP).
■ **DANEMARK**. Le métro léger de Copenhague, qui sera opérationnel en l'an 2000, comptera 13 stations. Il devrait transporter quelque 35 millions de passagers du centre à l'est de la ville, avec l'aéroport de Kastrup comme destination finale. - (AFP).
■ **HÔTELLERIE**. Le groupe hôtelier français Accor et le groupe américain American Express lancent, le 10 octobre, une carte de paiement internationale marquée. Baptisée « Compliment », cette carte sera acceptée comme

moyen de paiement à travers le monde dans l'ensemble des 23 marques du groupe hôtelier (parmi lesquelles Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis, Formule 1, Etap Hôtel, Europarc, Courtepaille, Le-nôtre, l'Arche) et auprès des 4 millions de commerçants affiliés à American Express. Chaque utilisation de la carte entraînera une accumulation de points convertibles en cadeaux. Lancée dans un premier temps en France, « Compliment » pourrait être étendue à quatre pays européens et à un pays situé hors d'Europe d'ici la fin de l'année prochaine. - (AFP)

JEUX

L'ÉTOILE	
6	16
17	19
25	26
2	

L'ÉTOILE	
1	16
31	37
40	43
44	

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements	
24, avenue du G ^e Luchaire - 92446 Châtillon Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-30.	
Je choisis la durée suivante	France
1 an	1 890 F
6 mois	1 038 F
3 mois	536 F

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____

Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire _____
Signature et date obligatoires
Changement d'adresse : _____
Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.
Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques (interdits).
33 (1) 42-17-32-30 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00
Télématique 3615 code LE MONDE
Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>
Documentation sur minitel 3617JMONDO ou 36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM (1) 44-08-78-30
Index et microfilms : (1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec direction et conseil de surveillance. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ESN : 0395-2037
Imprimé au Monde : 12, rue M. Gursbourg, 94852 Ivry-Cedex. PRINTED IN FRANCE.
Président-directeur général : Dominique Akroy
Directeur général : Gérard Mordret
133, avenue des Champs-Élysées 75403 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

L'éloge de



CULTURE

LE MONDE / MARDI 8 OCTOBRE 1995

MODE Après Londres et Milan et avant New York et Tokyo, c'est à Paris que sont montrées les collections de prêt-à-porter féminin de l'été 1997, du 7 au 17 octobre : 86 défilés

et 43 présentations sur invitation auront lieu en dix jours. Cette hyper-activité dissimule mal la crise traversée par l'industrie de la mode en France, menacée par la créativité

et le dynamisme commercial de Londres, New York et de la zone Asie-Pacifique. ● **REI KAWAKUBO** (Comme des garçons) a choisi ainsi de présenter son défilé au Musée

des arts africains et océaniques, porte Dorée. Vingt ans après l'ouverture de sa première boutique à Tokyo, cette personnalité rebelle et secrète s'affirme plus radicale que jamais.

● **LE CARROUSEL** du Louvre, inauguré en mars 1994, voit fondre ses effectifs, les couturiers et créateurs lui préférant des ambiances plus intimistes.

Paris, capitale assiégée du prêt-à-porter féminin

Du 7 au 17 octobre, plus de cent trente couturiers présentent les collections de l'été 1997. Un rendez-vous marqué cette année par une grave crise d'identité et la lassitude des grands créateurs

LE MARATHON du prêt-à-porter féminin de l'été 1997 (86 défilés et 43 présentations sur rendez-vous entre le 7 et le 17 octobre) commence sur fond de doute et de refus : les grands de la mode se retirent de la messe médiatique du Carrousel du Louvre. Yves Saint Laurent, le premier des couturiers à avoir mis en scène la mode comme un spectacle (collection « Opéra », 1976), montrera ses modèles de prêt-à-porter Rive gauche dans ses salons de haute couture ; Azzedine Alaïa, qui refuse de payer ses cotisations à la Chambre syndicale du prêt-à-porter, fixe son rendez-vous à janvier ; Martin Margiela annule son défilé ; Rei Kawakubo (Comme des garçons) recrée le mystère des « premières » avec une présentation très privée, réservée à 300 invités, « pour qu'ils voient mieux les robes ». La confusion règne, mais le bal aura bien lieu.

Deux mille journalistes du monde entier sont sur place, et les cartons d'invitation pleuvent encore, sans oublier les fax des jeunes créateurs qui se sentent obligés de préciser que le défilé ne durera que vingt-cinq minutes, qu'il commencera à l'heure, etc. Jusqu'à quand Paris pourra-t-elle entretenir cette course à la médiatisation, qui sacrifie ses poulains sur l'autel d'une célébrité sans futur ? « Être invité au Carrousel du Louvre, c'est aller au casse-pipe, affirme-t-on chez un jeune créateur échaudé. La moindre répétition, le moindre spot se monnaie... »

L'OFFENSIVE ITALIENNE Beaucoup d'achats ont déjà été effectués à Londres, mais surtout à Milan, où Prada, Gucci, Armani et les autres ont défilé entre le 29 septembre et le 6 octobre. A la tête de l'agence Nomad, Maud Amodin, instigatrice avec Denise Fayolle du concept du « prêt-à-porter » en France, dresse un constat sans pitié. Pariant de Paris, elle évoque « des bréteux où chacun vient faire son numéro. Le problème des Français, c'est qu'il n'y a rien derrière, pas de stratégie de produit, ni de communication, pas d'industrie ». Il aura fallu cinq ans de pourparlers pour que l'usine Mendès fabrique enfin le smoking d'Yves Saint Laurent vendu cet au-



Rei Kawakubo (à gauche) et son modèle, Tokyo, septembre 1996 : « Nous avons toujours pensé au Japon que la beauté est plus belle lorsqu'elle ne se voit pas. Il est inutile de montrer sa personnalité à ceux qu'on ne connaît pas. »

tomme à La Redoute. Le succès est là (20 000 ventes prévues), surmontant l'immobilisme d'une profession étiquée, affectée par la peur du changement. C'est d'autant plus dommageable que jamais l'industrie de la mode ne s'est autant mondialisée, n'a autant élargi

son influence que ces deux dernières années. « Notre force, c'est la flexibilité, affirme Muccia Prada, la prima donna des lignes basiques. Il y a des sociétés qui n'ont pas pu changer de style parce que la fabrication n'a pas évolué. Plus la marque se développe, et plus l'on

peut élever la production industrielle dans le sens de la qualité des matières et des finitions. Le dessin ne suffit pas. Ce qui donne l'identité d'un style, c'est l'identité du travail. Un pull-over ne peut devenir nouveau à condition d'être fait différemment. » L'offensive italienne

des années 90 a remis en cause des situations qu'on croyait acquises. Chez Gucci, Tom Ford, directeur artistique d'origine texane, a dépeuplé, plus que la mode, la conception même de la mode, en termes d'image globale, du produit aux vitrines en passant par les campagnes publicitaires. Il a prouvé que le marketing peut aussi être un art... Pour recycler un style lancé par Yves Saint Laurent - et photographié par Helmut Newton dans Vogue, à la fin des années 60 -, il a disposé de moyens considérables : « C'est un ami, dit de lui Domenico de Sole, président de Gucci, qui affirme lui donner carte blanche. On porte ensemble de business. Tout l'intérêt. Il fait partie des actionnaires. »

Les fabricants de sacs (Gucci, Prada) sont en train de devenir des géants du prêt-à-porter de luxe, là où l'avenir des bastions de la couture française semble suspendu au poignet de Lady Di : chez Dior, on enregistre une liste d'attente de 5 000 personnes dans le monde pour le petit sac à motifs camouflage aux lettres d'or (1994). En 1995, les ventes de maroquinerie ont été multipliées par dix, avec l'apparition du modèle en cuir - d'ailleurs fabriqué en Italie. Une manne pour le géant de l'avenue Montaigne, où, quatre mois avant la célébration de son cinquantenaire, la chaise du successeur de Gianfranco Ferré est encore officiellement vide. Tout se passe comme si les rapports entre un financier et un créateur se limitaient en France à un gros contrat là où les Italiens ajoutent l'enthousiasme d'un projet d'équipe.

Des Italiens qui prouvent aujourd'hui que la mode, encore considérée ici comme la danseuse d'une élite, codifie une nouvelle manière de vivre, de voir, d'acheter, de séduire, et fait découvrir d'abord le regard qu'une société porte sur elle-même. Le style italien, c'est, pour Giorgio Armani, « une grande considération pour ceux qui achètent des vêtements ». Le système français a favorisé dans les années 70-80 le « créateur » qui règne sans gouverner, tandis qu'on commercialise sous son nom des sous-produits calamiteux dont il n'a pas idée. « Les Français avaient perdu le textile. Aujourd'hui, ils

perdent leur crédibilité, explique Philippe Terrien, agent spécialisé dans la mode à Tokyo depuis quinze ans. Les contrats de licences à tout va, c'est fini. Les Français se sont trop longtemps contentés d'envoyer des croquis partout dans le but de payer leur collection à Paris. Aujourd'hui, les jeunes refusent d'acheter n'importe quoi. Les Italiens en profitent pour envahir le marché. »

IMAGERIE CARICATURALE

Cette situation coïncide avec un déclin plus vaste, une perte d'influence, notamment en Asie, où la mode française, comme la gastronomie, n'est plus singulière, faute d'avoir su s'adapter pour donner le meilleur de ce qu'on attend d'elle : un style. Seule perdure une imagerie caricaturale liée au passé. Au Printemps de Shanghai, les serveuses sont habillées en fausses soubrettes devant des faux Renoir. Trop d'arrogance a figé les gestionnaires de la mode française dans leurs vieilles manières paternalistes et néocoloniales. Jusqu'à l'année dernière, une maison de couture française fourguait à Pékin des invendus de Singapour. Ce mépris rongé l'intérieur d'une profession divisée, affaiblie par des débats sur son statut, ses problèmes de calendrier, tandis que les Italiens, les Américains voyagent, à l'écoute des changements d'un monde qu'ils uniformisent.

En choisissant aujourd'hui de s'écarter du circuit balisé du Carrousel pour présenter leurs collections, les couturiers et les créateurs mettent en lumière la crise d'un système qui a trop longtemps vécu de ses rentes. Il se réduit aujourd'hui à une opération de relations publiques. Deux fronts le menacent : Milan-New York et Londres-Tokyo-Hong Kong-Séoul, où apparaissent des modes plus sauvages, plus radicales, soutenues par de plus grands marchés, en perpétuelle recherche de sang neuf. Paris ouvre peut-être une nouvelle voie : la couture-spectacle est morte, vive la couture vraie ! « Ce refuge du merveilleux », comme le disait Christian Dior, est plus fort que ceux qui en assument la gestion.

Laurence Benaim

L'éloge de la radicalité selon Rei Kawakubo

CÉLÈBRE ET INCONNUE, insuivie, adulée, elle a pris l'habitude de se cacher derrière sa grille, « Comme des garçons », et de se cantonner à la coulisse. Rei Kawakubo, qui présente ses collections depuis 1981 à Paris, ne vient jamais saluer. Pour la rencontrer, mieux vaut faire le voyage d'Aoyama, le quartier de la mode à Tokyo. Là, on découvre une silhouette filiforme dans un pantalon chinois ceinturé d'une poignée de fer. Elle a des allures de garde-robe de l'armée des femmes, traversant à grands pas une pièce réservée aux archi-



PROTRAIT faire le voyage d'Aoyama, le quartier de la mode à Tokyo. Là, on découvre une silhouette filiforme dans un pantalon chinois ceinturé d'une poignée de fer. Elle a des allures de garde-robe de l'armée des femmes, traversant à grands pas une pièce réservée aux archi-

vets. Qu'on se le dise : « La rétrospective, ce sera après ma mort, seulement. » Autour d'elle, les modèles travaillent dans un silence blanc. Certaines, pendant la période de pré-collection, ne rentrent pas chez elles et dorment à l'hôtel. L'ambiance est celle d'un couvent réchappé du meilleur des mondes. Dans la salle de coupe, les ouvrières sont placées les unes derrière les autres. Elles travaillent sur des mannequins gonflables, pendus. En 1987, Rei Kawakubo exposait ses créations à New York (au Fashion Institute of Technology), entre celles de Madeleine Viomet et de Claire McCardell. C'était l'époque où ses défilés attirèrent plus de 1 500 personnes chaque saison. Elle a habillé la prospérité de noir, et la presse japonaise l'a longtemps rangée dans le « clan des corbeaux ».

GRUNGE AVANT LES AUTRES Grunge avant les autres, elle a trouvé la soie, dessinée des vêtements en lambeaux de luxe, européanisés par les créateurs belges. « Tokyo n'est plus au Japon, mais quelque part en Asie », dit-elle. A Paris, en mars, contrepoint à la mode formatée et androgyne, elle a présenté ses belles inconnues comme des idoles, des infantes à poulaines et manteaux kimonos de soie. Les rouges et les violets s'enflammèrent, au gré des compositions de Yukio Nakagawa, artiste venu de l'ikebana (art floral

japonais). Cet excentrique de quatre-vingts ans a signé pour elle des inventions fantasques - comme ces 900 ceillots pressés composant un invraisemblable steak géant -, dont les photos sont actuellement exposées dans sa boutique de la rue Étienne-Marcel, à Paris.

Propriétaire de sa marque, diffusée dans 33 pays dans le monde (douze lignes, un chiffre d'affaires de 650 millions de francs), elle dissimule sous sa frange immobile une volonté d'acier. A Milan, le 3 octobre dernier, Muccia Prada en personne, à la faveur de sa « fantaisie freudienne », a semblé lui rendre hommage avec des mélanges de chinoïseries et de vestes militaires. Du « non », Rei Kawakubo a fait une arme suprême. Elle a refusé de poser pour le New York Times, parmi toutes les créatrices de mode, les laissant jouer les mannequins. « Nous avons toujours pensé au Japon que la beauté est plus belle lorsqu'elle ne se voit pas. Il est inutile de montrer sa personnalité à ceux qu'on ne connaît pas. » Elle a refusé d'exposer ses œuvres au Musée de la mode de Kobé, qui doit ouvrir ses portes l'an prochain, préférant inviter Dan Flavin, Tony Oursler, Gary Hill ou Beverly Smeets, réunis sous la bannière « Anatomy of Comme des garçons ». « Il y a dix ans, la mode était un produit, et l'art était sur les murs. Aujourd'hui, l'art et la mode se rapprochent parce qu'ils reflètent ensemble une expression, une atti-

tude, une rébellion peut-être par rapport à un certain conformisme. Cette vague de vêtements trop basiques, ces purs produits de marketing me font peur. A travers mon travail, je résiste. Je continue à faire ce que je crois, et d'une manière encore plus radicale. Je me sens presque plus libre... Même si j'en souffre, et si je sens qu'être nouveau n'est peut-être plus nouveau, j'admire les Anglais parce qu'ils vont jusqu'au bout d'eux-mêmes. En face de gens forts, je me sens moins seule. »

L. B.

Cher et froid Carrousel du Louvre

DEUX ANS seulement après son inauguration, le Carrousel du Louvre, central et spacieux (200 millions de francs de travaux), voit fondre ses effectifs : 42 défilés en octobre 1994, 41 en mars 1995, 40 en octobre 1995, 38 en mars dernier et... 30 cette saison. Propriété de la SARI, le Carrousel est un ensemble de quatre salles d'une surface totale de 10 000 mètres carrés et dispose d'équipements impressionnants, comme ces 8 000 projecteurs, 30 000 mètres de tissu ignifugé, 20 000 mètres de câbles et 240 miroirs utilisés cette année. Pendant la période des collections - janvier et juillet pour la haute couture ; mars et octobre pour le prêt-à-porter -, la Chambre syndicale du prêt-à-porter et des couturiers loue ces salles à la SARI et en facture la sous-location aux maisons qui le souhaitent pour un prix qui varie entre 150 000 francs et 270 000 francs. Cet automne seuls quelques grands ont voulu miser encore sur ces espaces difficilement modulables et considérés comme froids : Christian Dior, Issey Miyake, Angela Tiarazzi (pour son come back), Vivienne Westwood ou encore Fred Sathal, jeune Marseillaise new age invitée par la Chambre syndicale.

Les créateurs doivent consentir au Carrousel d'importants efforts financiers pour personnaliser les lieux, la mode d'« auteur », de plus en plus diffusée dans des petites boutiques « pointues » à Paris (Maria Luisa, l'Éclairteur), comme à To-

kyo (Space, Révolution...), s'accommodant mal de ces murs blancs. Certains ont donc commencé de faire leur nid éphémère dans d'autres lieux (l'Élysée-Montmartre pour Jean Colonna, Jean-Paul Gaultier et Martine Sitbon, le Lycée Carnot pour Roméo Gigli). D'autres encore profitent de leurs moyens plus modestes pour proposer une nouvelle manière de montrer la mode, moins académique et plus en prise peut-être avec l'époque, comme Eric Bergère, Bertrand Maréchal, Xuly Bet, ou Christophe Lemaire qui a choisi de reconstituer un appartement dans la galerie Nikki Diana Marquardt, mélangeant ses mannequins à des « deejays » et à des amis, et ses vêtements à des meubles, selon un principe qui fait depuis un moment fureur à Londres.

L. B.

MUSIQUE
THEATRE DE LA VILLE DE PARIS
SAM. 12 OCTOBRE 17H
CHRISTIAN ZACHARIAS
piano
SCHUBERT 90
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

PREMIERES (-50%)
du 8 au 18 OCTOBRE
PETIT MONTPARNAISE
Julie Gayet
Emmanuelle Lepoutre
Michaël Cohen
Serge Hazanavicius
Les Abîmés
une nuit de nos jours...
Texte et mise en scène
Michaël Cohen
Loc. 43 22 77 74

CINÉMA
Votre aide programme
36 15 LEMONDE

Roger Planchon célèbre Marivaux, le libertinage et la philosophie

Le directeur du TNP monte à Villeurbanne « Le Triomphe de l'amour »

Quelques mois après l'italien Giorgio Strehler, qui n'avait jamais abordé l'œuvre de Marivaux avant de créer *L'île aux esclaves* à Milan puis à

Paris, Roger Planchon, directeur du TNP, se réconcilie avec un auteur qu'il n'avait pas servi depuis sa mise en scène de *La Seconde Surprise de l'amour*, en 1959. Belles retrouvailles d'un Planchon ici acteur et metteur en scène, avec un texte dont il magnifie le caractère philosophique.

Car plus encore qu'à la stratégie de Léonide, menteuse redoutablement psychologue, Planchon nous rend sensibles aux combats intellectuels de ce personnage qu'il interprète lui-même. Sans masquer sa défaite finale, il le grandit en l'enrichissant de pensées exposées ailleurs par Marivaux. Les sources de ces emprunts sont *Le Spectateur français* - le journal rédigé par le dramaturge sur le modèle du *Spectator* anglais - ou son feuilleton *L'indigent philosophe*. Hermocrate médite ici sur l'amour-propre, la propension des hommes à croire aux contes, le caractère illusoire de toute sagesse. Dites par Planchon qui trouve là l'un de ses grands rôles, ces réflexions débarrassées ont un accent de vérité qui fait frémir.

Ni cette vérité ni cette charge d'humanité n'alourdissent la mise en scène, une des plus légères et des plus drôles qu'ait réalisées Planchon. Le jeu de tous les acteurs est pétillant d'esprit, de l'arlequin Micha Lescot à Isabelle Gélinas, parfaite en Dom Juan travesti, et les costumes de Jacques Schmidt et Emmanuel Peduzzi ajoutent à leur panache. Le décor seul a le poids du monumental - Thierry Leproust a imaginé des architectures évoquant une antiquité de convention -, mais certains objets se transforment plaisamment en symboles érotiques. Et si le réalisme en est absent, Planchon compense en faisant circuler des cageots de choux et de pommes : autant que la chair, les nourritures terrestres ont toujours leur place dans sa vision des classiques.

d'une intrigue où il est question de couronne usurpée et d'héritier légitime caché en forêt. L'important, ce sont les ravages commis par Léonide, princesse travestie en homme pour approcher celui qu'elle aime, sur les cœurs jusqu'à préserver d'un philosophe vieillissant et de sa sœur plus très jeune. Avant la fin du II^e acte, elle a fait voler en éclats les prothèses morales qui les faisaient se croire heureux.

Jean Vilar, déjà, puis Luc Bondy et Antoine Vitez (au Piccolo Teatro de Milan) s'étaient intéressés à ce cruel *Triomphe de l'amour* où Marivaux atteint des sommets tout en payant involontairement ses dettes à Molière : don juanisme, misanthropie et tartuferie font florès chez les maîtres, tandis qu'un couple de serviteurs (Arlequin et le jardinier) conjugue les mœurs de Scapin et le parler de Pierrot. Roger Planchon avait trois bonnes raisons de choisir cette œuvre. L'art du langage, d'abord, qui en fait un des sommets de la dramaturgie française : les pièges verbaux ourdis par la princesse sont proprement éblouissants. La hardiesse du libertinage, ensuite, qui déplace le « mariage » sur le terrain de Crébillon fils, pas très loin des antichambres de Lascio ou de Sade. L'importance, enfin, accordée à la philosophie, même si c'est aux dépens du philosophe Hermocrate.

COMBATS INTELLECTUELS

Planchon a eu la magnifique idée de souligner le libertinage et la philosophie en s'aidant de quelques pages complémentaires de l'auteur, afin de rendre plus perceptible la pensée qui s'exprime dans la pièce. Le libertinage, suggéré déjà par quelques étreintes plus que furtives, s'avoue dans deux scènes apocryphes empruntées à une comédie créée quelques mois avant *Le Triomphe* : *La Réunion des amours*, où Cupidon démontre la supériorité du désir charnel sur le sentiment. Ces citations sont enchâssées comme deux rêves que ferait le sage Hermocrate, véritable héros du spectacle.

DÉPÊCHES

■ **LIVRES** : les éditeurs français présents à la Foire de Francfort, qui s'achève le 7 octobre, ont protesté contre leur installation dans le pavillon le plus éloigné de leurs collègues allemands et contre le fait d'être séparés des Anglo-Saxons, avec lesquels ils partagent d'ordinaire le même pavillon. Ils menacent de ne pas revenir l'an prochain si des modifications ne sont pas apportées à cette organisation. En raison de son expansion et de l'introduction de l'édition électronique, la Foire a subi d'importantes restructurations contre lesquelles s'est élevée Serge Eyrolles, président du Syndicat national de l'édition, menaçant de ne pas revenir à Francfort l'année prochaine.

■ **EXPOSITION** : une statue de Gérard Depardieu en bronze de 300 kilos et haute de 2 mètres, réalisée par le sculpteur animalier Bernard de Souzy, a été présentée le samedi 5 octobre à la mairie du 20^e arrondissement de Paris. Cette œuvre, intitulée *La Force aveugle*, ne cachant rien de l'anatomie de l'acteur, est posée sur un socle en forme de bobine, symbole des films historiques dans lesquels a joué l'acteur, *Cyrano de Bergerac*, *Christophe Colomb* ou *Camille Claudel*.

Danse théâtrale d'après l'« Orestie »

Joëlle Bouvier et Régis Obadia refusent de choisir et d'épurer « Les Chiens », qu'ils ont créé à Angers

LES CHIENS, de Joëlle Bouvier et Régis Obadia, Compagnie l'Esquisse/Centre national de danse contemporaine d'Angers (CNDC). Patrick Roudier (conception bande-son). Etienne Milin, Rémi Nicolas (lumière). Ghislaine Ducerf (costumes). **GRAND THÉÂTRE D'ANGERS**, 12, place Imbach. Reprise les 5, 6, 7 décembre, 20 h 30. Le jeudi, 19 h 30. De 75 F à 130 F. Tél. : 41-87-80-80.

ANGERS

de notre envoyée spéciale
Solo. Un danseur, blond, très jeune, faussement androgyne, tressaute comme un fusillé que les balles auraient raté. L'impact du choc, qui le jette contre un mur, déclenche une cascade de soubresauts. Les bras se font imploration et fureur. Par trois fois, à différents endroits de la scène, le garçon, poussant son mur d'acier, va répéter sa danse de mort. Quinze minutes de bonheur en compagnie d'Eric Groudon.

Pendant ce temps, avec beaucoup d'habileté de mise en scène, un duo s'est installé, et a peu à peu envahi l'espace. Raphaël Pardillo ibanez et Hanna Hedma, Suédoise d'origine éthiopienne, incarnent le destin. Ils insistent à la craie, au sol, sur les murs, sur leurs vêtements, des signes, des flèches, tout un labyrinthe de perdition, des sentiers de guerre et d'amour, d'encerclement, de magie. Danse-t-elle, Electre ? Danse-t-il, Oreste, son frère, sur le point de venger son père ? Qu'importe ! Elle est sorcière. Il se laisse faire. Elle finit par se hisser, debout, sur ses épaules. Tous deux

avancent, accrochés au même très long bâton, équipage titubant dont elle est le capitaine. Le cœur de la pièce est là. Il offrait toutes les variations possibles.

Hanna Hedman, nouvelle dans la compagnie, a visiblement inspiré les chorégraphes. Pour son autorité, pour sa beauté fluette, ils ont quitté le baroque expressionniste et se sont risqués en terre d'Afrique. Pour elle, ils ont modelé ce duo d'amoureux qui leur échappe. Prue Lang, l'Australienne, récite d'une voix juste : « Je suis une femme. Je ne veux pas mourir. » Quand elle pleure, c'est comme au cinéma, on sent la salle au bord des larmes.

On pourrait sans préjudice couper les vingt premières minutes des *Chiens*, la création que Joëlle Bouvier et Régis Obadia ont présentée à Angers les 3 et 4 octobre. Cette pièce, inspirée de l'*Orestie* d'Eschyle, démontre seulement au moment du solo d'Eric Groudon. Toutes les séquences qui le précèdent forment un exposé de cette danse théâtrale, visuelle, fortement érotique, que les chorégraphes ont développée depuis 1981. *Les Chiens* s'ordonnent autour d'unités, de duos, de solos : comme s'il fallait que justice règne entre les interprètes. Or, la création, c'est l'injustice, le choix. On a compris en voyant cette pièce ce qu'était la faiblesse de Bouvier/Obadia : ils n'éliminent pas assez et ne trouvent que difficilement le fil qui dégageait une réelle progression dramatique. Pourquoi n'ont-ils pas vu leur erreur de construction ? Pourquoi faut-il, en France, qu'une chorégraphie dure une heure quand vingt minutes suffiraient à nous rendre heureux ?

Dominique Frétyard

CONCERTS

MERCREDI 9 OCTOBRE - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET MIDIS MUSICAUX
Solistes de Los Angeles
Philharmonic
HINEMITH - RAVEL

Salle Pleyel
mer 9, jeu 10 oct - 20 h 30

ORCHESTRE DE PARIS

Gilbert Varga
direction

Viktoria Mullova
violin

BARTOK

SCHOENBERG

60 à 240 F - Tél. : 45.61.65.89

VENREDI 11 OCTOBRE - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET MIDIS MUSICAUX
Nathan Berg, baryton
Susie Alan, piano

VENREDI 11 OCTOBRE - 20 heures

THÉÂTRE DU CHÂTELET CONCERT

Dir. : Esa-Pekka Salonen

Anu Komsi, soprano

Paul Groves, *violin*

Los Angeles Philharmonic

New Music Group

London Sinfonietta Voices

Stravinsky

SAMEDI 12 OCTOBRE - 20 h 30

FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Samedi 12 Octobre, 20h30

CONCERT

EDGARD VARÈSE

BILL VIOLA

INTÉGRALES, JONISATION
ET POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE

DÉSERTS

AVEC LE FILM DE BILL VIOLA

ENSEMBLE MODERN
DIRECTION PETER EITVOS

Location
42 96 96 94

LUNDI 14 OCTOBRE - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET MIDIS MUSICAUX

Boris Pergamenschikow

violonscelle

Lars Vogt, piano

BEETHOVEN - BRAHMS

LUNDI 14 OCTOBRE - 20 heures

THÉÂTRE DU CHÂTELET CONCERT

Dir. : Kent Nagano

Yuri Bashmet, *alto*

London Symphony Orchestra

OPERA

Concert de musique de chambre

Alberti - Bellanger
Doppler - Onslow

Par les musiciens
de l'Orchestre de l'Opéra

14 octobre - 20 h

Amphithéâtre-Bastille
Réservations : 44 73 12 00

VENREDI 11 OCTOBRE - 20 heures

cité de la musique

18 octobre < 20h

Emmanuel Nunes

Ensemble Contrechamps

Denis Gauthier, direction

Ensemble vocal Soli-Tutti

19 octobre < 10h30

Mozart, Beethoven

Amati Quartett

Porte de Pantin

réservations

(1) 44 84 44 84

MERCREDI 20 NOVEMBRE

PIANO ****

Beethoven

les sonates pour piano

Maurizio POLLINI

7 récitals

les 20 nov. - 10 dec. 96

20 jan. - 12 fév. - 20 avril

15 mai - 10 juin 97

Beethoven

les 5 concertos pour piano

Alfred BRENDL

Academy St Martin

in the fields

Neville Marriner

les 4 - 5 - 7 février 97

PLEYEL : 45.61.53.00

LUNDI 25 NOVEMBRE

GIDON KREMER

HOMMAGE À PIAZZOLLA

25 NOVEMBRE : BATACLAN

LOCATION : BATACLAN 47.60.30.12. FRAC

VIRGIN. FRANCE BILET 42.31.31.31

ESP ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

SALLE PLEYEL

MARDI 8 OCTOBRE - 20h30

Jean-Jacques KANTOROW, direction

GIL SHAHAM, *violin*

F. SCHUBERT

F. MENDELSSOHN

05 42 67 57

La mode en capitales
S T Y L E S
Paris Milan Londres Tokyo New York
mode, design, beauté,
les tendances de l'hiver 96-97

londres
swinging
London bis



Photo : Michel Figuet

A lire dans Le Monde
daté jeudi 10 octobre 1996
supplément gratuit de 16 pages

مكتبة المجلد

Arnaud Claass

Deux expositions sont consacrées au photographe : une rétrospective et des œuvres récentes

VOILA un photographe qui ordonne justement parce qu'il montre des choses ordinaires, précieuses, banales, à contre-courant de ce qui se fait. Du noir et blanc, des petits formats soigneusement encadrés, des gris subtils, des paysages de villes ou de roches, des nus, des objets indéfinissables, constituent autant de fragments de réalité, des « images mentales » que l'œil ne retient pas, mais qui prennent une ampleur étrange et séduisante sous le regard d'Arnaud Claass. La Maison européenne de la photographie, à côté du toutouant William Klein, reprend sa rétrospective (1968-1995),



présentée au printemps à Arles. La galerie Michèle Chomette, pour sa part, expose des œuvres récentes (1992-1996) sous un titre adéquat : « Précaire ».

« Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4^e. M^e Saint-Paul. Tél. : 44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi, mardi. Jusqu'au 20 novembre. 30 F.

« Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris 3^e. M^e Rambuteau. Tél. : 42-78-05-62. De 14 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 octobre.

UNE SOIRÉE À PARIS

Orphéon Céléste
Les Amuse-Grâs
Espéglés et bouffons, ces joyeux garçons manient avec un égal bonheur saxophone, clarinette, baryton, peigne ou planche à laver. Le répertoire, qu'il soit jazz ou classique, ils le commencent sur le bout des doigts et l'aboutissent sans vergogne. On aimerait des textes un peu plus fertiles en surprises mais on est séduit par les astuces de la mise en scène.

Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukic, Paris-2^e. M^e Sentier. 20 h 30, le 8. Tél. : 42-36-37-27. 90 F.

Maurane
Le Grand Rex est un décor de rêve pour Claude Maurane, chambrasse à la voix brillante qui sait composer des atmosphères. Après un album, *Différent*, un peu mélancolique, son retour à la scène lui fournit l'occasion d'exprimer à nouveau ses sentiments avec un punch jamais dément.

Au Grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris-8^e. M^e Bonne-Nouvelle. 20 h 30, les 8, 9 et 10. De 125 F à 175 F.

Arno
Belge flamand, Arno est l'enfant terrible du rock du nord, cham-

pión du paradis-frac et de la sincérité naïve. Sa version écorchée des *Filles de bord de mer*, d'Adamo, sa vision de la francophonie (*Arno à la française*, chez Delabel) confèrent à ce natif d'Ostende une place à part dans la chanson européenne.

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9^e. M^e Opéra. Madeleine. 20 heures, le 7. Tél. : 47-42-25-49. 140 F.

Semaines du théâtre autrichien
La dixième édition des Semaines du théâtre autrichien a pour thème le « Théâtre de résistance ». Une excellente occasion de découvrir des pièces rares ou inédites : *Le Tailleur*, de Nestoy, *Le Jeune Médard*, de Schützler, *Nuit italienne*, d'Horvath, *La Réponse*, de Bauer, *La Bataille de Vienne*, de Peter Tuxil, *Houlette, bâton et schlag*, de Jettak, qui seront lus par un groupe de comédiens intéressants : Laurence Févier, Roger Mimont, Maud Ruyer, Didier Sauvage.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris-11^e. M^e Bastille. 19 h 30, du 7 au 13 octobre. Entrée libre. Réservation obligatoire du 49-57-42-14.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

AFRIQUES : COMMENT ÇA VA AVEC LA DOULEUR ?
Film français de Raymond Depardon, (2 h 45).

Saint-André-des-Arts 1, 6^e (43-26-80-25).

ANNA 02
Film français d'Eric Rochant, avec Charlotte Gainsbourg, Gérard Lanvin, Sami Bouajila, Grégori Derangère, Emmanuelle Béart, Jim Adini (1 h 30).

Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra France, 8^e (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, dolby, 1^{er} (43-57-90-81) ; Gaumont Gobelin Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10).

L'APPAREILMENT
Film français de Gilles Mimouni, avec Romane Bohringer, Vincent Cassel, Monica Bellucci, Jean-Philippe Écoffey, Monica Bellucci, Sandrine Kiberlain (1 h 56).

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Rotonde, 8^e ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Bastille, dolby, 11^e (47-00-42-48) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelin, dolby, 13^e ; Mistral, dolby, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e ; Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES
Film finlandais d'Ali Kaurismäki, avec Kati Outinen, Kari Väänänen, Elina Salo, Sakari Kuosmanen, Markku Peltonen, Matti Oksanen (1 h 35).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-André-des-Arts 1, 6^e (43-26-80-25) ; La Pagode, dolby, 7^e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Am-

bassade, dolby, 8^e (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (45-80-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10).

INDEPENDENCE DAY
Film américain de Roland Emmerich, avec Will Smith, Bill Pullman, Jeff Goldblum (2 h 20).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Bretagne, dolby, 6^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Mari-gnan, dolby, 8^e (réservation : 40-30-20-10) ; George-V, THX, dolby, 8^e ; UGC Normandie, 8^e ; UGC Opéra, dolby, 8^e ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (45-80-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Pasty, dolby, 16^e (42-74-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Mallory, 17^e ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10).

PARTY
Film français de Manoel De Oliveira, avec Michel Piccoli, Irène Papas, Leonor Silveira, Rogério Samora (1 h 30).

Lafayette, 4^e (42-78-47-86) ; Reflet Médicis 1, 5^e (43-54-42-34) ; Ellysées Lincoln, 8^e (43-59-36-14) ; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10).

LA RENCONTRE
Film français d'Alain Cavalier, avec Florence Malraux, Françoise Wildhoff (1 h 15).

Saint-André-des-Arts 1, 6^e (43-26-80-25).

LE ROI DES AULNES
Film franco-allemand de Volker Schlöndorff, avec John Malkovich, Armin Mueller-Stahl, Gottfried John, Marianne Sägebrecht, Volker Spengler, Helmut Fench (1 h 58).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, dolby, 8^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10).

UNE
Film britannique de Ken Russell, avec Ishai Golan, Terence Stamp, Hatty Baynes, Delphin Forrest, Rachel Elnor, Rafi Tabor (1 h 34).

VO : Grand Pavois, 19^e (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10.

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 7 OCTOBRE

The Rake's Progress de Stravinsky. Paul Groves (Tom Rake-well), Dawn Upshaw (Anne), Deryce Graves (Baba la Turque), Willard White (Nick), Donald McIntyre (Trulove), Victoria Vergara (Mother Goose), John Dwykes (Sellen), London Sinfonietta Voices. Los Angeles Philharmonic, Esa-Pekka Salonen (direction). Peter Sellars (mise en scène).

Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-1^{er}. 19 h 30, les 7, 9 et 12. Tél. : 40-28-28-40. De 20 F à 600 F.

Les Noces de Rigostrini de Mozart. Hubert Clauessen (Figaro), Nicolas Rivens (le comte Almaviva), Danièle Borst (la comtesse Almaviva), Sophie Martin-Degor (Susanna), Laura Polverelli (Cherubino), Patrick Donnelly (Bartolo), Claudine Le Coz (Marcellina), Stuart Patterson (Don Basilio), La Grande Eclair et la Chambre du roy, Jean-Claude Malgoire (direction), Pierre Constant (mise en scène).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 19 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 480 F.

MARDI 8 OCTOBRE

Los Angeles Philharmonic
Stravinsky : Symphonie d'instruments à vent, Symphonie en ut, Symphonie de printemps. Symphonie en trois mouvements. London Sinfonietta Voices, Esa-Pekka Salonen (direction).

Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-1^{er}. 20 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 295 F.

Ensemble orchestral de Paris
Schubert : Ouverture D 478, Symphonie n° 8, Mendelssohn : Concerto pour violon et orchestre op. 64, G. V. Shostakovich (violin), Jean-Jacques Kantorow (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^e Ternes. 20 h 30. Tél. : 45-61-53-00. De 60 F à 190 F.

Jean-Marc Lussan (piano)
Haydn : Variations pour clavier. Schumann : Carnaval. Beethoven : Variations op. 34, Sonate pour piano op. 10. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30. Tél. : 48-53-25-07. De 105 F à 240 F.

Orchestre philharmonique
de Radio-France
Wagner : Lohengrin, prélude du 1^{er} acte, Wessendock Lied. Bruckner : Symphonie n° 7. Gabriela Beckanova (soprano), Marek Janowski (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. Ternes. 20 heures. Tél. : 45-61-53-00. De 70 F à 175 F.

Los Angeles Philharmonic
New Music Group
Stravinsky : Cantata, Concerto pour orchestre de chambre «Dumbarton Oaks», Minutaires instrumentales, Octave Anu Korsi (soprano), Paul Groves (ténor), London Sinfonietta Voices, Esa-Pekka Salonen (direction).

Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-1^{er}. 20 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 55 F à 170 F.

Ensemble Musicologica
Ohanes : Lianto por Ignacio Sanchez Mejias. Chostakovich : Symphonie n° 14. Marie-Stéphane Bernard (soprano), Lionel Peiters (baryton), Rodolphe de Souza (ténor), Roland Harpignidien (direction).

Ivy-sur-Seine (94). La Manufacture des Cellules, 25, rue Raspail. M^e Mairie-d'Orly. 20 h 30. Tél. : 44-94-28-50. 75 F.

Orchestre national d'Ile-de-France
Tchaïkovski : Concerto pour violon et orchestre, Sibelius : Lemminkäinen, Li-na Isakovic (violin), Jacques Mercier (direction).

Montigny-Le Bretonneux (78). Théâtre de Saint-Quentin, place Georges-Pompidou. 20 h 30. Tél. : 30-96-99-00. De 65 F à 120 F. Le 12 à 20 h 30 à la salle Pleyel. Tél. : 45-61-53-00. Le 13 à 16 h 30 à la Maison de la musique de Nanterre. Tél. : 41-37-94-20.

SAMEDI 12 OCTOBRE

Fabio Biondi (violin), Riccardo Alessandrini (direction, pianoforte)
Biber : Sonate pour violon et basse continue n° 1, Biber : Sonate pour violon et basse continue, BWV 1021, Biber : Sonate pour violon et basse continue, BWV 1021, Biber : Sonate pour violon et basse continue, BWV 1021.

Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-1^{er}. 20 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 170 F.

Christian Zacharias (piano)
Schubert : Lieder transcrits pour piano, Sonate pour piano D 894.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4^e. 17 heures. Tél. : 42-74-22-77. 90 F.

Orchestre Pasdeloup

du 9 au 20 octobre 1996

Rencontres

internationales de cinéma à Paris

Préface de Georges et Rina Simon

P.A.R.I.S. France Inter Télérama

renseignements : 01 44 76 62 00

MERcredi 9 OCTOBRE

Solistes
du Los Angeles Philharmonic
Hindemith : Quintette pour clarinette et cordes op. 30, Ravel : Sonate pour violon et violoncelle.

Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-1^{er}. 12 h 15. Tél. : 40-28-28-40. 50 F.

Orchestre de Paris
Bartok : Concerto pour violon et orchestre n° 2, Schoenberg : Verklärte Nacht, Viktoria Mullova (violin), Gilbert Varga (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^e Ternes. 17 h 30. Tél. : 45-61-53-00. Location Paris-1^{er}. 90 F à 175 F.

Philippe Chassard (piano)
Wagner : Retour à Paris. Martinu : Les Bouquiers du quai Malaquais. Hahn : Métrée parisienne. Effet de nuit sur la Seine. Auric : La Seine au matin. Saugues : Nuit coloniale sur les bords de la Seine. Montpou : A l'expo. Tansman : L'Autobus imaginaire. Debussy : Images pour piano inédites. La pus que lente. Durand : Valse op. 83. Faure : Valse-caprice n° 1.

JEUDI 10 OCTOBRE

La Finta Gardiner
de Mozart. Par le Studioper. Akemi Soudouy-Okumura (piano), Claire Leveque (direction), Ruth Ortmann (mise en scène).

Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11^e. M^e Goncourt, Belleville. 19 h 30, les 10 et 17, 18 heures, les 12 et 19, 17 heures, les 13 et 20, jusqu'au 31. Tél. : 49-06-72-34. Location Franc. Virgin. 130 F.

Quintet Vogler
Wolff : Quatuor à cordes. Brahms : Quintette pour clarinette et cordes. Edward Brunner (clarinette).

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris-7^e. M^e Solferino. 20 heures. Tél. : 40-49-47-17. 130 F.

Cyril Huvé (piano)
Liszt : La Vallée d'Oberrhein. Schubert : Wanderer Fantasia. Schubert-Liszt : Le Chant du cygne.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

VENdREDI 11 OCTOBRE

Cas fûté de Mozart. Sophie Fournier (Flordiligi), Laura Polverelli (Dorabella), Sophie Martin-Degor (Despina), Simon Edwards (Ferrando), Nicolas Rivens (Guglielmo), Patrick Donnelly (Alfonso), La Grande Eclair et la Chambre du roy, Jean-Claude Malgoire (direction), Pierre Constant (mise en scène).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 19 h 30, les 11, 14 et 16. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 480 F.

Grieg : Peer Gynt, suite n° 1. Verdi : La Forza del destino, ouverture. La Traviata, fantaisie. Smetana : La Moldau. Mendelssohn : La Grotte de Fingal, ouverture. Arutunian : Concerto pour trompette et orchestre. Berlioz : Carnaval romain. Guy Tournon (trompette), Jean-Pierre Walzer (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^e Ternes. 17 h 30. Tél. : 45-61-53-00. Location Paris-1^{er}. 90 F à 175 F.

Wagner : Retour à Paris. Martinu : Les Bouquiers du quai Malaquais. Hahn : Métrée parisienne. Effet de nuit sur la Seine. Auric : La Seine au matin. Saugues : Nuit coloniale sur les bords de la Seine. Montpou : A l'expo. Tansman : L'Autobus imaginaire. Debussy : Images pour piano inédites. La pus que lente. Durand : Valse op. 83. Faure : Valse-caprice n° 1.

Conservatoire national d'art dramatique. 2 bis, rue du Conservatoire. Paris-9^e. M^e Rue-Montmartre. 18 heures. Tél. : 42-30-15-16. De 80 F à 110 F.

Orchestre national d'Ile-de-France
Tchaïkovski : Concerto pour violon et orchestre, Sibelius : Lemminkäinen, Li-na Isakovic (violin), Jacques Mercier (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^e Ternes. 20 h 30. Tél. : 45-61-53-00. De 60 F à 190 F.

Ensemble Blodden
Verbe : Intégrale, Jonization. Verbe-Vio : Déserts. Peter Etoys (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 42-96-96-94. De 90 F à 180 F.

Ensemble Blodden
Verbe : Intégrale, Jonization. Verbe-Vio : Déserts. Peter Etoys (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 42-96-96-94. De 90 F à 180 F.

Ensemble Blodden
Verbe : Intégrale, Jonization. Verbe-Vio : Déserts. Peter Etoys (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 42-96-96-94. De 90 F à 180 F.

Ensemble Blodden
Verbe : Intégrale, Jonization. Verbe-Vio : Déserts. Peter Etoys (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 42-96-96-94. De 90 F à 180 F.

Ensemble Blodden
Verbe : Intégrale, Jonization. Verbe-Vio : Déserts. Peter Etoys (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 42-96-96-94. De 90 F à 180 F.

Ensemble Blodden
Verbe : Intégrale, Jonization. Verbe-Vio : Déserts. Peter Etoys (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 42-96-96-94. De 90 F à 180 F.

Ensemble Blodden
Verbe : Intégrale, Jonization. Verbe-Vio : Déserts. Peter Etoys (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30. Tél. : 42-96-96-94. De 90 F à 180 F.

chère KV 488. Boles : Incises. Ligeti : Cordes à vide, Antares. Schubert : Quatuor à cordes D 810 et La Jeune Fille et la Mort». Gianluca Cascioli (piano).

Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-1^{er}. 20 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 55 F à 170 F.

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16^e. M^e Passy. 17 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

JAZZ

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Zoom Trio Orchestra
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris-14^e. M^e Galté, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 8. Tél. : 43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Vincent Artois/Boris Blanchard Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-7^e. M^e Châtelet. 22 heures, le 8. Tél. : 40-26-46-60. 80 F.

Jean-Loup Longnos Quartet
Petit Opportun, 15, rue des Levandières-Sainte-Opportune, Paris-1^{er}. M^e Châtelet. 22 h 30, les 8 et 9. Tél. : 42-36-01-36.

Tommy Flanagan Trio
Latitudes Saint-Germain, 7, rue Saint-Benoît, Paris-6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. 20 h 30 et 23 heures, du 9 au 12. Tél. : 42-61-53-53. De 110 F à 140 F.

Jean-Christophe Boney Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-7^e. M^e Châtelet. 22 h 30, le 9. Tél. : 40-26-46-60. 80 F.

Christian Escudé Trio
Patrick Fradet Sextet
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16^e. M^e Passy. 20 heures, le 10. Tél. : 42-30-15-16. 30 F.

Gemini Gemini
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M^e Châtelet-d'Eau. 21 heures, le 10. Tél. : 45-23-51-61. De 110 F à 130 F.

Jean-Christophe Boney Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-7^e. M^e Châtelet. 22 h 30, le 10. Tél. : 40-26-46-60. 80 F.

Henri Texier Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7^e. M^e Châtelet. 22 h 30, le 10 et 12. Tél. : 42-39-22-88. De 70 F à 100 F.

Steve Turre
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaures, Paris-19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 h 30, les 12 et 13. Tél. : 40-50-66-96. 140 F.

Guillaume Orté, Pascale Labbe, Pierre Bessières
Montreuil (93). Instants claviers, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, les 11 et 12. Tél. : 42-87-25-91.

Didier Lockwood Quintet
Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies. 21 heures, le 12. Tél. : 41-37-94-20. De 30 F à 120 F.

Hermann et Chet Baker
Pontoise (95). Cinéma Royal-Utopia, 14, rue Alexandre-Prachay. 21 heures, le 11.

Daniel Humair, Joachim Kuhn, Jean-François Jenny Clark
Scaur (92). Les Gîteaux, 49, avenue Georges-Clemenceau, M^e Bourg-la-Reine. 21 h 30, le 11. Tél. : 46-61-36-67.

ROCK

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Linda Perry
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris-8^e. M^e Saint-Augustin. 23 h 30, le 7. Tél. : 42-25-18-06. Entrée libre.

Alejandro Escovedo
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris-8^e. M^e Saint-Augustin. 23 h 30, le 7. Tél. : 42-25-18-06. Entrée libre.

Seas Unité
Le Dôme du monde, 75, rue des Martyrs, Paris-9^e. 19 h 30, le 9. Tél. : 44-92-77-56. 100 F.

Soundgarden
Zénith, 211, avenue Jean-Jaures, Paris-19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 heures, le 9. Tél. : 42-08-60-00. 130 F.

Burning Head, Sales Majestie, Shout
Ivy-sur-Seine (94). Petit Chapiteau. 20 heures, le 10. Tél. : 45-15-07-07.

Assassin, Kabal, Zebda, Sali Sali
Ivy-sur-Seine (94). Chapiteau, Parc des Cormilles. 20 heures, le 11. Tél. : 45-15-07-07.

Kevin Coyne
Maspy (91). Centre culturel Paul-Bailly, 6, allée du Québec. 21 heures, le 12. Tél. : 69-20-57-04. 90 F.

Willy De Ville
Rio-Orange (91). Le Plan, rue Ruy-Galagach. 19 heures, le 13. Tél. : 69-43-03-03. De 110 F à 140 F.

Fabulous Trobadors, Femmouzes T Villeneuve-le Roi (94). Centre communal Pierre-Martin, rue du Docteur-Calmes. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-15-07-07.

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9^e. M^e Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 8 au 12 ; 17 heures, le 13. Tél. : 47-42-25-49. De 160 F à 230 F.

Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris-4^e. M^e Châtelet. 22 h 15, du 8 au 19. Relâche dimanche et lundi. Tél. : 48-87-82-48. De 70 F à 90 F.

Antivus
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukic, Paris-2^e. M^e Sentier. 20 h 30, le 9. Tél. : 42-36-37-27. 120 F. Le 12 à 20 h 30, à

Deutsche Telekom prêt à se rapprocher de Leo Kirch

BONN
de notre correspondant
Deutsche Telekom n'exclut pas la création d'une société commune dans le domaine de la télévision payante avec l'entrepreneur de télévision munichois Leo Kirch, indique Ron Sommer, le président de Deutsche Telekom, dans un entretien avec le quotidien économique Handelsblatt paru lundi 7 octobre. Après l'échec de ses discussions avec Bertelsmann, le géant de la télécommunication allemande entend ainsi rentabiliser ses investissements dans le câble en mettant ses réseaux à disposition de nouveaux partenaires.

L'acteur le plus puissant de la télévision payante en Allemagne vient pourtant de subir un revers. Le tribunal régional de Munich vient de donner raison aux dirigeants de Premiere - jusqu'ici seule chaîne de télévision payante en Allemagne, détenue par Bertelsmann, Canal Plus et Leo Kirch - qui avaient fait appel à la justice pour empêcher Leo Kirch de diffuser en exclusivité des films de fiction récents à travers son bouquet numérique DFL.

Enfin, selon le quotidien Berliner Zeitung du 7 octobre (qui appartient à Bertelsmann), qui fait état de sources judiciaires italiennes, Leo Kirch aurait reçu 500 millions de deutschemarks entre 1994 et 1996 de son partenaire italien, le groupe Berlusconi, afin de jouer le rôle d'homme de paille dans diverses participations financières.

L. D.

Le processus de privatisation de la SFP reste contesté

LBO, soutenue par Havas, a présenté aux salariés son offre de 57 millions de francs, qui préserve 700 emplois, et demande un recours à l'Etat de 900 millions

LES SYNDICATS CFDT, CGC, FO et CGT de la Société française de production (SFP) ont réitéré dans un texte diffusé vendredi 4 octobre, leur « stupéfaction » devant le communiqué du 30 septembre de Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, indiquant que les dossiers des trois candidats à la reprise de la société - Global Studios de Walter Butler, LBO de Fabrice Giger et Jacques Cressant, associé à des animateurs-producteurs - devaient être examinés rapidement, afin de permettre au ministre de « communiquer sa proposition à la Commission de privatisation au plus tard le 10 octobre » (Le Monde du 1^{er} octobre). Dans le même temps, la Commission de Bruxelles a demandé le remboursement des aides de 1,1 milliard de francs versées par l'Etat.

« L'impatience du ministre nous laisse à penser qu'il maintient son choix et qu'il continuera à privilégier le dossier Global Studios », de Walter Butler, « avant même qu'ait pu être examinée de nouvelles candidatures », écrivent les syndicats qui s'interrogent en outre sur « l'utilisation des sommes importantes demandées par Walter Butler ». Enfin, ils demandent au gouvernement de « surseoir à l'accléneration du processus de privatisation » et indiquent que le ministre porterait « la responsabilité du conflit majeur qui s'ensuivrait dans les prochains jours à la SFP, si ce choix était confirmé avant que le CE ne se prononce conformément à la législation en vigueur ». Ce choix

organise un colloque entièrement de l'entreprise aux frais du contribuable », estiment les syndicats.

De leur côté, les syndicats CFDT, CGC, CGT et FO de la radiotélévision appellent leur opposition à « cette opération politique » s'inscrivant dans un « contexte d'abandon des responsabilités de l'Etat en matière de culture et de production audiovisuelle ». Ils indiquent qu'ils « saisisseront immédiatement les tribunaux de tout manquement aux règles définies par le code du travail, si le CE de la SFP n'était pas saisi dans les formes et les délais légaux, d'un projet dont le gouvernement semble être embarrassé ».

Les trois candidats à la reprise de la SFP doivent être reçus mardi 8 octobre par le ministre de l'économie et des finances. La commission de privatisation du comité d'entreprise, a entendu vendredi 4 octobre le projet de reprise présenté par LBO (groupe Convey) associé à ITI et Télé-images (dirigé par Simone Harari et soutenu par le groupe Havas). Elle devait auditionner, lundi 7, Jacques Cressant, ancien directeur commercial de la SFP qui est associé à des animateurs-producteurs, comme Michel Drucker, Patrick Sébastien et Jacques Martin, et mardi 8, Walter Butler, qui devrait revoir son plan proposé au mois d'août, en réduisant le nombre de licenciements.

Little Big One (LBO) est une société belge versée dans la prestation de services (plateaux télévisés, fabrication d'images par ordinateur, etc.). C'est l'une des filiales du groupe européen Convey, aux côtés de la société Spax, qui s'occupe d'habillages et d'effets spéciaux (elle a notamment réalisé ceux de Pierre et le Loup pour Capa et Canal Plus), des studios de dessins animés Pidi Box, de la société Mediagex, qui vend sous licence le logiciel de production de longs métrages et de téléfilms baptisée Métal Hurlant Productions. Le groupe réalise un chiffre d'affaires de 200 millions de francs.

« d'abord être un plan industriel et non un plan financier », « il ne s'agit pas d'une intervention timide, fait remarquer Fabrice Giger, mais d'une intervention franche dans laquelle intervient le pôle professionnel de Simone Harari et qu'Havas a étudié à fond. L'idée est d'avoir une entreprise qui soit capable d'entrer sur un marché hautement concurrentiel. L'apport demandé à l'Etat ne consiste pas à faire de la trésorerie mais à permettre des investissements ».

Fabrice Giger projette de créer et de développer les forces commerciales du pôle vidéo, de restructurer le pôle studio en transférant une partie des personnels au pôle production qui doit être « en phase avec le marché ». Il prévoit aussi de créer un quatrième pôle, baptisé « nouvelles technologies » qui s'occuperait d'images de synthèse, d'effets spéciaux, etc., qui « sont maintenant courants mais qui n'existent pas à la SFP ».

Le jeune entrepreneur envisage la création d'une société holding de droit français, qui regrouperait ses diverses sociétés actuellement installées en France, Belgique et Suisse, et dans laquelle entrerait le groupe présidé par Pierre Danzier. Avant de déposer son offre à la banque OBC, il a rencontré les salariés de la SFP : « Des personnes compétentes qui ont une vision globale du marché et de leur entreprise. Nous nous sommes retrouvés sur les grands principes ».

Yves-Marie LABÉ

■ **PRESE** : un nouveau mensuel consacré à la culture, Encore, vient d'être lancé. Dirigé par le publicitaire Paul Cahier, le magazine traite aussi bien du théâtre, de la littérature, de la musique et des arts plastiques. On trouve au sommaire du numéro d'octobre André Masson, Brian de Palma, Suzanne Vega, Oscar Wilde... Le rédacteur en chef est Jean-Pierre Saccani, ancien directeur de la rédaction du Figaro. Vendu 25 francs et tiré à 200 000 exemplaires, le premier numéro a réuni une quarantaine de journalistes, parmi lesquels des chroniqueurs comme Renaud Magagnon, Armand Viviant, Jean-Louis Ferrier ou le photographe Xavier Lambours.

■ **CABLE** : Téva, la chaîne au féminin de M 6, a démarré, dimanche 6 octobre, sur les réseaux câblés de Lyonnais Communications (Canal 18, à Paris et en région parisienne) avant d'être diffusée par satellite dès le lancement du bouquet TPS, prévu pour la fin de l'année. Les programmes de Téva, qui remplacent désormais ceux de la chaîne américaine d'information en continu CNN - désormais accessible sur le câble avec un supplément de cotisation -, seront « axés autour de grands rendez-vous thématiques et d'un jeu de multi-diffusion souple, qui s'adapte aux modes de vie et aux emplois du temps de toutes les femmes ». M 6 est le principal opérateur (51 %) de cette nouvelle chaîne thématique, en partenariat avec Hachette Filipacchi presse et le groupe Marie Claire (24,5 % chacun).

■ **AGENCE** : l'agence de presse financière Bloomberg pourrait, selon le Times de Londres, faire l'objet d'une OPA lancée par le groupe de communication anglo-néerlandais Reed Elsevier, qui réalise un chiffre d'affaires de 28 milliards de francs dans l'édition spécialisée.

LUNDI 7 OCTOBRE

TF 1

12.30 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.45 Les Reux de l'amour. Feuilleton.
14.35 Dallas. Feuilleton.
14.45 Le précepte. Série.
15.30 Hôtel. Série.
15.45 L'homme de l'année.
16.30 Une famille en or. Jeu.
17.00 Club Dorothée.
17.40 L'Amal 2 sans toi. Série. Jamais trois sans toi.
18.10 Le Rebelle. Série.
18.45 L'Or à l'appel. Jeu.
19.35 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

20.50

COMBIEN CA COÛTE ?
Magazine présenté par Jean-Pierre Bernès.
Invités : Michel Calabro, Jean Alesi.
Les sujets : l'aventure du moteur à l'Etat ; Combien rapporte votre voiture à l'Etat ; Les extravagances de l'homme le plus riche du monde... (125 min.) 68792200

22.55

L'APPEL DE LA COUETTE
Diversément présenté par Nagui.
Invités : Pierre Mondy, Roland Girard et Maïke Jansen, Samantha Fox, Chantal Thomas 101987
Nagui reçoit ses invités en pyjama, près de son lit, pour une émission qu'il veut faite de complicité, d'humour et de détente.
0.45 Journal. Météo.

0.35 7 sur 7 (rediff.) Invité : Alain Juppé.
1.45 et 2.50, 3.30, 4.10, 4.50 7 sur 7.
1.55 et 3.00, 3.40, 5.05 Histoires naturelles. 4.20 Cas de divorce. 5.00 Musique.

Planète

20.35 L'Examen ou la Porte.
21.30 La Danse du singe et du poisson.

France 2

12.59 Journal.
13.30 Secret de chef.
13.45 INC. Magazine.
13.55 Derrick. Série.
14.05 Dames d'Amsterdam.
15.00 Le Renard.
15.45 INC. Magazine.
16.05 et 5.13 La Chance aux chansons.
Le retour de Charles Dumont.
16.35 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.30 Sauvés par le gong.
17.45 Hardye contre la vie.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits.
19.25 et 1.45 Studio Gabriel.
Invités : Patrick Bruel et Jean Reno.
19.59 Journal. A cheval, Météo.

DANS UN GRAND VENT DE FLEURS
Feuilleton (47) de Gérard Vergez, avec Rosemarie La Voüe 2419874
Guillaume présente Sorenza à sa famille. Le dîner tourne mal et le mariage est retardé.

22.45

C'EST A SUIVRE
Magazine présenté par Claude Sérillon dans le cadre des "lundi de l'information" (90 min.) 988378
0.15 Journal. Bourne, Météo.
0.35 Le Cercle de minuit.
Magazine. Présenté par : Boris Schreiber ; Alain Vircondelet ; René de Coccaty ; Bruno Tessaerch ; Gilles Leroy ; Richard Morille ; Philippe Bernold (70 min.) 1252986
2.30 Europe. Le rôle de sa vie. 3.35 D'un soleil à l'autre (rediff.) 3.45 24 heures d'Info. 3.55 Météo. 5.00 marches du Palais. Secrez.

2.30 Europe. Le rôle de sa vie. 3.35 D'un soleil à l'autre (rediff.) 3.45 24 heures d'Info. 3.55 Météo. 5.00 marches du Palais. Secrez.

Paris Première

20.00 et 0.10 20 à Paris Première.
Invité : Roland Petit.
21.00 Série noire. Série.
Film d'Alain Corneau (1979, 115 min) 94350378
22.55 Le J.T.S.
23.25 Concert : Vichet jungle Sessions : Ruby (45 min.) 5192861

France 3

12.32 Journal.
13.31 Keno.
13.40 L'homme et une femme. Film de Claude Lelouch avec Anouk Aimée (90 min.) 299688
14.35 Laissez-moi mon enfant.
Téléfilm de Jerry Thorpe, avec Mariel Hemingway (90 min.) 9782948
16.05 Secrets de famille.
16.40 Les Millefleurs.
Télex : Les Tortues Ninja : Camille.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.40 Un livre, ça joue.
L'Honneur d'Armand de Viviane Forrester.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.05 Journal régional.
20.05 Pa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

ET LA TENDRESSE ?
--- BORDELLI
Film de Patrick Schumann avec Jean-Claude Biette, Bernard Giraudeau (978, 95 min.) 788200
22.30 Journal. Météo.

23.05

LES OTAGES
Téléfilm de Steven Hilliard Stern, avec Ned Beatty (90 min.) 1231820
Un DC-10 est décapité par un groupe de terroristes qui semblent avoir la situation en main jusqu'à ce que les otages ripostent.
0.35 Libre court. J'ai échoué.
Court métrage de Philippe Donatelli avec Philippe Blanchard (25 min.) 9486175
1.00 Capitaine Furillo. Les séquences. Série. 1.50 Musique. Gradini (20 min.)

19.00 Taratata.
20.10 L'Hiver des grands créateurs.
20.30 La Petite Voleuse. Film de Claude Miller (1988, 105 min.) 3878875
22.15 Cagliostro.
22.20 Jet Star.
23.20 C'est à dire.
0.10 Around Jazz.
De Frank Capra. (1934, 15 min) 5074522
Film d'Alain Corneau et Pat Hingle (90 min.) 5042088

Ciné Cinéma

20.30 L'Homme du Cuir.
Film d'Alain Corneau (1953, 15 min) 7288823
21.55 La Griffe du passé. Film de Jacques Tourneur (1947, 90 min) 5192861

Ciné Cinéma

20.30 L'Homme du Cuir.
Film d'Alain Corneau (1953, 15 min) 7288823
21.55 La Griffe du passé. Film de Jacques Tourneur (1947, 90 min) 5192861

La Cinquième

13.00 Légendes vivantes d'outre-mer. 13.30 De-mat le travail.
14.00 Un homme et une femme. Film de Claude Lelouch avec Anouk Aimée (90 min.) 299688
16.00 Gala. 16.30 Les Portes du monde.
17.00 Le Tour du monde en quatre-vingt jours (rediff.). 17.30 Alf. 18.00 Un monde nouveau (313). 18.30 Le Monde des animaux.

LES GENS NORMAUX N'ONT RIEN D'EXCEPTIONNEL
Film de Laurence Ferreira Barbosa avec Valeria Bruni-Tedeschi (1993, 100 min.) 608533
A la suite d'une rupture amoureuse, une femme se livre à une crise de violence. Conduite aux urgences psychiatriques et frappée d'innocence, elle décide de rester quelque temps à l'hôpital.

22.25

VERSAILLES RIVE GAUCHE
Film français de Bruno Podalydès, avec Isabelle Candelier (1991, moyen métrage, 47 min.) 828494
Une nouvelle cinématographique se développe sur un rythme rapide en comédie satirique, à partir d'une situation triviale. Bonheur et jubilation.
23.10 Kinorama. Magazine.
23.20 L'Empire des sens. Film de Nagisa Oshima avec Eiko Matsuda (1976, 90 min) 6886113
1.00 Court-circuit. La Bible, court métrage de Rodolphe Charles Montgomery (1994, 12 min). Audiodisc, court métrage de Michael Pohl (1995, 16 min.) 6885778
1.30 Le Bonnet d'âne. 1844 film de Luis Buñuel, avec Diego Wallraf, Christian Ried (rediff.). 75 min. 377617

23.30 Le Père Godot. Film de Robert Verney (1994, 95 min) 1205283
20.30 Souvenir - Variétés jeunesse.
21.30 New York Police Blues. Une grande famille.
22.15 Chronique de la combine.
22.20 Outsiders. Film de Francis Ford Coppola (1985, 95 min) 73007128
23.35 V.I.P.
0.20 Bob Marley and the Wailers.
Services de concerts enregistrés au Reggae Sunsplash Festival au Jamaïque en 1979 et durant le J'écoute Tour à Dortmund (Allemagne) en 1980 (90 min.) 5042088

Série Club

20.45 L'Homme du Cuir.
Film d'Alain Corneau (1953, 15 min) 7288823
21.55 La Griffe du passé. Film de Jacques Tourneur (1947, 90 min) 5192861

Série Club

20.45 L'Homme du Cuir.
Film d'Alain Corneau (1953, 15 min) 7288823
21.55 La Griffe du passé. Film de Jacques Tourneur (1947, 90 min) 5192861

Eurosport

17.00 Football.
19.00 Rallye.
20.00 Speedworld.
22.00 Monster Truck.
23.00 Eurogolf.
0.00 Eurogolf.
1.00 Catch (90 min.)

M 6

13.25 Le Serment du sang.
Téléfilm de Paul Verdon. (88 min.) 8407888
15.05 Drôles de dames. (1/2) Ces dames s'amusent.
16.35 Télé casting. Musique. 17.05 et 3.30 Fautes comme chez vous.
18.00 Spas 2063. Série. (1/2) Episode pilote. Année 2063. Les colonies spatiales de la Terre sont attaquées par une civilisation inconnue. La vie d'une unité de Marines pendant la guerre qui s'ensuit.
18.55 Highlander. Série. L'ombre de la mort.
19.34 51x minutes d'information.
20.00 Une noue d'enfer.
20.35 Ciné 6. Magazine.

LES TROIS JOURS DU CONDOR
Film de Sydney Pollack avec Robert Redford, Faye Dunaway (1975, 112 min.) 88851007
Un thriller haletant, fascinant, réalisé et interprété de manière éblouissante.

23.00

L'ENGRENAGE
Téléfilm de Michael Kennedy, avec Gregory Harrison (95 min.) 7343881
Poussé par sa maîtrise qui travaille pour des trafiquants de drogue, un agent immobilier abaisse un policier pendant une transaction. Accablé de remords, il est de plus l'objet d'un chantage exercé par les dealers qui le menacent de remettre l'arme du crime à la police.
0.45 Culture pub.
1.25 Jazz 6. Wayne Shorter. Quartet (65 min.) 38184798
2.30 Box of The One. Musique. 4.35 Religieuses. Magazine. Carte Brun. 5.05 Turbo. Magazine (25 min.)

23.30 Souvenir - Variétés jeunesse.
21.30 New York Police Blues. Une grande famille.
22.15 Chronique de la combine.
22.20 Outsiders. Film de Francis Ford Coppola (1985, 95 min) 73007128
23.35 V.I.P.
0.20 Bob Marley and the Wailers.
Services de concerts enregistrés au Reggae Sunsplash Festival au Jamaïque en 1979 et durant le J'écoute Tour à Dortmund (Allemagne) en 1980 (90 min.) 5042088

Eurosport

17.00 Football.
19.00 Rallye.
20.00 Speedworld.
22.00 Monster Truck.
23.00 Eurogolf.
0.00 Eurogolf.
1.00 Catch (90 min.)

Canal +

En clair jusqu'à 13.35
12.30 La Grande Famille.
13.35 Court-circuit.
L'incroyable, d'Ismaël Ferroutti ; Le Dernier Chapignon rouge, de Jan Kounen ; Joséphine et les Citrons, de Vincent Ravéol.
15.05 TV plus. Magazine.
16.00 The Crow. Film d'Alex Proyas (1994, 98 min.) 9481882
17.40 Surprises.
17.55 Billy the Cat, dans la peau d'un chat.
En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

MI-FUGUE MI-RAISON
Film de Fernando Albano avec Persi Pons (1994, 98 min.) 88851007
22.15 Flash d'information.
22.20 Ousmane Sow. Documentaire de Béatrice Soult (25 min.) 878903

22.45

PRETRE
Film d'Antoine Bide avec Lino Brodie (1995, 90 min.) 8088946
Un prêtre catholique d'une paroisse pauvre de Liverpool découvre qu'un autre est en ménage avec sa gouvernante.
0.35 Shutter. Taux de violence. Musique (rediff.).
Retransmission du concert de Shireen Auditorium de Los Angeles pour le 80^e anniversaire du célèbre crooner.
7.30 Plein Soleil. Film de René Clément (1959, 9, 113 min.) 2001408

23.30 Souvenir - Variétés jeunesse.
21.30 New York Police Blues. Une grande famille.
22.15 Chronique de la combine.
22.20 Outsiders. Film de Francis Ford Coppola (1985, 95 min) 73007128
23.35 V.I.P.
0.20 Bob Marley and the Wailers.
Services de concerts enregistrés au Reggae Sunsplash Festival au Jamaïque en 1979 et durant le J'écoute Tour à Dortmund (Allemagne) en 1980 (90 min.) 5042088

Eurosport

17.00 Football.
19.00 Rallye.
20.00 Speedworld.
22.00 Monster Truck.
23.00 Eurogolf.
0.00 Eurogolf.
1.00 Catch (90 min.)

Eurosport

17.00 Football.
19.00 Rallye.
20.00 Speedworld.
22.00 Monster Truck.
23.00 Eurogolf.
0.00 Eurogolf.
1.00 Catch (90 min.)

Eurosport

17.00 Football.
19.00 Rallye.
20.00 Speedworld.
22.00 Monster Truck.
23.00 Eurogolf.
0.00 Eurogolf.
1.00 Catch (90 min.)

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Thalassa.
21.00 Enjeux - Le Point.
21.55 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Questions pour un champion.
Invité : le groupe brésilien Caracacha.
0.00 Concert : Festival Franco (30 min.).
0.30 Soir 3 (France 3).
1.00 Journal (RTBF).
1.50 Perdu de vue (120 min.).

Planète

20.35 L'Examen ou la Porte.
21.30 La Danse du singe et du poisson.

France Suprvision

19.00 Taratata.
20.10 L'Hiver des grands créateurs.
20.30 La Petite Voleuse. Film de Claude Miller (1988, 105 min.) 3878875
22.15 Cagliostro.
22.20 Jet Star.
23.20 C'est à dire.
0.10 Around Jazz.
De Frank Capra. (1934, 15 min) 5074522
Film d'Alain Corneau et Pat Hingle (90 min.) 5042088

Ciné Cinéma

20.30 L'Homme du Cuir.
Film d'Alain Corneau (1953, 15 min) 7288823
21.55 La Griffe du passé. Film de Jacques Tourneur (1947, 90 min) 5192861

Ciné Cinéma

20.30 L'Homme du Cuir.
Film d'Alain Corneau (1953, 15 min) 7288823
21.55 La Griffe du passé. Film de Jacques Tourneur (1947, 90 min) 5192861

Eurosport

17.00 Football.
19.00 Rallye.
20.00 Speedworld.
22.00 Monster Truck.
23.00 Eurogolf.
0.00 Eurogolf.
1.00 Catch (90 min.)

Canal Jimmy

20.30 Souvenir - Variétés jeunesse.
21.30 New York Police Blues. Une grande famille.
22.15 Chronique de la combine.
22.20 Outsiders. Film de Francis Ford Coppola (1985, 95 min) 73007128
23.35 V.I.P.
0.20 Bob Marley and the Wailers.
Services de concerts enregistrés au Reggae Sunsplash Festival au Jamaïque en 1979 et durant le J'écoute Tour à Dortmund (Allemagne) en 1980 (90 min.) 5042088

Eurosport

17.00 Football.
19.00 Rallye.
20.00 Speedworld.
22.00 Monster Truck.
23.00 Eurogolf.
0.00 Eurogolf.
1.00 Catch (90 min.)

Eurosport

17.00 Football.
19.00 Rallye.
20.00 Speedworld.
22.00 Monster Truck.
23.00 Eurogolf.
0.00 Eurogolf.
1.00 Catch (90 min.)

Eurosport

17.00 Football.
19.00 Rallye.
20.00 Speedworld.
22.00 Monster Truck.
23.00 Eurogolf.
0.00 Eurogolf.
1.00 Catch (90 min.)

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

20.30 L'Examen ou la Porte.
21.30 La Danse du singe et du poisson.

RTL 9

20.30 L'Examen ou la Porte.
21.30 La Danse du singe et du poisson.

TMC

20.30 L'Examen ou la Porte.
21.30 La Danse du singe et du poisson.

TSR

20.30 L'Examen ou la Porte.
21.30 La Danse du singe et du poisson.

TSR

20.30 L'Examen ou la Porte.
21.30 La Danse du singe et du poisson.

TSR

20.30 L'Examen ou la Porte.
21.30 La Danse du singe et du poisson.

TSR

20.30 L'Examen ou la Porte.
21.30 La Danse du singe et du poisson.

TSR

20.30 L'Examen ou la Porte.
21.30 La Danse du singe et du poisson.

Pauvres gens de Dublin

Au cœur de la soirée consacrée à la belle Irlande, le deuxième volet de « Family », long téléfilm de Michael Winterbottom, noircit clichés et chromos, sans misérabilisme



chouage et la dévotion en un quelconque avenir. Le Dublin de la fin du siècle est le visage de la crise économique et du désespoir, que chacun tente d'amoindrir à sa façon - trafic, alcool, drogue, abrutissement télévisuel.

« FAUT COMME UN RAT »

Pour traduire la lutte pour la survie de cette famille d'un quartier ouvrier, Michael Winterbottom n'a pas sacrifié au misérabilisme. Aigu, sensible, son regard tend plutôt d'un Ken Loach façon *Raining Stones*, où les pires situations sont constamment allégées par la grâce

de l'humour. Un regard profondément humain en somme, qui restitue aux démunis ce que l'exclusion leur dérobe : la dignité.

Comme nombre de grands cinéastes anglais d'aujourd'hui, Michael Winterbottom a fait ses classes à la télévision, où il a débuté en tant que monteur. A vingt-sept ans, en 1988, il passait à la réalisation de plusieurs films, dont deux documentaires consacrés à Ingmar Bergman. Mais c'est en 1993, dans les Festivals de Berlin et de Dinard, qu'il a pris une dimension internationale avec *Butterfly Kiss*, sorti en salles en janvier de cette année. Winterbottom

Volérie Cauder

★ « Family [2] : John Paul », in « Thèmes », Irlande, l'île au trois couleurs », Arta, mardi 8 octobre, à 22 h 05 ; rediffusion, samedi 12 octobre à 2 heures.

Pfft !

par Agathe Logeant

CE DEVAIT ÊTRE Guy Druet, ce fut Alain Juppé. Il n'est pas sûr que l'on ait perdu au change, mais, tout de même, quelle désinvolture ! Le premier ministre, donc, une nouvelle fois tira à lui le fauteuil de « 7 sur 7 » de dessous le postérieur de celui que l'on nous avait annoncé.

Il y a quelques mois, déjà, c'est Michel Rocard qui avait fait les frais du procédé. Un peu comme si, en cas de chute libre dans les sondages, le premier ministre disposait d'un droit de réquisition sur la principale émission politique de la chaîne nationale, le généraliste français. Chef du gouvernement, celui-ci ne doit évidemment pas avoir grande difficulté à convaincre son ministre des médias et autres tam-tam de s'effacer en sa faveur. Quant à Anne Sinclair, on se demande si elle a son mot à dire quand son émission entre dans la composition du plan média de Matignon.

En tout cas, on ne pourra reprocher à Alain Juppé de ne pas mouiller sa chemise. Après les Journées parlementaires du RPR au Havre, après le grand oral devant les députés sommés de lui renouveler leur confiance, il a à nouveau chaussé ses bottes de grand communicateur pour nous convaincre que demain devrait chanter si aujourd'hui fait grise mine. Cela devient pénible, cet exercice à répétition de reconquête de l'opinion qu'il s'ingère, et nous indigné par ricochet. Contromé au baromètre de son impopularité, il fait ce qu'il peut pour nous persuader de l'injustice du sort qui lui est fait. Bien sûr, « comme tout le monde », il

préférait être aimé plutôt que « détesté » : le terme est joli sans doute, mais c'est le vocabulaire d'un amoureux éconduit qui s'acharne devant les rebuffades de sa belle. Il a beau multiplier les gestes de bonne volonté, elle ne veut rien entendre, cette satanée opinion ! Lui intimer la confiance, réclamer un peu de temps encore pour la circonvenir, ne fait rien à l'affaire. La dame détourne les yeux, lassée de tant de vaine sollicitude. Ce n'est plus avec lui qu'elle veut aller au bal. Le prétendant rame, écope son bateau qui prend l'eau : mais c'est un naufrage en direct.

Au chapitre de la désinvolture télévisée, ce n'était pas mal non plus, le lancement de Téva, la nouvelle chaîne câblée conçue par les femmes pour les femmes, sur le canal 18, en lieu et place de l'américaine CNN. Malheureux câblés qui, en s'abonnant, croyaient élargir leur horizon et réviser leurs langues étrangères. Sans crier gare, on leur avait déjà suré une chaîne anglaise et une chaîne allemande. Pfft, voilà qui disparaît l'américaine ! Et pour voir quoi ? Une ribambelle de dames sautillantes qui parlent toutes en même temps pour nous présenter leur grille de programmes sur l'air de *Salut les copines* ! Il paraît qu'il faut que cela soit « positif et pas chiant », chérie-chérie, « avec des sujets forts, mais pas des trucs pathos horribles » (sic). On se croyait à jamais débarrassé de Christine Bravo, et voilà que la télévision remet le couvert avec des imitations : pauvres femmes, quel péché veut-on la leur faire expier ?

MARDI 8 OCTOBRE

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
12.50 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal, Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.45 Les Femmes de l'Amour. 14.35 Dailies. Feuilleton. 14.45 Le Penseur de la semaine. 15.30 Hôtel. Série. 16.30 Une famille en or. Jeu. 17.00 Club Dorothée. 17.40 James 2 sans tabac. Série. Degré en prison. 18.10 Le Rebelle. Série. La cavale de Dutch. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 19.35 et 20.45 Météo. 20.00 Journal, Tercel.	12.55 Journal. 13.30 Secret de chef. 13.50 Dailies. 14.35 Le Remard. 14.45 Vieux Chénouards. Série. 14.50 et 5.00 La Chance. Le retour de Gérard. T.S. 17.00 Des chiffres et des lettres. Jeu. 17.30 Sauvés par le gong. Abus de la loi. Série. 17.35 Hardoy cœur à vil. Série. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits. Chanson de réchelle. 19.25 et 1.55 Studio Gabriel. Invités : Gad Elmaleh, Jackie Berroyer. 19.39 Journal, A cheval, Météo.	12.52 Journal. 13.31 Kéno. 13.40 Parole d'Expert I. 14.35 Le Quart d'heure. 14.45 et 14.55 Le Magazine du Sénat. 14.58 Questions. Le gouvernement. 15.00 L'Assemblée nationale. 16.05 Secrets de famille. 16.10 Les Minikines. 17.45 Le passe à la télé. 20.00 Questions pour un champion. Jeu. 18.40 Un livre, un jour. L'œuvre gastronomique. 18.55 Le 19-20. de l'information. 19.08 Journal régional. 20.05 Pi si la chance. Jeu. 20.35 Tout le sport.	13.00 Chercheurs d'aventure. (20). 13.30 Les Jumeaux. 14.00 Le Portugal. 15.00 Ozone. cancer du ciel. 16.00 Vaisseau Terre. Air conditionné (30). 16.30 La Magie du climat. La neige. 17.30 AL. 18.00 Histoire personnelle de la Libération. Proust. 18.15 L'Œuvre de Colomb. Le pont. 18.30 Le Monde des animaux.	13.25 Le Prix de la tyrannie Téléfilm de David Greene. (88 min). 5467040 15.05 Drôles de dames. Série. (22) Cas d'armement. 16.35 Tété casting. Musique. 17.00 et 3.50 Faits comme chez vous. Invitée : Véronique Sanson. 18.00 Space 2063. Série. (22) Episode pilote. 18.30 Highlanders. Changement. Série. 19.45 et 2.15 Mode 6. Christian Dior. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Une nouvelle d'ender. Une vie de rêve. Série. 20.35 E = M 6 junior. Magazine. Les avions.	► En clair jusqu'à 13.35 12.30 La Grande Famille. 13.35 Prétre III. Film d'Antonio Bnd (1995, 105 min). 1788514 15.20 Surprises. 15.30 Pas si vite (rediff.). 15.35 Les Evadés III. Film de Frank Darabont (1995, 137 min). 1215814 17.55 Billy the Cat. dans la peau d'un chat. Dessin animé. ► En clair jusqu'à 20.35 18.35 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. Magazine.	France-Culture 20.00 Le Rythme et la Raison. Haut Tonal, 1971-1971. Le voyageur immobile (2). 20.30 Archipel médecine. Cancer et chirurgie. 21.30 Grand Angle. (rediff.). Les in- visibles. 22.40 Nuits magiques. Sur un air d'opéra (1). 0.05 Du jour au lendemain. Marc Rombaut (Le Chat noir leu), 0.45 Les Clés du Musée d'Art. Journées des 29 et 30 mars 1945 (1). Les Nuits de France-Culture (rediff.). Aujourd'hui (1) : 1.37. Entretien avec Léopold Sédar Senghor (1) : 1.38. Supplémentaire de l'ingénieur depuis la Renaissance ; 6.11, Collette Corneille, écrivain.
20.50 LAST ACTION HERO ■ Film de John McTiernan avec Arnold Schwarzenegger (1992, 130 min). 8977008 Un projectionniste donne un billet magique à un jeune cinéphile et lui fait visionner le dernier film d'action de son héros préféré.	20.55 LA FEMME DE MON POTE ■ Film de Bertrand Blier avec Coluche (1983, 99 min). 2813448 Blier disserte sur le mariage à trois et les femmes brisées d'Amélie. En gréche, Isabelle Huppert est épatante.	20.50 CES MERVEILLEUX FOUS VOLANTS DANS LEURS DRÔLES DE MACHINES ■ Film de Ken Annakin avec Sarah Miles, Shirley Williams (1965, 125 min). 8378208 En 1910, le directeur d'un grand journal anglais organise, pour des raisons publicitaires, une course aérienne Londres-Paris. Généraliste avec savoureux dessins de Ronald Searle, effets spectaculaires, avions d'époque. A part cela, pas formidable. 23.00 Journal, Météo. 23.30 Couleurs pays Magazine. Programme des trois télévisions régionales (90 min). 87514 1.00 Sur scène (rediff.). 1.30 L'éclaircie (rediff.). 1.45 Capitaine Pott. L'hor- tège. Série. 2.35 Musique Gratia (20 min).	20.45 LA VIE EN FACE : ALGÉRIENNES, TRENTE ANS APRÈS Documentaire d'Ahmed Lakher (30 min). Trente ans après avoir tourné un film avec des Algériennes d'Alger, Ahmed Lakher en a refait quatre. Elles parlent du temps passé, d'aujourd'hui et de demain. Et du devoir de parole. 21.35 SOIRÉE THÉMATIQUE : IRLANDE L'ÎLE AUX TROIS COULEURS 21.36 L'Irlande à la foire aux livres. 21.37 L'Irlande à la foire aux livres. 22.05 Family : John Paul Téléfilm de Michael Winterbottom, avec S. McKinley (1994, v.o., 45 min). 8488514 ► Lire ci-dessus. 22.55 L'Irlande, l'île aux couleurs. Documentaire de B. Disenberger (v.o., 45 min). 8541348 23.40 Whiskey in the jar. Documentaire. L'effort d'un homme sur la scène, de Michael Lorenz (30 min). 5569888 0.10 Les Couleurs de l'Irlande. Documentaire. Le peintre Jack B. Yeats (40 min). 5811084 0.50 Bibliographie. 1.00 L'île au trésor ■ Film de Victor Fleming, d'après R. L. Stevenson (1934, v.o., 105 min). 3532996	20.55 DOCTEUR QUINN, FEMME MÉDECIN Série (10 min). Le projet d'Emma. Matthew semble avoir trouvé chance à son pied. Le mariage de la femme. Des escrocs sévissent à Colorado Springs. 22.45 UNE DANGEREUSE HISTOIRE D'AMOUR Téléfilm de Jerry London, avec Pierce Brosnan, Joelynn Williams (91 min). 3886770 Une psychologue tombe sous le charme d'un professeur de littérature. Mais une de ses maîtresses lui déclare être persuadée par un homme qui ressemble étrangement à celui qu'elle connaît... 0.20 Zone interdite Magazine présenté par Patrick de Carolis (rediff.). 2.30 Culture pub. Magazine. 2.50 Best of 100% Français. Musique. 4.40 Hot Force. Magazine. 3.45 Sous le signe de Penn. Documentaire (25 min).	20.35 DANGER IMMÉDIAT ■ Film de Philip Hayes avec Harrison Ford (1994, 134 min). 8369137 Espionnage, affrontements violents et spectaculaires. Harrison Ford en héros intègre. 22.50 Flash d'information.	22.55 MAVERICK ■ Film de Richard Donner avec Mel Gibson (1994, v.o., 120 min). 2007392 Un joueur professionnel parcourt le vieux Ouest en s'arrangeant pour éviter tout affrontement physique. Il se prépare pour un tournoi de poker sur un casino flottant et rencontre une belle joueuse provocante. 1.00 Le Journal du bard. Magazine. 1.05 Devil in Miss Jones 5 Film classé X de Gregory Dark (1995, 74 min). 4084712 2.15 Surprises (45 min).

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5	Paris Première	Ciné Cinémas	Canal Jimmy	Les films sur les chaînes européennes
20.00 Envoyé spécial (France 2 de 20.00) 21.30 Perfecto. 21.55 Météo. 22.00 Journal (France 2). 22.35 Bouillon de culture. Invitée : Brigitte Bardot (France 2 de 20.00). 23.45 Vite. 0.30 Soir 3 (France 3). 1.00 Journal (RTBF).	20.00 et 0.15 20 h Paris Première. Invitée : Francis Weber. 21.00 Jean-Sébastien Chab. 21.55 ► Le J.T.S. 22.25 Le Blé en herbe ■ Film de Claude Autant-Lara (1952, 110 min) 5320683 1.10 Stars en stock (25 min).	20.30 Les Femmes accusées ■ Film de Fernand, Bédit, Macchi, Musso, Mischel, etc. (1962, 90 min) 1018214 22.00 Les Démon de l'oubli ■ Film d'Yves Allégret (1945, 115 min) 3049430 23.55 Rendez-moi ma femme ■ Film de Harmon Jones (1951, 90 min) 7672557	21.00 Friends. Cela qui est mort dans l'histoire de deux amis. 21.25 Le Fugitif. Le procès. 22.15 Chronique de la route. 22.20 Portrait de Loretta Lynn. De Owen Hargrett. 23.05 V.R.S. La cryptologie. 23.55 Earth Two. Arrêt sur image. 0.40 Mister Gun. Jeu d'argenter (25 min).	RTL 9 20.30 A fond la caisse. Film de Gégé Buonomi (1988, 90 min). Avec Corey Haim. Comédie. 22.00 Splendid. Film de Praskin J. Schaffner (1980, 115 min). Avec Lesley-Anne Down. Aventure. 0.30 Auguste. Film de Pierre Chevalier (1961, 90 min). Avec Fernand Raynaud. Comédie. TMC 20.25 Salammbô. Film de Sergio Grieco (1959, 100 min). Avec Jeanne Valérie. Aventure.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■■ Ne pas manquer. ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

La corruption des notables de la Réunion en procès

Le tribunal examine une douzaine de passations de marchés publics

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre envoyé spécial

Des grands patrons de l'île, un député de Saint-Denis, deux barons métropolitains de la Compagnie générale des eaux, un président de club de football de première division faisant profession de collecteur d'ordures ménagères, une myriade de « seconds couteaux », élus ou chefs d'entreprises, se succèdent, depuis lundi 7 octobre, à la barre du palais de justice de Champ-Fleur. Cette audience correctionnelle, qui s'ouvre après trois années d'enquêtes mou-

chées publiques. Son adjoint à la mairie, Jules Raux, ancien fonctionnaire à la direction départementale de la répression des fraudes, puis trésorier fédéral du PS et président de la commission d'appel d'offres de la municipalité, est poursuivi pour les mêmes motifs. Cet homme aux multiples casquettes se voit en outre reprocher d'avoir monnayé son vote lors des réunions de la commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC), chargée d'autoriser l'implantation de grandes surfaces sur l'île. C'est d'ailleurs une

dénégation de M. Dejouany, qui affirmait n'avoir pas été informé des relations commerciales établies entre ses subordonnés et les municipalités. Entretemps, M. Prêtre a quitté la Réunion et la magistrature, un décret du président de la République daté du 29 mai l'ayant nommé sous-préfet à Langres (Haute-Marne).

Si M. Dejouany est ainsi blanchi, le directeur général adjoint de la CGE, en charge de l'eau, Jean-Dominique Deschamps, ainsi qu'un autre directeur de la Compagnie actif à la Réunion, Jean-Pierre Tardieu, chargé de la distribution, seront, eux, jugés par le tribunal correctionnel de Saint-Denis. Il en va de même pour quatre responsables de filiales de la Générale, la CGEA et la SADE, adjudicatrices de divers marchés publics locaux.

Aux rangs des principaux prévenus apparaissent enfin deux des patrons les plus influents de la Réunion : Jacques de Châteaufort, PDG des Sociétés de Bourbon, représentant d'une lignée d'industriels de la canne à sucre, et François Caillé, dirigeant de l'hypermarché Continent et concessionnaire local de Peugeot. Le premier a notamment reconnu avoir versé une somme de 750 000 francs à un intermédiaire agissant auprès de la CDUC en vue de l'implantation d'une grande surface soustraite par M. de Châteaufort. Le second a toujours nié, mais l'ordonnance de renvoi a conclu à des charges suffisantes indiquant que M. Caillé a accordé divers avantages financiers à des membres de la même CDUC.

Last but not least, le président du club de football de Montpellier, Louis Nicollin, PDG de la société Nicollin qui a obtenu le marché de la collecte des ordures ménagères à Saint-Denis en 1989, devra convoquer les juges lorsqu'il affirmera que son aide financière à la municipalité dyonisienne s'est cantonnée à des versements de la ville. Le tribunal va, au total, examiner une bonne douzaine de passations de marchés publics d'apparence frauduleuse réalisées, de 1989 à 1993, sur l'ancienne île de Bourbon.

Erich Indjayan

Cour des coûts

par Pierre Georges

A QUOI sert la Cour des comptes ? A compter. Cette belle évidence énoncée, on peut reformuler la question. A quoi sert... Et révéler la réponse. Comme une rouille d'automne. Car les pouvoirs de cette institution restent limités. Elle ne peut saisir la Cour de discipline budgétaire et financière que si elle découvre, dans sa mission annuelle, des délits comptables. Pour le reste, notamment les « erreurs de gestion », fussent-elles monstrueuses, elle ne peut que les constater et en prévenir les administrations concernées.

Les « erreurs de gestion » - expression pudique pour dire la gabegie et l'incurie - sont légion. Voilà ce qui donne parfois au rapport annuel son côté inventaire à la Prévert. Prenons la piste d'atterrissage anachronique de haute lutte aux pinguins et manchots de terre Adèle. Le rapport en fait état. Ce qui a le double avantage de nous apprendre simultanément l'existence de cette piste et son inutilité. 110 millions de francs ont été jetés dans l'Antarctique pour le seul plaisir de troubler les amours et la reproduction des chères petites bêtes. La piste est inutilisable. Et inutile, d'ailleurs. On peut appeler cela une « erreur de gestion ». Ou l'art de prendre le contribuable pour un pinguin de payant.

Prenons l'Etat. Nous tous, en somme. Nous voilà totalement ravis d'apprendre que nous faisons dans la grivèrie téléphonique. Massive et franche. Deux milliards de francs d'ardoise, d'antennes. L'Etat paie quand il le peut et le veut ses notes de téléphone. A lui seul, le ministère de l'Intérieur doit 1,6 milliard de francs. Sauf à imaginer l'envoi, Place Beauvau, d'un bataillon d'huissiers accompagnés d'autant de commissaires de police pour

faire rendre gorge au gérant des lieux, on voit mal ce que France Télécom peut faire. Couper le téléphone à Jean-Louis Debré, peut-être ? L'erreur de gestion, en tout cas, semble manifeste, établie et déblatérée.

Prenons Superphénix, machinerie grandiose à suspendre, surtout du crédit. Au train où vont les choses, les comptes nationaux estiment que la bête aura dévoré, en l'an 2000, autour de 60 milliards de francs. Superphénix n'est ainsi en permanence de ses échecs. Erreur de gestion ? Mais non, répètent à l'envi les ministères de tutelle dans leur réponse rituelle : « Superphénix reste un outil essentiel, voire irremplaçable ». Et quand on recherche, on ne compte pas. Pas même les années entières d'arrêt, d'incidents, d'inutilité et de dépenses.

Prenons la SNCF, qui fit joliment avec son Socrate Informatique. Au risque de supplanter, de déstabiliser sa clientèle et de se placer en état de dépendance vis-à-vis de la société qui lui vendit l'outil. La Cour des comptes relève que la SNCF n'en est plus à une erreur de gestion près. Politique tarifaire imprévoyante. Politique d'investissement très approximative avec, pour le TGV-Nord, des « prévisions de trafic fortement surestimées », « une rentabilité du projet considérablement surevaluée » et des « défaillances graves dans l'attribution des marchés ». La totale.

SNCF aujourd'hui, Crédit lyonnais hier. On voit bien, alors, que l'on parle encore, toujours d'« erreurs de gestion ». Expression pudique, expression conclusive pour masquer les sinistres majeurs. Mais ne serait-il pas temps d'imaginer, un jour, en amont, une véritable Cour des coûts prévisionnels, cousine prévoyante et anticipatrice ?

Stabilité à la Bourse de Paris

LA BOURSE de Paris s'inscrit en très légère hausse, lundi 7 octobre, en fin de matinée. A 12 heures, l'indice CAC 40 gagnait 0,06 %, à 2 154,05 points.

Le rendement de l'emprunt d'Etat français à dix ans s'inscrivait à 5,99 %. La Banque de France a réduit, lundi matin, d'un seizième de point, le taux de l'argent au jour le jour, ramené de 3,44 % à 3,38 %. Sur le marché des changes, le dollar faisait preuve de fermeté. Il s'échangeait à 1 531,00 franc, 5 177,00 francs et 111,50 francs. Le franc était stable vis-

à-vis de la monnaie allemande, cotant 3,3820 francs pour 1 deutsche mark. Le lire italienne restait bien orientée, à 990 francs pour 1 lire.

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de lundi sur une note stable. L'indice Nikkei des valeurs vedettes s'est inscrit en clôture en hausse de 0,06 %, à 21 161,01 points.

La semaine sera marquée par la publication des statistiques d'inflation aux Etats-Unis au mois de septembre. Selon les experts, une progression modérée des prix permettrait d'accélérer la détente des taux d'intérêt à long terme américains et aiderait l'indice Dow Jones de la Bourse new-yorkaise à franchir la barre des 6 000 points. Vendredi, il s'était établi en clôture à 5 992,86 points.

En Europe, les opérateurs attendent la réunion du conseil de la Bundesbank, jeudi 10 octobre. Ils estiment peu probable une baisse des taux directeurs de l'institut d'émission allemand à cette occasion.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE 12h30	09/10	10/10	Capitalisation
SEMI (100)	207192	11634001	
CEA	23274	5269194,20	
Casagrande (100)	7254	6697799	
BP Atlantique	14468	5834225,50	
UAP	53035	3813259,50	
Comal	26295	4805262	
Ultramar	36331	4342604	
Ultramar	31725	4281336	
Carrefour	12895	38136149	
Alcatel Alsthom	94289	3480106,50	

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 09/10	09/10	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	338,4400	-0,05	325	349
Ecu	6,4660	+0,02		
Etats-Unis (100 \$)	5,1825	+0,08	4,8800	5,4900
Belgique (100 F)	16,4365	-0,03	15,8600	16,9900
Pays-Bas (100 f)	301,6600	-0,05		
Italie (1000 L)	3,4060	-0,05	3,1600	3,6900
Danemark (100 kr)	86,2600	-0,08	82,5000	92,3000
Irlande (100 Ir)	8,2830	-0,06	7,9000	8,6900
Cote d'Ivoire (1 L)	8,1040	-0,08	7,6700	8,5200
Grèce (100 dr)	2,1490	+0,07		
Suède (100 kr)	78,2800	-0,28	71	81
Suisse (100 F)	412,1600	+0,28	399	423
Norvège (100 N)	79,5600	-0,08	74	85
Autriche (100 S)	48,1110	-0,09	46,3500	49,4600
Espagne (100 pes.)	4,0210	-0,02	3,7400	4,3400
Portugal (100 esc.)	3,3450		2,9500	3,6900
Canada 1 dollar ca	3,8163	+0,14	3,5000	4,1800
Japon (100 yens)	4,6455	-0,19	4,4400	4,7900

PARITÉS DU DOLLAR 09/10

FRANCE: USD/DM	1,9315
FRANCE: USD/FF	11,7980
FRANCE: USD/FF	11,7980

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 04/10	Taux	Taux
France	3,40	3,38
Allemagne	3,05	3,05
Grande-Bretagne	5,75	7,45
Italie	8,19	8,42
Japon	0,44	0,48
Etats-Unis	5,13	5,39

MATIF

échéances 04/10	volume	dernier
NOTIONNEL 10 %		
Dec. 96	759485	3,38
Mars 97	3193	3,38
Sept. 97	33	3,38

BOURSE

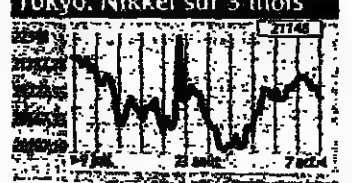
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le lundi 7 octobre, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	21148	-0,06	+5,30
Hong Kong Index	11905,50	-0,01	+19,07

Tokyo, Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 04/10	Var. en % 03/10	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	2152,69	+0,78	+15
Londres FT 100	---	---	+5,91
Zurich	---	---	+17,29
Milan MIB 30	---	---	+16,64
Frankfort Dax 30	2651,78	+0,30	+18,98
Bruxelles	---	---	+12,42
Suisse SMI	---	---	-0,01
Madrid Iboex 35	---	---	+15,74
Amsterdam CBS	---	---	+23,48

Tirage du Monde daté dimanche 6 - lundi 7 octobre 1996 : 551 050 exemplaires.

Médecine : le Nobel revient aux professeurs Peter C. Doherty et Rolf Zinkernagel

LE PRIX NOBEL de médecine 1996 a été décerné conjointement, lundi 7 octobre, à l'australien Peter C. Doherty et au Suisse Rolf M. Zinkernagel pour leurs travaux sur « la spécificité de la défense immunitaire à médiation cellulaire ». Le jury récompense ainsi deux personnalités scientifiques qui ont permis de réaliser d'importants progrès dans la compréhension moléculaire des mécanismes immunitaires. Ils ont notamment aidé à comprendre comment l'organisme humain peut reconnaître un virus via les cellules spécialisées.

« Cette découverte a aidé à définir les bases d'une compréhension des mécanismes généraux qui déterminent la capacité du système immunitaire à reconnaître aussi bien les micro-organismes étrangers que les molécules de l'organisme lui-même », souligne le jury de l'Institut Karolinska. Au-delà de leur caractère fondamental, les travaux des lauréats ont eu de nombreux prolongements thérapeutiques dans différentes spécialités médicales. Le professeur Zinkernagel, cinquante-deux ans, dirige le département de pathologie à l'Institut d'immunologie expérimentale de l'université de Zurich. Le professeur Doherty, cinquante-cinq ans, exerce quant à lui au St. Jude's Research Hospital de Memphis (Tennessee).

J.-Y.N.

Le pape va subir une sixième intervention chirurgicale

JEAN PAUL II est entré dans la soirée du dimanche 6 octobre à la polyclinique Gemelli, dans le nord de Rome. Après divers examens préopératoires il subira, mardi 8 octobre, une intervention de chirurgie digestive due, officiellement, à une inflammation de l'appendice. Depuis le 13 mai 1981, date de l'opération, le pape souffrait de la tumeur du côlon. C'est la sixième intervention chirurgicale subie par Jean Paul II.

De quel mal souffre le pape ? Le docteur Giorgio Ribotta, qui a signé à la mi-septembre le dernier bulletin médical de Jean Paul II a qualifié de « firmament » les informations selon lesquelles le pape souffrirait d'une tumeur du côlon. C'est pourtant l'hypothèse la plus généralement avancée par les meilleurs spécialistes de chirurgie digestive. En juillet 1992, le pape avait subi une intervention chirurgicale au cours de laquelle on avait pratiqué l'ablation d'une tumeur du côlon. Le Vatican avait alors indiqué que le volume de cette tumeur était celui d'une « grosse orange » et qu'elle était de nature « bénigne ». Or, depuis un an, Jean Paul II a souffert de crises qui l'ont obligé à cesser brutalement toute activité.

Il n'est pas rare, quelques années après la première intervention, que l'on assiste à une récurrence tumorale ou à une extension cancéreuse de la lésion initiale. Les examens à visée diagnostique ont ici leurs limites et seule l'ouverture de l'abdomen permet de faire un bilan précis et de guider le geste chirurgical.

Le 6 octobre, place Saint-Pierre, lors de la prière de l'Angelus, Jean Paul II a demandé aux 30 000 fidèles présents de prier pour lui. Il semblait assez épuisé par une cérémonie de plus de deux heures au cours de laquelle il a notamment béatifié treize paysans polonais « unis », tués en 1874 par l'armée du tsar après s'être opposés à l'occupation de leur église par des orthodoxes.

Jean-Yves Nau

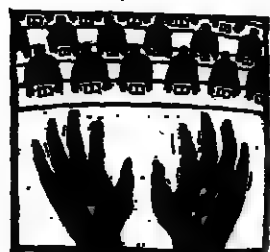
D'un commerce indispensable



Cette nouvelle édition est à jour des trois importantes réformes du droit commercial intervenues en juillet 1996 concernant les activités financières, la concurrence et la promotion du commerce et de l'artisanat.

DALLOZ

MUTATIONS
Les PME
de l'agroalimentaire
s'initient
à la recherche
page II



Portrait, Gérard Malgaive,
directeur du programme
« Ingénieurs 2000 », page III

Le Monde des INITIATIVES

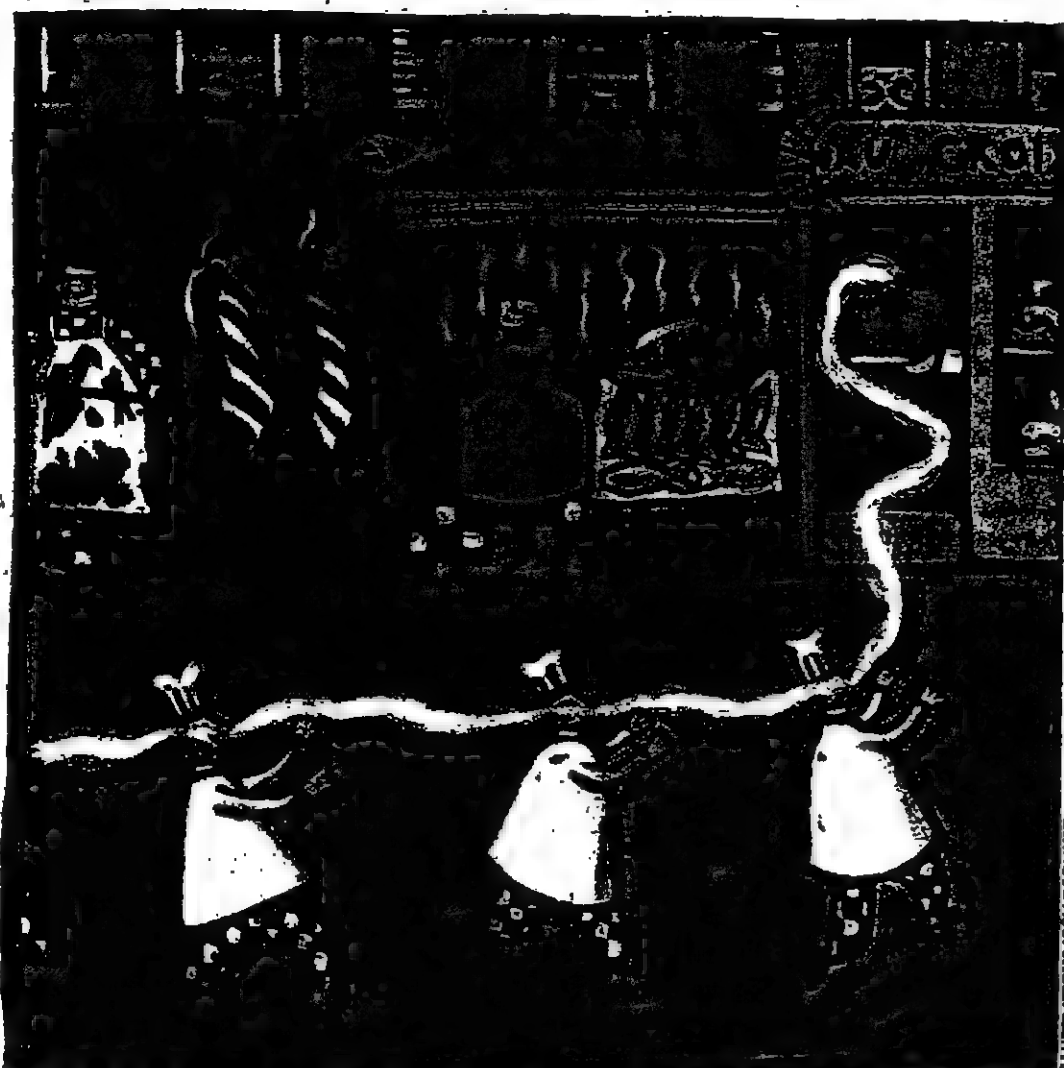
MARDI 8 OCTOBRE 1996

MÉTIER



ANNONCES CLASSÉES
page IV et de la page VI
à la page XII

**DEMAIN
DANS
INITIATIVES
EMPLOI**
Les effets
des lois
sur l'emploi



L'alimentaire manque de main-d'œuvre

Les professionnels
du commerce ont
du mal à recruter
des jeunes bouchers
ou poissonniers, alors
que la pâtisserie
reste plus attractive

fruits sont les rayons nobles. Ce sont
eux qui permettent d'attirer et de fi-
déliser la clientèle.

Cela dit, au-delà de ce diagnos-
tic général, il est clair que les dif-
férents métiers ne souffrent pas
de la même façon d'une pénurie
de main-d'œuvre. Deux filières
semblent particulièrement tou-

directeur de l'école des métiers de
l'alimentation Jean-Ferrandi à Pa-
ris, qui a bien du mal, chaque an-
née, à remplir la section de prépa-
ration au CAP de poissonnerie. Pour
quatre places offertes, il n'a
parfois que sept candidats.

La boucherie souffre également
d'une mauvaise image de marque

50 000 apprentis

Les métiers de l'alimentaire privilégient les formations par la voie
de l'apprentissage. « Il y a 50 000 apprentis pour l'ensemble des sec-
teurs alimentaires, y compris la restauration », indique Dominique
Perrot, secrétaire général de la Confédération générale de l'alimen-
tation de détail (CGAD). Il existe des CAP et BEP de préparateur en
produits carnés, de charcutier, de boulanger, de pâtissier, chocola-
tier, glacier, confiseur ; des CAP ou BEP viande « mention alimen-
taire », et de même pour les filières fruits et légumes, épicerie et crê-
merie-fromagerie.

Certains filières ont même mis en place un bac professionnel. La
grande distribution s'intéresse également aux BTSA (BTS agricole),
sur les techniques de commercialisation des produits alimentaires.
« Une excellente formation pour les futurs chefs de rayon en fruits et lé-
gumes et produits laitiers », affirme Stéphanie Lagalle, de la Fédéra-
tion du commerce et de la distribution.

chées par cette désaffection : la
poissonnerie et la boucherie. Pour
les professionnels, les raisons en
sont claires : il s'agit d'un pro-
blème d'image fortement lié au
produit. L'idée de « sentir le pois-
son » n'a jamais séduit personne.
En plus, il faut travailler les mains
dans l'eau et dans la glace. « Pour-
tant, il y a des débouchés dans la
poissonnerie, et les rémunérations
sont loin d'être ridicules, en raison,
justement, des difficultés de recrui-
tement », souligne Daniel Schibby,

liée au produit. « La viande, c'est
rouge, c'est le sang. Quand il y a un
accident de la route ou un conflit
sanglant, on parle de véritable bou-
cherie », fait remarquer Stéphanie
Lagalle. Il y a moins de problèmes
pour attirer les jeunes dans les
formations de boulangerie-pâtis-
serie, cuisine ou charcuterie, qui
ont une meilleure image auprès
du public.

Catherine Leroy
lire la suite page III

La voix grave et posée,
Julien, seize ans et demi,
raconte son passage
dans la vie profession-
nelle. Alors qu'il re-
double sa quatrième, il
doit trouver une entre-
prise pour faire un stage
de découverte. Son père, un res-
taurateur, décide de prendre les
choses en main et lui trouve un
stage de boulangerie-pâtisserie.
C'est la révélation. Aujourd'hui, à
l'issue de sa première année de
préparation au CAP de pâtissier,
Julien ne regrette pas de quitter
l'école, qui ne l'inspirait guère,
pour ce qui est devenu une pas-
sion. « Faire un décor, c'est un pla-
sir. C'est une manière de s'exprimer.
Il y a des gâteaux qu'on reproduit à

l'identique, mais sur les tartes aux
fruits je peux faire tout ce que je
veux, pourvu que ce soit beau. » Un
travail d'artiste, de créateur. Les
horaires de travail pourtant
contraignants (4 heures-13 h 30)
ne le rebutent pas. Après son CAP,
il envisage de parfaire sa forma-
tion avec un brevet de maîtrise
(BTM). Plus tard, il ouvrira un
commerce, une boulangerie-pâ-
tisserie. Il s'occupera des gâteaux
et il engagera quelqu'un pour le
pain. Une vie toute tracée.

Son copain Fabien n'a pas tiré
les mêmes leçons d'une expé-
rience quasi identique. Le stage lui
a beaucoup plu, mais de là à en
faire sa vie... Travailler la nuit, le
week-end et les jours fériés, très
peu pour lui. « D'ailleurs, raconte

sa mère, même le jeune pâtissier
qui s'en occupait lui a conseillé de
travailler à l'école et de poursuivre
ses études s'il le pouvait parce que
lui-même se sentait un peu décalé
par rapport à la vie. Et, pourtant, il
aimait ce qu'il faisait. »

Les conditions de travail ou,
plutôt, d'exercice de ces métiers
expliquent en partie la désaffec-
tion pour les métiers alimentaires,
plus noblement appelés « métiers
de bouche ». N'est-il pas éton-
nant, cependant, qu'à une époque
où le chômage sévit sérieusement,
un secteur ne plaigne d'avoir des
difficultés de recrutement ? Une
plainte qui émane tant du petit
commerce que de la grande distri-
bution. « On considère, dans la
grande distribution, qu'il y a envi-

ron 3 000 postes à pourvoir chaque
année, toutes catégories confon-
dues, de l'ouvrier professionnel au
responsable de rayon en passant
par le vendeur alimentaire », sou-
ligne Stéphanie Lagalle, respon-
sable développement-formation à
la Fédération du commerce et de
la grande distribution (FCD).

PROBLÈMES D'IMAGE

Si les débouchés se trouvent
majoritairement dans le petit
commerce, la grande distribution
(hypermarchés, supermarchés,
magasins de proximité) offre en
effet des opportunités souvent in-
connues du grand public. « Les
gens n'imaginent pas qu'on ait be-
soin de ces compétences. Pourtant,
dans nos magasins, les produits

CRIL INGENIERIE
GROUPE CORITEC
Les Technologies Maîtrisées

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX
EXPÉRIMENTÉS**

**JEUNES INGÉNIEURS
COMMERCIAUX**

Retrouvez-nous en page IV

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents Since 1980
114 Sansome Street II San Francisco, CA 94104 U.S.A.

Université à San Francisco

MBA Master of Business Administration
for International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

Autres programmes de l'université : **BACHELOR, DOCTORATE** of Business Administration

— European Information Center :
143, rue de Granelle 75007 Paris
Tél. : (1) 45-51-52-52 - Fax : (1) 45-51-09-08
— 114 Sansome St. San Francisco CA 94104
Tél. : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052
E-Mail : IUA @ IUA. EDU

IUA
SAN FRANCISCO

Le diplôme n'est pas l'objectif principal de la formation continue universitaire

Le but est le plus souvent le maintien des compétences des salariés ou leur ajustement aux évolutions technologiques

ENSEIGNEMENT trop théorique, déconnexion des besoins des entreprises, manque de souplesse : cette image, que porte encore souvent la formation continue universitaire (FCU), doit être révisée. En témoignent les multiples transformations qu'a connues la FCU en un quart de siècle. Expérimentale dans les années 60, elle « a explosé dans la mouvance de la loi loi Delors de 1971 pour atteindre sa vitesse de croisière dans les années 75 », souligne Marc Michel, président de la conférence des directeurs de formation continue universitaire. En 1993, date des dernières statistiques connues, 294 000 stagiaires ont bénéficié de la FCU, selon la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale. Quant à l'ensemble de l'enseignement supérieur, qui comprend l'université, les écoles d'ingénieurs dites autonomes ainsi que le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) et ses centres régionaux associés, il a en 1993 accueilli 408 000 stagiaires.

DU SUR-MESURE

Le marché est loin d'être négligeable. En 1993, son chiffre d'affaires atteignait 1,3 milliard de francs, dont les trois quarts ont été réalisés par les seules universités. Les tarifs de formation varient d'une université à l'autre, chaque service de FCU étant tenu d'équilibrer ses comptes. « Nous sommes sur le même marché que les autres centres de formation continue », observe Gérard Aubert, chef du bureau formation continue et partenariat avec le monde économique au ministère. Qui paie la FCU ? A 58 % il s'agit de fonds privés, essentiellement des entreprises, selon la DER. Le reste du financement provient, pour 26 % des conseils régionaux et pour 15 % de l'Etat. Le diplôme n'est pas toujours l'objectif recherché. C'est d'ailleurs rarement le cas quand il s'agit de financements d'entreprises, « dont l'objectif est

le maintien des compétences des salariés ou leur ajustement aux évolutions technologiques », estime Sylvère Chirach, secrétaire général du haut comité éducation-économie. Selon la DER en 1991, 42 % des stagiaires suivaient une formation diplômante dans l'enseignement supérieur. En outre, 30 % paient eux-mêmes leur stage, indique Gérard Aubert. Quant aux demandeurs d'emploi, ils représentent en moyenne 15 % du public FCU, précise-t-il.

Il court, il court, le DAEU

En 1994, un arrêté a créé le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU), version A (littéraire) et version B (scientifique), qui permet aux non-bacheliers d'entrer à l'université. Ce diplôme n'est pas totalement une nouveauté puisqu'il existait, depuis 1969, un examen spécial d'entrée dans les universités (ESEU). Cependant le DAEU va beaucoup plus loin. C'est un diplôme national dont la préparation doit faire l'objet d'une formation de 225 heures au minimum, dispensée par les universités habilitées. Les candidats doivent répondre à certains critères : avoir interrompu leurs études depuis plus de deux ans ; être âgés de plus de vingt-quatre ans, ou de plus de vingt ans s'ils justifient de deux années d'activité professionnelle. Le délai pour obtenir le diplôme est fixé à quatre ans au maximum. Pour l'année 1994-1995, les demandes d'habilitation des universités prévoyaient 14 300 inscrits, avait indiqué, en mars 1995, François Fillon, ancien ministre de l'enseignement supérieur, lors des assises nationales du DAEU.

« Il y a vingt-cinq ans, il n'y avait aucune relation entre les universités et les entreprises », rappelle Gérard Royo, coordonnateur de la formation continue dans l'enseignement supérieur pour la région Languedoc-Roussillon. Une époque révolue. Depuis, de nombreux stages ont été organisés sur mesure pour les besoins des entreprises. Quant aux diplômes d'université (DU), « ils ont été créés à la demande de milieux professionnels précis », ajoute Marc Michel.

Toutes ces filières et bien d'autres, des DUT aux IUP en passant par les DESS, figurent dans le Guide de la formation continue dans les établissements d'enseignement supérieur du ministère de l'éducation nationale. Edité en 1995 par le Centre Info et le ministère, il compte près de

mille pages ! Depuis une dizaine d'années, la FCU a connu quelques innovations. Avec la création en 1985 de la procédure de validation des acquis professionnels qui permet de dispenser les stagiaires d'une partie des épreuves du diplôme visé. Ou encore avec le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) en 1994. De son côté, l'université de Nantes s'est fait une spécialité de la formation continue à distance, via le multimédia. Tandis qu'un groupe de travail na-

centré en 1995 qui interdisent désormais à un demandeur d'emploi d'intégrer une formation dont la durée est supérieure à celle de ses droits à l'allocation formation-remboursement » (AFR).

Il s'interroge aussi sur les effets de « la suppression du soutien de l'Etat au congé individuel de formation, ce qui pénalise les salariés s'engageant dans des formations supérieures à un an ou à 1 200 heures ».

De plus, à l'heure où déjà beaucoup constatent une stagnation de l'activité, il semble que la FCU souffre d'un manque de reconnaissance. Ce que symbolise par exemple la situation des enseignants-chercheurs. En juin, lors du colloque réunissant la conférence des directeurs de FCU, Marc Michel soulignait ainsi « la contradiction entre la nécessité de développer l'implication des enseignants-chercheurs dans les activités de formation continue et la pénalisation très réelle que constitue cette même implication pour la progression de leur carrière », qui est basée sur l'activité de recherche.

Enfin, on ne peut qu'être troublé par le manque de statistiques récentes sur la FCU. Au ministère on reconnaît que les enquêtes « marchent très mal parce que les universités sont organisées chacune à sa façon ». Mais l'on assure que des mesures ont été prises.

centré en 1995 qui interdisent désormais à un demandeur d'emploi d'intégrer une formation dont la durée est supérieure à celle de ses droits à l'allocation formation-remboursement » (AFR).

Il s'interroge aussi sur les effets de « la suppression du soutien de l'Etat au congé individuel de formation, ce qui pénalise les salariés s'engageant dans des formations supérieures à un an ou à 1 200 heures ».

De plus, à l'heure où déjà beaucoup constatent une stagnation de l'activité, il semble que la FCU souffre d'un manque de reconnaissance. Ce que symbolise par exemple la situation des enseignants-chercheurs. En juin, lors du colloque réunissant la conférence des directeurs de FCU, Marc Michel soulignait ainsi « la contradiction entre la nécessité de développer l'implication des enseignants-chercheurs dans les activités de formation continue et la pénalisation très réelle que constitue cette même implication pour la progression de leur carrière », qui est basée sur l'activité de recherche.

Enfin, on ne peut qu'être troublé par le manque de statistiques récentes sur la FCU. Au ministère on reconnaît que les enquêtes « marchent très mal parce que les universités sont organisées chacune à sa façon ». Mais l'on assure que des mesures ont été prises.

IMPACT

Personne ne sait non plus évaluer l'impact de la FCU sur les carrières des stagiaires. Et tout le monde affirme que leur nombre est largement sous-estimé, car beaucoup de salariés ne passent pas par les services de formation continue et s'inscrivent directement en faculté. « L'impact de la FCU n'importe quel étudiant, afin de bénéficier de droits d'inscription modifiés. Faut-il voir dans toutes ces lacunes le signe « d'un certain désintérêt des universités envers la FCU, marginale par rapport à la formation initiale », comme le dit Sylvère Chirach ?

Francine Aizicovici

La tentation des métiers de la mer et de l'eau

L'Institut océanographique informe les jeunes sur les carrières

PASSER du rêve à la réalité n'est pas toujours facile quand on est collégien et que vient le temps de s'interroger sur son avenir. Un petit ouvrage récemment paru peut y aider : le Guide des formations mer et eau, publié par l'Institut océanographique.

« Voilà quelques années encore, explique Nicole Bouteiller, responsable de l'espace pédagogique de l'Institut, le Centre de la mer et des eaux, nous nous bornions à aider à l'orientation de quelques étudiants de très haut niveau qui voulaient faire de l'océanographie, une spécialité qui n'offre que quelques postes par an. Puis nous est arrivé un public nouveau. Nous sommes submergés de lettres qui nous disent : "Je suis très intéressé par les métiers de la mer" ».

Nicole Bouteiller et son équipe ont donc décidé d'élargir leur champ d'action. D'une part, en cessant de se limiter aux spécialités purement scientifiques. D'autre part, en collectant une documentation sur toutes les formations en rapport avec l'ensemble des milieux aquatiques et leur environnement. Le Guide des formations parle donc aussi bien de la façon d'accéder aux métiers du thermalisme qu'au CAP de poissonnier, aux emplois liés à l'assainissement des eaux qu'au moniteur de plongée.

MÉTIER DE BASE

Une enquête menée en 1995 auprès de trois cent onze entreprises représentatives a fait apparaître que les embauches dans les prochaines années devraient principalement concerner les titulaires d'un diplôme de niveau

Bac + 2 (BTS, DUT ou DEUG). Pour ceux et celles qui veulent aller plus loin, la bonne démarche consiste à commencer par acquiescer un métier de base - chimie, hydrologie, informatique, etc. -, puis à se spécialiser, par exemple à travers la préparation d'un DEA (diplôme d'études approfondies), dont le Guide montre qu'il existe une grande diversité. Mais, au bout du compte, les possibilités d'emploi n'ont pas l'ampleur que l'on imaginait voilà quelques années. Certes la gestion des ressources en eau demandera du monde : entreprises et collectivités locales auront besoin de techniciens et d'ingénieurs spécialisés dans des disciplines très diverses : hydrogéologie, hydraulique, biologie, électronique, génie civil... Mais, d'une manière générale, il est prudent d'éviter les spécialités étroites, de préférer par exemple la biochimie à la biologie marine.

Il faut également se méfier des effets de mode. Si tout ce qui est lié au tourisme, aux loisirs, aux transports maritimes est en fort développement, certaines orientations séduisantes peuvent se révéler des impasses : la plaisance professionnelle, par exemple, c'est-à-dire le commandement de charters et le convoyage. On forme actuellement quelque sept cents personnes au brevet de patron de plaisance par an pour moins de cent emplois nouveaux.

Maria-Claude Belbèze

* Les 11, 12, 13 octobre 1996 à l'Institut océanographique, 195, rue Saint-Jacques, Paris 5^e. Tél : 01-44-32-10-90.

DIRECTION AFRIQUE

Affidaires propose deux nouvelles sessions de formation et de préparation aux cadres au chômage ayant une expérience de l'Afrique et aux PME-PMI désireuses de s'implanter sur ce continent ou d'y développer des partenariats. Ces sessions - qui ont reçu l'appui financier du ministère du travail et de la Ville de Paris - durent chacune vingt-trois semaines, dont sept en entreprise et quatre en Afrique. Réunion d'information : le 11 octobre.

Affidaires, 83, rue de Bellevue, 92100 Boulogne. Tél : 01-46-03-33-43.

Les PME de l'agroalimentaire s'initient à la recherche

Privées de moyens propres, les petites unités de production construisent des partenariats pour innover

FAIBLE encadrement, moyens financiers et technologiques réduits, parts de marché fragiles face aux géants du secteur : dans l'agroalimentaire, comme dans bon nombre d'autres branches industrielles, les petites et moyennes entreprises (PME) ont pendant longtemps eu du mal à se laisser séduire par une démarche de recherche et de développement (R & D). Depuis une dizaine d'années pourtant, la tendance s'est clairement inversée. La clé de cette évolution ? La construction de partenariats avec des structures publiques ou privées de recherche appliquée.

Certes, les dépenses de R & D de l'agro-alimentaire restent faibles, comparées à la valeur ajoutée du secteur, mais leur montant a connu une croissance de 75 % entre 1988 et 1993. Une tendance qui a été largement dissimulée par le tissu dense des PME : « La nécessité d'innover sur des niches, l'exigence accrue des consommateurs, la réglementation renforcée en matière de qualité : tous ces facteurs combinés obligent les PME de l'agro-alimentaire à se mettre à l'école de l'innovation et de la recherche », précise Catherine Esnouf, chef de la mission innovation et Technologie à la DGAL (direction générale de l'alimentation) du ministère de l'Agriculture.

En somme, là où une PME n'a guère les moyens d'investir dans une structure propre et permanente de R & D - ce qui est souvent le cas -, les centres sont des partenaires grâce auxquels une petite entreprise peut, malgré tout, s'offrir une activité de recherche. Indique, de son côté, Jean-François Baylé, PDG de Majesté SA, une PME du Tam, spécialisée dans les produits régionaux. Depuis quatre ans, sa société travaille en rapport étroit avec le Crit agro-alimentaire d'Auch (Gers). Tests auprès de consommateurs, travail de laboratoire, sur de vieilles recettes locales et grâce à ses ateliers « pilotes » pour améliorer des procédés de fabrication : « Le centre nous a procuré des moyens techniques et des compétences de recherche irremplaçables, souligne Jean-François Baylé. En matière de

Qu'il s'agisse des CIT (Centres techniques industriels) - organismes professionnels financés par des cotisations - ou des fameux Crit (centres régionaux d'innovation et de transfert technologique), ces structures ont toutes un point commun : proposer des services d'assistance technique aux entreprises.

« La grande majorité de ces centres se financent sur des prestations payantes qu'ils offrent aux industriels », souligne Didier Majou, directeur général de l'Actia. Dotés de laboratoires, d'équipements d'analyse et de mesure, d'ateliers « pilotes » conçus comme des mini-usines, et de compétences de haut niveau (techniciens supérieurs ou ingénieurs), ces centres mettent « à la disposition des PME les outils d'une recherche appliquée dans tous les domaines de l'innovation », pour séduire.

En somme, là où une PME n'a guère les moyens d'investir dans une structure propre et permanente de R & D - ce qui est souvent le cas -, les centres sont des partenaires grâce auxquels une petite entreprise peut, malgré tout, s'offrir une activité de recherche. Indique, de son côté, Jean-François Baylé, PDG de Majesté SA, une PME du Tam, spécialisée dans les produits régionaux. Depuis quatre ans, sa société travaille en rapport étroit avec le Crit agro-alimentaire d'Auch (Gers). Tests auprès de consommateurs, travail de laboratoire, sur de vieilles recettes locales et grâce à ses ateliers « pilotes » pour améliorer des procédés de fabrication : « Le centre nous a procuré des moyens techniques et des compétences de recherche irremplaçables, souligne Jean-François Baylé. En matière de

savoir-faire technologique notamment, leurs ingénieurs ont une vision d'ensemble des problèmes. Dans les groupes, les cadres sont envoyés pour suivre des séminaires mais, vous l'imaginez, les nôtres n'ont guère le temps pour cela. »

Seconde grande famille de partenaires de PME : les écoles, les universités, voire les lycées techniques. Dans la dernière période, un réseau étroit de collaboration s'est en effet développé entre les différentes écoles de formation et les petites entreprises du secteur, équipements compris. « Nous sommes capables d'offrir à ces entreprises les services de nos élèves sur une gamme qui s'étend de un jour à trois de collaboration », lance Bernard Guérin, directeur de l'Ensiat (École nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires).

CONTRATS

Située à Massy-Palaiseau, l'école forme des ingénieurs. Du test d'analyse sensorielle, sur quelques jours, au contrat Cifre (convention industrielle de formation par la recherche) - qui fournit à une société les services d'un étudiant en thèse, pendant trois ans -, en passant par les différents stages de un à six mois, les élèves multiplient les expériences en entreprise. « A cette mise à disposition de compétences très variées s'ajoutent de nombreux contrats qui permettent à des industriels d'utiliser nos équipes et notre technologie », précise Bernard Guérin.

La société Alarco, située dans l'Essonne, fait partie des nombreuses PME qui ont récemment construit un partenariat avec l'Ensiat. Spécialisée

dans la mise au point d'arômes alimentaires, elle dispose en interne d'une équipe de recherche. « L'école possède un matériel très sophistiqué que nous n'aurions jamais pu financer seuls, précise Jean Lambert, PDG de Alarco. Par ailleurs, lorsque nos propres techniciens ou ingénieurs se rendent à l'école, ils sont formés sur place par des gens qui ont des pratiques inexistantes chez nous. »

Centres techniques, écoles : le maillage étroit qui s'est constitué ces dix dernières années entre ces partenariats et des petites unités du secteur a également permis aux PME de résoudre un dernier problème : le financement de leurs efforts de R & D. Un troisième partenaire privilégié s'est alors trouvé sur la route des PME : l'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar). Intervenant sous forme d'avances remboursables et d'aides au recrutement de cadres (ingénieurs ou docteurs), l'agence soutient massivement les démarches de R & D des PME (1,1 milliard de francs en 1995).

« Dans l'agroalimentaire, cette aide s'est traduite par 123 dossiers acceptés en 1995, dont 78 pour l'aide à l'innovation et 45 pour l'aide au recrutement, confie Dominique Laborde, chargée d'affaires au département agroalimentaire et agricole de l'Anvar, soit un montant total de 71 millions de francs destinés, dans 90 % des cas, à des entreprises de moins de 500 salariés. » Mais le plus significatif reste sans doute l'aide de l'Anvar au recrutement des cadres de R & D : l'enveloppe a connu une progression de 32 % l'an passé.

Olivier Piot

Dès le 11 octobre*
et tous les vendredis
retrouvez dans votre quotidien

Le Monde
INITIATIVES LOCALES

La nouvelle rubrique
d'offres d'emplois Cadres
des Collectivités Locales
et Territoriales

Pour tous renseignements
concernant cette rubrique contactez :
Sacha LAUZANNE au 44.43.77.34

* daté samedi 12 octobre.

CD - CD Rom - Vidéos
50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos
(envoi à domicile)
3615 LE MONDE

SPORTS
RÉSULTATS, RECORDS
et PALMARÈS
3615 LE MONDE

CENTRES PARTENAIRES

Les « centres de recherche appliquée » que fédère l'Actia (Association de coordination technique pour les industries alimentaires), à l'échelle nationale, font partie des partenaires privilégiés qui ont permis aux PME du secteur de répondre à l'urgence.

Gérard Malglaive, directeur du programme « Ingénieurs 2000 »

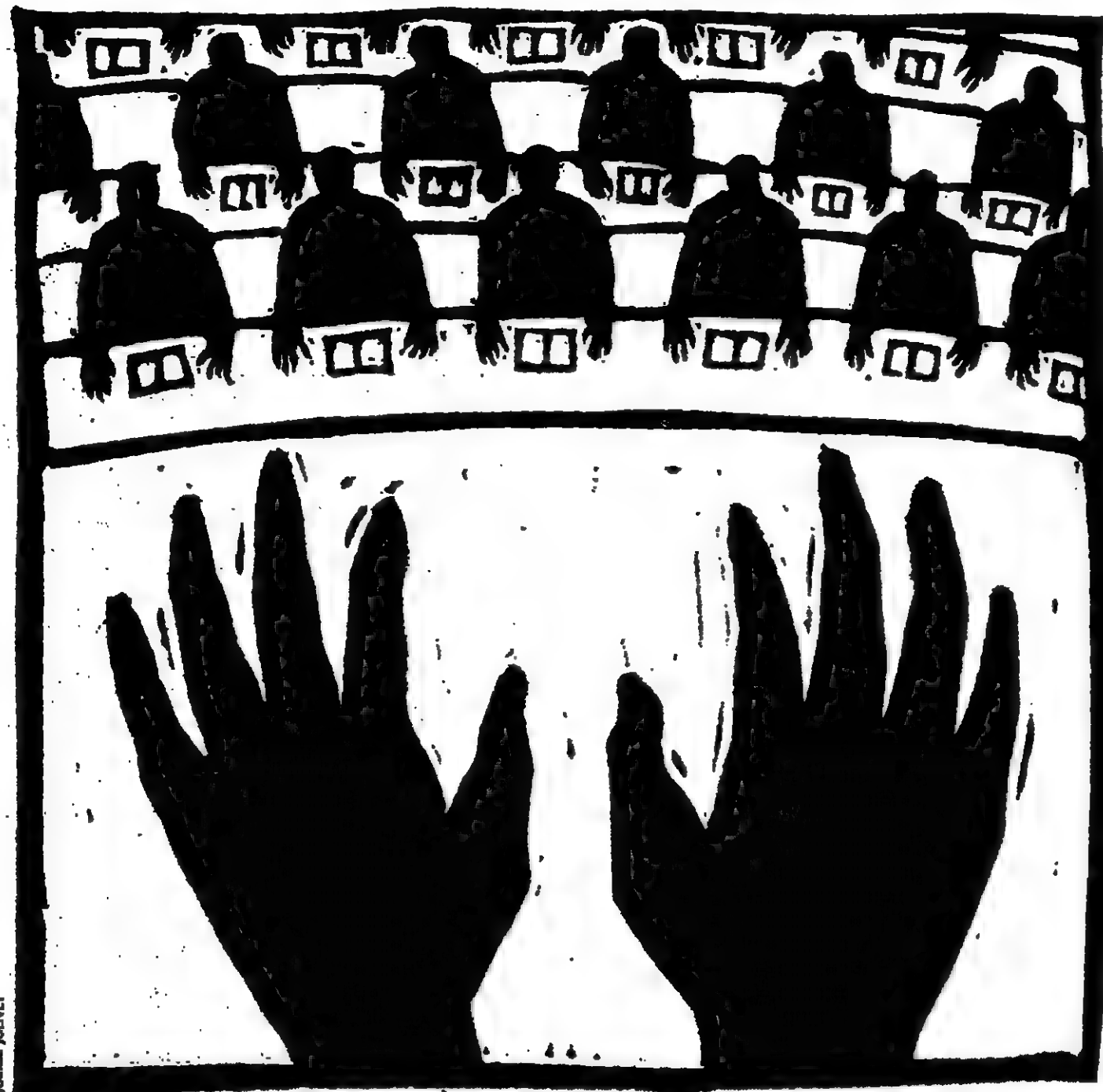
Un militant de l'intelligence pratique

CONSTITUÉE de 40 apprentis, la première promotion d'« Ingénieurs 2000 » a reçu ses diplômes le 20 septembre après cinq années de formation en alternance. Selon le même parcours, pour la plupart des bacheliers, près de 400 autres suivent les cours de l'école, affiliée au CNAM (Conservatoire national des arts et métiers), située à Champs-sur-Marne. Pour son directeur, Gérard Malglaive, cinquante-six ans, l'événement vient consacrer toute une vie de marginal de l'enseignement et de perpétuel électron libre, toujours disposé à la rupture avec l'orthodoxie pédagogique. « En démontrant qu'on peut faire d'autres ingénieurs, on enfonce malgré tout un coin », se réjouit-il avec fierté.

Tout, chez Gérard Malglaive, comprend cette pincée d'atypie qui construit, au fil d'une carrière, les personnages novateurs et autonomes. « Le fil conducteur est là, se surprend-t-il à constater lui-même, d'un bout à l'autre de choix empiriques et ensuite théoriques puis réfléchis : je suis sur les frontières où il se passe des choses. » Il pourrait même ajouter qu'il s'étonne encore des blocages avec la passion d'un adolescent et qu'il militera toujours pour faire reconnaître « l'intelligence pratique » quand le système veut continuellement faire passer tous les élèves, y compris ceux des filières techniques, par « l'intelligence symbolique », par

Fils d'industriel, né à Châlons-sur-Marne « comme Cabu », il était « bon en maths par hasard mais ça ne m'excitait pas ». Il comptera pourtant au nombre des tout premiers ingénieurs formés par l'INSA (Institut national des sciences appliquées) à Lyon et comprend d'entrée qu'il fera perdre de ces « dix », sur une somme de 500, qui, aux dires du recteur Capelle, suivront une autre voie. De fait, adhérent de l'UNEF, il effectuera son service militaire en Algérie au titre de la coopération, après l'indépendance. Devenu ainsi un « pied-rouge », nommé dans une école d'ingénieurs, il commencera à donner des cours, jusqu'à « mille jeunes et adultes au plus fort ». De retour, le voilà à Nancy, où il intègre le Cueso de Bertrand Schwartz sur les conseils d'un ami dominicain, et se lance dans les études de sociologie.

A l'époque, la réforme des collèges suppose « déjà » le changement de l'éducation nationale. Il est choisi, sans vraiment comprendre pourquoi, pour mettre en place les classes pratiques et de transition, appelées à accueillir les 20 % d'élèves « qui étaient réputés non concevables et qui il fallait former de façon générale à partir du pratique ». Pour ce faire, se crée l'INFA, auquel succédera l'ADEP, aujourd'hui disparu, qui avait pour tâche de réfléchir à la



JOELLE JOUVE

pédagogie nécessaire et de former des formateurs en recrutant des instituteurs « haut de gamme ». « J'étais le mouton noir au milieu des intellos dans ce phalanstère où les universitaires n'ont pas tardé à redevenir des universitaires. » De l'équipe d'origine, renforcée par Bertrand Schwartz, par ailleurs directeur de l'école des mines de Nancy, il sera le seul à rester. « Mais j'avais à peine terminé la dernière journée de formation que l'expérience était abandonnée. »

Son particularisme date de là. Ingénieur et homme de terrain, il va certes s'engager dans la carrière universitaire à partir de 1970 et soutient sa thèse d'Etat en 1983, mais il restera préoccupé par le besoin de concrétiser les mutations. Inventeur de la pédagogie de l'objet technique, à partir de l'exemple « du séchoir à cheveux », il se retrouve chargé de former l'infrastructure pédagogique de la forma-

Enseigner n'est pas un métier mais une fonction sacrée, l'objet sacré étant la culture à laquelle il faut faire accéder et qu'il faut transmettre

tion continue dans l'éducation nationale. Cela donnera naissance aux Greta, à la suite de l'accord de 1970 puis de la loi de 1971 sur la formation permanente. Plus tard, lors qu'il est professeur au CNAM depuis 1973 pour s'occuper d'un centre de formation de formateurs, il dirige un rapport d'évaluation très critique du dispositif de stages, dit Rigout, destiné aux jeunes. « La conclusion en était que les stages ne conduisent pas au boulot et qu'à l'inverse, plus on est au boulot, plus on a de chances d'en avoir un », se rappelle-t-il. « En ral-

son de l'échec de la scolarité jusqu'à seize ans, pour certains, je me demandais aussi pourquoi on ne pouvait pas les mettre au travail à quatorze ans. Mais ça n'intéressait que Bercy. »

Vient ensuite le déferlement des nouvelles technologies qui l'amène à s'interroger sur l'adaptation des ouvriers dans des termes proches de l'opération « nouvelles qualifications », initiée par Bertrand Schwartz et dont il ne cesse de croiser le chemin. Il y découvre la confirmation espérée : « Les pros », dispose d'une « intelligence de l'action » qui leur permet de maîtriser et anticiper « ce que l'on provoque au doigt et à l'œil » ; ils acquièrent les connaissances par leurs mains, aussi rapidement que

d'autres par le cerveau et sont handicapés si on leur fait faire le détour par « le symbolique ». D'où sa sévérité à l'égard de l'enseignement technique qui soit continue d'éliminer ceux qui ne sont pas doués pour l'abstraction, soit est conduite à diminuer le niveau pour satisfaire aux exigences minimales de l'abstrait. « On ne peut pas dire que l'intelligence concrète soit suffisante, mais c'est déjà un potentiel », entend-il proclamer contre les enseignants.

Au moment de la création des IUFM (instituts universitaires de formation des maîtres), le divorce est consommé et tout devient clair à ses yeux. Il démissionnera après avoir préconisé, sans succès, une formation en alternance parce que, selon lui, apprendre à enseigner s'apprend aussi en enseignant. « J'étais arrivé au noyau dur de la culture enseignante française. Enseigner n'est pas un métier mais une fonction sacrée, l'objet sacré étant la culture à laquelle il faut faire accéder et qu'il faut transmettre. Enseigner, c'est obliger ; c'est faire don de sa culture. » L'ayant compris, il soupçonne « une forme de rejet qui

s'exprime là-dessous et qui peut se décliner de mille manières par la sociologie, la politique et la culture. »

Gérard Malglaive était alors maître pour l'expérience d'« Ingénieurs 2000 ». En vacances chez lui en Ariège, « versant Corbières », il découvre le rapport du professeur Bernard Descomps et sait aussitôt que ce sera l'affaire qui viendra couronner ses recherches. « Il s'agitait d'altérer la pratique au savoir qui n'est lui-même pas strictement égal au savoir-faire », s'empare-t-il. « En faisant d'autres ingénieurs, autrement que par la seule abstraction, on pouvait échapper au modèle. » Mais si l'intuition a été la bonne, et s'il ne regrette rien, il doit aussi se livrer à « une bagarre permanente » tant les pesanteurs demeurent. L'innovation, souligne-t-il, n'empêche pas de retomber dans les ornières avec un modèle traditionnel qui continue de s'opposer au mode de l'apprentissage ou qui privilégie la pédagogie de la réussite contre la pédagogie des « pas bons en ratapage ». Une contradiction qui le force à ferrailler. Même si, parfois, il rêve de partir dans sa maison pour y relever les murs de pierre sèche et cultiver son jardin. « Je suis un passionné du faire », dit-il pour toute excuse.

Alain Lebaube

Parcours

Né en 1940 à Châlons-sur-Marne, Gérard Malglaive a vécu ensuite à Sainte-Menehould où il a appris qu'il était reçu au concours d'entrée de l'Insa de Lyon (Institut national des sciences appliquées) où il étudia de 1959 à 1962. Grâce au télégramme, tout le boulot était au courant de la nouvelle avant lui. Devenu ingénieur, il rejoint le Cueso de Nancy après son service militaire en Algérie indépendante en 1962 et 1963.

Jusqu'en 1973, il travaille à l'INFA puis à l'ADEP (Agence pour le développement de l'éducation permanente) sur les grands projets de modernisation de l'époque. Dans le cadre de la réforme de René Haby, il fait partie de l'équipe qui prépare les classes pratiques et de transition pour les jeunes ne pouvant intégrer les collèges. Puis il est chargé de l'adaptation de l'éducation nationale à la nouvelle loi sur la formation permanente qui débouchera sur la création des Greta (Groupements d'établissements).

Intégré au CNAM, il dirige un rapport sur les stages Rigout pour les jeunes puis se livre à des travaux de recherches sur la pédagogie. Il obtiendra son doctorat d'Etat en 1988. Consulté lors de la mise en place des IUFM, il démissionnera de ses fonctions, par suite d'un désaccord. A partir de 1990, il se consacre à l'application du rapport de Bernard Descomps et devient le directeur du programme « Ingénieurs 2000 » qui assure une formation en alternance, sur cinq ans, à partir du baccalauréat.

L'alimentaire manque de main-d'œuvre

Suite de la page 1

Certains se demandent même si dans certains domaines comme la pâtisserie, spécialité très courue, on ne formerait pas de futurs chômeurs, sachant qu'il y a 7 000 pâtisseries en France et que les CFA forment quelque 3 000 apprentis pâtisseries par an. « Les pâtisseries de boutique, c'est vrai, on en forme trop. Mais il y a d'autres débouchés : pâtisserie de restauration, pâtisserie-traiteur, pâtisserie dans l'industrie agroalimentaire », souligne Daniel Schibby. La base de ces différents métiers est la même, mais les conditions techniques de production puis de livraison aux consommateurs sont différentes. « Sur des fondamentaux identiques, comme on dit dans le jargon de la formation, les métiers se déclinent de manière différente », soutient Daniel Schibby.

Quel qu'il en soit, pour celui qui déciderait de se lancer dans le commerce de détail, les perspectives

de devenir propriétaire de sa boutique, après quelques années d'expérience, sont réelles. « Il y a très peu de secteurs comme celui-ci où, à partir d'un simple CAP, on puisse accéder au statut de chef d'entreprise », déclare Dominique Perrot, secrétaire général de la Confédération générale de l'alimentation de détail (CGAD), soulignant le rôle d'« ascenseur social » de ces métiers. « Les chefs d'entreprise de notre secteur sont issus à 80 % du salariat. Les 20 % restants sont constitués des enfants qui reprennent le commerce de leurs parents. C'est significatif. La plupart du temps, les enfants de commerçants font quant à eux des études pour devenir médecins ou avocats. »

CAMPAGNES D'ACTION

Les salaires ne sont guère mirobolants au départ. Le SMIC à la sortie du CAP est d'environ 7 000 francs au bout de trois ans et, « pour quelqu'un de compétent qui s'intéresserait à son métier, la possibilité d'atteindre les 10 000 francs avec le statut de maître, cadre, au bout de cinq à six ans », souligne Dominique Perrot. Dans la grande distribution, les échelons sont plus nombreux et les possibilités de carrière plus diversifiées. On peut passer du statut d'employé à celui d'adjoint au chef de rayon. « Si les gens

montrent qu'ils sont capables et qu'ils ont le goût d'évoluer, cela peut aller très vite », souligne Stéphanie Lagalle. Ils passeront chef du rayon boucherie, poissonnerie ou pâtisserie, puis chef de département ou de secteur frais. Ensuite, ils pourront prendre des responsabilités dans la centrale d'achat de l'enseigne, devenir directeur de magasin. « Il n'est pas rare qu'un directeur de magasin soit un ancien apprenti boucher. Ces métiers offrent de réelles pistes d'évolution aux jeunes », insiste Stéphanie Lagalle. De plus, l'ouverture du secteur vers l'international permet aux salariés de vivre de nouvelles expériences : ceux d'entre eux qui ont développé des compétences dans l'alimentaire sont ainsi les premiers à être pressentis pour une expatriation lorsque s'ouvre un magasin à l'étranger, afin de former les équipes du pays concerné.

Reste qu'en dépit de ces perspectives les métiers de l'alimentaire rencontrent de sérieuses difficultés pour attirer les jeunes. D'où les campagnes d'actions des professionnels de l'alimentaire en direction des élèves des collèges, de leurs parents et de leurs professeurs afin de faire connaître leurs métiers et de revaloriser leur image.

Catherine Leroy

Diplôme Bac+5 ou Bac+4 (toutes filières)
Cadre d'entreprise expérimenté (6 ans minimum)

Donnez-vous les moyens d'être encore meilleur

l'Institut Supérieur du Commerce

3 CYCLES

Gestion et administration d'entreprise
Management stratégique et entrepreneurial
► Dirigeant de PME,
► Directeur Administratif et Financier...
Ingénierie d'affaires et Réseau International
► Trade,
► Ingénieur d'affaires...
Audit et Management des ressources humaines (en alternance)
► DRH,
► Audit stratégique/organisation...
Marketing et Gestion commerciale
► Chef de produit,
► Directeur de communication/travaux...

Gestion de patrimoine
► Conseiller patrimonial,
► Expert financier/immobilier...
Audit et Conseil
► Contrôleur de gestion,
► Auditeur et consultant...
Marketing, Logistique et Distribution
► Logisticien,
► Manager qualité totale...
Finance, Travaux, Ingénierie financière
► Trésorier d'entreprise ou de banque...

22, bd du Port de Vaux
75017 PARIS
Fax : 40.53.99.99

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR RECONNU PAR L'ETAT

INSCRIPTIONS
au 40.53.99.99

ISL

Le Monde des Ingénieurs

Ingénieurs Commerciaux

Hygiène high-tech

Responsable grands comptes h/f

Filiale d'un groupe Danone, notre nouveau site industriel est implanté en Alsace. Notre production des non-dés pour le contrôle des liquides dans les nouvelles générations de produits d'hygiène (coussins-culottes ultra-minces pour bébés, produits d'hygiène féminine et d'incontinence pour adultes).

Capable de créer, développer et entretenir un étroit partenariat avec les grands opérateurs mondiaux du marché de l'hygiène, vous savez vous mettre à l'écoute des clients pour anticiper et traduire leurs besoins en synergie avec notre groupe, notre département développement et notre outil industriel de pointe.

Si vous maîtrisez les relations technico-commerciales avec des grands comptes internationaux, êtes doté d'une formation supérieure vous permettant d'intégrer rapidement la technicité de nos produits et pratiquez avec aisance l'anglais et si possible l'allemand, nous sommes prêts à vous associer à notre développement.

Merci de nous faire parvenir vos lettres manuscrites, cv, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :

Jacob Holm Industries (France) SAS
Zone Industrielle - 68360 SOULTZ

Vous prendrez la maîtrise d'ouvrage d'un grand projet télécom

Opérateur de télécommunication en forte expansion, filiale d'un grand groupe privé français, nous vous proposons de concevoir et de piloter les projets systèmes d'information de gestion clientèle (prospection/télémarcheting, prise de commandes, gestion de centres d'appels, facturation/recouvrement...).

Responsable d'un projet dans le domaine de la gestion d'ouvrage, de la définition des cahiers des charges, en relation avec les utilisateurs, jusqu'à la mise en exploitation. Vous serez également à la tête de l'ensemble des sous-traitants (édition de logiciels, SSH, etc.). Vous évoluerez dans un environnement client sérieux, à l'écoute. De formation supérieure et d'expérience, vous aurez une expérience de conduite de projets informatiques de haut niveau.

Nous recherchons également une personne connaissant d'un domaine fonctionnel dans le secteur des services ou de la grande consommation (V.P.T., assurances, banque, etc.) possible de participer à la phase de démarrage du projet, capable de travailler en toute autonomie et ayant exercé des responsabilités similaires.

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives
Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité
Tél. : 44-43-76-13
Fax : 44-43-77-32

CRIL INGENIERIE
SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Société de services en informatique et électronique numérique, capitalisant un savoir-faire acquis depuis plus de 10 ans, nous concevons des systèmes et offrons des produits et services. Pour poursuivre notre croissance et réaliser notre développement commercial, nous recherchons des :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX EXPÉRIMENTÉS

• Domaine Radiocommunications

Postes : basé à Paris - déplacements en France et à l'étranger.
Mission : développement de l'activité commerciale et suivi des affaires pour des solutions et des projets en radiocommunications (radio, télévision, services en ingénierie, radio, télévision du spectre des fréquences).
Secteurs : Administrations - Opérateurs - Grands Editeurs.

• Domaine Systèmes Electroniques Temps Réel

Postes : basé à Paris - déplacements en France et à l'étranger.
Mission : développement de l'activité commerciale et suivi des affaires pour des solutions et des projets en systèmes électroniques (temps réel, systèmes embarqués, systèmes de contrôle, systèmes de simulation, etc.).
Secteurs : Administrations - Opérateurs - Grands Editeurs.

• Domaine Technologies Avancées

Postes : basé à Paris, Rennes et Toulouse.
Mission : développement de l'activité commerciale et suivi des affaires pour des solutions et des projets en technologies avancées (génie logiciel, systèmes embarqués, systèmes de contrôle, systèmes de simulation, etc.).
Secteurs : Administrations - Opérateurs - Grands Editeurs.

JEUNES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Postes : basé à Paris, Rennes et Toulouse.
Mission : développement de l'activité commerciale et suivi des affaires pour des solutions et des projets en technologies avancées (génie logiciel, systèmes embarqués, systèmes de contrôle, systèmes de simulation, etc.).
Secteurs : Administrations - Opérateurs - Grands Editeurs.

Vous souhaitez vous investir dans une entreprise en pleine croissance, possédant un savoir-faire technologique de haut niveau. Vous êtes dynamique et créatif, vous aimez les négociations et les solutions à base de technologies nouvelles, alors adressez votre candidature en indiquant la référence du poste qui vous intéresse à notre Direction Générale - Monsieur Jean-Claude BUELLI - CRIL INGENIERIE - LE NEWTON - 25/27, rue Jeanne Bracomier 92360 MEUDON-LA-FORET.

Nous sommes un groupe international du secteur des Hautes Technologies, spécialisé dans la conception et la production de systèmes électroniques intégrés aux process de fabrication de nos clients industriels. Nous recherchons un

Ingénieur Commercial Grands Comptes

Les aspects essentiels de sa fonction, prioritairement commerciale mais aussi technique, recouvrent :

- La réalisation d'un chiffre d'affaires
- Les prévisions commerciales
- L'identification de nouveaux projets ou clients
- La coordination et l'animation des équipes techniques intervenant chez ses clients
- Le développement d'argumentaires techniques
- Le suivi des affaires

Le candidat souhaité pour ce poste est de formation supérieure en électronique. Il possède une expérience significative de la vente d'équipements à forte technicité et une bonne connaissance des Grands Comptes du secteur industriel et automobile.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LM/124 C à

ASYMPTOTES Conseil - 18, rue Charles de Gaulle - 91400 ORSAY

Handwritten signature: *Handwritten signature*

Le « management interculturel » s'implante peu à peu dans l'Hexagone

Les rituels, les symboles et autres valeurs n'étant pas directement transposables d'un pays à l'autre, de nombreux cabinets commencent à offrir leurs services aux entreprises

L'EXPRESSION « management interculturel » existe depuis plus de vingt ans. Que les différences culturelles influent sur les styles de management, personne n'en doute plus. Mais de là à dire qu'un véritable marché du consulting existe, s'interroge Jean-Marc Sella, responsable d'IMS Relocaliser, cabinet spécialisé dans l'expatriation, c'est un pas qui reste encore à franchir. Plusieurs éléments semblent plaider aujourd'hui pour cette hypothèse. La mondialisation n'a fait que s'accroître, poussant les grands groupes à accentuer leur organisation matricielle par produits et par centres de profits. Résultat : des salariés de pays différents sont contraints de plus en plus à travailler ensemble. Les équipes de projets deviennent internationales.

Deuxième indice : l'arrivée sur le marché en France de nouveaux acteurs qui expliquent leur implantation « par l'augmentation des besoins des entreprises ». Le groupe ITIM (Institute for Training in Intercultural Management), déjà présent dans une vingtaine de pays, vient d'ouvrir un bureau en France, « et déjà les demandes sont là », constate Catherine Velle, qui en a pris la direction. Anciennement cadre international dans une grande banque, elle ne fait pas « du carnet de commandes son souci majeur » ; en revanche, trouver des consultants de haut niveau, susceptibles d'intervenir auprès d'entreprises qui demandent du sur-mesure, l'inquiète davantage.

L'arrivée d'ITIM dans l'Hexagone

devrait bientôt être suivie par celle d'une association (loi 1901) où se regrouperaient plusieurs intervenants comme la Mission laïque française, dont l'office universitaire se charge d'implanter des écoles françaises à l'étranger et IMS Relocaliser entre autres.

Ces deux nouveaux acteurs vont trouver sur leur chemin beaucoup de petits cabinets-conseils, des

autres. Les échecs rencontrés y sont aussi peut-être pour quelque chose. Et, dans ce domaine, ils portent vite à conséquence. « Je pense à cette entreprise française dont les salariés ont l'habitude d'avoir le petit doigt sur la couture du pantalon », raconte Catherine Velle. La direction ne comprenait pas pourquoi le turn-over de la filiale suédoise, où ces mêmes méthodes étaient mises

Comment décrypter les différences

Deux modèles destinés à donner une grille de lecture des différences culturelles existent, élaborés l'un et l'autre par des Hollandais : Fons Trompenaars et Geert Hofstede. Ce dernier, créateur d'ITIM, fonde une partie de ses recherches sur l'exploitation d'un questionnaire envoyé à 116 000 salariés d'un même groupe (IBM) afin que soient les cultures nationales, à l'origine de systèmes de valeurs propres à influencer la conduite des affaires, soient prises en compte. Geert Hofstede distingue cinq dimensions culturelles : la distance hiérarchique, le degré d'individualisme ou de collectivisme, celui de masculinité ou de féminité, le contrôle de l'incertitude, et l'orientation de la vie vers le court ou le long terme.

écoles de langues qui élargissent leur palette d'activités ainsi que des centres de formation rattachés à des écoles comme c'est le cas avec l'école européenne des affaires, HEC, etc. « L'offre est effectivement diffuse », reconnaît-on volontiers au département formation de GEC-Alsthom pour qui le biculturalisme est une réalité quotidienne. « Logique », reprend Jean-Marc Sella, puisque les entreprises françaises ont mis du temps pour comprendre que leurs cadres n'étaient pas naturellement transposables d'un pays à un

en place, était très élevé. Tout simplement parce qu'en Suède, la culture du consensus domine et qu'un manager ne prend pas une décision concernant le travail de son subordonné sans lui en parler auparavant. » De même, un dirigeant nommé en Autriche ne doit pas s'attendre à être rapidement testé par ses collaborateurs qui ne reconnaissent l'autorité que si elle est fondée sur la compétence. On est loin des parachutages réalisés et tolérés par un certain nombre d'entreprises françaises.

Déchiffrer l'ensemble de ces finesses culturelles n'est pas de tout repos. Surtout lorsque l'on passe aux questions délicates liées par exemple à la tenue de négociations commerciales. Les rituels, les héros, les symboles, les valeurs, qui sont les manifestations les plus courantes des différences culturelles risquent de peser lourd dans la balance au moment de la signature d'un contrat. Des groupes comme EDF qui vient de confier à ITIM-France la formation d'une vingtaine de hauts potentiels susceptibles individuellement de prendre la responsabilité d'une filiale à l'étranger, ne découvrent pas le problème aujourd'hui. GEC-Alsthom, Saint-Gobain, Total, Mondial Assistance et bien d'autres non plus. Mais ils constituent encore une minorité.

« Il nous arrive d'intervenir en urgence, surtout dans des PME », raconte ce consultant d'un cabinet qui s'est retrouvé à inculquer des notions culturelles de base pour que la nomination d'un cadre à l'étranger ne se transforme pas en catastrophe professionnelle et privée.

Même si ITIM, tout comme d'autres cabinets, a développé une méthode universitaire qui divise la planète en sous-ensembles, Catherine Velle prévient immédiatement qu'il ne s'agit pas d'un modèle de prévision des comportements individuels mais plutôt d'un outil qui donne des clés pour décrypter les situations auxquelles un cadre international peut être confronté. Pas d'avantage.

Marie-Béatrice Baudet

Le compte à rebours

ON leur a demandé d'aller voir à la campagne si l'herbe était toujours verte, eux qui ne l'étaient plus. Doucement, sans violence majeure, on les a « préretraités ». Certains y ont vu une libération. Pour d'autres, ce fut une trahison.

Après des années de bons et si loyaux services. Depuis, les cinquantenaires - les « 50 ans et plus », pour parler selon le jargon statistique habituel - ont appris à rentrer les épaules, à baisser la tête. Surtout ne pas se faire remarquer. 57, 56, 55, 54... 50, le compte à rebours fait mal jusque-là parfois. Par un euphémisme qu'elles aimeraient gentillet, les entreprises racontent que tel est leur meilleur moyen de « gérer en douceur les effectifs ». D'ailleurs, les jeunes, qui ont droit eux aussi à leur part de vie active, la débute de plus en plus tard. Jeunes et vieux, même combat en somme. Eh bien non. Les voix qui se sont vite élevées pour rappeler que les tempes grisonnantes ont le charme de l'expérience et l'avantage de la mémoire peuvent désormais s'appuyer sur des études solides, comme celle menée par ce cabinet américain de Chicago qui a rassemblé statistiques et données médicales.

Primo, les 50 ans et plus sont moins turbulents que leurs cadets. Plus d'un 25-34 ans sur dix change d'emploi chaque année alors que les cinquantenaires ne sont que 3 % à le faire. D'ait le très sérieux Bureau of Labor Statistics.

Secundo, ils sont aussi moins maladroits. Ils représentent actuellement 14 % de la population active américaine, mais ne provoquent que 10 % de l'ensemble des accidents du travail.

Tertio, ils sont en meilleure santé. Bien sûr, il y a la menace de l'infirmité, mais il faut aussi compter sur les visites médicales, dont les plus jeunes sont, à en croire l'Andrus Gerontology Center (Caroline du Sud), beaucoup plus consommateurs. Une fois à la retraite, les sexagénaires deviennent se dorlotent davantage, alors que jusque-là ils étaient économes et peu dépensiers.

On peut faire remarquer que ces arguments rappellent étrangement l'échec de deux barils de trentenaires contre un baril de cinquantenaires. C'est vrai. Mais entre l'appel aux bons sentiments et le rapport qualité-prix, quel est celui de ces deux arguments qui aura le plus de poids ?

Les géomètres experts s'ouvrent à l'entremise immobilière

Prise en tenailles entre la crise de l'immobilier et les baisses de commandes publiques, la profession espère un regain d'activité

SECRÉTAIRE général de l'ordre des géomètres, Jacques Bénétière est formel : « Notre activité reste un métier d'avenir, même si nous traversons une phase difficile. » Pris en tenailles entre la crise de l'immobilier, les difficultés du bâtiment et la baisse drastique des commandes publiques émanant de l'Etat ou des collectivités locales, les 2 060 géomètres de France ont connu des jours plus fastes. « Le marché est morose », convient Jacques Robin, vice-président de la Fédération nationale des géomètres experts. « On sent parfois quelques frémissements mais ça retombe à plat très vite », ajoute Pierre Bloy, géomètre à la tête d'un cabinet parisien. « La crise de l'immobilier se traduit par un chiffre d'affaires difficile à maintenir et des relations plus concurrentielles entre géomètres et entre professions parallèles », résume un confrère.

Lourde tâche en vérité que la loi du 28 juin 1994 (qui transpose, en droit interne, pour les géomètres, la directive européenne relative à la

reconnaissance des qualifications professionnelles, et le décret du 31 mai 1996, « portant règlement de la profession et code des devoirs professionnels »), ont sensiblement élargi : le champ d'intervention des géomètres est en effet élargi à l'entremise immobilière, activité qui consiste, non pas à procéder à la vente d'un bien, mais à mettre en relation le vendeur et l'acheteur éventuel. Dans une certaine limite : « Le géomètre ne devra pas réaliser plus de 25 % de son chiffre d'affaires en entremise », précise Jean-Louis Marty, président du conseil de l'ordre des géomètres. « Jadis, rappelle René Bénétière, nous intervenions dans les transactions immobilières, mais cette pratique était tombée en désuétude après la guerre. Cela dit, nous pourrions continuer à faire de la gestion locative d'immeubles et à remplir les fonctions de syndic de copropriété. »

Les 150 cabinets de géomètres experts (sur un total de 1 700, répartis dans toute la France) qui font de la gestion immobilière espèrent bien que ces nouvelles dispositions

susciteront un regain d'activité dans les années à venir. D'autant que le décret autorise également les géomètres à faire de la publicité, ce qui leur était rigoureusement interdit jusqu'à. « A la limite, les géomètres n'avaient même pas le droit de faire inscrire leur nom et leur numéro de téléphone sur leur carte professionnelle », ironise René Bénétière.

L'adoption par l'Assemblée nationale le 18 avril dernier, de la proposition de loi Carrez - du nom du député du Val-de-Marne qui l'a déposée - et sur laquelle le Sénat doit se prononcer en octobre, constitue un autre motif de satisfaction pour la profession. Afin d'améliorer la protection des acquéreurs, ce texte prévoit en effet de rendre obligatoire, sous peine de nullité de l'acte, la mention de la surface habitable des appartements d'immeubles en copropriété, et ce dès la rédaction de la promesse de vente. S'il apparaît en outre que la superficie réelle est inférieure « de plus d'un vingtième » à celle indiquée sur le papier, l'acheteur serait dès lors habilité à intenter une « action en

diminution de prix » dans un délai d'un an à compter de la date de l'acte de vente. « Il s'agit d'abord de moraliser les transactions : aujourd'hui, l'acquéreur n'a aucune possibilité de recours, souligne René Bénétière. D'autant qu'en général les particuliers ne vérifient pas la surface de l'appartement qu'ils convoitent : ils sont plus sensibles à d'autres qualités, son exposition par exemple... »

CHAMP D'INTERVENTION ÉTENDU
Si la plupart d'entre eux estiment que ces initiatives législatives et réglementaires sont de nature à relancer leur activité, tous les géomètres experts s'accordent aussi à rappeler qu'ils n'ont pas attendu ces mesures pour réagir. Il est vrai qu'ils n'ont jamais baissé les bras face aux difficultés.

Résultat : la polyvalence, la dynamisme et la capacité d'adaptation aux nouvelles technologies de ces professionnels qui ont commencé à s'informatiser dès 1964 ne sont plus aujourd'hui à démontrer. Géomètres des villes ou des champs, les

activités quotidiennes des uns et des autres n'ont en fait cessé de s'étendre au cours des vingt dernières années. Les premiers sont chargés d'appliquer sur le terrain de ZAC ou de lotissements les projets conçus par les architectes et les urbanistes ; ils mesurent la superficie de chaque lot, ainsi que des parties communes, dans les copropriétés ; rédigent des règlements de copropriété... « Sans parler des opérations plus modestes dans les petites villes où le géomètre est, en fait, l'homme à tout faire de l'aménagement, dessinant les rues et les parcelles d'un lotissement, programmant et dirigeant les travaux pour le compte du maître d'ouvrage, allant parfois jusqu'à procéder aux appels d'offres », témoigne Gilles Sevaux, gérant d'un cabinet à Rennes (Ille-et-Vilaine). Quant aux géomètres des champs, ils veillent de plus en plus au respect de l'environnement dans les opérations de remembrement et d'aménagement foncier, qui constituent bien entendu le gros de leur activité : à charge pour eux d'organiser les échanges de

terres entre propriétaires, à travers les commissions communales de remembrement.

Outre le respect scrupuleux de la déontologie dont dépend l'inscription au tableau de l'ordre, le sérieux de la formation initiale explique la bonne réputation dont jouissent les géomètres. Obtenu au terme de cinq années d'études après le baccalauréat, le diplôme d'ingénieur géomètre se prépare dans trois grandes écoles : l'Ecole supérieure des géomètres-topographes (ESGT) à Evry (Essonne) ; l'Ecole spéciale des travaux publics (ESTP) à Paris ; et l'Ecole nationale supérieure des arts et industries (Ensa) à Strasbourg (Bas-Rhin). A l'entrée, un débutant peut espérer un salaire brut de 12 000 à 14 000 francs, selon Jean-Louis Marty, qui souligne les bonnes conditions d'insertion professionnelle des jeunes diplômés : « Sur les trois dernières promotions de l'ESTP, seuls trois ou quatre élèves n'ont pas trouvé d'emploi. »

Philippe Baverel

FORMATION
PROF
SSIONNELLE

CFD
Journalisme multimedia
L'école des métiers de l'information
Centre de formation
Paris
127, rue de Belleville
75018 Paris
01 42 42 42 42

CADRES Gestionnaires
Commerciaux, Techniciens

Nouvelles Technologies de l'information,
Commerce électronique,
Réseaux et télécommunications,
Echanges de Données Informatisés,

sont indispensables à votre évolution professionnelle.

SYSTEMIA et ses partenaires pédagogiques vous proposent des formations labellisées, de 1 jour à 15 mois, en continu ou en alternance, pour mettre à jour vos connaissances ou effectuer une reconversion professionnelle, en vous appuyant sur un actif réseau d'anciens.

Ecoles partenaires :
Télécom Paris (ENST)
Ecole des Mines d'Alès,
INSEE

SYSTEMIA

CEPRIM CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS
DEMAIN... INGENIEUR MANAGER

INGENIEUR OU SCIENTIFIQUE

Le CEPRIM a conçu pour vous une formation au Management donnant lieu à la délivrance d'un DESS, diplôme national de 3ème cycle.

De novembre à juin, sur 2 ans, le vendredi toute la journée et certains samedis matin.

CENTRE DE PREPARATION DE L'INGENIEUR AU MANAGEMENT
Renseignements au : Tél. : (1) 40 27 25 58

enoea Vous êtes TECHNICIEN BTS/DUT
SALARIE ou DEMANDEUR D'EMPLOI
avec expérience professionnelle

DEVENEZ INGENIEUR DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE

Electronique, Automatique et Informatique Industrielle
Financements : Etat, Région Ile de France

OUVERTURES PROCHAINES DE CYCLES à temps partiel

Renseignements : 30.73.66.00 - 30.73.66.02
ENSEA - 6, avenue du Ponceau - 95014 CERGY-PONTOISE

Chaque semaine, retrouvez la rubrique

"FORMATION PROFESSIONNELLE"

Pour vos annonces publicitaires contactez

Michèle FERNANDEZ
44.43.76.17
(Fax : 44.43.77.32)

Informatique - Réseau

Etablissement financier, filiale d'un important groupe bancaire international,
recherche pour renforcer sa division des Systèmes Individuels et de la BureautiqueCHEF
DE PROJET
MICRO

N° 547/CPM

A 35 ans environ, de formation supérieure Bac +4/5 (Ecole d'Ingénieurs ou MIAGE), vous possédez une expérience de 2 à 5 ans en tant que **Chef de Projet** en environnement micro-informatique et êtes expert dans la conception, le développement et la mise en place de solutions novatrices de type clients/serveur.

Autonome, rigoureux, vous possédez de réelles qualités d'écoute et de contact, afin de faire accepter vos choix et vos idées. Sous la responsabilité du Responsable des Systèmes Individuels et de la Bureautique, vous assurez le développement complet d'applications micro (GED, WORKFLOW, etc.) et participez à la mise en place d'un nouveau schéma directeur et aux choix stratégiques du Domaine.

Vous encadrez le personnel de développement, assurez la formation et l'assistance auprès des utilisateurs. La connaissance d'un environnement Grands Systèmes IBM/MVS serait appréciée.

ANALYSTE
INFOCENTRE

N° 547/AN

A 30/35 ans, après un premier parcours au sein d'activités informatiques de gestion, vous possédez une expérience de 2 à 5 ans dans ce domaine.

Autonome, rigoureux, vous possédez de réelles qualités d'écoute et de contact, afin de faire accepter vos propositions et vos idées.

Sous la responsabilité du Responsable des Systèmes Individuels et de la Bureautique, vous prenez en charge le recensement des besoins des utilisateurs, la recherche et le choix des matériels et logiciels appropriés.

Vous assurez la promotion de l'Infocentre, ainsi que la formation et l'assistance des utilisateurs.

La connaissance d'un environnement Grands Systèmes IBM/MVS est indispensable, ainsi qu'une bonne maîtrise des techniques clients/serveurs.

La pratique du langage SAS serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence choisie à Communiqué, 5094 rue de Ségur, 92513 Boulogne Billancourt Cedex qui transmettra.

Bibliothèque nationale de France

Maîtrise d'usage pour la conception et la réalisation du système audiovisuel recherche

RESPONSABLE D'EXPLOITATION
DU SYSTÈME AUDIOVISUEL

Rattaché dans un premier temps à l'équipe de projet chargée, au sein du département de l'audiovisuel, de la conception-réalisation du système audiovisuel (SA), vous assurez l'exploitation et la maintenance des éléments (matériels, logiciels et progiciels) constitutifs du SA :

- régies manuelles et robotisées,
- serveurs de gestion et de données audiovisuelles numériques,
- réseaux (ATN / analogique),
- parc de 150 postes de consultation audiovisuels (300 à l'issue d'une période de montée en charge).

Vos fonctions consisteront :

- à définir et mettre en place les procédures d'exploitation,
- à veiller au bon fonctionnement des procédures de chargement des données audiovisuelles,
- à assurer le maintien opérationnel du système dans toutes ses composantes, ainsi que leurs évolutions,
- à encadrer et animer une équipe composée de techniciens et d'opérateurs régis,
- à gérer les relations avec les sociétés extérieures et coordonner leurs interventions, dans le cadre d'un milieu institutionnel et d'utilisateurs exigeants.

Ingénieur ou équivalent en informatique industrielle, vous possédez une expérience similaire et significative dans le domaine des technologies audiovisuelles, plus particulièrement en ce qui concerne les régies de diffusion/production.

De solides connaissances techniques (bases de données, réseaux et multimédia) complètent votre sens de l'organisation, vos qualités de rigueur et d'autonomie, votre capacité à l'encadrement.

Tout renseignement sur le contenu du poste peut être demandé à M. Philippe JEDRE, CV, chef de projet au sein du département de l'audiovisuel - Tél : 33.79.33.43.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et CV, avant le 25 octobre 1996, à Madame Corinne VIVET, chef de service du recrutement, Bibliothèque nationale de France, 61 rue de Richelieu, 75002 Paris.

Nous sommes un groupe international reconnu. Pour une de nos activités, nous bénéficions actuellement d'avantages concurrentiels déterminants. Participez et contribuez activement à notre développement rapide en EUROPE

RESPONSABLES
GRANDS COMPTES

Bases à Paris Anglais courant indispensable

28/34 ans

X, Mines, Centrale, Supélec, Pontis, A&M, HEC, ESSEC, ESCP...

MISSION : □ Vous contribuez à la compétitivité et au développement de nos clients, en contact direct avec les dirigeants d'entreprises □ Vous développez vos compétences dans les domaines de la stratégie, de l'organisation, des opérations tactiques, du business reengineering.

NOUS VOUS OFFRONS : □ Une formation personnalisée □ L'intégration au sein d'équipes de haut niveau dans un contexte valorisant □ De réelles perspectives de carrière liées à vos performances et à la forte croissance de notre activité.

PROFIL : □ Vos qualités personnelles seront déterminantes : dynamisme, charisme, capacité à prospecter, dialoguer et négocier à tous niveaux et dans tous les environnements, bon esprit de synthèse, sens de l'efficacité et du résultat □ Mobilité géographique et très bonne maîtrise d'une troisième langue sont des atouts supplémentaires.

Pour un entretien individuel avec la société

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à **EUROMAN**, 31 rue des Princes - 92100 BOULOGNE - Fax (1) 41 86 13 14 - en indiquant la référence 2591 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

TOTAL

Groupe pétrolier et gazier, exploration-production, raffinage-distribution, chimie, TOTAL est actif dans plus de 100 pays.

Nous vous proposons une étape ambitieuse dans votre carrière.

SYSTEMES OUVERTS

Chef du Service Exploitation Systèmes Ouverts

Vous dirigez un service de 10 collaborateurs avec pour mission la définition et la mise en œuvre des architectures adaptées aux projets. Vous travaillez à l'optimisation des systèmes composés en particulier de 15 HP 9000, réseaux Novell et autres matériels sous Windows NT. Vous disposez d'au moins 5 ans d'expérience incluant la responsabilité d'un système d'information réparti : conception, mise en œuvre, administration et évolution.

Architecte Systèmes

Vous participez aux évolutions de nos infrastructures techniques : serveurs, réseaux physiques et logiques, bases de données et middleware. Vous contribuez au montage des opérations pilotes pour venir en appui aux équipes opérationnelles pendant les phases de mise en œuvre. Avec 8 à 10 ans d'expérience, vous avez développé une forte compétence en réseaux physiques et logiques sur des sites complexes et hétérogènes.

Ingénieur Systèmes Windows NT

Vous jouez un rôle clé en garantissant la qualité et la fiabilité de notre environnement NT (1000 POSTES). Vous participez aux études d'évolution de nos systèmes répartis, avant d'en assurer la mise en œuvre. Avec environ 5 ans d'expérience, vous avez acquis une réelle compétence UNIX ou mini dans un environnement production. Vous souhaitez maintenant valoriser votre première expérience NT en participant à un projet de dimension internationale.

Administrateur Sécurité Informatique et Télécom

Vous définissez et coordonnez les actions de la direction informatique et télécoms dans le domaine de la sécurité pour l'ensemble des environnements techniques : Unix, MVS, AS 400. De formation ingénieur ou BTS/DUT, vous disposez d'environ 5 ans d'expérience en exploitation et dans le domaine de la sécurité de l'informatique et des réseaux, en particulier en environnement MVS.

Architecte Bases de Données

Bases de données, middleware, messageries : vous êtes le pivot entre applicatifs et infrastructures techniques. Vous conduisez les travaux d'études, participez au choix de solutions et à la mise en place de ces configurations : matérielle et réseaux hétérogènes et complexes. 5 ans d'expérience technique et la pratique des systèmes ouverts vous permettent aujourd'hui de vous positionner comme ingénieur confirmé en bases de données.

TELECOMS

Ingénieur Télécom Senior

Etude, conception, mise en place, optimisation : telles sont vos missions relatives aux différentes solutions matérielles et logicielles retenues. Vous animez une équipe dans un environnement technique particulièrement stimulant : voix-image-données, liaisons internationales, réseaux multiples. Votre connaissance des télécoms internationaux s'appuie sur 8 à 10 ans d'expérience, ponctuée de grands projets. La direction de tels projets et le management d'équipes techniques vous passionnent. Vous disposez d'un anglais opérationnel et savez vous rendre disponible pour des déplacements ponctuels à l'international.

Ingénieur Télécom Junior

Dans le même contexte technique, vous participez directement à des missions de mise en œuvre des réseaux à l'étranger et aux chantiers d'études. Avec 2 ou 3 ans d'expérience dans la spécialité, vous souhaitez aujourd'hui acquérir une expertise encore plus marquée en travaillant sur des projets d'envergure. Capable d'utiliser l'anglais comme langue de travail, la perspective d'intervenir régulièrement à l'étranger vous motive.

مكتبة المجلد

مكتبة المجلد

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 8 OCTOBRE 1996 / VII

Réseau Télécommunications



DIVISION TÉLÉCOM

Le Groupe CAP GEMINI, leader européen dans le domaine du conseil, de l'ingénierie et des services en informatique et télécommunications, recherche pour sa Division TÉLÉCOM en très fort développement :

Ingénieurs confirmés et débutants

Intelligent Networks - Billing and Customer Care - Telecom Network Management - Call Centers - etc.

Vous serez responsable de la conception et de la réalisation de systèmes d'information pour les opérateurs des télécommunications, en France, en Europe et dans le reste du monde (continents Nord et Sud-Américain, Asie, Afrique). Au sein d'une équipe de 5 à 20 personnes, vous serez chargé d'effectuer avec les décideurs et les utilisateurs, les choix stratégiques en matière de déploiement de logiciels et/ou de développements spécifiques. Vous développerez une double compétence de consultant et d'ingénieur, dans un secteur d'activité passionnant : les Télécommunications.

Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, vous possédez une expérience réussie de 2 à 10 ans en systèmes d'information, acquise de préférence en SSII, en cabinet de conseil, chez un opérateur ou un équipementier telecom. Vous saurez démontrer votre compréhension du métier du client et votre aptitude à maîtriser ses enjeux stratégiques. L'anglais courant est bien sûr indispensable. Votre professionnalisme, votre implication et votre créativité vous conduiront vers des responsabilités de plus en plus larges, au sein d'un grand Groupe international.

Pour obtenir des renseignements plus d'information, appelez le 36 68 48 08 (2,23 franc) en précisant la réf. "57". Pour nous rencontrer rapidement avec notre Conseil, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) à MERCURI URVAL, 14 bis rue Dargy, 75378 Paris cedex 08, sous la référence 59.4484/M portée sur lettre et enveloppe.

INGÉNIEUR SUPPORT PRODUIT RSS

Vous êtes chargé de fournir une assistance technique aux "Départements Régionaux" (ensemble des représentations Nortel) ainsi qu'aux équipes françaises et américaines de "Product Specialists". Pour ce faire, vous prenez en compte leurs problèmes, vous les analysez et apportez les solutions rapides et adaptées à chaque contexte.

Après analyse et dialogue avec les équipes de R&D, vous définissez et déterminez des solutions adaptées au contexte du client. A titre préventif, vous participez au suivi d'exploitation et de qualité de service des réseaux clients, afin d'identifier des améliorations.

Ingénieur confirmé, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience R&D dans le domaine des télécommunications. Avoir par le métier du support, vous faites preuve d'un sens aigu du service. Disponible, vous êtes prêt pour des déplacements ponctuels en France et à l'étranger. Anglais indispensable.

Pour ce poste basé à Guyancourt (78), adressez votre lettre de motivation, curriculum vitae, photo et présentations sous la référence BSS/M4, à Nortel Matra Cellular, DRH, Armelle Comédin, 1 place des Frères Montgolfier, 78042 Guyancourt.

NORTEL MATRA CELLULAR

MICRO-INFORMATIQUE

Ingénieur Réseau Senior

Dans le cadre d'un très grand réseau de plus de 10 000 PC et autres matériels connectés, vous étudiez, concevez, mettez en place et optimisez les solutions retenues en matière de télécommunications. En tant qu'Architecte Réseau confirmé avec 5 ou 6 ans d'expérience, vous maîtrisez des réseaux de type Novell ou Windows NT et disposez d'un excellent relationnel. Vous avez, de plus, la capacité à élaborer des scénarios d'évolution des environnements de travail à partir des orientations stratégiques.

Ingénieurs Réseaux Juniors

Dans le même contexte technique, vous participez aux travaux préliminaires d'étude et de conception ainsi qu'à la mise en œuvre des solutions en matière de réseau local. Vous vous investirez plus directement dans la mise en place d'outils de communication au service de l'organisation tel qu'internet. Vous disposez de 2 ou 3 ans d'expérience en environnement Windows NT ou Novell et souhaitez aujourd'hui évoluer vers des projets d'envergure, dans un contexte technique et humain de haut niveau.

ETUDES ET SUPPORT

Chefs de Projets Seniors

Animation de 10 à 30 collaborateurs, pilotage du projet et contact avec les utilisateurs : telles sont vos principales missions. Vous pilotez votre projet, des spécifications fonctionnelles jusqu'à la mise en place des applications, en veillant à la qualité du travail délivré et la satisfaction des utilisateurs. Vous disposez de 8 à 10 ans d'expérience avec de l'encadrement d'équipe. Intéressé par la technique (AGL, intégration de logiciels, etc.), vous êtes également à l'aise sur les aspects fonctionnels. Disponibilité pour des déplacements ponctuels à l'étranger et anglais courant sont requis pour ces postes à haut niveau.

Ingénieur Méthodologie et AGL

Vous étudiez l'évolution des méthodes et outils de développement tels que LAG, bases de données, AGL et autres générateurs de code et en, en vue de leur mise en œuvre. Avec 5 à 8 ans d'expérience, votre profil est aujourd'hui celui d'un consultant en matière de méthodes autant que celui d'un expert dans les domaines précités. Vous souhaitez valoriser cette expérience dans un grand Groupe en intervenant en tant que conseil aux équipes projet.

Ingénieur Systèmes et Réseaux Chargé de Proiciel

Dans le cadre d'un de nos plus grands projets internationaux, vous participez à la mise en œuvre des serveurs et des bases de données. Vous pilotez les plates-formes de test et la mise en production de logiciels de type SAP/RS. A environ 30 ans, vous avez une bonne maîtrise d'un système de type UNIX ou Windows NT et vous souhaitez progresser dans votre compétence bases de données réparties.

Ingénieurs d'Etudes Débutants

En liaison avec les utilisateurs, vous participez à l'analyse des besoins, à la rédaction des cahiers des charges, à la réalisation et à la recette des applications. Vous participez également à des études techniques en environnement Unix, Windows et bases de données relationnelles. Jeune diplômé, vous disposez d'une première approche de Windows, d'environnements de développement et/ou de réseaux locaux.

Pour chacun de ces différents postes, basée Tour Total à Paris-La Défense, une formation d'ingénieur ou BAC + 5 est nécessaire. Outre la réussite dans un premier poste, la mobilité géographique et la connaissance de l'anglais seront les éléments clés de votre évolution dans la société et dans le Groupe.

Merci d'adresser votre lettre de motivation et CV complet à notre Conseil KEBERS PARE INTERNATIONAL, 15 avenue Pierre 1^{er} de Serbie, 75116 Paris en indiquant sur l'enveloppe et en en-tête de lettre la référence LM/07/10 suivie des initiales du poste choisi (exemple : CSE, ISU, ISW...).



VOUS NE VIENDREZ PLUS CHEZ NOUS PAR HASARD

GROUPE BEL
8 milliards de CA,
7 000 personnes,
recherche pour son
DEPARTEMENT
ORGANISATION
ET
INFORMATIQUE
des

PORT SALUT
Apéricube
Babybel
kiri

INGÉNIEURS DE DEVELOPPEMENT

Débutants ou première expérience courte.

De formation Ingénieur (CENTRALE, MINES, AGRO...) ou Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, SUP de CO...) nous vous proposons de prendre part au développement de nos projets.

Nous vous offrons une formation aux bases du métier d'informaticien et à nos méthodes, dans un environnement performant : interconnexion de nos réseaux locaux européens, support ES/9000, AS/400 et micros avec des logiciels Temps Réel, Bases de Données, NOTES et INTRANET.

Nous comptons sur votre enthousiasme, votre sens de la rigueur, vos capacités relationnelles, d'écoute, d'adaptation et d'animation d'équipe.

Votre lieu de travail : PARIS - MADEINE/CONCORDE. Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite avec présentations à Mme LAMBERT FROMAGERIES BEL - DRH - BP 292.08 75361 PARIS Cedex 08 sous réf. ML/MH

LA VACHE QUI RIT - APERICUBE - KIRI - BABYBEL - PORT-SALUT

LYONNAISE COMMUNICATIONS

Filière du Groupe Lyonnaise des Eaux, l'exploitation de réseaux câblés en France et opérateur de la chaîne Paris-Première, recherche son

Responsable de la Planification et de l'Ingénierie

POUR TRAVAILLER EN DIRECT AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU DEPARTEMENT TÉLÉCOMMUNICATIONS NOUVELLEMENT CRÉÉ

Vous serez Maître d'Œuvre pour les investissements techniques de l'ensemble des réseaux câblés de Lyonnaise Communication en France, vous aurez à ce titre la responsabilité de la planification des réseaux de télécommunications, de la sélection des fournisseurs et de l'installation des investissements télécommunications.

Ingénieur télécommunications ou électrotechnicien, vous possédez : à 40 ans environ, une expérience confirmée (au moins 10 ans) de la gestion de projets techniques dans le domaine des télécommunications et de l'encadrement des sous-traitants, des entreprises générales et des constructeurs d'équipements.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

A une grande rigueur naturelle vous apportez des qualités d'animateur et de gestionnaire. Vous avez le dynamisme et l'esprit d'équipe indispensables pour pouvoir participer à la création d'une nouvelle activité.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'envoyer votre dossier (CV + photo + lettre manuscrite + précis) réf. H-383 à notre Conseil

COR'EX
CONSEIL EN RECRUTEMENT

11, avenue Myron Herrick - 75008 Paris

Informatique

Réseaux Télécommunications

Mazars & Guérard

Quadrant

D'origine française, Mazars & Guérard est un cabinet d'audit et de conseil indépendant qui a choisi de développer son propre réseau international. Présent aujourd'hui dans 36 pays, Mazars & Guérard intervient auprès d'entreprises françaises et internationales et de grandes administrations. Quadrant, le cabinet de conseil en management et organisation de Mazars & Guérard, renforce ses équipes pour accompagner sa croissance et un plan de développement ambitieux.

Consultants

Diplômé(e) d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, une double formation étant appréciée, vous avez une première expérience de 1 à 2 ans en cabinet de conseil. Votre anglais est courant. Vous souhaitez vous engager pleinement dans une profession qui vous offrira une grande ouverture sur des méthodes, des métiers et des secteurs économiques très variés et qui vous apportera un savoir-faire dans les techniques modernes de management et de conduite du changement. La progression rapide de carrière et la rémunération seront à la hauteur de nos exigences en matière d'engagement personnel, d'esprit d'équipe, de rigueur et de mobilité.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et photo), sous référence GR0996, à Mlle Henna, Quadrant, Tour Framatome, 92084 Paris-La Défense Cedex 16.

Consultants Marchés et Stratégies

ENST (Paris, Bretagne), Mines, Ponts, Centrale, Supélec, HEC, ESSEC, ESCP, EP Paris

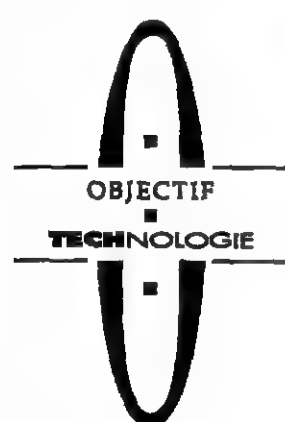
EXPERTEL, filiale de FCR (groupe France Telecom), est leader sur le marché français du Conseil en Technologies de l'Information. La Direction du Conseil Marketing, qui accompagne les grands acteurs du secteur dans leurs décisions stratégiques et la mise en place de celles-ci, est confrontée à une forte croissance de son activité.

Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience réussie dans la Marketing des Technologies de l'Information. Vous êtes passionné par les usages des Nouvelles Technologies et par les mutations économiques et industrielles qu'elles engendrent.

Vous souhaitez évoluer dans un métier exigeant, qui associe initiative, rigueur et créativité.

Merci d'adresser votre candidature sous référence LM/CLB/EXP10A à FCR - DRHA Service Recrutement - 124 rue Réaumur, 75091 PARIS Cedex 02.

France Telecom
FCR



la maîtrise du développement logiciel

1er prix Qualité Ile-de-France 1994

3 INGENIEURS GRANDE ECOLE

pour développement logiciel technique et scientifique à Paris ou Lyon 2 à 5 ans d'expérience C++, OMT, UNIX, Windows. Vous intégrerez une équipe projet autonome pour qui le respect des exigences clients et l'intégration de technologies avancées sont essentiels.

Merci d'adresser lettre manuscrite et c.v. détaillé à Isabelle Bousquet, OBJECTIF TECHNOLOGIE ■ 28 villa Baudran, 94742 Arcueil cedex.

Responsable Etudes et Développements Logiciels (Software Lab Manager)

Contribuez au développement d'une multinationale de très forte visibilité dans l'électronique grand public et le multimédia

350/400 KF

Rennes

LA SOCIÉTÉ

- ◆ Groupe international.
- ◆ Remarquable savoir-faire technique dans les technologies porteuses d'avenir (TV numérique, interactivité, électronique de loisirs).

LE POSTE

- ◆ Vous êtes rattaché au centre de développement des produits numériques, d'envergure internationale.
- ◆ Vous êtes entièrement responsable de l'ensemble des développements logiciels et encadrez une équipe de 30 ingénieurs, en forte croissance.
- ◆ Véritable prestataire de services internes, vous êtes le garant de la qualité de la prestation et du respect des délais et des coûts.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM/60911 à N.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.

PROFIL RECHERCHÉ

- ◆ 35/40 ans, excellente formation supérieure, type grande école d'ingénieur, avec une spécialisation en génie logiciel.
- ◆ Expertise dans la conduite de développement de logiciels pour des applications temps réel et/ou embarquées.
- ◆ Capacités prouvées à animer des équipes de développement.
- ◆ Parfaite maîtrise des méthodes de développement et des outils de test.
- ◆ Une connaissance des contraintes de l'industrie de grande série est vivement souhaitée.

N B SELECTION LTD
a BNB Resources plc company



Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City - Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

THOMSON

THOMSON multimédia, dans le groupe d'électronique grand public, n°1 aux Etats-Unis, n°2 en Europe sur les marchés de la télévision et des magnétoscopes, est aujourd'hui premier fournisseur mondial de télévision numérique (équipement de réception, décodeurs, antennes...). Nos produits sont vendus dans le monde entier sous des marques prestigieuses telles que : Thomson, Telefunken, Saba, RCA, GE, ProScan. Ils ont généré un chiffre d'affaires de 38 milliards de France.

Dans le cadre du renforcement du Centre Qualité du groupe (Thomson Quality Center), nous recherchons des :

Ingénieurs Test Logiciel (Software Test Engineers)

Rémunération motivante

Angers

LE POSTE

- ◆ Vous dépendez du Responsable du groupe Test Logiciel et appartenez à une équipe de taille réduite, en extension. Vous contribuez à la mise en place des procédures et méthodes de validation de test logiciel pour l'ensemble des produits développés par le groupe en Europe.

PROFIL RECHERCHÉ

- ◆ 30 ans environ, excellente formation technique supérieure type ingénieur grande école.
- ◆ Expérience étendue d'au moins 3 ans, dans la mise en place des méthodes de test logiciel, notamment pour des applications embarquées, temps réel ou de grande série (Télécom, GSM, produits bruns, etc.).
- ◆ Une expérience préalable de développement logiciel est indispensable. La connaissance de l'électronique numérique sera un atout supplémentaire.
- ◆ Excellent communicateur, vous êtes aussi reconnu pour votre capacité à convaincre et à agir sur les managers.
- ◆ Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet avec photo et rémunération actuelle sous référence LM/60504B à N.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.



N B SELECTION LTD
a BNB Resources plc company



Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City - Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives
Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité
Tél. : 44-43-76-13
Fax : 44-43-77-32

مكتبة النور

Secteurs de Pointe

Sony... et votre engagement prend du sens



Ingénieur commercial Semi-conducteurs

Sony France (3 000 personnes, 8,7 Mds de CA) produit et commercialise des équipements à l'usage du grand public et des professionnels.

Au sein du département semi-conducteurs, vous êtes chargé de développer nos ventes, d'analyser les besoins futurs et de faire des propositions de conception de nouveaux circuits, principalement auprès des grands comptes du secteur industriel français et également auprès des distributeurs. Afin d'atteindre l'ensemble de ces objectifs, votre action de conseil et votre compréhension technique des besoins du client sont des atouts déterminants pour mener à bien cette mission.

A 27/30 ans, de formation ingénieur électronique ou généraliste (option électronique), vous possédez de réelles connaissances dans le domaine de la conception de circuits intégrés MOs, et idéalement une première expérience commerciale. Vous maîtrisez bien sûr l'anglais. Autonome, ayant l'esprit d'équipe, vous êtes motivé par la vente et souhaitez intégrer une entreprise à la pointe de la technologie.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la réf. 34366 à Sony France, Eric Bastard, 15 rue Floréal, BP 831, Paris Cedex 17.

SONY

Hygiène high-tech

Ingénieurs R&D

Filiale d'un groupe Danois, notre nouveau site industriel est implanté en Alsace. Nous produisons des non-tissés pour le contrôle des liquides dans les nouvelles générations de produits d'hygiène (couches-culottes ultra-minces pour bébés, produits d'hygiène féminine et d'incontinence pour adultes).

Gestionnaire de projets, vous conduisez le développement de nos nouveaux produits depuis leur définition jusqu'à leur industrialisation. A ce titre, vous serez chargé de :

- développer et adapter matières premières et produits aux évolutions des marchés,
- suivre la planification et le déroulement budgétaire des opérations,
- soutenir nos commerciaux par votre technicité,
- gérer brevets et marques.

Possédant un bagage technique de type ingénieur (textile, chimie, polymères), vous aurez été préparé à assumer ces missions par une expérience réussie du développement de produits industriels, effectuée idéalement dans les secteurs des non-tissés, des fibres ou des produits finis. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci de nous faire parvenir vos lettres manuscrites, cv, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :

Jacob Holm Industries (France) SAS
Zone Industrielle - 68360 SOULTZ

Sony... et votre engagement prend du sens



Ingénieurs Support Marketing

Sony France (3 000 personnes, 8,7 Mds de CA) produit et commercialise des équipements de haute technologie à l'usage du grand public et des professionnels. Dans le secteur professionnel, Sony couvre l'ensemble des besoins en matière de communication audiovisuelle : reportage, montage, duplication, diffusion, systèmes de projection vidéo et informatiques... Sony commercialise aussi des applications spécifiques dans les domaines de l'imagerie médicale, la recherche scientifique, la photo numérique...

Nous vous proposons de rejoindre le département marketing de cette activité et de prendre la responsabilité d'une de nos lignes de produits : moniteurs, magnétoscopes, systèmes de montage, imprimantes vidéo/digitales, caméras et enregistreurs scientifiques.

Rattaché au chef de produits, vous élaborerez et proposerez le plan marketing de votre ligne de produits. Vous effectuerez les études de marché et de la concurrence. Vous définirez et mettez en place les outils d'aide à la vente. Vous suivez et analysez les plans de ventes. Très proche des équipes commerciales, vous leur apportez également un support technique sur les produits. De formation ingénieur en électronique/informatique complétée d'un troisième cycle de gestion/marketing, vous êtes débutant ou vous possédez une première expérience commerciale ou marketing. Vos qualités d'analyse, de créativité, vos capacités d'anticipation et votre esprit d'équipe seront appréciés dans un environnement évolutif et à la pointe de la technologie. Une collaboration étroite avec les entités européennes suppose une bonne maîtrise de l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous la référence ISM/1096 à Michèle Albertini, 15 rue Floréal, 75831 Paris Cedex 17.

SONY



Autoroute ESTEREL COTE D'AZUR - PROVENCE
ALPES - 1 500 personnes

ESCOTA, société d'économie mixte ayant pour objet la construction et l'exploitation d'autoroutes recherche

Chef de district

Par délégation du directeur du réseau auquel il est rattaché et à la tête d'une équipe de 250 personnes, il anime, gère et contrôle un ensemble opérationnel portant sur une partie du réseau ESCOTA.

Participant activement à la définition et à la mise en œuvre des procédures techniques, il a pour son propre district la responsabilité des péages. Il a les yeux rivés sur la sécurité et sur le patrimoine pour lequel il assure la maintenance.

Agé de 40 ans environ, le candidat idéal est

obligatoirement diplômé bac + 4, de préférence école d'ingénieurs (IP, INSA, option génie civil ou l'équivalent).

Il possède une expérience très probante de la gestion d'un centre technique dans un environnement similaire (services techniques de ville, entreprises de travaux publics).

Il a - obligatoirement - exercé opérationnellement des responsabilités hiérarchiques de personnel.

Le poste est situé à Aubagne (13).



Merci d'adresser votre CV complet (avec lettre manuscrite, photographie récente, prétentions) en rappelant la référence 06304 et en indiquant un numéro de téléphone où vous serez contacté avec discrétion à : Guy Postel Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup.

Guy Postel

cabinet beau de lomélie
Conseils en propriété industrielle

recherche

2 Ingénieurs Brevets H/F

ayant une parfaite maîtrise de l'anglais écrit et parlé.

- L'un, ayant une expérience confirmée dans le domaine de la mécanique et maîtrisant de plus l'allemand.
- L'autre, débutant (ou ayant quelques années d'expérience) dans les domaines de la physique et de l'électronique

Envoyer C.V. + lettre manuscrite, photo et prétentions au : Service du Personnel
158, rue de l'Université - 75340 PARIS CEDEX 07

Découvrez votre emploi de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU MARDI

Principaux
Organisation & gestion des entreprises

- Gestion Finances • Conseil Audit • Juristes/Ressources Humaines
- Marketing & Communication • Fonction Commerciale

Le Monde des Cadres
Carrières Internationales

Doigt Carrières Européennes en Entreprises

Le Monde

GMAO, GED

La maintenance dans la gestion globale de l'entreprise

Groupe international N°1 mondial des solutions de maintenance intégrées à la gestion globale de l'entreprise (logiciels de GMAO à large fonctionnalité en environnement client/serveur et workflow). Nous développons nos activités en France depuis 1 an et recherchons pour notre filiale située à St-Quentin-en-Yvelines (78)

RESPONSABLE COMMERCIAL FRANCE

Réf. 68.4286/LM

Rattaché au Directeur Général, et avec une petite équipe (Ingénieurs d'affaires et support), vous serez chargé de conduire notre développement commercial auprès de Grands Comptes industriels et tertiaires. A 30-40 ans, de formation supérieure, vous avez une solide expérience de la vente de logiciels ou de solutions informatiques dans des environnements industriels importants. Vous savez définir et mettre en œuvre des stratégies de contacts et d'actions à haut niveau. Vous avez également prouvé votre capacité à motiver une équipe, organiser le travail, fixer des objectifs et suivre leur réalisation.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES CONFIRMÉ

Réf. 68.4287/LM

Vous serez chargé de notre développement commercial sur un ou plusieurs secteurs de marchés industriels ou tertiaires. Fin stratège, vous saurez comprendre le métier de vos clients, identifier des besoins complexes, construire des propositions et négocier à haut niveau. A 27-35 ans, de formation supérieure, vous disposez d'une expérience (3 ans minimum) de la vente de solutions informatiques acquise chez un éditeur de logiciels, un constructeur ou en SSII.

Pour ces 2 postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Nous vous offrons de participer à la conquête d'un marché au potentiel important, dans un cadre d'autonomie et de réelles responsabilités. Nous mettons à votre disposition un réseau international de compétences, un savoir-faire reconnu mondialement.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 Rueil Malmaison Cedex, sous la référence choisie, portée sur lettre et enveloppe. Confidentialité assurée.

Mercuri Urval

Secteurs de Pointe

responsable maîtrise d'ouvrage H/F

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

PARIS OUEST

Notre Société, spécialiste du CREDIT-BAIL, appartient à l'un des premiers groupes bancaires européens.

Nous mettons en place un nouveau Schéma Directeur Informatique pour améliorer notre organisation et proposer de meilleurs services à nos clients.

Dans ce cadre, nous recherchons un Responsable Maîtrise d'Ouvrage en charge du projet «entrepôt de données et outils de pilotage» (DATAWAREHOUSE), connaissant bien le CREDIT-BAIL.

Votre mission consistera à :

- recueillir et structurer les besoins exprimés par les différents intervenants de la société (Direction Générale, Secrétariat Général, Directions de Marché, Directions Commerciales, Direction des Risques, Direction Financière).
- valider la cohérence des besoins exprimés avec les impératifs techniques identifiés par la structure «Maîtrise d'œuvre» (Direction Informatique),
- participer, en liaison avec cette structure, à la recherche et au choix des solutions adaptées aux besoins exprimés,
- piloter la mise en place des solutions retenues (recette, formation, assistance, conseil).

De formation Ingénieur ou Grande Ecole de Gestion ou DESS en organisation, vous avez une expérience de plusieurs années dans des responsabilités liées à l'organisation et/ou au contrôle de gestion, dans un environnement similaire au nôtre.

Vous avez naturellement une bonne connaissance des métiers du CREDIT-BAIL et êtes familiarisé avec l'informatique.

Cette fonction exige une grande capacité relationnelle, beaucoup de méthode et de rigueur, de l'imagination et le sens de l'organisation, ainsi qu'une réelle volonté de s'impliquer dans une démarche aujourd'hui prioritaire pour notre Société.

La réussite dans cette fonction vous ouvrira de réelles opportunités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous référence SL 20 à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.



COCEPLAN
à l'échelle des talents

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69006 LYON

Ingénieur conception contre-mesures

Notre groupe industriel de dimension internationale (4,3 milliards de CA, 5 800 personnes) appuie son dynamisme sur un potentiel technique et humain de premier plan et recherche un ingénieur conception contre-mesures.

Vous contribuerez au développement de cette activité en assurant les travaux de dimensionnement des produits pour contre-mesures, en coordonnant les activités des différents spécialistes et en participant à la mise au point et à l'évolution des méthodologies.

Ingénieur diplômé débutant (Sup Aéro, ENSMA, ESTA, Centrale Lyon...) avec, si possible, une spécialisation en mécanique du vol ou en rayonnement, vous souhaitez vous investir dans plusieurs domaines différents de la physique grâce à votre ouverture d'esprit, votre réactivité et votre aptitude au travail d'équipe. Une courbe d'apprentissage en bureau d'études dans le domaine aéronautique (idéalement) serait appréciée. Pour ce poste basé dans le sud-ouest de la France, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 34311 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Michael Page, n°1 du recrutement en France et en Europe, crée la division Ingénieurs et Production pour le recrutement d'ingénieurs et de techniciens et recherche pour ce challenge un

Consultant

A 27/29 ans, de formation ingénieur, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience opérationnelle au sein d'une entreprise industrielle ou d'un cabinet de conseil.

Commercial, organisé et autonome, vous possédez une bonne connaissance des métiers de l'industrie.

Vous aimez les contacts de haut niveau et êtes attiré par une activité commerciale et de conseil.

Après un cycle de formation spécifique, vous développerez votre propre portefeuille de clients et aurez la responsabilité globale de vos missions de recrutement.

Doté d'une forte personnalité, vous possédez un excellent relationnel et souhaitez intégrer une structure très évolutive et dynamique.

Le caractère international de notre activité exige un anglais courant.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél. + rémunération actuelle à Frédéric Pommier, Michael Page Ingénieurs & Production, 3 bd Bineau, 92594 Levallois Perret ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (Cronos Job Post). SOUS réf. POM009

MP Michael Page Ingénieurs & Production
Le spécialiste du recrutement pour l'Industrie

ORGANISME BANCAIRE RECHERCHE

Ingénieur forestier

Vous devrez, dans le cadre d'un groupement forestier, assurer le suivi de la vie sociale des structures dont vous aurez la charge, et les rapports avec les associés. Vous participerez à la conception et au contrôle de la bonne application des plans d'aménagement des

forêts du groupement forestier, ainsi qu'au suivi des coupes, travaux... Ingénieur diplômé d'une école d'agronomie ou d'agriculture, vous avez impérativement acquis une première expérience de la forêt et possédez de bonnes qualités rédactionnelles.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) en précisant sur l'enveloppe la réf. 563 à Communiqué, 50, 54 rue de Sully, 92513 Boulogne Billancourt Cedex qui transmettra.

Piloter l'innovation, pour conquérir le marché européen...

EMI

Groupe Koyo
SYSTEMES DE DIRECTION

KOYO est le Numéro 2 mondial des systèmes de direction automobile. Nous sommes la filiale pour l'Europe. Notre croissance qui a été de 40% sur les 2 dernières années (CA 95 : 1,15 MDP) restera à un niveau élevé.

Le site européen, près de Lyon, emploie environ 1 000 personnes. Notre Direction des Etudes et Essais au cœur du processus de développement et d'innovation a doublé ses effectifs en quatre ans. Elle recherche son

**ADJOINT AU
DIRECTEUR DES
ETUDES ET ESSAIS**

Au sein de cette Direction (80 personnes), vous aurez à manager directement la fonction études (35 Ingénieurs et Techniciens). Vous coordonnerez leurs travaux, orientez, si nécessaire, les choix techniques grâce à l'expérience significative que vous avez acquise (de préférence dans l'univers automobile) en développement d'organes et de systèmes mécaniques et/ou hydrauliques à fort niveau d'exigence.

Agé de 35 ans ou plus, parlant couramment l'anglais et si possible l'allemand, vous avez un potentiel technique et humain indiscutable qui vous ouvre des perspectives d'évolution dans notre société.

Merci de transmettre votre candidature **shél. 4067/M** à notre conseil EUROPACK qui vous garantira une totale confidentialité - 57, Boulevard Vivier Merle 69429 LYON CEDEX 03.

EUROPACT
L'OUVERTURE

La Caisse Nationale de l'Assurance Maladie
recrute pour sa Direction des Risques Professionnels à Paris

UN INGENIEUR EXPERIMENTE

- Ses missions :
- Imaginer et promouvoir des actions de prévention des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles notamment dans les industries de la Métallurgie et du Bois
 - Animer des Comités Techniques paritaires et des groupes de travail
 - Coordonner l'action des services prévention des Caisses Régionales d'Assurance Maladie dans ses domaines de compétence - Contribuer à l'élaboration des normes européennes.
- Ses compétences :
- Rigueur, organisation, disponibilité - Sens des responsabilités
 - Capacités relationnelles et rédactionnelles, aptitude à négocier
 - Aptitude à conduire des projets - Allemand et/ou anglais indispensables.
- Sa formation :
- Ingénieur diplômé - Forte expérience dans la gestion d'affaires ou de projets.

Envoyer lettre manuscrite de candidature + CV à la CNAITS,
66, avenue du Maine - 75694 PARIS Cedex 14 à l'attention de Mme Walkowiak.

Dans le cadre de son fort développement actuel, l'un des leaders français de l'ingénierie thermique recherche pour la banlieue Ouest de Paris un



Ingénieur d'Affaires (H/F)

ALLENAND COURANT

Diplômé d'une Grande Ecole, vous possédez au minimum 3 ans d'expérience dans des activités pétrolières, chimiques ou thermiques. Vous travaillez facilement en Allemand et en Anglais.

Dès la signature d'un contrat, vous en assurez la responsabilité technique et financière de bout en bout, sans vis à vis du client que des prestataires extérieurs avec lesquels vous négociez.

Passionné par la technique, vous êtes un homme de contact dont les capacités de communication, de rédaction et de management vous permettent de faire avancer vos dossiers par l'écoute et la discussion. Autonome, vous savez le sens des priorités et des ordres de grandeurs financières et techniques.

Adresser votre dossier à :
ALC Organisation - 8, av. de la République 78600 Le Mans Le Roi.

CONSEIL EN ORGANISATION ET EN GESTION DE VOS RESSOURCES HUMAINES

هكنا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 8 OCTOBRE 1996 / XI

Carrières Internationales

Bradfield Associates

NMR/MRI Specialist (Theorist)

USA based

Established international high technology company, the leader in its field of activity, seeks a professional with specialisation in NMR (nuclear magnetic resonance) spectroscopy or MRI (magnetic resonance imaging) technology interested in work on industrial NMR applications in a dynamic, new growth area outside the medical field. We are especially looking for a scientist with a theoretical or computational orientation who has demonstrated innovative contributions in the field of NMR.

The successful candidate must have earned his or her doctorate in a relevant field (physics, physical chemistry, electrical engineering) and should have 3-10 years experience working in NMR/MRI research or applications. Applicants should be able to work both independently and interactively within a multi-disciplinary R&D workgroup.

The job site is located in the USA. Compensation and benefits are highly competitive. Opportunities for long-term professional development (both inside and outside the field) are excellent.

Interviews will take place in Europe in late September or early October.

Please forward a letter of application, curriculum vitae and a list of publications and professional references to Caroline Bradfield, Bradfield Associates, 1 Bannell Court, West Street, Comberton, Cambs CB3 7DS, England. Reference UM/10

DELPHI

Automotive Systems

DELPHI AUTOMOTIVE SYSTEMS is the world's most diversified automotive systems and components supplier. We employ over 178.000 people, operate more than 190 manufacturing facilities in over 32 countries, and maintain 17 state-of-the-art technical centers worldwide. For the division of Delphi Interior & Lighting Systems at the Wuppertal location in Germany and for other technical centers in Europe we are looking for

CAD Engineers CAD Designers Detailers

Your personal assignment could include one or more of the following: prepare design layouts, FMEA, packaging studies, concept design, system design and component design.

Ideal applicants will have 3 or more years of experience in the automotive industry. Extensive 3D CAD experience is necessary. Unigraphics is preferred, Caddis or Catia experience is desirable. Experience with plastic design, sheet metal forming, die casting, foam design, textile patterns and fastener design would be desirable.

A good command of the English language is required for some positions, but not for all. Suitable applicants will be offered English training as required. PC-skills are necessary to be efficient.

If you are flexible and interested in one of these positions, ladies and gentlemen, if you have a lot of your own initiative, communication skills and team spirit and you are used to working with your goal and performance in mind, please send your complete application papers with curriculum vitae in English, certificates and credentials, photo and expectation of income.

In addition you have the possibility to visit us at the Paris Auto Show 'Mondial de l'Automotive 1996'. The show will be held at Porte de Versailles. You find us at the following location: Hall 1, Allée G, Stand 781.

DELPHI Automotive Systems Deutschland GmbH

Personnel Department • Reinshagenstraße 1 • D-42369 Wuppertal

Sciences et Santé



Diplômé(e)s en Pharmacie

Temps Partiel
Temps Complet

Vous souhaitez franchir une étape. Nous aussi.

Aix-les-Bains
Epinal
Ales
Paris RP
Bayonne
La Rochelle

Vous avez envie de valoriser votre expérience, dans un univers riche d'opportunités au sein du Groupe Pinaut-Printemps-Redoute. Nous vous proposons de vous investir dans un challenge original et formateur : conseiller, fidéliser et développer la clientèle des espaces "Santé-Beauté" que nous ouvrons au sein de nos magasins. Vos qualités d'écoute et de communication, votre sens commercial sont vos atouts pour réussir dans cette mission. Ces postes évolutifs sont assortis d'une formation à nos méthodes.

Adressez sans plus attendre CV, photo et prétentions en précisant la référence PAP/96 et la ville choisie à Monique Beaufort
Siège Social Prisma - DRHCI
69 boulevard du Général Leclerc
92110 Clichy.

prisma

MSI, an unrivaled technical experience in wireless technologies !



Mobile Systems International offers a wide range of services to assist her clients from business planning to full turnkey design and development all over the world.
MSI recruits :

EXPERT ENGINEERS

IN GSM, CDMA, PCS TECHNOLOGIES, BSEE/MSEE DEGREE OR EQUIVALENT

INTERNATIONAL

Salaries \$35K to \$80K

• ASSOCIATE LEVEL CONSULTANTS

Réf. ALC

Knowledge of Communication system/RF background. Cellular training and working. Able to use RF design tools/testing and measurement Equipment...

• RF DESIGN CONSULTANTS

Réf. RF

1/3 years of cellular experience with base line operating system experience. System design, dimensioning, cell site evaluation...

• SENIOR RF DESIGN CONSULTANTS

Réf. SRF

3 + years of cellular experience (Digital technologies preferred). System expansion, tuning, optimization... Leadership capabilities, report writing experience required.

• RF PROJECT MANAGERS

Réf. RFP

3/5 years of cellular experience (1/3 of team management). Responsible for technical design, lead RF activities, develop and monitor technical process, client interfaces.

Please send application letter and CV in english with the selected reference to MSI, Françoise BAUDRY, 257 av Georges Clémenceau, 92745 NANTERRE Cedex, FRANCE.

Découvrez votre emploi de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU MARDI

Dirigeants

Organisation & gestion des entreprises

- Gestion/Finances • Conseil/Audit • Juristes/Ressources Humaines
- Marketing & Communication • Fonction Commerciale

Le Monde des Cadres

Carrières Internationales

Don't Carrières Européennes en Entreprises

Le Monde

Informatique

Réseaux Télécommunications



NOS OPPORTUNITÉS POUR DES CONFIRMÉS

MARKETING

Chefs de produit
Responsables Développement
des Ventes
Ingénieurs Support Technique

MANUFACTURING

Ingénieurs Produit
Ingénieurs Acheteurs
Ingénieurs Composants
Ingénieurs Planification

R&D

Ingénieurs Electroniciens
Ingénieurs Logiciel
Concepteurs de Circuits Intégrés
Ingénieurs Mécaniciens
Ingénieurs Graphique
Ingénieurs Qualification Produit

La fonction marketing à Hewlett Packard Grenoble :
**"Ce sont les besoins des clients
qui motivent nos innovations".**

Après l'Italie, l'Allemagne et la Suisse, Emilio entame chez HP Grenoble la quinzième année d'un parcours européen à forte dominante vente. Désormais directeur du marketing, ce transalpin pragmatique possède plusieurs langues mais un seul credo : le contact direct avec le client.

■ La quasi totalité des postes que vous avez occupés en 14 ans chez HP relevait de la fonction vente. Vous voici, à une responsabilité mondiale, directeur marketing pour les PC professionnels. Pourquoi cette évolution ?

● Emilio. Exercer des responsabilités commerciales dans une compagnie aussi axée que la nôtre sur la satisfaction du client constitue un facteur privilégié d'accès à des fonctions-clés. Car, en un sens, chaque acteur d'HP est un vendeur. Quelqu'il fasse, il doit comprendre ce que veut un client et lui apporter une réponse avec ce dont nous disposons. Mais aussi

avec ce dont nous ne disposons pas encore... D'où le rôle crucial de l'innovation dans notre démarche de satisfaction client.

■ Comment cette démarche s'illustre-t-elle concrètement ?

● Deux exemples. HP a été parmi les toutes premières à introduire des ordinateurs portables sur le marché professionnel. Plus tard, HP a inventé l'imprimante Laser Desktop. Auparavant, les imprimantes laser étaient d'énormes machines qui coûtaient des fortunes (...). Je suis chez HP depuis 14 ans parce que cette compagnie n'est jamais tombée dans le piège de la technologie pour la technologie. Un produit n'est pas une fin en soi mais la réponse à l'attente d'un client donné. Au meilleur prix possible.

■ Comment conserver la connaissance du terrain quand on occupe un poste de manager international ?

● Le plus simplement du monde : en passant beaucoup de temps avec ses clients et ses prospects. Je consacre presque la moitié de mon temps aux contacts directs avec notre clientèle, nos ingénieurs commerciaux et nos réseaux de distributeurs — ceux qui vendent nos produits à l'utilisateur final. Le reste du temps, je fais

comme chacun à HP Grenoble : je cherche, individuellement et en équipe, comment satisfaire les besoins de nos clients.

■ Vous reste-t-il du temps pour recruter ?

● Toujours ! La division PC doit posséder les ressources humaines nécessaires pour soutenir sa croissance : 60 % en moyenne sur les cinq dernières années. Nous recrutons des *segment managers*, c'est-à-dire des «super product managers» dotés d'une vision globale de leur segment de marché et responsables de la satisfaction client sur l'ensemble du segment. Nous cherchons également des ingénieurs marketing. Ce sont des stratèges, impliqués dans tout ce qui peut nous aider à mieux connaître notre business : études de marchés, prévisions... Ils calibrent les besoins actuels et futurs des clients. C'est la qualité de leurs prospectives qui permet aux ingénieurs du Lab (la R & D, ndr) et de la production d'innover avec toujours plus de pertinence, c'est-à-dire de concevoir les produits dont nos clients ont besoin (...). Nous sommes en permanence à la recherche de nouveaux talents. Nous attachons certes un grand prix à l'expérience, mais nous pensons surtout à ce que nous allons construire avec un candidat.

Pour tous ces postes la maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. GPCD6, à Hewlett-Packard, Service Recrutement, 38053 Grenoble Cedex 09.
Du 03 Septembre au 22 Octobre 1996, Hewlett Packard vous présente les métiers de ses sites industriels. Cette semaine, rendez-vous avec le Marketing. La semaine prochaine : la R&D



**HEWLETT
PACKARD**

CONSULTANTS **RADIOCOM / RESEAUX HAUT-DEBIT**

Nous sommes une Société de Conseil en Télécommunications spécialisée dans les réseaux cellulaires et haut-débit. Notre forte croissance en France comme à l'international (30 % du CA), nous amène à recruter de futurs Responsables d'Affaires.

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs et passionné par notre secteur d'activités. Nous vous proposons, en France comme à l'étranger de :

- diriger ou participer au développement d'équipements GSM et ATM,
- concevoir ou déployer de nouveaux réseaux GSM, DCS, CDMA,
- coordonner ou répondre à des appels d'offres internationaux sur les standards de radiotéléphonie du prochain millénaire (UMTS, ...) et de téléphonie par satellite (Iridium, Globalstar, Odyssey, ...).
- développer nos parts de marché auprès de nos clients.

Merci de bien vouloir transmettre votre candidature à :

**LORRIS
CONSULTING**

Melle Grillon - Services du Personnel
56, Av. du Général Leclerc - 92100 BOULOGNE

Une "tête bien faite" pour des projets ambitieux !

Importante société du secteur tertiaire PARIS recherche

2 JEUNES ANALYSTES CHEFS DE PROJETS

220KF+

Vous avez une formation supérieure de type ingénieur ou équivalent, une réelle expérience de 2 ans minimum dans l'élaboration et la réalisation du cahier des charges (orientation gestion), de l'autonomie, le sens du dialogue.

Possibilité de recrutement en CDD et CDI.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite et prétentions en précisant la référence 2234/M à notre conseil : PL CONSULTANTS - 18/20, rue Claude Tillier - 75012 PARIS.



MARBEN
CONSULTING TECHNOLOGIES

Jeune société du groupe SUGOS, notre activité s'exerce dans le conseil de haut niveau en nouvelles technologies de l'information. Nous aidons les Directions Générales, et les Directions Opérationnelles de grands comptes à construire, maîtriser et accompagner les évolutions stratégiques et technologiques de leurs systèmes d'information.

Nous appuyons notre réussite sur une approche professionnelle, qualitative et pragmatique. Pour accompagner notre forte croissance, nous cherchons un

Consultant
motivé par l'évolution des
systèmes d'information

Ingénieur grande école, vous avez acquis, comme Consultant ou Directeur de Projets, dans le conseil ou auprès de grands comptes, 5 à 10 ans d'expérience en matière d'architecture ou d'organisation de systèmes d'information.

Pour avoir conçu et mis en œuvre des architectures techniques, vous possédez déjà un savoir-faire éprouvé sur les nouvelles technologies (Télécoms, architectures distribuées, Intranet, Workflow...).

Vos compétences et votre ambition vous permettront d'être partie prenante de notre développement.

Merci d'écrire à
notre Conseil sous réf. 6227/M



ALEXANDRE TIC SA
AUXILIERE TECHNIQUE DES NOUVELLES GENES

مكتبة المجلد